

## Report of the MLA Compensation Review Commission 2007

Rapport de la Commission d'examen de la rémunération parlementaire 2007

Hon. Patrick A.A. Ryan, Q.C.

**Compensation Commissioner** 

L'hon. Patrick A.A. Ryan, c.r.

Commissaire à la rémunération

Volume I

Volume I



Spem Reduxit



The Honourable Roy Boudreau Speaker of the Legislative Assembly Legislative Assembly of New Brunswick P.O. Box 6000 Fredericton, New Brunswick E3B 5H1

Dear Mr. Speaker,

.

.

.

.

.

.

0

.

.

.

0

.

.

This report comes as a result of a long delay of many years of attempting to deal with issues that have been managed internally and without resort to a referral to an independent Commission for review. The last Commission was in 1980, 27 years ago. This year, the Legislative Administration Committee took the initiative and caused a reference to be made for a review of a number of areas of concern, as the reader will see from the Reference to me as Commissioner.

I acknowledge the dedicated assistance of my Research Assistant, Jeffrey Prosser, who joined me in this project a few months after the Reference. From the public service, I had unwavering cooperation from the Clerk of the Legislature, Loredana Catalli-Sonier, Esqe, and the Director of Finance and Human Resources of the Legislature, Peter Wolters, C.A., who provided me with historical and practical information so that I could make the independent decisions contained in the report.

I am grateful to Lynn Noel, Director of Client Services, Compensation and Employee Benefits Division of the Office of Human Resources for her assistance in particular. As well, I acknowledge the assistance of Brian Durelle.

One of the mainstays in providing practical input, and a professional upon whom I relied, is Dr. Rick McGaw, a professor in the Department of Economics at the University of New Brunswick.

L'honorable Roy Boudreau Président de l'Assemblée législative Assemblée législative du Nouveau-Brunswick C.P. 6000 Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1

Monsieur le président,

Le présent rapport s'est longtemps fait attendre, car de nombreuses années ont été consacrées à tenter de gérer des questions à l'interne sans confier de mandat à une commission indépendante d'examen. La dernière commission remonte à 1980, il y a 27 ans. Cette année, le Comité d'administration de l'Assemblée législative a pris l'initiative en définissant le mandat relatif à l'examen d'un certain nombre de domaines de préoccupation, mandat qui m'a été confié à titre de commissaire et que le lecteur peut consulter.

Je reconnais l'aide précieuse fournie par mon adjoint à la recherche, Jeffrey Prosser, qui s'est joint à moi dans la réalisation du projet quelques mois après l'attribution du mandat. Du côté des services publics, j'ai bénéficié de la loyale collaboration de Loredana Catalli-Sonier, greffière de l'Assemblée législative, et de Peter Wolters, c.a., directeur des finances et des ressources humaines de l'Assemblée législative, qui m'ont fourni des renseignements historiques et utiles afin que je puisse rendre les décisions indépendantes qu'énonce le rapport.

Je tiens particulièrement à remercier de son aide Lynn Noel, directrice des Services à la clientèle, Division de la rémunération et des avantages sociaux des employés, Bureau des ressources humaines. En outre, je tiens à souligner la contribution de Brian Durelle.

Pour ce qui est de fournir des suggestions pratiques, Rick McGaw, professeur au département des sciences économiques de l'Université du Nouveau-Brunswick et un professionnel sur qui j'ai compté, a été un des piliers du projet.

I must also acknowledge the assistance of Commissioners of Compensation reports in other provinces and the territories. Their combined experience, freely given, saved countless hours which would have had to be expended in research and, of course, their practical experience was invaluable. The staff in departments of various governments across the country gave valuable assistance as well.

Respectfully submitted,

The Honourable Patrick A.A. Ryan, Q.C.

**Compensation Commissioner** 

Je dois aussi souligner l'aide des commissaires d'autres provinces et des territoires, qui ont rédigé des rapports sur la rémunération. Le fruit de leur expérience collective, généreusement transmis, a permis d'économiser un nombre incalculable d'heures qu'il aurait fallu consacrer à la recherche. Il va sans dire que leur expérience pratique a été d'une valeur inestimable. Le personnel de ministères de divers gouvernements de l'ensemble du pays a aussi été d'une aide précieuse.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le commissaire à la rémunération, L'hon, Patrick A.A. Ryan, c.r. ··· 7····· 7···· 7···· 7···· 7···



## TABLE OF CONTENTS

•••••••

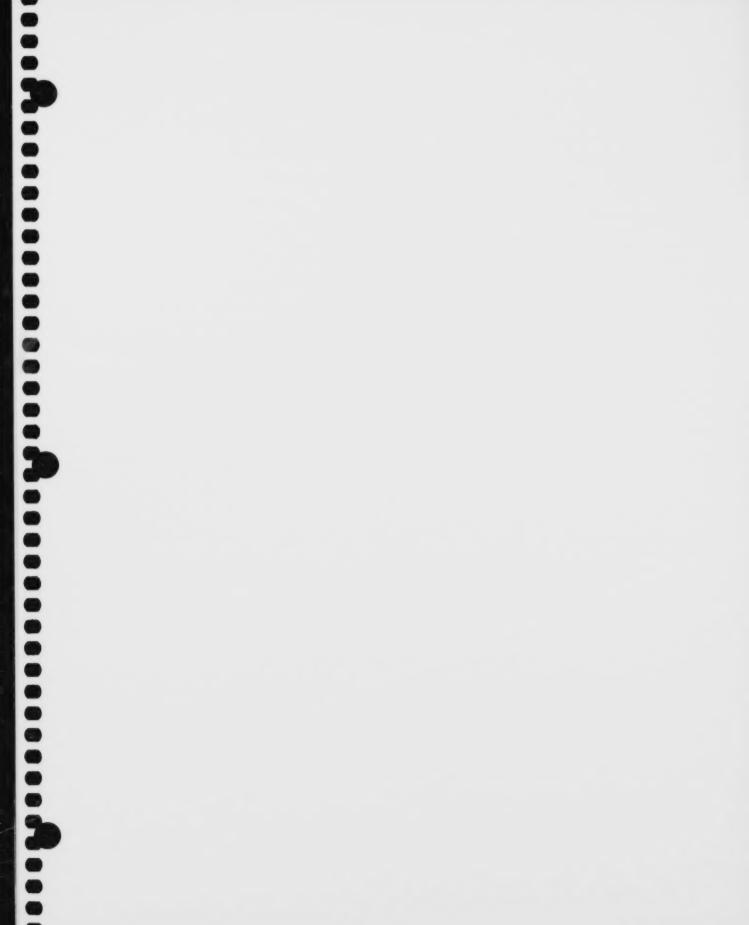
## TABLE DES MATIÈRES

VOLUME I		VOLUME I	
Introduction	7	Introduction	
Exclusion	8	Exclusion	8
History	8	Historique	8
The Economy	. 14	Économie	, 14
Legislators	. 21	Législateurs et législatrices	. 21
Committee Meetings	. 25	Réunions de comités	. 25
Re-establishment Allowances	. 29	Indemnité de réinstallation	. 29
Career Counseling	. 31	Orientation professionelle	. 31
Salaries	. 33	Rémunération	. 33
Caveat	. 42	Réserve	. 42
Current Canadian and Maine Reviews	. 43	Examens actuels au Canada et au Maine	. 43
Alberta	. 44	Alberta	. 44
British Columbia	. 47	Colombie-Britannique	. 47
Maine	. 55	Maine	. 55
Manitoba	. 58	Manitoba	. 58
Newfoundland and Labrador	. 62	Terre-Neuve-et-Labrador	. 62
Northwest Territories	. 68	Territoires du Nord-Ouest	. 68
Nova Scotia	. 70	Nouvelle Écosse	. 70
Nunavut	. 74	Nunavut	. 74
Ontario	. 76	Ontario	. 76
Prince Edward Island	. 79	Île-du-Prince-Édouard	. 79
Québec	. 83	Québec	. 83
Saskatchewan	. 86	Saskatchewan	. 86
Vukon	88	Vukon	88

Executive Council and	Conseil éxecutif et fonctions
Special Responsibilities 90	particulières
	Premier ministre ou première
Premier	ministre de la province
Cabinet Ministers	Ministres
	Présidence et vice-présidence
The Speaker and Deputy Speakers 99	de l'Assemblée
Leader of the Opposition	Chef de l'opposition
Whips	Whips
Recognized Third Party	Tiers parti reconnu
	Recommendations rélatives à la
Salary Recommendations	rémunération
Pensions	Pensions
Conclusion and Focus	Conclusion et orientation
Focal Points	Points saillants
APPENDICES	ANNEXES
Appendix A-1: Curricula Vitae	Annexe A-1 : Curriculum vitae
Appendix A-2: Terms of Reference 137	Annexe A-2 : Mandat
	Annexe A-3: Avis paru dans les
Appendix A-3: Newspaper Notice 141	journaux142
	Annexe A-4 : Questionnaire à l'intention
Appendix A-4: Public Questionnaire 145	du public 145
	Annexe A-5 : Premier questionnaire à
Appendix A-5: Current Members'	l'intention des députés
Survey No.1 147	actuels
	Annexe A-6 : Deuxième questionnaire à
Appendix A-6: Current Members'	l'intention des députés
Survey No. 2 149	actuels
Appendix A-7: Former Members'	Annexe A-7: Questionnaire à l'intention
Survey	des anciens députés 152

Annexe A-8 : Conjoncture au Nouveau-
Brunswick : analyse de
Rick McGaw 15.
Annexe A-9 : Résultats du premier
questionnaire à l'intention
des députés actuels 15
Annexe A-10 : Rémunération liée aux
comités, 2004-2005 158
connes, 2004-2003 130
Annexe A-11 : Rémunération liée aux
comités, 2005-2006 160
Annexe A-12 : Rémunération des
députés provinciaux du
Nouveau-Brunswick
depuis 1979
Annexe A-13 : Revenu des législateurs et
législatrices au Canada 169
Annexe A-14: La commission dans les
médias
modas
Annexe A-15: Premières impressions 177
Annexe A-16: Revenu au Nouveau-
Brunswick (Statistique
Canada)
Annexe A-17 : Indemnité parlementaire
au Nouveau-Brunswick
par rapport à l'IPC et à la
valeur en dollars
constants de 2006 186
Annexe A-18 : Rémunération des députés
provinciaux de l'Ontario
au 1 <sup>et</sup> avril 2007 188
Annexe A-19 : Rémunération des premiers
ministres provinciaux
au Canada 190
au Canada 190
Annexe A-20: Portefeuilles actuels du
Conseil exécutif 192

Appendix A-21: Leaders of the Opposition who Became Premier in N.B	Annexe A-21 : Chefs de l'opposition qui sont devenus premier ministre au Nouveau- Brunswick
	Brunswick 196
Appendix A-22: Salary Recommendations 197	Annexe A-22 : Recommandations relatives à la rémunération 197
Appendix A-23: Life Expectancy in N.B. (Statistics Canada) 198	Annexe A-23 : Espérance de vie au Nouveau- Brunswick (Statistique Canada)
Appendix A-24: Monthly Pension payable at 8 sessions and 6 sessions 199	Annexe A-24 : Pension mensuelle à payer après 8 sessions et après 6 sessions
Appendix A-25: Types of Pension Plans that are Cost Neutral 200	Annexe A-25 : Types de régimes de retraite sans surcoûts pour les députés
Appendix A-26: MLA Pension Plans across Canada	Annexe A-26 : Régimes de pension des députés provinciaux au Canada
Appendix A-27: Pension Plans Administered by N.B. Government	Annexe A-27 : Régimes de pension gérés par le gouvernement du Nouveau-Brunswick 206
Appendix A-28: End notes 209	Annexe A-28: Notes en fin de texte 209
VOLUME II Appendix B-1: 1980 New Brunswick Compensation Review	VOLUME II  Annexe B-1 : Examen de la rémunération au  Nouveau-Brunswick de 1980
Appendix B-2: Manitoba Compensation Reviews	Annexe B-2 : Examens de la rémunération au Manitoba
Appendix B-3: Nova Scotia Compensation Review	Annexe B-3 : Examen de la rémunération en Nouvelle-Écosse
Appendix B-4: Québec MNA Compensation	Annexe B-4 : Québec - rémunération des députés
Appendix B-5: State of Maine: Legislators' Handbook	Annexe B-5 : État du Maine : Guide des parlementaires





"Having full confidence in your zeal for the public good [as Members of the Legislative Assembly], I feel assured that your deliberations will tend to the enactment of such measures as may best promote the happiness and prosperity of the people."

Sir Leonard Tilley, Lieutenant-Governor of New Brunswick, 1878 Speech from the Throne

#### INTRODUCTION

....

.

•

The Independent Commission to Review the compensation payable to the 55 elected Members of the Legislative Assembly of New Brunswick was approved by the Legislative Administration Committee on March 23, 2007.

The Commission's terms of reference designated several areas for review:

- Salaries of Members of the Legislative Assembly
- Additional indemnities for parliamentary office holders
- Recommendations on compensation
- Whether non-taxable expense allowances should be adjusted and subject to income tax
- The Members' Pension Act
- Re-establishment allowances

Ayant pleinement confiance en votre ardeur en tant que députés au service de l'intérêt public, j'ai l'assurance que vos délibérations aboutiront à l'adoption des mesures les plus favorables au mieux-être et à la prospérité de notre population<sup>1</sup>. [Traduction.]

Sir Leonard Tilley,

lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, discours du trône, 1878.

#### INTRODUCTION

Le Comité d'administration de l'Assemblée législative a approuvé le 23 mars 2007 la création de la commission indépendante d'examen de la rémunération des 55 députés provinciaux du Nouveau-Brunswick. Le mandat de la commission désigne plusieurs domaines d'examen :

- le traitement des députés provinciaux;
- les autres indemnités versées aux titulaires de charge parlementaire;
- les recommandations en matière de rémunération;
- la question de savoir si les indemnités de fonction (aussi appelées « allocations pour frais ») non imposables devraient être révisées et assujetties à l'impôt sur le revenu;
- la Loi sur la pension des députés;
- les indemnités de réinstallation;

 Provision for re-training or career counseling for former member

The pertinent curricula vitae are Appendix
A-1 and the "Terms of Reference" is Appendix A-2.

 les dispositions visant l'orientation et le perfectionnement professionnels des anciens députés.

Les curriculum vitae pertinents constituent l'annexe A-1, et le mandat constitue l'annexe A-2.

#### **EXCLUSION**

2

3

By implication, the review process excluded the annual Private Members' Constituency Allowance (the Riding Office) of \$40,000 as well as the Cabinet Ministers' Constituency Allowance of \$15,000. In my opinion, these sums are not personal income or benefits received by the members but are operating expenses.

Additionally, I will not be dealing with Sessional Allowances, Intersessional Travel Allowances nor Kilometric Allowances.

## HISTORY

5

The dilatory approach to a review of the income and attendant benefits to legislators in the province, coupled with awkward intermittent attempts to make adjustments, has led to a consequence of makeshift and inadequate

#### **EXCLUSION**

L'examen a d'entrée de jeu exclu l'indemnité annuelle de bureau de circonscription de 40 000 \$ des députés et l'indemnité de bureau de circonscription de 15 000 \$ des ministres. À mon avis, ces sommes attribuées aux députés ne représentent ni un revenu personnel ni des avantages sociaux mais des frais de mandat.

En outre, je ne traiterai pas de l'indemnité de fonction, des indemnités pour les déplacements pendant l'intersession ni des indemnités de kilométrage.

#### HISTORIQUE

Les atermoiements à l'égard de l'examen de la rémunération et des avantages sociaux des législateurs et législatrices de la province, combinés avec des tentatives intermittentes et maladroites d'effectuer des rajustements, ont remedies concerning compensation. I mention the dilatory approach because the last independent review was in 1980, more than a quarter of a century ago.

....

.

.

•

.

.

.

.

:

.

.

.

-

.

As a result of a failure to address the issues, the situation has resulted in the elected members' incomes lagging behind those of members in most other provinces and the territories, a high percentage of persons of position in the public service, in the professions and in private industry. However, attempts have been made in various ways over the past 27 years to make adjustments so that the income scale will be less embarrassing. For example, there were annual percentage increases to counter inflation and the taking advantage of income tax laws permitting a non-taxable allowance of up to 40% or even 50% of a member's salary, referred to in legislation as the member's "indemnity".

The reference to "indemnity" is outdated.

The term arose many years ago when persons

donné lieu à des révisions improvisées et insuffisantes relativement à la rémunération. Je parle d'atermoiements car le dernier examen indépendant a eu lieu en 1980, il y a plus d'un quart de siècle.

Faute d'intervention, la rémunération des députés accuse un retard sur celle des députés dans la plupart des autres provinces et les territoires, sur celle d'un pourcentage élevé du personnel des services publics, sur celle des professionnels et sur celle des gens de l'industrie privée. Diverses tentatives ont pourtant été entreprises au cours des 27 dernières années pour effectuer des rajustements pour que le barème de rémunération soit moins embarrassant. Par exemple, des augmentations annuelles en pourcentage ont été établies afin de contrer l'inflation, et les règles de droit sur l'impôt sur le revenu ont été mises à profit pour permettre une indemnité de fonction non imposable allant jusqu'à 40 % ou même 50 % de l'indemnité parlementaire, dite « indemnité annuelle » dans notre loi.

L'emploi du terme « indemnity » dans le texte anglais est désuet. L'usage du terme remonte

the capital of a province to do government business and were required, in the meantime, to hire persons to work the farm or temporarily replace them in their jobs. The money was to indemnify the elected representative against losing money while performing a service for the public. In today's market "indemnity" means the income ordinarily referred to as one's pay or salary.

elected to office left their farms or jobs to come to

The last independent compensation review was prepared under the chairmanship of an actuary, John Tarrel, assisted by Ed Levert and Gregor Hope. A copy is included in Volume II as Appendix B-1. In 1980 the MLAs' indemnity was increased from \$14,015 to \$20,000. By 1990, it had risen to \$35,807 and remained at that level for the next five years. In more recent years the indemnity was increased by the average change in industrial wages and salaries, and today stands at \$45,347.

à l'époque où les élus quittaient leur exploitation agricole ou leur emploi pour se rendre dans la capitale provinciale occuper leur charge publique et devaient pendant leur absence se faire suppléer dans les travaux agricoles ou dans leurs autres fonctions. La rétribution servait de compensation aux pertes de revenus que les élus subissaient dans l'exercice de fonctions au service du public. Aujourd'hui, en contexte parlementaire, « indemnity » désigne la rémunération qui, par ailleurs, serait appelé «pay» (salaire) ou « salary » (traitement).

Le dernier examen indépendant de la rémunération a été mené sous la présidence de John Tarrel, actuaire, avec l'aide d'Ed Levert et de Gregor Hope. Le texte constitue l'annexe B-1 du volume II. En 1980, l'indemnité parlementaire est passée de 14 015 \$ à 20 000 \$. En 1990, elle avait atteint 35 807 \$ et est restée à ce niveau les cinq années suivantes. Ces dernières années, elle a suivi la variation moyenne des salaires dans l'ensemble des activités économiques et se chiffre maintenant à 45 347 \$.

.

Once inflation is taken into account, a different picture emerges. Using 2006 as a base (since the inflation rate for 2007 is not yet known) the indemnity in 1980 would be the equivalent of \$48,212 in 2006, yet the actual indemnity was \$43,995. In order to restore the real indemnity of 1980 (\$48,212), the current indemnity would have to be increased by 9.6%.

10

I will deal further with this when I review the matter of salaries and will consider the indemnity and its relation to the growing economy in New Brunswick in the past 27 years.

11

In preparation for this review, I met with the members of three different compensation reviews in Nova Scotia, consulted with the Commissioners of Compensation reviews in Prince Edward Island, Ontario and Newfoundland, and with the Conflict of Interest Commissioner of British Columbia, a key witness before the British Columbia Commission.

Compte tenu de l'inflation, un tableau différent se dégage. En dollars constants de 2006 (puisque le taux d'inflation pour 2007 n'est pas encore connu), l'indemnité parlementaire en 1980 équivaudrait à 48 212 \$ en 2006 ; pourtant, l'indemnité réelle était de 43 995 \$. Afin de rétablir l'indemnité parlementaire réelle de 1980 (48 212 \$), il faudrait majorer l'indemnité actuelle de 9,6 %.

J'approfondirai le sujet lorsque j'examinerai la question de la rémunération et je me pencherai sur l'indemnité parlementaire et son rapport à la croissance économique au Nouveau-Brunswick au cours des 27 dernières années.

En vue de l'examen, j'ai rencontré les membres de trois commissions d'examen de la rémunération de la Nouvelle-Écosse et j'ai consulté les commissaires chargés de l'examen de la rémunération de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario et de Terre-Neuve, ainsi que le commissaire aux conflits d'intérêts de la Colombie-Britannique, un témoin important devant la commission de la Colombie-Britannique.

Advertisements were placed in all the daily and weekly newspapers of the province, Appendix A-3; a public questionnaire accompanied the ads, Appendix A-4; a Web site was opened for input by members of the public at www.gnb.ca/legis/promos/crc-cer/index-e.asp; the public affairs television channel for the Legislative Assembly of New Brunswick continually displayed information that a review was being conducted, and viewers were invited to go to the Compensation Commission Web site until September 30, 2007, to participate in the review; Communications New Brunswick exhibited a news release on the government Web site; the MLAs were canvassed with two questionnaires, Appendix A-5 and Appendix A-6; interviews with two radio networks were held in relation to the public advertisements; and numerous organizations throughout the entire province were invited to submit their views on the reference. Former members were also canvassed; Appendix A-7.

Des annonces, qui constituent l'annexe A-3, ont paru dans les quotidiens et les hebdomadaires de la province, assorties d'un questionnaire à l'intention du public, qui constitue l'annexe A-4. Un site Web a été créé pour permettre au public d'avoir voix au chapitre, au <a href="http://www.gnb.ca/legis/promos/crc-cer/index-">http://www.gnb.ca/legis/promos/crc-cer/index-</a> f.asp>. La chaîne d'affaires publiques de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a télédiffusé continuellement des annonces sur la tenue de l'examen, qui invitaient le public à participer à l'examen en consultant le site Web de la commission de la rémunération avant le 30 septembre 2007. Communications Nouveau-Brunswick a publié un communiqué sur le site Web du gouvernement. Les députés provinciaux ont reçu deux questionnaires, qui constituent les annexes A-5 et A-6. Des entrevues au sujet des annonces publiques ont été tenues à l'antenne de deux réseaux de radio. De nombreux organismes de l'ensemble de la province ont été invités à exprimer leur opinion sur la question. Des anciens députés ont aussi été consultés (voir l'annexe A-7).

•

-

:

.

-

.

.

:

:

.

:

-

.

.

14

A compensation review is long overdue. Failing to strike an independent review breeds suspicion among electors and requires the elected representatives of the public to be on the defensive. As a result, it contributes to lowering the popularity of politicians in the eyes of the public, sometimes justified, most times not.

In Ontario, from 2001 to 2006, the Integrity Commissioner was mandated by legislation in the MPP Compensation Reform Act (Arm's Length Process), 2001 to review members' base salaries at such intervals as the Integrity Commissioner decided and to determine the appropriate salary for members at dates to be established by the Integrity Commissioner. It seems to me that a similar process should be introduced in New Brunswick in order to supplant the self-adjusting internal managing of salaries and tax-free and non-accountable payments that have been going on through several administrations that might well be criticized for having failed to call for independent reviews.

Un examen de la rémunération se fait attendre depuis trop longtemps. Le défaut d'établir un examen indépendant éveille des soupçons chez l'électorat et met les représentants élus du public sur la défensive. Par conséquent, la classe politique baisse dans l'estime du public, parfois à raison, mais le plus souvent à tort.

De 2001 à 2006, le commissaire à l'intégrité de l'Ontario a été mandaté, aux termes de la Loi de 2001 portant réforme de la rétribution des députés (processus sans lien de dépendance), d'examiner l'indemnité parlementaire, à la fréquence de son choix, et de décider des rajustements à faire, aux échéances de son choix. Il me semble qu'un processus similaire devrait être établi au Nouveau-Brunswick afin d'éliminer l'autorégulation et la gestion interne de la rémunération ainsi que des versements non imposables ou non soumis à justification, pratique à laquelle se sont livrés tour à tour plusieurs gouvernements, à qui on pourrait fort bien reprocher d'avoir négligé de commander des examens indépendants.

#### THE ECONOMY

15

Upon undertaking to accept the Commission, I determined that a first step would have to be a consideration of the province's economic situation. I turned to a highly respected and well known economist at the University of New Brunswick, Dr. Rick McGaw, to provide me with information on the state of the province. I considered the economic situation important in recommending any changes, favourable or unfavourable, to the issue of remuneration and its consequences.

16

Here is Dr. McGaw's assessment of the situation germane to our province.

# ECONOMIC CONDITIONS IN NEW BRUNSWICK

17

The economic outlook in New Brunswick has been and remains positive. It was reported in the Budget Speech that "most key economic indicators posted solid performances in 2006."

#### For example:

 Capital investment was the major engine of growth, increasing 4.5% and reaching a record \$5.0 billion;

#### **ÉCONOMIE**

Quand j'ai accepté le mandat, j'ai décidé qu'une première étape devrait consister à examiner la conjoncture économique de la province. J'ai demandé à Rick McGaw, éminent et renommé économiste de l'Université du Nouveau-Brunswick, de me fournir des renseignements sur l'état de la province. J'ai cru important de tenir compte de la conjoncture économique pour ce qui est de recommander des changements touchant, de manière favorable ou non, la rémunération et ses conséquences.

Voici l'analyse que M. McGaw fait de la situation dans notre province.

## CONJONCTURE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Les perspectives économiques au Nouveau-Brunswick demeurent positives. Il a été signalé dans le *Discours du budget* que la «plupart des indicateurs économiques clés ont affiché des rendements solides en 2006».

#### Par exemple:

 Les investissements en capital ont été le moteur principal de croissance, augmentant de 4,5 % pour atteindre un record de 5,0 milliards de dollars.

- Employment increased 1.4%, or 4,900 net new jobs, posting the strongest growth rate east of Ontario;
- The provincial unemployment rate fell to 8.8%, its lowest level in three decades;
- Average weekly earnings increased 3.3% in 2006, compared to the 3.0% Canadian increase;
- Retail sales recorded their strongest growth since 1999, up 5.9%;
- Strong world prices for zinc pushed the value of mineral production up 63.8% to a record \$1.5 billion;
- Consumer inflation rose 1.6%, the lowest increase among the provinces.

Since the Budget Speech, most economic indicators, as currently reported by the Department of Finance and Statistics Canada, remain positive. The unemployment rate is at historic lows. Average weekly earnings in New Brunswick have increased at an annual rate of 4.7% and are comparable to other provinces except Ontario, Alberta and British Columbia. Retail trade has increased by 6.6%, manufacturing

- Le nombre d'emplois a augmenté de 1,4 %, soit 4 900 nouveaux emplois nets, pour afficher le taux de croissance le plus fort à l'est de l'Ontario.
- Le taux de chômage provincial est passé à 8,8 %, son plus bas niveau en trois décennies.
- Les gains hebdomadaires moyens ont augmenté de 3,3 % en 2006, par rapport à l'augmentation canadienne de 3,0 %.
- Les ventes au détail ont augmenté de 5,9 %, soit le taux de croissance le plus fort depuis 1999.
- Les cours mondiaux élevés du zinc ont augmenté de 63,8 % la valeur de la production minérale, la faisant atteindre un niveau record de 1,5 milliard de dollars.
- L'inflation des prix à la consommation a augmenté de 1,6 %, ce qui est le taux de croissance le moins élevé de toutes les provinces.

Depuis la présentation du *Discours du* budget, la plupart des indicateurs économiques dont font état le ministère des Finances et Statistique Canada demeurent positifs. Le taux de chômage est le plus bas de l'histoire. Les gains hebdomadaires moyens au Nouveau-Brunswick ont augmenté à un taux annuel de 4,7 % et sont comparables à ceux des autres provinces, sauf l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

18

•

.

•

•

•

:

•

.

=

.

.

shipments are down slightly (-0.3%) and residential construction has increased by more than 17%. The weakest area of the economy is likely the forest products industry. The strong Canadian dollar has hurt exports but growth in other areas has provided a cushioning for this decline. The Atlantic Provinces Economics Council reports that refined petroleum exports have grown at a rate of 24% per year from 2000 to 2005.

Le commerce de détail a augmenté de 6,6 %, les livraisons manufacturières ont baissé un peu (-0,3 %), et la construction résidentielle a augmenté de plus de 17 %. Le secteur le plus faible de l'économie est probablement l'industrie des produits forestiers. La vigueur du dollar canadien a nui aux exportations, mais la croissance dans d'autres secteurs a atténué les effets de la baisse. Le Atlantic Provinces Economic Council signale que les exportations du pétrole raffiné ont enregistré un taux de croissance annuel de 24 % de 2000 à 2005.

The audited financial statement for the province, released on September 28, shows that the budget surplus for 2006-07 rose from a planned level of \$22 million to \$237 million. This allowed a substantial payment on the provincial debt, and in this decade the debt as a percentage of gross domestic product (debt to GDP ratio) has fallen from 37% to 26%. As a result, the cost of servicing the debt has fallen by \$79 million.

Les états financiers vérifiés de la province, rendus publics le 28 septembre, montrent que l'excédent budgétaire pour 2006-2007 est passé à 237 millions de dollars, par rapport au montant prévu de 22 millions. L'augmentation a permis un paiement important sur la dette provinciale, et la dette exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (rapport dette nette-PIB) a été ramenée de 37 % à 26 % au cours de la décennie. En conséquence, les frais de service de la dette ont chuté de 79 millions.

•

.

•

.

•

.

.

:

.

0

•

Another way to judge the economic health of the province is to examine what the economic forecasters in the country are predicting. For example, Scotiabank is forecasting a 2.3% growth for 2007 and 2.7% for 2008. This is slightly greater than the two-year growth forecasted for Canada. Scotiabank also expects continued budget surpluses, and the unemployment rate is expected to remain around 8%.

21

BMO Capital Markets sees some weakness in residential construction and manufacturing. New Brunswick has the greatest dependence on exports in Canada; consequently the strength of the dollar is expected to slow growth in manufacturing. However, overall capital expenditure, due to several large projects, is expected to grow at the highest rate in Canada. BMO also identified concerns about outmigration.

22

Toronto-Dominion expects New Brunswick to grow at 2.4%, which is slightly

Un autre moyen de juger de la santé économique de la province est d'examiner ce que les prévisionnistes du pays en disent. Par exemple, la Banque Scotia prévoit une croissance de 2,3 % pour 2007 et de 2,7 % pour 2008. Cette croissance sur deux années est légèrement supérieure à celle qui est prévue pour le Canada. La Banque Scotia s'attend aussi à ce que les excédents budgétaires continuent, et il est prévu que le taux de chômage continuera de tourner autour de 8 %.

BMO Marchés des capitaux voit des faiblesses dans le secteur de la construction résidentielle et dans celui de la fabrication. Au Canada, le Nouveau-Brunswick est celui qui dépend le plus des exportations; en conséquence, il est prévu que la vigueur du dollar ralentira la croissance dans le secteur de la fabrication. Cependant, les dépenses en capital globales, gonflées par plusieurs grands projets, augmenteront, selon les prévisions, au rythme le plus élevé du Canada. BMO a aussi soulevé des préoccupations relativement à l'expatriation.

La Banque Toronto-Dominion s'attend à ce que le Nouveau-Brunswick connaisse une below the national average. The national average, however, is pulled upwards by the strong growth in Newfoundland, Alberta and Saskatchewan due to strength in natural resources. The growth rates of Manitoba, Nova Scotia, Ontario and Quebec are all expected to be close to the New Brunswick growth rate. A positive aspect of the strong growth elsewhere is that inflation is expected to be lower in New Brunswick. Toronto-Dominion also expects unemployment to remain around 8% with wage rate increases that exceed the national average.

The Dominion Bond Rating Service, an independent credit rating agency, recently renewed the province's rating at A (high), the same rating as Saskatchewan, Manitoba and Quebec. Newfoundland, Prince Edward Island and Nova Scotia had lower ratings, and Ontario, Alberta and British Columbia, higher. A Department of Finance news release (NB 719)

croissance de 2,4 %, taux légèrement inférieur à la moyenne nationale. La moyenne nationale, cependant, est rehaussée par la forte croissance à Terre-Neuve, en Alberta et en Saskatchewan, attribuable à la vigueur du secteur des ressources naturelles. Il est prévu que les taux de croissance du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et du Québec avoisineront celui du Nouveau-Brunswick. Un aspect positif de la forte croissance ailleurs au pays est le fait que l'inflation, selon les prévisions, sera plus basse au Nouveau-Brunswick. La Banque Toronto-Dominion s'attend aussi à ce que le taux de chômage continue de tourner autour de 8 % et à ce que le taux des augmentations salariales dépasse la moyenne nationale.

Dominion Bond Rating Service, une agence de notation indépendante, a récemment renouvelé la cote de crédit A (élevée) de la province, qui a donc la même cote que la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec. Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont des cotes inférieures, et l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, des cotes

quoted DBRS as reporting that "the confirmation is supported by sound fiscal management, a slowly declining debt-to-GDP ratio, and steady economic growth."

24

.....

.

.

.

.

•

0

.

25

The picture is not, of course, completely positive. There are some question marks for the province. The Grant Thornton review of provincial finances identified a number of fiscal pressure areas that could lead to deficits if not addressed. Despite the general good health of the economy, there are worries about particular sectors of the economy, and about an aging population and a decrease in the younger age groups. Although steps were taken in the 2007-2008 budget to correct some of the areas identified by Grant Thornton, it is likely that ongoing measures will be required.

In conclusion, the general consensus is that the economic outlook is more of the same. No

supérieures. Un communiqué du ministère des Finances (NB 719) cite DBRS, qui a signalé que « cette confirmation reflète la bonne gestion financière de la province, la lente diminution du rapport de la dette au PIB et la stabilité de la croissance économique ».

Evidenment, la situation n'est pas entièrement favorable. Il y a des points d'interrogation pour la province. L'examen des finances provinciales mené par Grant Thornton a cerné un certain nombre de domaines où s'exercent des pressions financières qui pourraient mener à des déficits si elles ne sont pas contrées. Malgré la bonne santé générale de l'économie, certains secteurs de l'économie, ainsi que le vieillissement de la population et la décroissance des groupes d'âge plus jeunes, suscitent des préoccupations. Même si des mesures étaient prévues dans le budget de 2007-2008 pour rectifier la situation dans certains des secteurs cernés par Grant Thornton, des mesures suivies seront probablement requises.

En conclusion, le consensus est que les perspectives économiques sont stables. Aucun major forecaster is predicting either a boom or a bust in the next two years, so the province can expect at least a continuation of current circumstances. If major energy projects in the planning stages begin, then there is hope for increased growth in the near term. The province has maintained a budget surplus for some years and that is expected to continue. (Appendix A-8).

grand prévisionniste ne prédit une période de prospérité ou une période d'effondrement au cours des deux prochaines années, et la province peut donc au moins s'attendre à une prolongation de la conjoncture actuelle. Si d'importants projets énergétiques en voie de planification sont amorcés, cela permettra d'espérer une croissance accrue dans un avenir proche. La province affiche depuis un certain nombre d'années un excédent budgétaire qui devrait se maintenir (annexe A-8).





"There are many ways to serve our country and our province, but there is no finer way than to be a Member of this House. Do so with pride, and be forever grateful that you have been given the opportunity to do so."

Honourable Edward M. Roberts, ONL, Q.C., Lieutenant-Governor of Newfoundland and Labrador,

2007 Speech from the Throne

#### **LEGISLATORS**

What do legislators do? Why are they so important in our democratic society? The attitude of some members of the public to politicians is derisive. The attitude, sometimes considered, oft times capricious, rises and falls in intensity with the particular cause of the day as prompted by the media. The flavour of the coverage garners the adverse publicity which taints the product. The product, in reality, becomes the politician, becomes the legislator.

The primary definition of "politics" suggests two aspects: (a) "the art and science of government," and (b) "public life and affairs as involving authority and government."

It is the legislators who decide policy, who frame and make all the laws which govern our daily lives. The laws thus made are the foundation for "law" itself. The "law" is supreme

Parmi les nombreuses façons de servir notre pays et notre province, aucune n'est plus noble que le service parlementaire. Exercez vos fonctions avec fierté et soyez toujours reconnaissants d'avoir la possibilité de le faire<sup>2</sup>.

L'hon. Edward M. Roberts, ONL, c.r., lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador,

discours du trône 2007.

## LÉGISLATEURS ET LÉGISLATRICES

Que font les législateurs et législatrices?

Pourquoi sont-ils si importants dans notre société démocratique? La classe politique manque de crédibilité auprès de certains. Parfois pondéré, souvent aléatoire, le baromètre de la confiance publique varie selon les projecteurs des médias et la cause du jour. L'éclairage, le ton donné à l'actualité altère l'image de marque de la classe politique et, par ricochet, celle du pouvoir législatif.

De premier abord, le terme *politique* se définit ainsi : a) «Art et pratique du gouvernement des sociétés humaines », et b) « Ensemble des affaires publiques »<sup>3</sup>.

Ce sont les législateurs et législatrices qui décident des politiques et qui rédigent et font les lois qui régissent notre vie quotidienne. Les lois qu'ils font sont les fondements du droit comme

26

•

•

.

•

.

.

.

.

-

•

.

-

.

•

.

.

The employment of powers to make laws and the inherent responsibilities attached to those powers is serious. It is so serious that Edward Gibbon, in Volume 4 of his six-volume *The Decline and Fall of the Roman Empire*<sup>5</sup>, refers to the Laws of the Kings of Rome and the Twelve Tables of the Decemvirs who deplored the failure of the Decemvirs to import into their law the sanction of Zaleucus that had so long maintained the integrity of the Greek Republic of Locran. The sanction was this:

A Locrian, who proposed any new law, stood forth in the assembly of the people with a cord round his neck, and if the law was rejected, the innovator was instantly strangled.<sup>6</sup>

tel. Le droit est au-dessus des autorités gouvernementales aussi bien que du simple citoyen<sup>4</sup>. Selon le principe énoncé, les législateurs et législatrices sont investis de l'énorme responsabilité de créer un ordre de droit positif qui préserve et incorpore le principe général de l'ordre normatif. Ils doivent en outre adopter les lois qui régissent les rapports entre l'État et les particuliers.

L'usage des pouvoirs de légiférer et les responsabilités corrélatives à ces pouvoirs sont sérieux. Ils sont tellement sérieux qu'Edward Gibbon, dans le quatrième tome de son ouvrage de six tomes intitulé *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*<sup>3</sup>, parle du droit romain antique des Douze Tables des décemvirs et des regrets que les décemvirs n'aient pas prévu dans leur loi la sanction de Zaleucus, qui avait depuis si longtemps maintenu l'intégrité de la république grecque de Locres. La sanction était la suivante :

Un Locrien qui proposait une loi nouvelle devait se présenter devant l'assemblée du peuple, la corde au cou, de sorte que, si la loi était rejetée, il était étranglé sur-lechamp<sup>6</sup>. [Traduction.]

•

-

.

.

.

-

.

Somewhere around 410-411 B.C. or 403 B.C., Greek law moderated; the proposers of new laws were treated less harshly. They were made liable to public prosecution if the laws originated by them were found within a year to be inexpedient.<sup>7</sup> The penalty today is a defeat at the polls.

31

In a modern democracy, the powers, duties and responsibilities of legislators are no less substantial. Because of their powers, and the responsibilities and consequential duties owed to the electorate, it is essential that civic-minded persons continue to be attracted to serve the people of New Brunswick and that they receive fair and reasonable compensation for their public service. The compensation levels should not be so small that they discourage qualified candidates from running, or so generous as to be a major inducement for seeking office.

32

As the Terms of Reference (Appendix A-2) indicate, the job of an MLA is representative of a full-time occupation.

Vers 410-411 ou 403 av. J.-C., le droit grec s'est assoupli, et le traitement des gens qui proposaient de nouvelles lois est devenu moins sévère. Ils sont devenus passibles de poursuites publiques si la loi proposée s'avérait inutile dans l'année<sup>7</sup>. De nos jours, la peine est la défaite aux urnes.

Dans une démocratie moderne, les pouvoirs, fonctions et responsabilités des législateurs et législatrices ne sont pas moins importants. Étant donné ces attributions et le mandat représentatif qui les accompagne, il est essentiel que des personnes à l'esprit civique continuent d'être attirées par une charge publique au Nouveau-Brunswick et qu'elles reçoivent une rémunération juste et raisonnable pour leur service public. Les taux de rémunération ne doivent pas être si faibles qu'ils découragent la candidature de personnes qualifiées ni si généreux qu'ils constituent une incitation majeure à se présenter.

Comme l'indique notre mandat (annexe A-2), l'exercice du mandat parlementaire est une profession à temps plein.

Each of the current members, as well as recent former members (Brad Green, Elvy Robichaud, and Elizabeth Weir replied), were asked to complete questionnaires about their duties, workloads, travel-related time as an MLA, and private time (Appendices A-5, A-6, A-7). Fifty-four out of fifty-five members responded to the questionnaire. The result is clear: a member of the Legislative Assembly of New Brunswick is a round-the-clock representative. Describing their jobs as "full-time" is accurate. If they are not in session in Fredericton or in committee meetings, they are at work in their constituencies. Also, a great deal of time is spent on work-related travel, particularly for the members from rural and hybrid rural-suburban ridings.

They are asked to attend and support a myriad of functions, to financially donate to causes of every nature, and to immediately respond to the concerns of their constituents. As many of them disclosed, impromptu grocery shopping for a staple item that used to take a few minutes turns into a half-hour to an hour once you become a member. In exceptional cases, emotions

Les députés actuels ainsi que des députés sortants (Brad Green, Elvy Robichaud et Elizabeth Weir ont répondu) ont été priés de remplir un questionnaire sur leurs fonctions, leur charge de travail, le temps consacrée aux déplacements d'ordre professionnel et leurs temps libres (annexes A-5, A-6 et A-7). Sur les 55 parlementaires, 54 ont rempli le questionnaire. La conclusion est évidente : les députés provinciaux du Nouveau-Brunswick travaillent sans relâche. Il s'agit bel et bien d'une profession à temps plein. Si les députés ne siègent pas à la Chambre ou en comité, ils travaillent dans leur circonscription. Aussi, beaucoup de temps est consacré aux déplacements de fonction, surtout dans le cas des circonscriptions rurales ou rurales-suburbaines.

Les députés sont appelés à assister à de nombreuses activités et à les appuyer, à soutenir financièrement toutes sortes de causes et à répondre immédiatement aux préoccupations des gens de leur circonscription. Comme bon nombre d'entre eux l'ont souligné, une course banale à l'épicerie, qui, dans l'avant-mandat, aurait pris quelques minutes, prend une demi-heure ou une

can run so high that a member may be in actual danger, requiring protection. Results of the first survey to current members demonstrate the time commitment involved (Appendix A-9).

heure après l'élection. Dans des cas exceptionnels, les esprits s'échauffent au point où les députés sont vraiment en danger et nécessitent une protection. Les résultats du premier questionnaire envoyé aux députés actuels indiquent le temps consacré aux fonctions (annexe A-9).

#### **COMMITTEE MEETINGS**

There is a cachet about the remuneration paid to members of committees. The distinguishing evidence surrounding the compensation is its chameleon versatility from remuneration paid for attending meetings to reimbursement of expenses, or to one or the other, or to both. The oddly unique constant is that, whatever the revolving basis for payment, the amount paid remained the same or increased.

There is another constant, one that has been misunderstood, ignored or, at the very least, not observed. The constant to which I refer is the power to pay an allowance for committee meetings. The authority to pay, although empowering, is actually a restraint and is contained in s.10 of the *Legislative Assembly Act*.

#### RÉUNIONS DE COMITÉS

La rémunération versée aux membres des comités est assez particulière. Ce qui distingue la rémunération est sa tendance à aller d'un tarif journalier pour la participation aux réunions des comités à un remboursement de frais, en passant par une combinaison des deux. Fait curieux, la somme versée est demeurée inchangée ou a augmentée, peu importe la forme de rémunération.

Une autre constante entre en jeu, qui est méconnue, négligée ou, pour le moins, inaperçue. La constante dont je parle est le pouvoir de verser une indemnité (« allocation » dans la loi) pour les réunions de comités. Prévue à l'article 10 de la *Loi sur l'Assemblée législative*, l'habilitation à verser des indemnités est en fait limitée. La loi semble

36

•

-

.

:

.

It appears to cover the <u>reimbursement</u> of expenses.

It reads as follows:

10(1) There shall be paid to each member of a committee of the Legislative Assembly such <u>allowances</u> as are established by the Legislative Assembly <u>in respect of expenses</u> incurred by the member while engaged in the work of the committee.<sup>8</sup>

(The underlining in s.10(1) is mine).

Sometimes the payments were taxable, sometimes non-taxable.

Members of committees, depending upon their involvement, were paid sums in a single year that ran the gamut from minimal to substantial; from zero to mid-thousands, to a few in the double figures of thousands; Appendix A-10 and A-11 for 2005 and 2006. The following is a brief history of payments to committee members:

#### Prior to 2002

37

38

Members attending a meeting of a committee while the House was not in session received a total of \$200 per diem, of which \$120 was deemed to be taxable and \$80 non-taxable,

viser le <u>remboursement</u> des frais. Le libellé a été conçu comme suit :

10(1) Des <u>allocations</u> dont le montant est fixé par l'Assemblée législative doivent être versées à chaque membre d'un comité de l'Assemblée législative <u>pour les frais</u> engagés par le membre lorsqu'il se consacre aux tâches du comité<sup>8</sup>.

(C'est moi qui souligne.)

Les versements sont tantôt imposables tantôt non imposables.

Les membres de comités, selon leur participation, se sont vu verser, dans une seule année, des indemnités qui passaient par tout l'éventail, allant d'une somme minimale à une somme importante, de zéro jusqu'à quelques milliers de dollars et même, dans quelques cas, jusqu'à plus de 10 000 \$ (voir les annexes A-10 et A-11 pour les années 2004-2005 et 2005-2006). Voici un bref récapitulatif des indemnités versées aux membres de comités :

#### Avant 2002

Les députés participant à une réunion de comité pendant l'intersession recevaient une indemnité journalière de 200 \$, dont 120 \$ étaient imposables et 80 \$ ne l'étaient pas, ainsi qu'une

plus a kilometric allowance for travel from the member's residence to the committee meeting (normally Fredericton). Members residing within 50 kilometres of Fredericton received \$120 per diem, taxable.

indemnité de kilométrage pour le déplacement entre leur résidence et le lieu de séance du comité (habituellement à Fredericton). Les députés dont la résidence était à moins de 50 km de Fredericton recevaient une indemnité journalière imposable de 120 \$.

## January 1, 2002

The per diem was reviewed and it was determined that the Act did not provide for payment of a taxable salary component, only allowances in respect of expenses. The \$120

taxable component was changed to non-taxable.

#### July 30, 2002

Anticipating that taxable committee payments would become pensionable, the committee per diem was changed to \$310; that included a \$200 taxable component, a \$70 accommodation allowance (except for Fredericton area members) and a \$40 expense allowance.

## le 1er janvier 2002

L'indemnité journalière a fait l'objet d'un examen qui a permis de déterminer que la loi ne prévoyait aucune rémunération imposable, mais seulement des indemnités de membre de comité. L'élément imposable de 120 \$ a été exonéré d'impôt.

#### le 30 juillet 2002

Puisque, selon les attentes, les indemnités imposables versées aux membres des comités deviendraient cotisables au régime de retraite, l'indemnité journalière a été portée à 310 \$, somme composée d'un élément imposable de 200 \$, d'une indemnité de logement de 70 \$ (sauf pour les députés de la région de Fredericton) et d'une indemnité de membre de comité de 40 \$.

40

:

.

:

.

:

•

-

•

#### April 1, 2007

41

No longer considering that taxable payments would likely be pensionable, the committee per diem of \$250 per meeting (except \$170 for members residing within 50 kilometres of Fredericton) was changed to non-taxable and non-accountable.

42

Undoubtedly the members should be fairly compensated for attending the committee meetings and taking on the additional work of the committees, some of the work onerous, some not. The legislation needs to be amended to provide for a taxable, non-pensionable sum for attendance. The expenses should be reimbursable upon production of receipts. In this way, reimbursement, there is transparency and accountability.

43

In reality, the general indemnity (salary) should be elevated to include attendances at committee meetings. A further reality is that that

## le 1er avril 2007

Puisqu'il n'était plus considéré comme probable que les indemnités imposables deviendraient cotisables au régime de retraite, l'indemnité journalière de 250 \$ par réunion (170 \$ si la résidence est à 50 km ou moins de Fredericton) versée aux membres des comités est devenue non imposable et non soumise à justification.

Il ne fait aucun doute que les députés devraient recevoir une juste rémunération en contrepartie de leur participation aux réunions des comités et des fonctions additionnelles exercées à cet égard, qu'elles soient onéreuses ou non. La loi doit être modifiée afin de prévoir, au titre de la participation, le versement d'une somme imposable non cotisable au régime de retraite. Les frais devraient être remboursables sur présentation de reçus. Le remboursement assurerait ainsi la transparence et la reddition de comptes.

À vrai dire, l'indemnité parlementaire (le traitement) devrait être majorée pour englober la participation aux réunions de comités. Par ailleurs, did not work, as evidenced in the 1980 compensation review (Appendix B-1).

la mesure proposée n'a pas donné les résultats escomptés, comme en témoigne l'examen de la rémunération mené en 1980 (annexe B-1).

# RE-ESTABLISHMENT ALLOWANCES

INDEMNITÉ DE RÉINSTALLATION

The purpose of a re-establishment payment is to financially aid a former member to re-enter the work force. It is payable to the former member who, for any reason, does not become a member of the next Assembly, or at any other time resigns or otherwise ceases to be a member for any reason, including being disabled from performing the member's duties. The payment available, according to the different circumstances of the termination, varies from 1/12<sup>th</sup> to 1/24<sup>th</sup> of the former member's annual indemnity, up to a maximum of eight sessions.

L'indemnité de réinstallation vise à apporter une aide financière aux députés sortants qui réintègrent le marché du travail. L'indemnité est versée aux députés sortants qui ne sont pas réélus, se démettent de leur siège ou perdent autrement leur qualité de député, y compris pour cause d'incapacité à exécuter leurs fonctions. Le montant versé, selon les diverses circonstances de la cessation, varie d'un douzième à un vingt-quatrième de l'indemnité parlementaire versée aux députés sortants pour chaque session, jusqu'à un maximum de huit sessions.

The re-establishment allowance is not payable to persons to whom a pension "is or will be payable".9

L'indemnité de réinstallation ne peut être versée à une personne à qui une prestation de retraite « est payable ou le sera » 9.

I fail to appreciate the logic of excluding persons to whom a pension may be payable in the distant future. The 55 persons offering their Je ne saisis pas la logique de l'exclusion des personnes à qui une prestation de retraite sera peut-être payée dans un avenir lointain. Les 55

45

:

44

46

.

services to the public come from a variety of occupations throughout the province. Many circumstances, foreseen and unforeseen, enter into the equation of leaving office. Noting that, for the vast majority of elected representatives, office is an interim and time-limited term, the existing exclusion unfairly penalizes a sector of office seekers that should be encouraged to offer rather than discouraged from offering their services. For example, men and women in their 30s, 40s and 50s would be excluded from receiving a reestablishment allowance if they qualify for a pension in 30, 20 or 10 years' time.

personnes qui offrent leurs services au public représentent diverses professions dans l'ensemble de la province. Bon nombre de facteurs, prévus ou imprévus, entrent en jeu lorsque les députés cessent leurs fonctions. Étant donné que, pour la grande majorité des élus, leur mandat est provisoire, l'exclusion actuelle pénalise injustement une catégorie de personnes qu'il faudrait encourager à briguer un mandat, au lieu de les en dissuader. À titre d'exemple, les hommes et femmes dans la trentaine, la quarantaine et la cinquantaine seraient exclus de l'indemnité de réinstallation s'ils étaient admissibles à une pension 30, 20 ou 10 ans plus tard.

47

The cap for a re-establishment allowance should be six years instead of eight sessions, in a sum equal to 1/12<sup>th</sup> of the member's annual indemnity. A member, having left office before having served at least six years, would be entitled to 1/12<sup>th</sup> of the member's annual indemnity for time served.

La période maximale de référence aux fins de l'indemnité de réinstallation, qui équivaudrait à un douzième de l'indemnité parlementaire, devrait être de six années plutôt que de huit sessions. Les députés qui cessent d'exercer leur mandat avant de compter au moins six années de service auraient droit à un douzième de l'indemnité parlementaire versée pour la période de service.

When I say that the person is entitled to a re-establishment allowance upon leaving office for any reason, I do not include in that generalization the person who is subsequently convicted of an indictable criminal offence in any way related to the person's duties as a member.

À mon avis, le droit à l'indemnité de réinstallation dans l'après-mandat ne devrait pas s'étendre aux députés sortants déclarés coupables d'un acte criminel lié de quelque façon à leurs fonctions parlementaires.

#### CAREER COUNSELING

49

0

.

•

.

.

A few years ago, British Columbia introduced legislation to provide for reimbursement to former members who engage and pay for career counseling services immediately after leaving office for whatever reason, including not offering to stand for reelection or defeat at the polls. Upon production of receipts, the former member may be reimbursed up to \$5,000 for career counseling, which includes education and training. This year, the British Columbia Compensation Review recommended that the reimbursement limit be increased to \$9,000.

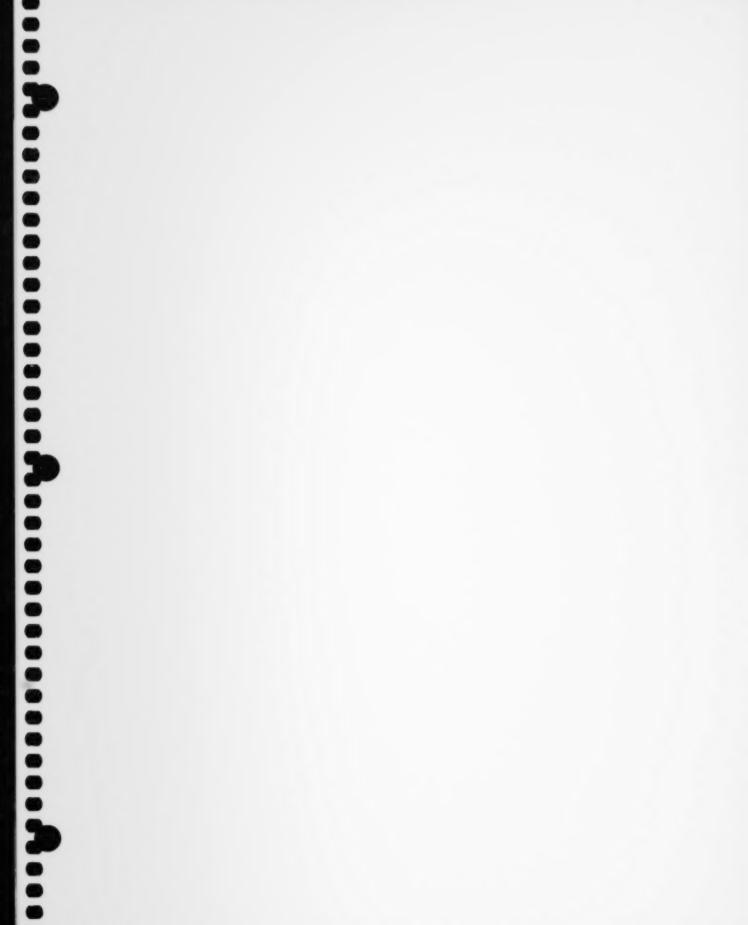
I recommend that a similar plan be instituted, thereby reducing the vulnerability of the

## ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Il y a quelques années, la Colombie-Britannique a édicté une loi qui prévoit le remboursement des frais aux députés qui utilisent et paient des services d'orientation professionnelle immédiatement avoir cessé leurs fonctions, notamment les députés qui ne se représentent pas ou qui ne sont pas réélus. Les députés sortants peuvent se faire rembourser, sur présentation de reçus, jusqu'à 5 000 \$ de frais d'orientation professionnelle, éducation et formation comprises. Cette année, la commission d'examen de la rémunération de la Colombie-Britannique a recommandé que le plafond du remboursement soit porté à 9 000 \$.

Je recommande qu'un plan similaire soit établi, ce qui protégera les députés sortants contre

former member from the vagaries of re-entry into the open market. The limit, in my opinion, should be reimbursement of up to \$5,000 upon production of receipts. This is not a grant. les aléas de la réinsertion professionnelle. À mon avis, le plafond du remboursement devrait s'élever à 5 000 \$, sur présentation de reçus. Il ne s'agit pas d'une subvention.





## **SALARIES**

51

....

.

.

.

-

.

.

.

.

.

:

•

•

.

-

In 1980, a three-person compensation review recommended an increase in the members' indemnity (salary) from \$14,015 to \$20,000. There has not been an independent compensation review since. In 1990, without an independent review, the *Legislative Assembly Act* was amended to increase the salary to \$35,807, with annual increases based upon a specific industrial aggregate, until it reached today's total of \$45,347.29. Appendix A-12 shows the changes from 1979 to date.

# RÉMUNÉRATION

En 1980, une commission d'examen de la rémunération, composée de trois personnes, a recommandé une majoration visant à porter l'indemnité parlementaire de 14 015 \$ à 20 000 \$. Aucune commission indépendante d'examen de la rémunération n'a été constituée depuis. En 1990, sans aucun examen indépendant, la *Loi sur l'Assemblée législative* a été modifiée pour porter l'indemnité parlementaire à 35 807 \$ et pour prévoir des augmentations annuelles fondées sur un certain indice de l'ensemble des activités économiques, qui ont fait qu'elle se chiffre aujourd'hui à 45 347,29 \$. L'annexe A-12 montre les modifications de 1979 à aujourd'hui.

52

However, this does not give a reviewer the true picture because there was also available under the *Income Tax Act* the right to approve additional sums of 40%, and as much as 50%, annually of the salary (the \$45,347.29) as non-taxable non-accountable. In 2007 the 40% increase was \$18,138.92, and the extra "special annual"

Cependant, cela ne donne pas à la personne chargée de l'examen une idée exacte de la situation, car la *Loi de l'impôt sur le revenu* conférait aussi le droit d'approuver chaque année des sommes supplémentaires pouvant atteindre 40 % et même 50 % de l'indemnité parlementaire (les 45 347,29 \$) comme non imposables et non

Constituency Allowance," taking it up to 50% of salary, was \$4,395.52, for a tax-free sum of \$22,534.44.

soumises à justification. En 2007, l'appoint non imposable de 40 % a été de 18 138,92 \$, et l'indemnité spéciale de bureau de circonscription pour l'année, qui a porté cet appoint à 50 % de l'indemnité parlementaire, s'est chiffrée à 4 395,52 \$, pour une somme non imposable totale de 22 534,44 \$.

By simply adding these figures one would have an incomplete and erroneous impression of the value of a member's income. In order to arrive at the real income of the member it is necessary to convert the non-taxable non-accountable sum, \$22,534.44, into a taxable sum grossed up to include the tax.

La simple addition des chiffres donnerait une idée incomplète et erronée de la valeur du revenu. Afin de calculer le revenu réel, il est nécessaire de convertir la somme non imposable et non soumise à justification de 22 534,44 \$ en une somme imposable majorée par fiscalisation.

To determine the real value of the tax-free sum I have used a conversion factor of 1.617 times \$22,534.44, which equals \$36,438.19. The conversion factor is arrived at by converting taxable income by 1/(1 - marginal tax rate), that is 1/(1-.3814) = 1.617. I adopted 38.14% as being a reasonable average of the New Brunswick marginal rates for 2007, falling between income brackets of \$37,000 and \$74,000. This is the value of the non-taxable component of the 2007 income

Pour déterminer la valeur réelle de la somme non imposable, j'ai multiplié les 22 534 \$ par un facteur de conversion de 1,617 pour obtenir 36 438,19 \$. Le facteur de conversion est calculé en multipliant le revenu imposable par 1/(1 - taux d'imposition marginal), soit 1/(1-0,3 814) = 1,617. J'ai adopté 38,14 % comme moyenne raisonnable des taux marginaux au New Brunswick pour 2007 dans les tranches de revenu de 37 000 \$ à 74 000 \$. Le produit est la valeur de l'élément non

53

of a member. After conversion it becomes taxable, along with the existing base indemnity of \$45,347.29. Added together, the sum of \$81,785.48 would now be taxable with revenues payable to Canada and to New Brunswick at the appropriate tax rates. I emphasize that the conversion to taxable dollars is not an increase in indemnity. It is not a salary increase and is comparable to the incomes of legislators in other provinces of corresponding economies and populations. Still, it ought to be adjusted somewhat. Appendix A-13 sets forth the current figures for the various jurisdictions. It shows the basic salary, any non-taxable salary, the equivalent value of that non-taxable salary, and then the total of the combined basic and grossed up equivalent. This appendix also sets forth many other comparisons which I will have occasion to refer to later in this review.

2007. Après la conversion, la somme devient imposable, comme l'actuelle indemnité parlementaire de 45 347,29 \$. La somme des deux, soit 81 785,48 \$, serait maintenant assujettie à l'impôt sur le revenu du Canada et du Nouveau-Brunswick. Je souligne que la fiscalisation n'est pas une augmentation de l'indemnité parlementaire. Il ne s'agit pas d'une augmentation de la rémunération, et la somme est comparable à la rémunération des législateurs et législatrices d'autres provinces similaires du point de vue de l'économie et de la population. Cette somme devrait cependant être rajustée quelque peu. L'annexe A-13 présente les chiffres actuels pour les divers corps législatifs. Elle montre l'indemnité parlementaire, toute rémunération non imposable. la valeur équivalente de celle-ci, puis le total de l'indemnité parlementaire et de l'équivalent majoré. L'annexe présente aussi de nombreuses autres comparaisons, sur lesquelles je reviendraj ci-après.

imposable de la rémunération parlementaire pour

Au fil des ans, diverses provinces se sont prononcées contre les indemnités de fonction non

Over the years, various provinces have rebelled at tax-free allowances for members and

:

.

-

:

.

.

.

.

.

.

:

.

-

.

.

have moved to have the tax-free allowances converted to taxable incomes. I propose that New Brunswick cease providing a portion of members' salaries under the umbrella of tax-free allowances. The practice should be brought to an abrupt end. It is unpopular with the public, obscures the true value of the payment, and is out-of-step with most provinces and payments to members of the House of Commons. Appendix A-14 contains extracts from media references to this compensation review. Appendix A-15 gives an insight into the "first impression views" of persons who took the time to respond to the newspaper ads and Web site questionnaire.

imposables et ont fait de ces indemnités des revenus imposables. Je recommande que le Nouveau-Brunswick renonce à verser une part de rémunération parlementaire sous forme d'indemnité de fonction non imposable. La pratique devrait cesser sans délai. La population ne la voit pas d'un bon oeil, la valeur réelle du paiement est occultée, et cette pratique est en porte-à-faux avec ce qui se fait dans la plupart des autres provinces et à la Chambre des communes. L'annexe A-14 contient des citations de médias à propos de notre examen de la rémunération. L'annexe A-15 donne un aperçu des opinions à première vue des personnes qui ont pris le temps de répondre aux annonces publiées dans les journaux et au questionnaire affiché sur le site Web.

Invitations to participate were mailed to 142 chambers of commerce, provincial organizations, universities, and municipalities. Five replied: the Canadian Taxpayers' Federation, the Cosmetology Association of New Brunswick,

Des invitations à participer ont été envoyées par la poste à 142 chambres de commerce, organismes provinciaux, universités et municipalités, dont 5 ont répondu: la Canadian Taxpayers Federation, l'Association de

the Town of Oromocto and the Village of Rexton.

The fifth was anonymous.

cosmétologie du Nouveau-Brunswick, la ville d'Oromocto et le village de Rexton. La cinquième réponse était anonyme.

Despite the advertisement and the other means to bring the compensation review before the public, the response is meager, although better than in other provinces that held public meetings to empty houses. I hesitate to say that the lack of public response is the result of apathy. This may be an element, but I suspect that the main reason for a lack of direct response is the belief that the electorate has that their legislators are entitled to fairness in compensation and benefits, and that such important issues will be adjusted in line with similar positions in comparative provinces.

Malgré les annonces et les autres moyens d'informer la population au sujet de l'examen de la rémunération, la réaction a été mitigée, bien que plus palpable que dans d'autres provinces, qui ont tenu des assemblées publiques dans des salles vides. J'ai peine à croire que l'apathie soit à la source du manque d'interventions. Ce peut être un facteur, mais je me doute que le principal motif du détachement est l'opinion assurée, parmi l'électorat, que les législateurs et législatrices ont droit à une rémunération et à des avantages sociaux équitables correspondant à ceux qui sont fournis pour des charges équivalentes dans des provinces comparables.

In other words, public concern is not a matter of cynical indifference but that the issue will be handled responsibly. The principal issue is to widen the opportunity to attract qualified persons to run for office. If the cost is too onerous to career or family, the field narrows and the quality constricts.

Autrement dit, la population n'est pas désabusée mais se préoccupe du fait que le dossier soit traité rationnellement. Le noeud de la question est d'ouvrir plus grande la porte à des personnes qualifiées comme candidates à des charges publiques. Si le fardeau est trop lourd pour ces personnes, au point de vue de la carrière ou des

58

-

.

.

:

-

•

The majority of New Brunswick members of the Legislature agree to tax their hitherto non-taxable incomes. They also recognize that each has made a personal choice to enter politics. They realize that a political career is generally a short to medium-term career, not a long-term one. The problem after serving the public is to be able to reintegrate oneself into a former career which has now passed you by with respect to contacts, education, practical changes and technology, or to gird for a new career. Some succeed, some do not.

responsabilités familiales, le bassin de candidatures se rétrécit, et la qualité des candidatures en souffre.

La majorité des députés provinciaux du Nouveau-Brunswick conviennent que leurs revenus non imposables devraient être imposés. Ils reconnaissent aussi que se lancer en politique est un choix personnel. Ils savent qu'une carrière politique est généralement de durée courte ou moyenne plutôt que longue. Il est difficile, après avoir servi la population, de réintégrer une ancienne carrière qui a déjà évolué sur le plan des contacts, de l'éducation, des changements pratiques et de la technologie, ou bien de se préparer pour une nouvelle carrière. Certaines personnes y parviennent; d'autres pas.

60

Other provinces that have converted nontaxable allowances previously used to substantially augment salaries are British Columbia, Ontario, Manitoba, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland and Labrador. Alberta, Saskatchewan and Québec legislators do not pay income tax on these allowances. Les provinces suivantes ont converti les indemnités de fonction non imposables qui servaient auparavant à augmenter de façon importante la rémunération : la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador. Les indemnités de fonction en

-

•

•

:

.

:

-

......

....

•

.

::

.

Earlier in my report I referred to the increases in the members' indemnities through adjustments to counter inflation. The increases were based on the average change in industrial wages and salaries, bringing the indemnity from what it was in 1980 to its current figure of \$45,347.29 (without taking into account the non-taxable allowance).

62

However, inflation is only part of the picture. Once inflation has been taken into account a different picture emerges. Using 2006 as a base, the indemnity in 1980 was the equivalent of \$48,212 in 2006, yet the actual indemnity was \$43,995. In order to restore the real indemnity of 1980 (\$48,212), the current indemnity would have to be increased by 9.6%. Secondly, since 1980 there has been a considerable rise in the average standard of living in New Brunswick. Thus, to simply restore the real income of 1980 would mean that MLAs would not receive any benefit

Alberta, en Saskatchewan et au Québec ne sont pas imposables.

J'ai déjà mentionné dans le présent rapport les augmentations des indemnités parlementaires au moyen de rajustements visant à contrer l'inflation. Les augmentations étaient basées sur la variation moyenne des salaires dans l'ensemble des activités économiques, ce qui a fait passer l'indemnité parlementaire du niveau de 1980 à celui d'aujourd'hui, soit 45 347,29 \$, compte non tenu de l'indemnité de fonction non imposable.

Toutefois, l'inflation ne constitue qu'une partie de l'équation. Lorsque l'inflation est prise en considération, un portrait différent se dessine. En dollars constants de 2006, l'indemnité parlementaire accordée en 1980 aurait dû être revalorisée de façon à équivaloir à 48 212 \$ en 2006; elle n'a toutefois atteint que 43 955 \$. Pour rajuster l'indemnité parlementaire actuelle à l'équivalent réel de 1980 (48 212 \$), une augmentation de 9,6 % serait requise. En outre, il y a eu, depuis 1980, une hausse considérable du niveau de vie moyen au Nouveau-Brunswick.

from growth in the economy; the average real income per capita increased by 50% from 1981 to 2006. If MLAs were to have a similar increase in their indemnity, this would take the indemnity for 2006, \$45,347.29 (excluding the non-taxable allowance), to \$72,318.

63

qu'il corresponde à celui de 1980 signifierait que les députés ne tireraient aucun avantage de la croissance économique; de 1981 à 2006, le revenu réel moyen par personne a augmenté de 50 %. Si l'indemnité parlementaire avait augmenté à ce rythme, celle qui a été versée en 2006 (à l'exclusion de l'indemnité non imposable), au lieu de se chiffrer à 43 955 \$, aurait atteint 72 318 \$.

Ainsi, le simple fait de rétablir le revenu réel afin

In the last 2 decades, income in N.B. has gone from 77.5% to 84.9% of the national average, as is evidenced in Appendix A-16. Taking into account that the total taxable real income (after conversion of the non-taxable \$22,534.44) would be \$81,785.48, and that no provision had been made for decades with respect to the average real income per capita, I have concluded that it is not feasible to economically correct the discrepancies of the past, but that a fair and reasonable annual taxable salary for the elected members of the Legislative Assembly of New Brunswick would be \$85,000, and I so recommend. The result is a 3.93% increase in salary, all of which is now taxable. Appendix A-

Au cours des deux dernières décennies, le revenu personnel au Nouveau-Brunswick est passé de 77,5 % à 84,9 % de la moyenne nationale, comme en témoigne l'annexe A-16. Étant donné que la totalité de la rémunération réelle imposable se chiffrerait à 81 785,48 \$ (après conversion des 22 534,44 \$ non imposables) et qu'aucune modulation n'a été faite, depuis des décennies, en fonction du revenu réel moven par personne, je conclus qu'il est impossible de financièrement corriger les écarts du passé mais que la somme de 85 000 \$ correspondrait à une rémunération annuelle imposable juste et raisonnable pour les députés provinciaux du Nouveau-Brunswick ; voilà donc ce que je recommande. Le résultat est

17 shows the members' indemnities from 1979 to 2006, juxtaposed with the CPI and real personal income per capita. I would make no change in the existing annual adjustment to a member's indemnity in accordance with the index currently employed.

Finally, with respect to this part of my review, I think it is time to put into effect a sanction for failing to attend the sittings when the Legislature is in session. Without a proper excuse from the Premier or the Leader of the Opposition, as the case may be, any absent member should forfeit a per diem of indemnity or salary, excluding Saturdays, Sundays, 12 holidays and two weeks vacation. There is a weak provision in place now that authorizes a sanction but it is rarely, if ever, used. I propose that it be replaced with one that is mandatory. I raise this matter, not because it is an existing problem or that I foresee it as one, but as a matter of accountability to the public. Because of the extraordinary duties of the Premier and the Leader of the Opposition, this rule une augmentation de 3,93 % de la rémunération, qui serait maintenant entièrement imposable. L'annexe A-17 indique les indemnités parlementaires de 1979 à 2006 en regard de l'IPC et du revenu réel des particuliers. Je n'apporterais aucun changement au rajustement annuel de l'indemnité parlementaire en fonction de l'indice actuellement utilisé.

Pour conclure cette section de mon examen, je pense qu'il est temps d'imposer une sanction aux députés qui n'assistent pas aux séances de l'Assemblée législative. Toute absence sans l'autorisation expresse du premier ministre ou du chef de l'opposition, selon le cas, devrait entraîner une déduction journalière de l'indemnité parlementaire, sauf le samedi, le dimanche, les 12 jours fériés et deux semaines de vacances. Une disposition actuelle peu contraignante autorisé une sanction, mais elle n'est presque jamais appliquée. Je propose qu'elle soit remplacée par une disposition exécutoire. Je soulève la question, non pas parce qu'un problème se pose à l'heure actuelle ou que je prévois un problème à cet égard, mais pour assurer la reddition de comptes au

64

.

.

.

-

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

would not apply to them and it would be within the purview of each to delegate, from time to time, the authority to excuse.

65

The leader of a third party would be treated in the same manner as an opposition party leader, whereas an independent member would be required to inform the Speaker of the member's intended absence, and the Speaker's approval would be governed by the reasonableness of the request and the importance of the agenda of the day.

66

In the State of Maine, all legislators are required to file a certificate, weekly, with respect to pay and expenses. This is provided for in the *Legislators' Handbook*: see Appendix B-5, Volume II.

# CAVEAT

67

It is possible that a current elected member, or members of the Legislative Assembly, may be so affected by the recommendation to change from a non-taxable plan to taxable income

public. Étant donné les fonctions extraordinaires des titulaires des charges de premier ministre et de chef de l'opposition, une telle règle ne s'appliquerait pas à eux, et ils auraient le droit de déléguer de temps à autre le pouvoir d'autoriser l'absence.

Les chefs de tiers parti seraient traités de la même manière que les chefs de parti de l'opposition officielle, tandis que les députés indépendants seraient tenus de signaler leur absence à la présidence de l'Assemblée prévue, dont l'approbation dépendrait du bien-fondé de la demande et de l'importance des affaires à l'ordre du jour.

Au Maine, les législateurs et législatrices sont tenus de déposer chaque semaine un certificat relatif à la rémunération et aux frais, tel que dispose le *Legislators' Handbook* (voir l'annexe B-5 du volume II).

# RÉSERVE

Il est possible que la recommandation de passer d'une indemnité de fonction non imposable à une indemnité imposable ait de telles répercussions pour les députés actuels que ces that the member would prefer to opt out of the changeover despite public opinion against nontaxable allowances.

I am not comfortable with advising that the existing scheme of indemnity, with add-on, non-taxable allowances, can be grandfathered; that is that the *status quo* remain for the member or members who wish no change. This is an expertise left better in the hands of the Legislative Assembly or a special committee struck for this particular purpose. I have concerns as to whether it is feasible or even desirable once a change, such as the one recommended, is adopted for the greater good.

# CURRENT CANADIAN AND MAINE REVIEWS

Recently, many of the provinces have caused compensation reviews to be made. Herewith are unofficial summaries of the review recommendations made in other jurisdictions. I have also included a summary of some of the comparable payments and obligations from the State of Maine, merely because it is so different from the Canadian approach and because the State

derniers soient portés à y renoncer malgré l'opinion publique défavorable aux indemnités non imposables.

J'ai des réticences à conseiller le maintien du régime actuel, qui comprend une indemnité parlementaire assortie d'une indemnité de fonction non imposable, pour les députés qui ne veulent aucun changement. La question devrait être tranchée par l'Assemblée législative ou par un comité spécial établi à cette fin expresse. Je doute que le maintien des droits acquis soit faisable ou même souhaitable après qu'un changement tel que celui qui est recommandé est opéré pour le bien du plus grand nombre.

# EXAMENS ACTUELS AU CANADA ET AU MAINE

Dernièrement, un grand nombre de provinces ont commandé des examens de la rémunération. Voici des résumés officieux des recommandations formulées à la suite d'examens menés ailleurs. J'inclus aussi un résumé de certains des versements et obligations comparables de l'État du Maine, simplement parce que la démarche de cet État qui nous limite à l'Ouest

68

...

.

.

.

.

-

•

.

.

0

00

-

is our western border. To see the actual impact of the figures, go to Appendix A-13.

#### Alberta

70

The Province of Alberta employs a simple procedure to adjust the compensation of its MLAs. Since 1998, the remuneration is adjusted in April in accordance with Statistics Canada's Average Weekly Earnings for Alberta. For instance, for the April 1st, 2007, change in pay that the MLAs received, the "...change [is] calculated by comparing the average of earnings for January to December 2005 to the average of earnings for January to December 2005 to the average of earnings for January to December 2006." The province's current compensation levels are:

## **Basic Amounts**

Base Salary	\$49,836
Tax-Free Amount	\$24,918
Total:	\$74.754

# Salaries for Additional Responsibilities

Premier	\$77,784
Speaker	\$61,140
Minister with Portfolio	\$61,140
Minister without Portfolio	\$61,140
Leader of the Opposition	\$61,140

diffère tellement de celle du Canada. L'annexe

A-13 montre l'incidence réelle des chiffres.

#### Alberta

L'Alberta suit une démarche simple pour rajuster la rémunération de ses députés provinciaux. Depuis 1998, la rémunération est rajustée, en avril, en fonction de la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'Alberta, selon les calculs de Statistique Canada. À titre d'exemple, le rajustement du 1<sup>ex</sup> avril 2007 de la rémunération parlementaire a été calculé en comparant la rémunération moyenne de janvier à décembre 2005 à celle de janvier à décembre 2006 de la rémunération dans la province :

#### Rémunération de base

Indemnité parlementaire	49 836 9
Indemnité non imposable	24 918 5
Total:	74 754 9

# Indemnités additionnelles

Premier ministre ou première ministre	77 784 S
Présidence de l'Assemblée	61 140 \$
Ministre avec portefeuille	61 140 \$
Ministre sans portefeuille	61 140 \$
Chef de l'opposition officielle	61 140 \$

Deputy Speaker and Chair of Committees	\$30,588	Vice-présidence de l'Assemblée et présidence des comités	
Deputy Chair of Committees	\$15,288	Vice-présidence des comités	15 288 \$
Leader of Recognized Opposition Party	\$27,156	Chef d'un parti de l'opposition reconnu	27 156 \$
Official Opposition House Leader	\$13,008	Leader parlementaire de l'opposition officielle	13 008 \$
Third Party House Leader	\$10,404	Leader parlementaire d'un tiers parti	10 404 \$
Chief Government Whip	\$10,404	Whip en chef du gouvernement	10 404 \$
Assistant Government Whip	\$7,788	Whip adjoint du gouvernement	7 788 \$
Chief Opposition Whip	\$7,788	Whip en chef de l'opposition	7 788 \$
Assistant Opposition Whip	\$6,492	Whip adjoint de l'opposition	6 492 \$
Third Party Whip	\$6,492	Whip de tiers parti	6 492 \$

Remuneration for committee work depends upon which committee the member sits and how long committee meetings run. There are two categories of committees in Alberta.

Category A: Standing Committees on the Alberta
Heritage Savings Trust Fund, Private Bills, Public
Accounts, Legislative Offices, Members' Services,
Community Services, Government Services,
Managing Growth, Resources and Environment,
and any Select and Special Committees.

L'indemnité de membre de comité varie selon le comité et selon la durée de ses séances. Il y a deux catégories de comités en Alberta.

La <u>catégorie A</u> comprend, outre les comités spéciaux éventuels, les comités permanents suivants : comité du Alberta Heritage Savings Trust Fund ; comité des projets de loi d'intérêt privé ; comité des comptes publics ; comité des bureaux législatifs ; comité des services aux députés ; comité des services communautaires ; comité des services gouvernementaux ; comité de

71

.

•

.

:

.

.

.

.

\$130

\$454.80

<u>Category B:</u> Standing Committee on Privileges and Elections, Standing Orders and Printing.

Com	mit	tee	Pay	men	ts

Up to Four Hours

Members of Category A and B Committees

•	
Four to Eight Hours	\$214.50

More than Eight Hours \$337.70

Chairs of Category A Committees

Monthly Payment

Chairs of Category B Committees

(Paid Only by Meeting - also receives four to eight

hours regular MLA's committee amount)

Up to Four Hours \$45.60
Four to Eight Hours \$84.70

More than Eight Hours \$136.50

# **Pensions**

72

The Alberta plan consists of an allowance to the member's equivalent to 50% of the maximum RRSP limit established by the *Income*Tax Act (Canada).

la gestion des pressions en matière de croissance; comité des ressources et de l'environnement.

La <u>catégorie B</u> comprend le comité permanent des privilèges, des élections, du Règlement et de l'impression.

# Indemnités des membres des comités

Membres des comités des catégories A et B

	~
4 heures et moins	130,00 \$
De 4 à 8 heures	214,50 \$
Plus de 8 heures	337,70 \$
Présidences des comités de la	a catégorie A

Versement mensuel 454,80 \$

Présidences des comités de la catégorie B

(uniquement par réunion, plus l'indemnité de membre des comités)

4 heures et moins

De 4 à 8 heures 84,70 \$

De plus de 8 heures 136,50 \$

45,60\$

#### Pensions

Le régime de l'Alberta comporte une indemnité versée aux députés qui représente 50 % du plafond de cotisation REER prévu par la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

#### **British Columbia**

73

.

.

.

.

-

•

.

-

.

:

-

.

In April 2007, the "Independent Commission to Review MLA Compensation" presented its majority report to the British Columbia Legislative Assembly. It had been created three months earlier, with the mission to examine and recommend changes to the basic pay of MLAs and their pension plan, as well as to the additional roles of Premier, Leader of the Opposition, Ministers, caucus chairs, parliamentary secretaries, and others performing additional duties, and how increases should be made in the future.

74

Three Commissioners made up the review: Sue Paish, Q.C., Josiah Wood, Q.C., and Dr. Sandra Robinson. Commissioner Robinson did not side with some aspects of the majority opinion. Commissioner Robinson supported an employer pension contribution of 20% versus 34% recommended by the majority. Commissioner Robinson also said in an interview that when she

# Colombie-Britannique

avril 2007, commission En la indépendante d'examen de la rémunération parlementaire a présenté son rapport majoritaire à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. La commission, constituée trois mois auparavant, avait comme mandat d'examiner la rémunération de base des députés et leur régime de retraite, ainsi que la rémunération au titre de charges additionnelles — premier ministre, chef de l'opposition, ministres, présidences de caucus, secrétaires parlementaires — et d'autres personnes s'acquittant de fonctions additionnelles, et de recommander des modifications à cet égard et quant à la manière de procéder aux augmentations dans l'avenir.

Les trois commissaires suivants ont réalisé l'examen : Sue Paish, c.r., Josiah Wood, c.r., et Sandra Robinson. La commissaire Robinson n'a pas adhéré à des aspects du rapport majoritaire. Elle préconisait une cotisation patronale de 20 % au régime de retraite, tandis que la majorité a recommandé 34 %. La commissaire Robinson a dit aussi en entrevue que, lorsqu'elle était en

left the country on a trip the recommendations, to which the entire Commission had agreed, had been changed!<sup>11</sup>

At the beginning of the review, the Commission defined a Scope of Review. The scope of the review indicated the reach and limit of the review's study. Defining its reach, the Commission determined that a "broad interpretation of the term 'MLA compensation" would be used and that the types of compensation received by members would be grouped into two

categories, direct and indirect:

Direct compensation covers both the basic salary every Member of the Legislative Assembly (MLA) receives and the additional salaries in the form of stipends/special allowances paid to ministers and some private members for additional duties. Indirect compensation includes personal benefits (such as health and pension plans), as well as allowances and reimbursement for personal expenses incurred by MLAs while on legislative and constituency business. <sup>13</sup>

Noting its limits, the Commission wrote:

"Excluded from our review are the expense allowances paid for constituency and caucus support services."

14 The Commission felt that

voyage à l'étranger, les recommandations sur lesquelles la commission s'était entendue avaient été modifiées<sup>11</sup>!

En amorçant ses travaux, la commission a déterminé le champ de l'examen, qui indique la portée et les limites de celui-ci. Dans la définition de la portée de l'examen, la commission a déterminé qu'une interprétation large de la rémunération parlementaire<sup>12</sup> serait utilisée et que la rémunération des députés serait divisée en deux catégories : directe et indirecte.

La rémunération directe comprend l'indemnité parlementaire et les indemnités additionnelles telles que les paiements et les indemnités spéciales versés aux ministres et à de simples députés qui exercent certaines fonctions parlementaires. La rémunération indirecte comprend les avantages sociaux personnels (tels que les régimes d'assurance-maladie et de retraite) ainsi que les indemnités de fonction et le remboursement des frais personnels des députés pendant qu'ils s'acquittent d'affaires touchant l'Assemblée ou leur circonscription<sup>13</sup>. [Traduction.]

Afin de délimiter son mandat, la commission a écrit que les indemnités versées au titre des services de soutien aux bureaux de circonscription et aux caucus ne sont pas incluses

76

these did not directly contribute to an MLA's compensation, either directly or indirectly.

In addition to the Scope of Review, the Commission came up with three Guiding Principles to aid it in its work. These were: Fairness to Legislators and Taxpayers, Clarity and Accessibility of Compensation Package, and

Openness and Transparency of Review Process.

dans l'examen<sup>14</sup>. La commission a estimé que ces indemnités ne contribuaient pas à la rémunération directe ou indirecte des députés.

En plus du champ de l'examen, la commission a déterminé trois principes directeurs pour l'aider dans sa tâche : équité envers les législateurs, les législatrices et les contribuables ; limpidité et accessibilité du régime de rémunération ; ouverture et transparence de l'examen.

78

.

:

-

•

-

.

.

.

.

77

The Commission noted early in its report the current level of compensation for MLAs, the basic indemnity being \$76,100, with additional amounts classified as "Special Allowances" for members with other responsibilities, such as the Premier, Ministers, whips, and others. These amounts are listed in the following table:

Au début de son rapport, la commission a indiqué le niveau actuel de rémunération parlementaire. L'indemnité parlementaire de 76 100 \$ est assortie de sommes additionnelles qualifiées d'indemnités spéciales pour les députés qui exercent d'autres fonctions, tels que le premier ministre ou la première ministre, les ministres, les whips et d'autres. Ces sommes sont énumérées dans le tableau qui suit :

Current Compensation for BC MLAs <sup>15</sup>		Rémunération actuelle des députés provinciaux de la Colombie-Britannique <sup>15</sup>		
Premier	\$45,000	Premier ministre ou première ministre	45 000 \$	
Minister with Portfolio	\$39,000	Ministre avec portefeuille	39 000 \$	
Minister without Portfolio	\$25,000	Ministre sans portefeuille	25 000 \$	
Parliamentary Secretary	\$6,000	Secrétaire parlementaire	6 000 \$	
Caucus Chair of a Committee of Government	\$6,000	Présidence du caucus d'un comité du gouvernement	6 000 \$	
Speaker	\$39,000	Présidence de l'Assemblée	39 000 \$	
Deputy Speaker	\$19,500	Vice-présidence de l'Assemblée	19 500 \$	
Assistant Deputy Speaker	\$19,500	Vice-présidence adjointe de l'Assemblée	19 500 \$	
Deputy Chair, Committee of Whole	\$9,000	Vice-présidence du Comité plénier	9 000 \$	
Leader of Official Opposition	\$39,000	Chef de l'opposition officielle	39 000 \$	
Leader of Recognized Party	\$19,500	Chef d'un parti politique reconnu	19 500 \$	
Government Whip	\$9,000	Whip du gouvernement	9 000 \$	
Deputy Government Whip	\$6,000	Whip adjoint du gouvernement	6 000 \$	
Official Opposition House Leader	\$9,000	Leader parlementaire de l'opposition officielle	9 000 \$	
Recognized Party House Leader	\$6,000	Leader parlementaire d'un parti politique reconnu	6 000 \$	
Official Opposition Whip	\$9,000	Whip de l'opposition officielle	9 000 \$	
Official Opposition Deputy Whip	\$6,000	Whip adjoint de l'opposition officielle	6 000 \$	

Recognized Party Whip	\$6,000	Whip d'un parti politique reconnu	
Government Caucus Chair	\$9,000	Présidence du caucus du gouvernement	9 000 \$
Official Opposition Caucus Chair	\$9,000	Présidence du caucus de l'opposition officielle	9 000 \$
Recognized Party Caucus Chair	\$6,000	Présidence du caucus d'un parti politique reconnu	6 000 \$
Recognized Party Deputy Caucus Chair	\$6,000	Vice-présidence du caucus d'un parti politique reconnu	6 000 \$
Chair of Select/Special/ Standing Committee	\$6,000	Présidence d'un comité spécial ou d'un comité permanent	6 000 \$
Deputy Chair of Select/ Special/Standing Committee	\$3,000	Vice-présidence d'un comité spécial ou d'un comité permanent	3 000 \$

The Commission noted also the current pension scheme, which was a Group RRSP with an employer contribution of 9%, to which an additional 9% could be added by MLAs if they so wished. A career re-establishment allowance of \$5,000 was also available, as was a "transitional allowance" to those not running again or defeated. This sum was "equal to one month of the member's basic salary for each year of service to a maximum of 12 months..." Non-taxable allowances were also provided for members in the capital on legislative matters. Those living outside Victoria receive \$51.50. These sums are intended

La commission a aussi signalé le programme de retraite en vigueur, soit un REER collectif dont le taux de cotisation patronale est de 9 % et auquel les députés peuvent verser une cotisation facultative au taux de 9 %. Il y a aussi une indemnité de réorientation professionnelle de 5 000 \$ ainsi qu'une indemnité de transition pour les personnes qui ne se représentent pas ou qui perdent à des élections. La somme est égale à un mois de l'indemnité parlementaire pour chaque année de service, jusqu'à concurrence de 12 mois 16. Des indemnités non imposables sont aussi versées aux députés qui sont dans la capitale afin

79

...

•

...

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

to cover actual expenses. Travel trips to the capital are covered, though limits exist on the number of trips.

80

Beginning the process of review, the Commission consulted the MLAs, compensation experts, and the general public in arriving at its conclusions. Surveys to MLAs were returned by about 50% of the group, while 601 British Columbians were consulted through a telephone survey to gauge their knowledge of MLA compensation, the nature of serving in public office, and their opinions on providing a raise to the MLAs. Public hearings were held in seven municipalities across the province. Interviews were held with current and former MLAs, and consultations with the Legislatures of Ontario, Quebec, and Saskatchewan took place. One of the most significant conclusions drawn from the review's work, and noted often in the report, is the full-time nature of the MLA's job.

de s'occuper d'affaires parlementaires. Les députés qui demeurent à l'extérieur de Victoria reçoivent 51,50 \$. Ces sommes visent à couvrir les frais réels. Les déplacements vers la capitale sont couverts, bien que leur nombre soit limité.

La commission a amorcé l'examen en consultant les députés, des experts en rémunération et le grand public pour arriver à ses conclusions. Environ 50 % des députés ont répondu au sondage à leur intention, tandis que 601 personnes en Colombie-Britannique oni été consultées par sondage téléphonique afin de mesurer leurs connaissances au sujet de la rémunération parlementaire et de ce que représente une charge publique et d'obtenir leur opinion à propos d'une augmentation de cette rémunération. Des audiences publiques se sont tenues dans sept municipalités dans la province. Des entrevues ont eu lieu avec des députés, tant actuels qu'anciens, et des consultations ont été menées auprès de l'Assemblée législative de l'Ontario, de l'Assemblée nationale du Ouébec et de l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Une des conclusions les plus importantes tirées de

•

•

.

-

.

•

•

•

In addition to the consultations with the public and stakeholders, a significant amount of statistical research was conducted on legislators' salaries in other jurisdictions, on the salaries that top executives in British Columbia Crown Corporations make, and on the general economic condition of the province.

82

The Commission reported to the Speaker of the Legislative Assembly a set of 18 recommendations. Members' basic indemnity was recommended to be changed to \$98,000 as of April 1, 2007. Those with additional responsibilities were to have their allowances fixed by a percentage to the basic indemnity. The list is as follows:

- Premier, Leader of the Opposition, Speaker, Minister with Portfolio- 90%;
- Minister without Portfolio, Deputy Speaker, Assistant Deputy Speaker-35%;

l'examen et signalée souvent dans le rapport est que l'exercice du mandat parlementaire représente une profession à temps plein.

En plus des consultations auprès du public et des parties prenantes, une quantité importante de recherches statistiques ont été faites sur la rémunération des membres d'autres corps législatifs, sur les traitements des cadres supérieurs des corporations de la Couronne de la Colombie-Britannique et sur l'état général de l'économie provincial.

La commission a présenté au président de l'Assemblée législative un ensemble de 18 recommandations. Il a été recommandé de porter l'indemnité parlementaire à 98 000 \$ le 1<sup>er</sup> avril 2007 et de fixer l'indemnité des personnes ayant des charges additionnelles en pourcentage de l'indemnité parlementaire. La liste est la suivante :

- premier ministre ou première ministre: 90 %;
- ministre sans portefeuille, présidence adjointe de l'Assemblée, vice-présidence adjointe de l'Assemblée: 35 %;

- Deputy Chair of the Committee of the Whole, Government Whip, Official Opposition House Leader, Official Opposition Whip, Government Caucus Chair, Official Opposition Caucus Chair- 20%;
- Parliamentary Secretary, Deputy Government Whip, Official Opposition Deputy Whip, Chair of Select, Standing, or Special Committees- 15%;
- Deputy Chair of Select, Standing or Special Committees- 10%;
- Third Party- All positions to receive half of the above-noted percentages applicable to the Official Opposition.

The Commission recommended that the compensation legislation be put into a single act, to be known as the *Legislative Assembly Allowances and Pension Act*, that a review process be initiated at the first session of every second legislature, and that in between reviews increases to the basic indemnity be made according to increases in the Consumer Price Index. Pensions have been returned to a defined benefit and the Group RRSP eliminated. The pension scheme is based on "a benefit accrual rate of 3.5% of the highest three-year average earnings (with the

- présidence adjointe du Comité plénier, whip du gouvernement, leader parlementaire de l'opposition officielle, présidence du caucus du gouvernement, présidence du caucus de l'opposition officielle: 20 %;
- secrétaire parlementaire, whip adjoint du gouvernement, whip adjoint de l'opposition officielle, présidence d'un comité spécial ou d'un comité permanent : 15 %;
- présidence adjointe d'un comité spécial ou d'un comité permanent: 10 %;
- tiers parti : le taux de rémunération de tous les postes est la moitié des pourcentages applicables à l'opposition officielle.

La commission a recommandé que la législation sur la rémunération soit codifiée dans une loi intitulée Legislative Assembly Allowances and Pension Act, qu'un examen soit lancé à la première session d'une législature sur deux et que, entre examens, l'indemnité parlementaire soit indexée au coût de la vie. Le régime de retraite est redevenu un régime à prestations déterminées, et le REER collectif a été aboli. Le régime de retraite est fondé sur le taux d'accumulation des prestations de 3,5 % des gains moyens les plus élevés sur trois années (les prestations sont

benefit calculated separately on the member's basic salary and on any additional salary earned), to a maximum of 70% of the three-year average earnings."<sup>17</sup>

84

The Commission's original recommendation on early drawing of pensions was a 3% penalty for each year before the MLA reached the age of 65. In the legislation that was eventually enacted later in the year, there is a monthly reduction for each month taken earlier than age 65, equivalent to 3% per year.<sup>18</sup>

#### Maine

85

0

Our neighbour to the west, the State of Maine, has a totally different concept with respect to the payment of legislators in the Senate and House of Representatives at the capital, Augusta. The state legislators attend sessions in two year cycles. They sit on Tuesdays and Thursdays. The first session in the two-year cycle goes from January to June. The second session goes from January to April. During the first session they are paid \$12,615, and in the second year \$9,254. In addition, they are entitled to a per diem of \$55 for

calculées séparément en fonction de l'indemnité parlementaire et en fonction des indemnités additionnelles), jusqu'à concurrence de 70 % des gains moyens sur trois années<sup>17</sup>.

La recommandation initiale de la commission quant à la préretraite visait une pénalité de 3 % pour chaque année préalable à 65 ans. La loi qui a été édictée plus tard au cours de l'année prévoit une réduction pour chaque mois pris avant 65 ans, équivalente à 3 % par année 18.

#### Maine

Pour rémunérer les membres de son Sénat et de sa Chambre des représentants dans la capitale, Augusta, notre voisin à l'ouest, l'État du Maine, a un système complètement différent. Les sessions parlementaires suivent un cycle biennal, et les séances ont lieu le mardi et le jeudi. La première session débute en janvier et se poursuit jusqu'en juin ; la deuxième débute en janvier de l'année suivante et se poursuit jusqu'en avril. La rémunération est de 12 615 \$ pour la première session et de 9 254 \$ pour la deuxième. De plus,

authorized committee meetings during the legislative interim and \$100 while in Special Session.

86

For meals and lodging each receives \$32 for meals and \$38 for lodging. The mileage rate is .36 per mile.

87

They are also entitled to a small annual constituent service allowance: \$2,000 for Senators and \$1,500 for Representatives. Health insurance and prescription drugs are provided for the legislators but there is a charge for dependents.

88

In Maine, it is apparent that the monies provided to legislators are indeed more closely allied to the word indemnity than salary and that they come to the political table in full conscience that the incomes provided are commensurate with part-time positions.

les législateurs et législatrices ont droit à une indemnité journalière de 55 \$ pour les réunions de comités autorisées durant l'intersession parlementaire et de 100 \$ pendant les sessions extraordinaires.

Une indemnité journalière est prévue, à raison de 32 \$ pour les repas et de 38 \$ pour l'hébergement. L'indemnité de parcours est de 0,36 \$ le mille.

Les législateurs et législatrices ont aussi droit à une modeste indemnité annuelle de service dans la circonscription, à savoir 2 000 \$ pour les membres du Sénat et 1 500 \$ pour les députés. L'assurance-maladie et les médicaments sur ordonnance leur sont fournis, mais des frais sont imposés aux personnes à charge.

Au Maine, il est évident que la rémunération parlementaire se rapproche, en effet, plus des émoluments que de l'indemnité parlementaire et que les législateurs et législatrices exercent leurs fonctions politiques en pleine conscience du fait que le revenu obtenu est proportionné à un poste à temps partiel.

•

• • • •

.

.

-

.

-

.

•

-

•

•

•

.

.

In the Legislators' Handbook emphasis is placed on the reimbursement and payment of expenses as follows:

Payments are based on information legislators provide on expense vouchers submitted weekly...when the Legislature is in regular session and after each authorized meeting during the interim.<sup>19</sup>

90

Their pension plan is referred to as a mandatory "Maine Legislative Retirement System" funded by contributions from legislators and the Legislature.

91

Appendix B-5 encapsulates the arrangements for compensation, salary, expenses and other benefits.

92

There are 35 Senators and 152 Representatives. In November of 2007, a referendum will be held to determine whether legislators are in favour of extending term limits from four to six two-year terms. A limit of four two-year terms (eight consecutive years) was approved in 1993.

Selon le Legislators' Handbook, l'accent est mis sur le remboursement et le paiement des frais:

Les versements sont basés sur les renseignements fournis par les législateurs et législatrices au moyen d'une pièce justificative, soumise chaque semaine pendant la session ordinaire et après chaque réunion autorisée durant l'intersession<sup>19</sup>. [Traduction.]

Le régime de retraite, à participation obligatoire, est appelé Maine Legislative Retirement System; son financement provient des cotisations des législateurs et législatrices ainsi que de l'Assemblée législative.

L'annexe B-5 résume les arrangements en matière de rémunération, de traitement, d'indemnités de fonction et d'autres avantages.

Le Sénat compte 35 membres, et la Chambre des représentants en compte 152. Un référendum aura lieu en novembre 2007 pour déterminer si les législateurs et législatrices sont en faveur d'une augmentation faisant passer de quatre à six le nombre maximal de mandats de deux ans. Le maximum de quatre mandats de deux

In 2002, substantial changes were made to the way in which MLA compensation was to be reviewed in the Province of Manitoba. Through legislation, a permanent Commission was created, and reviews were to take place six months after every provincial election. Findings by the Commission could either be fully accepted or rejected by the legislature, but not amended. Under the legislation, the first review of the subject by an independent Commission took place in 2004. The report was rejected by the Manitoba Legislature.

The Commissioner of the rejected report,

Commissioner Earl Backman, a former city
manager of Brandon, wrote an extensive report of
salaries, pensions, severance, transition
allowances, and travel expenses. Unfortunately,
one of his recommendations concerning "buying
back pensionable service" was, in fact,
unworkable.

ans, soit huit années consécutives, a été approuvé en 1993.

# Manitoba

En 2002, les modalités d'examen de la rémunération parlementaire au Manitoba ont subi des modifications importantes. Une commission permanente a été constituée par voie législative, et des examens devaient avoir lieu six mois après des élections provinciales. L'Assemblée législative pouvait accepter ou rejeter intégralement les conclusions de la commission, mais non les modifier. En application de la loi, une commission indépendante a mené le premier examen de la question en 2004. Le rapport a été rejeté par l'Assemblée législative du Manitoba.

Le commissaire chargé du rapport rejeté,
Earl Backman, ancien directeur municipal de
Brandon, a rédigé un rapport exhaustif sur les
traitements, les pensions, l'indemnité de départ,
l'indemnité transitoire et les frais de déplacement.
Malheureusement, une de ses recommandations
concernant le rachat d'années de service ouvrant
droit à pension était, en fait, irréalisable.

In 2005, Interim Co	ommissioner Jerry	En 2005, Jerry Gray, Pl	n.D., commissaire	
Gray, Ph.D., reviewed the Ba	ckman Report and	intérimaire, a examiné le rappe	ort Backman et a	
made recommendations on sa	lary. As a result of	formulé des recommandations su	ır la rémunération.	
the latter review, the compens	ation, as of April 1,	Par suite de ce dernier examen,	depuis le 1er avril	
2007 became <sup>20</sup> :		2007, la rémunération est la suivante <sup>20</sup> :		
Base Pay	\$74,982	Indemnité parlementaire	74 982 \$	
Premier	\$49,527	Premier ministre ou première ministre	49 527 \$	
Cabinet Minister	\$30,957	Ministre	30 957 \$	
Cabinet Minister without Portfolio	\$24,765	Ministre sans portefeuille	24 765 \$	
Speaker	\$30,957	Présidence de l'Assemblée	30 957 \$	
Deputy Speaker	\$8,670	Vice-présidence de l'Assemblée	8 670 \$	
Leader of the Official Opposition	\$30,957	Chef de l'opposition officielle	30 957 \$	
Leader of a Recognized Party	\$24,765	Chef d'un parti de l'opposition reconnu	24 765 \$	
Deputy Chair of Whole	\$6,193	Vice-présidence du Comité plénier	6 193 \$	
Government House Leader	\$8,670	Leader parlementaire du gouvernement	8 670 \$	
Official Opposition House Leader	\$6,193	Leader parlementaire de l'opposition officielle	6 193 \$	
Recognized Party House Leader	\$4,956	Leader parlementaire d'un parti reconnu	4 956 \$	
Government Whip	\$6,193	Whip du gouvernement	6 193 \$	
Official Opposition Whip	\$4,956	Whip de l'opposition officielle	4 956 \$	
Recognized Party Whip	\$3,718	Whip d'un parti reconnu	3 718 \$	

Chair of Caucus	\$5,338	Présidence d'un cauc	us 5 338 \$
Legislative Assistant	\$3,718	Adjoint parlementaire adjointe parlementaire	
Chair (Permanent) of S Committee- \$156/meet		Présidence permanente d'un comité permanent d'un comité spécial - 156 \$ par séance, jusque concurrence de 3 718 \$ par année	
	/ice-Chair (Permanent) of 56/meeting, up to \$3,098	permanent ou d'un c	ermanente d'un comité comité spécial - 156 \$ par errence de 3 098 \$ par année
Constituency Amounts MLAs from Winnipeg Area		Indemnités de circons Région de Winnipeg	51 802 \$
MLAs from Southern Manitoba	\$48,036	Sud du Manitoba	48 036 \$
MLAs from Northern Manitoba	\$46,244	Nord du Manitoba	46 244 \$
Representation	Up to 15% of Constituency Office Amount	Frais de représentation	Jusqu'à 15 % de l'indemnité de bureau de circonscription
Travel In-province	Depends on riding of MLA; for example, Winnipeg MLAs receive \$4,091	Indemnités de déplace Déplacements dans la province	Selon la circonscription; par exemple, les députés de Winnipeg reçoivent 4 091 \$.
Out-of-province	Up to \$3,203	Déplacements à l'extérieur de la province	Jusqu'à 3 203 \$
To Winnipeg	Six Round Trips/Week in Session; Two if out of Session	Déplacements	Session: 6 aller-retour domicile-Winnipeg par semaine Intersession: 2 aller- retour par semaine
Contingency	Expense available for up to 20 contingency overnights	Frais connexes	Frais d'hébergement connexes; maximum de 20 nuitées.

L	i	V	i	n	g
-	1	V	8	11	5

.

.

0

00

0

.

.

.

.

.

.

0

0

.

.

0

.

\$1,078 each month for MLAs who live more than 50km from Winnipeg and who have a residence in both their riding and the capital

# Indemnités de subsistance

Frais de location

1 078 \$ par mois si la résidence permanente est à plus de 50 km de Winnipeg et qu'une résidence secondaire est maintenue dans la capitale.

# Expenses \$648

\$648 each month of session plus another two months, and also those months when a Select/Special Committee is held

# Frais de subsistance 648

648 \$ par mois pendant la session plus deux autres mois et les mois où un comité spécial ou un comité permanent se réunit.

# Other Amounts

8 overnight trips each month. This is for MLAs who cannot claim the expenses noted above

## Autres indemnités

Comités, intersession

Huit déplacements par mois, avec nuitées, en cas d'inadmissibilité au remboursement des frais mentionnés ci-dessus.

# Committees Out of Session

Actual expenses, authorized by the Speaker for Select/Standing Committees

# Comités

Frais réels autorisés par la présidence de l'Assemblée pour les comités permanents et les comités spéciaux.

# <u>Pensions – MLAs can choose between two plans\*/re-establishment</u>

1.) Legislative Assembly Pension Plan-MLAs pay 7%; accrues at 2%

# Pension de retraite (choix de deux régimes\*) et indemnité de rétablissement

1) Régime de pension de l'Assemblée législative : taux de cotisation de 7 % (députés) ; taux d'accumulation de 2 %.

2.) RRSP Plan - MLAs can pay 7%, matched by the province.

2) REER : taux de cotisation de jusqu'à 7 % (députés) ; cotisation de contrepartie de la province.

#### Re-establishment Allowance:

- N/A if MLA resigns, except in case of medical reasons that are serious
- 6 months' pay if MLA is defeated at nomination or is not running in next election

## Indemnité de réinstallation :

- sans objet en cas de démission, sauf pour des motifs médicaux sérieux;
- 6 mois de rémunération en cas de défaite à l'investiture ou d'une décision de ne pas se représenter aux prochaines élections;

 12 months' pay if MLA is defeated at election

\*For both plans the percentage the MLAs pay is based on both their salary and the other monies they may earn through work as an MLA. Manitoba Report is Appendix B-2 in Volume II.

#### Newfoundland and Labrador

96 In M

In May, 2007, a highly esteemed and highly motivated Commission reported on a review of Constituency Allowances and Related Matters. It was led by the Honourable Derek Green, Commissioner, who is also the Chief Justice of the Supreme Court, Trial Division. The Commission included five other persons of note: John Dawson, Legal Advisor; Dr. Christopher Dunn, Political Advisor; Gail Hamilton, Audit Advisor; David Norris, Public Policy Advisor; and Beth Warren, Executive Secretary/Research.

97

The Commission was created, among other things, to deal with impropriety by elected officials resulting in the low esteem in which politicians are sometimes held. The Commission stressed the need for fundamental institutional reform and sensed "...an undeniable public desire.

 12 mois de rémunération en cas de défaite électorale.

\*Dans le cas des deux régimes, le pourcentage que paient les députés est basé sur leur traitement et sur leurs autres gains éventuels liés à leurs fonctions parlementaires. Le rapport du Manitoba constitue l'annexe B-2 du volume II.

# Terre-Neuve-et-Labrador

En mai 2007, une commission très respectée et fort motivée a fait rapport sur un examen des indemnités de circonscription et de questions connexes. Dirigée par l'hon. Derek Green, commissaire, qui est également juge en chef de la Division de première instance de la Cour suprême, la commission comptait cinq autres personnes distinguées : John Dawson, conseiller juridique; Christopher Dunn, conseiller en matière de politiques ; Gail Hamilton, conseiller en matière de vérification ; David Norris, conseiller en matière de politiques d'intérêt public ; Beth Warren, secrétaire administrative et recherchiste.

La commission a été créée, entre autres, pour donner suite aux irrégularités commises par des élus, source du peu de respect qu'inspire parfois la classe politique. La commission a souligné la nécessité d'une réforme institutionnelle en profondeur et a constaté chez le

approaching a sense of urgency, to rebuild confidence in our political institutions."21

In a voluminous report, the Commission developed a draft Bill that it recommended to the House of Assembly. A principal recommendation was to terminate tax-free allowances as such. The Commission found that calling payments for sessional indemnities "non-taxable allowances" is confusing. The compensation is really the members' pay for service as the elected member. The Commission recommended that the members should pay income tax on the non-taxable allowance and that payments should be called "salary". The non-taxable portion of the salary, as in other provinces, would be "grossed up" to reflect the true value of the tax benefit. The new salary levels would be designed to "tell it like it is."122

The Commission concluded that the occupation of a member should be regarded as a full-time job and paid as such. "If we want good

public une volonté indéniable, presque une impatience, de rétablir la confiance à l'égard de ses institutions politiques<sup>21</sup>.

Dans un rapport volumineux, commission a élaboré un avant-projet de loi qu'il a recommandé à la Chambre d'assemblée. Une recommandation principale était d'abolir les indemnités non imposables. Selon la commission, appeler les indemnités de fonction les indemnités non imposables prête à confusion. Il s'agit en fait de la rémunération versée aux députés en contrepartie de l'exercice de leurs fonctions d'élus. La commission a recommandé que l'indemnité non imposable des parlementaires soit assujettie à l'impôt sur le revenu et que les deux versements soient appelés « traitement ». Comme dans les autres provinces, la rémunération serait majorée en fonction de valeur brute de la part non imposable pour refléter la valeur réelle de l'avantage avant l'impôt. Les nouveaux taux de rémunération viseraient la transparence<sup>22</sup>.

La commission a conclu que l'exécution du mandat parlementaire devrait être considérée comme une profession à temps plein et rémunérée

99

.

.

and effective government we should be prepared to pay for it. No member should have to carry out public duties at serious personal financial sacrifice"<sup>23</sup>

100

The Commission accentuated the importance of attendance in the House when sitting, so much so that, unless excused, there should be a per diem deduction for failure to attend. When not sitting, the Commission stated that the discharge of electoral duties was a primary responsibility although, within reason, a member should not be prohibited from engaging in employment or a profession.

101

The Commissioner considered that the current salaries were adequate, except for certain positions. The Commission made the following recommendations to the House, effective July 1, 2007:

Annual salary in 26 equal installments in arrears: \$92,580.00

en conséquence. Selon la commission, si nous voulons un gouvernement satisfaisant et efficace, nous devrions être prêts à en assumer les frais, car aucun député ne devrait être obligé de consentir de grands sacrifices financiers personnels pour exercer ses fonctions publiques<sup>23</sup>.

La commission a souligné qu'il est si important d'assister aux séances de la Chambre que l'absence non autorisée devrait entraîner une déduction sur l'indemnité journalière. La commission a signalé que, pendant l'intersession, l'exercice des fonctions à titre d'élus constitue une responsabilité primordiale, même s'il ne devrait pas être interdit aux députés d'exercer un emploi ou une profession, dans les limites du raisonnable.

Selon le commissaire, la rémunération actuelle était suffisante, sauf dans le cas de certaines charges. La commission a formulé les recommandations suivantes à la Chambre, la date d'entrée en vigueur étant le 1<sup>er</sup> juillet 2007 : Indemnité parlementaire annuelle, à payer à terme échu en 26 versements égaux : 92 580,00 \$

Additional salaries as follows:	Indemnités additionnelles	
Speaker \$52,497	Présidence de l'Assemblée	52 497 \$
Deputy Speaker \$26,246 and Chair of Committees	Vice-présidence de l'Assemblée et présidence des comités	26 246 \$
Deputy Chair of \$13,123 Committees	Vice-présidence des comités	13 123 \$
Leader of the \$52,497 Opposition	Chef de l'opposition	52 497 \$
Opposition House \$26,246 Leader	Leader parlementaire de l'opposition	26 246 \$
Deputy Opposition \$17,919 House Leader	Leader parlementaire adjoint de l'opposition	17 919 \$
Leader of a \$18,367 Recognized Third Party	Leader parlementaire d'un tiers parti reconnu	18 367 \$
Party Whip \$13,123	Whip d'un parti	13 123 \$
Caucus Chair \$13,123	Présidence de caucus	13 123 \$
Chair, Public \$13,123 Accounts Committee	Présidence du comité des comptes publics	13 123 \$
Vice Chair- Public Accounts Committee	Vice-présidence du comité des comptes publics	10 032 \$
The salary levels which the Commission held should not be changed for the time being are as follows:	Selon la commission, les niveau suivants ne devraient pas ê l'instant :	
Premier \$70,300	Premier ministre ou première ministre	70 300 S
Ministers (14) \$50,968	Ministres (14)	50 968 \$
Parliamentary \$25,484 Secretaries	Secrétaires parlementaires	25 484 S
Parliamentary \$25,484 Assistant	Adjoint parlementaire ou adjointe parlementaire	25 484 \$

Leader of the Opposition	\$50,968	Chef de l'opposition	50 968 \$
Opposition House Leader	\$25,482	Leader parlementaire de l'opposition	25 482 \$
Deputy Opposition House Leader	\$17,397	Leader parlementaire adjoint de l'opposition	17 397 \$
Leader of Recognized Third Party	\$17,832	Chef d'un tiers parti reconnu	17 832 \$
Speaker	\$50,968	Présidence de l'Assemblée	50 968 \$
Deputy Speaker/ Chair of Committees	\$25,482	Vice-présidence de l'Assemblée et présidence des comités	25 482 \$
Deputy Chair of Committees	\$12,741	Vice-présidence des comités	12 741 \$
Party Whips (2)	\$12,741	Whips des partis (2)	12 741 \$
Caucus Chairs (2)	\$12,741	Présidences des caucus (2)	12 741 \$
Chair, Public Accounts Committee	\$12,741	Présidence du comité des comptes publics	12 741 \$
Vice-Chair, Public Accounts Committee	\$9,740	Vice-présidence du comité des comptes publics	9 740 \$
Public Accounts Committee Members (5)	\$7,354	Membres du comité des comptes publics (5)	7 354 \$
Chairs of Standing Committees	Per Diem	Présidences des comités permanents	indemnité journalière
Vice-Chairs of Standing Committee	Per Diem	Vice-présidences des comités permanents	indemnité journalière

# As noted in the report:

Every Standing Committee has one Chair and one Vice-Chair. The Chairs and Vice-Chairs of Standing Committees do not receive a salary, but are paid a per diem per sitting day as follows: Chairperson \$100 per sitting day up to an annual maximum of \$3,000; Vice-Chairperson \$75 per sitting day up to an annual maximum of \$2,500. Members do not receive a per diem. However, it should be noted that Chairs and Vice-Chairs of Standing Committees receive this per diem only if they are not receiving extra remuneration.<sup>24</sup>

The Commission also dealt with the pensions of the members. Currently, Newfoundland and Labrador members have a defined-benefit plan. The Commission was particularly critical of the defined-benefit pension plan because of its high cost. The cost of the plan to the province is 41.9%. The member contributes 9% and the government assumes the remaining 32.9%. The Commission recommended consideration be given to a defined-contribution RRSP-type of arrangement and that future pension policies be removed from the executive branch and referred to an independent Commission on members' salaries, benefits and allowances. The

# Le rapport constate ce qui suit :

Chaque comité permanent est doté d'une présidence et d'une vice-présidence. Les titulaires ne reçoivent pas d'indemnité de fonction mais plutôt une indemnité journalière, à raison de 100 \$ par jour de séance pour les titulaires de présidence, jusqu'à concurrence de 3 000 \$ par année, et de 75,00 \$ par jour de séance pour les titulaires de vice-présidence, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ par année. Les autres membres des comités ne reçoivent pas d'indemnité journalière. Il faut toutefois souligner que les titulaires de la présidence ou de la vice-présidence des comités permanents ne reçoivent l'indemnité journalière que s'ils ne recoivent aucune rémunération supplémentaire<sup>24</sup>. [Traduction.]

La commission s'est en outre penchée sur les pensions des députés. Actuellement, les députés de Terre-Neuve-et-Labrador cotisent à un régime à prestations déterminées. La commission a critiqué tout particulièrement le régime de retraite à prestations déterminées en raison de son coût élevé. La province assume 41,9 % des frais du régime. Les députés cotisent pour 9 %, et le gouvernement assume les 32,9 % qui restent. La commission a recommandé qu'un régime à cotisations déterminées, du genre REER, soit envisagé et que les futures politiques en matière de pensions ne relèvent plus du pouvoir exécutif mais soient renvoyées à une commission indépendante

102

....

...

•

.

.

•

0

.

0

0

.

.

00

report has been adopted to take effect on the day after a general election, October 9, 2007.

sur les traitements, les avantages et les indemnités parlementaires. Les recommandations du rapport ont été adoptées et entrent en vigueur le lendemain d'élections générales, en l'occurrence, celles du 9 octobre 2007.

#### **Northwest Territories**

103

104

In 2005, an independent compensation review made recommendations that reflect the incomes paid in 2007. Each of the 19 legislators is in receipt of a basic salary of \$91,199. Current salaries, also referred to as indemnities, are:

Speaker	\$32,760	
*		
Premier	\$68,602	
Minister	\$48,275	
Deputy Speaker	\$6,352	
Deputy Chairperson of	\$3,812	
Committee of the Whole		
Chairperson of a Standing	\$5,628	
Committee		
Chairperson of a Special	\$2,814	
Committee		

The members are penalized \$127 for each morning or afternoon that a member fails to attend the sitting of the Legislative Assembly, or a committee, without reasonable explanation.

## Territoires du Nord-Ouest

En 2005, un examen indépendant de la rémunération a abouti à des recommandations qui reflètent la rémunération versée en 2007. Chacun des 19 députés reçoit une indemnité parlementaire de 91 199 \$. À l'heure actuelle, les indemnités additionnelles sont réparties comme suit :

Présidence de l'Assemblée	32 760 \$	
Premier ministre ou première ministre	68 602 \$	
Ministre	48 275 \$	
Millisuc	40 213 3	
Vice-présidence de la	6 352 \$	
Chambre		
Vice-présidence du Comité plénier	3 812 \$	
p.cc.		
Présidence d'un comité permanent	5 628 \$	
Présidence d'un comité	2 814 S	
spécial	20143	

Une somme de 127 \$ par matin ou aprèsmidi est déduite en cas d'absence, sans explication raisonnable, d'une séance de l'Assemblée législative ou de l'un de ses comités.

.

.

.

.

.

:

.

.

.

.

-

.

.

.

.

.

.

.

Because of the unique situation in the NWT, members who live a certain distance beyond Yellowknife may claim accommodation expenses and allowances of up to \$27,840. There is also a "northern allowance" depending on where the member lives, and an entitlement of \$10,797 annually for members who do not live within commuting distance of the capital, Yellowknife. They are also entitled to life insurance, health and dental coverage.

106

Members can retire at age 55. They contribute 6.5% of their pensionable income. The pension becomes vested with the member after serving one term or four years, whichever comes first. Members who retire at 55 or later will receive 2% of their final average earnings for each year of service, multiplied by the years of service (maximum of 30 years). Final average earnings are the average of a member's best four consecutive years of pensionable earnings.

En raison de la situation unique des Territoires du Nord-Ouest, les députés qui demeurent à une certaine distance de Yellowknife peuvent demander le remboursement de frais d'hébergement, jusqu'à un maximum de 27 840 \$. Il y a aussi une indemnité de vie dans le Nord, modulable selon le lieu de résidence, ainsi qu'une indemnité de 10 797 \$ par année pour les députés qui habitent trop loin de la capitale, Yellowknife. Les députés ont aussi droit à l'assurance-vie ainsi qu'à l'assurance-maladie et à l'assurance-soins dentaires.

Les députés peuvent prendre leur retraite à 55 ans. Ils cotisent à hauteur de 6,5 % de leur revenu ouvrant droit à pension. Le droit à pension est acquis après un mandat ou quatre années de service, selon la première éventualité. Les députés qui prennent leur retraite à 55 ans ou plus tard reçoivent 2 % de la moyenne des gains finaux pour chaque années de service multipliée par le nombre d'années de service (jusqu'à concurrence de 30 années). La moyenne des gains finaux est la moyenne des quatre meilleures années consécutives de gains ouvrant droit à pension.

The pension plan increases with the cost of living as measured by the Consumer Price Index. Qualifying spouses receive 66% of a deceased member's pension.

#### Nova Scotia

108

In 2006, the Province of Nova Scotia commissioned an independent inquiry into the indemnities, allowances and salaries of its members of the Legislative Assembly under the leadership of the Honourable Barbara McDougall, Gordon Gillis and George McLellan. A one-person Commission under a former Speaker of the Legislature, Arthur R. Donahoe, Q.C., had been rendered in 2003.

109

Interceines, the former Speaker had recommended linking the indemnities of Nova Scotia members to a percentage of the salaries of Members of Parliament. The 2003 Donahoe formula was rejected. Ontario, however, has now adopted the idea, following the recent recommendation of the Ontario Integrity

Les prestations de retraite sont indexées au coût de la vie selon l'indice des prix à la consommation. En cas de décès du participant ou de la participante, le conjoint admissible reçoit 66 % de la pension.

# Nouvelle-Écosse

En 2006, la Nouvelle-Écosse a commandé une enquête indépendante sur les indemnités de fonction, les indemnités de mandat et la rémunération des députés provinciaux, sous la direction de l'hon. Barbara McDougall, de Gordon Gillis et de George McLellan. Une commission composée d'une seule personne, soit Arthur R. Donahoe, c.r., ancien président de l'Assemblée législative, avait présenté un rapport en 2003.

Fait intéressant, l'ancien président de l'Assemblée avait recommandé de fixer les indemnités des députés provinciaux de la Nouvelle-Écosse en pourcentage du traitement des députés fédéraux. La formule Donahoe de 2003 a été rejetée. L'Ontario a toutefois adopté l'idée, conformément à la recommandation récente du

Commissioner who, mandated by legislation, acted as a one-person salary review Commission.

Nova Scotia is one of the provinces that had already eliminated tax-free allowances. The 2006 three-person Commission looked at the then current base salary of \$65,556 and recommended a 21.27% increase to \$79.500. Those members with extra duties earn more. They are accorded additional sums over and above the base. Substantial increases were recommended by the Commission of 118.48% for the Government House Leader, the Deputy Government House Leader, the Opposition House Leader, and the House Leader of a Recognized Party. The previous sums gave them an additional \$10,000, except for the Deputy who previously received an extra \$5,000. The recommended compensation increase for the Premier was 16.50%, from \$61,324 to \$71,324.

commissaire à l'intégrité de l'Ontario, titulaire d'un mandat conféré par loi, a constitué une commission unipersonnelle d'examen de la rémunération.

La Nouvelle-Écosse est l'une des provinces qui avaient déjà aboli les indemnités de fonction non imposables. La commission de 2006. composée de trois personnes, a examiné l'indemnité parlementaire de l'époque, soit 65 556 \$, et a recommandé qu'elle soit augmentée de 21,27 % pour la faire passer à 79 500 \$. Les députés chargés de fonctions additionnelles gagnent davantage. Ils recoivent des sommes additionnelles en sus de l'indemnité parlementaire. La commission a recommandé une importante augmentation: 118,48 % pour les leader parlementaire du gouvernement, leader parlementaire adjoint du gouvernement, leader parlementaire de l'opposition et leader parlementaire d'un parti reconnu. Auparavant, les titulaires recevaient une somme additionnelle de 10 000 \$, sauf la ou le leader parlementaire adjoint, qui recevait une somme additionnelle de 5 000 \$. L'augmentation recommandée de la

110

....

.

.

.

0

0

.

00

0

.

.

.

.

.

.

.

.

.

rémunération du premier ministre était de 16,50 %, afin qu'elle passe de 61 324 \$ à 71 324 \$.

La commission n'a pas recommandé d'augmentation pour les autres membres du Conseil exécutif, à savoir les ministres.

Afin d'élaborer ses recommandations, la commission de la Nouvelle-Écosse a comparé la population, la proximité, les caractéristiques géographiques et les examens récents de la rémunération des cinq provinces suivantes : la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, Terre-Neuve et Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard. La commission a constaté qu'une indemnité parlementaire de 79 500 \$ correspondrait au traitement médian des cinq provinces, faisant passer la rémunération en Nouvelle-Écosse de l'avant-dernier rang, au Canada, au niveau de la moyenne nationale. Selon les chiffres de la commission, les indemnités parlementaires, majorées par fiscalisation, des cinq provinces comparées étaient les suivantes : Terre-Neuve-et-Labrador, 87 630 \$; la Saskatchewan,

The Commission declined to recommend increases for other members of the Executive Council. In common parlance: no increases for Cabinet Ministers.

In zeroing in on its recommendations, the Nova Scotia Commission targeted five provinces and made comparisons of population, proximity, geography, and recent compensation reviews: Saskatchewan, New Brunswick, Manitoba, Newfoundland and Labrador, and Prince Edward Island. It found that \$79,500 would be reflective of a median salary in the five-province comparison, lifting Nova Scotia from the second lowest paid in Canada to a par with the national average. The Commission considered the grossed up figures for its comparator provinces to be: Newfoundland and Labrador, \$87,630; Saskatchewan, \$80,500; New Brunswick, \$79,779; Manitoba, \$73,512; and Prince Edward Island, \$56,849.

111

The Commission found that comparators
with public sector groups was not helpful, nor

•

.

.

.

.

.

.

:

•

....

-

114

113

were comparisons with the professions or the

judiciary. The Commission concluded that:

...MLAs in Nova Scotia receiving only increases consistent with other professions or groups cannot close the gap with MLAs in provinces in the Atlantic region or of similar population like Saskatchewan...<sup>25</sup>

In concluding, the Honourable Barbara

McDougall, on behalf of her colleagues, said:

Many members of the public accept that MLAs work hard although they are not entirely sure at what. In this case, they will give MLAs the benefit of the doubt. Where they are unwilling to give MLAs the benefit of the doubt is in the area of pensions, "perks" and benefits. The role of pensions and benefits, and their amounts, is not understood by the public and there is a deeply held conviction that "perks" and pensions, however ill defined and misunderstood, are subject to widespread abuse. This opinion was freely volunteered over the course of our summer discussions - both public and informal. Our mandate did not include an examination of these factors and we have no recommendations to make in this regard.

80 500 \$; le Nouveau-Brunswick, 79 779 \$; le Manitoba, 73 512 \$; l'Île-du-Prince-Édouard, 56 849 \$.

La commission a jugé que les comparaisons avec des groupes du secteur public, les professions ou les juges sont improductives. La commission est arrivée à la conclusion suivante:

si les députés de la Nouvelle-Écosse n'avaient droit qu'à des augmentations alignées sur les autres professions ou groupes, l'écart salarial avec les députés des provinces de la région de l'Atlantique ou de population semblable comme la Saskatchewan [...] ne pourrait être comblé<sup>25</sup>.

En conclusion, l'hon. Barbara McDougall a dit ce qui suit au nom de ses collègues :

De nombreux membres du public reconnaissent que les députés travaillent fort, bien qu'ils ne soient pas entièrement certains de ce qu'ils font. Dans ce cas, ils donneront aux députés le bénéfice du doute. Ils répugnent toutefois à donner aux députés le bénéfice du doute dans le domaine des régimes de retraite, des avantages « accessoires » et sociaux. Le rôle des prestations de retraite et des avantages sociaux, et leurs montants, n'est pas bien compris par le public, où il existe une profonde conviction que les avantages accessoires et les prestations de retraite, quoique mal définis et mal interprétés, donnent lieu à de nombreux abus. Cette opinion a été émise volontairement au cours de nos discussions de cet été - tant publiques qu'informelles. Notre mandat n'inclut pas l'examen de ces facteurs et nous n'avons

However, we would urge the speaker and his colleagues to review in the near future, perhaps through another public process, the whole area of pensions and benefits to be sure that they are in line with public expectations. In the meantime, as soon as is practical, the Legislature should develop a process of disclosure and transparency to ensure that the public can draw its conclusions based on fact and not on myth. <sup>26</sup>

The Nova Scotia Report is Appendix B-3 in Volume II.

#### Nunavut

Nunavut, Canada's newest northern territory, extends from the northern boundary of Manitoba/Saskatchewan to Quebec's northeastern coast. It was carved out of the eastern section of the Northwest Territories in 1999 and is Canada's newest political entity. Their distinctive consensus style of government does not include an official opposition, hence no provision is made for additional indemnities for opposition or third party leaders. The Legislative Assembly is located in the capital city of Iqaluit on Baffin Island.

pas de recommandations à faire à cet égard.

Toutefois, la Commission ne peut s'empêcher de presser le président et ses collègues à réviser dans un avenir proche, au moyen peut-être d'un autre processus public, tout le domaine des régimes de retraite et des avantages sociaux pour assurer sa concordance avec les attentes du public. Entre-temps, dès que les circonstances le permettront, l'Assemblée législative devrait instaurer un processus de divulgation et de transparence, de façon à ce que le public puisse tirer ses conclusions en se basant sur des faits et non sur un mythe<sup>26</sup>.

Le rapport de la Nouvelle-Écosse constitue l'annexe B-3 du volume II.

#### Nunavut

Le Nunavut, plus récent des territoires du Nord canadien, s'étend de la frontière nord du Manitoba et de la Saskatchewan à la côte nord-est du Québec. Taillé de la région est des Territoires du Nord-Ouest en 1999, le territoire constitue l'entité politique la plus récente du Canada. Son style distinct de gouvernement consensuel ne comprend pas d'opposition officielle. Par conséquent, aucune indemnité de fonction n'est prévue pour des chefs de l'opposition officielle ou d'un tiers parti. L'Assemblée législative se situe à la capitale, Iqaluit, sur l'île de Baffin.

as follows:

.

-

.

.

.

117

118

116

Basic indemnity for all members since April 1, 2006, is \$68,543 which includes a tax-free allowance of \$1,000.

\$70,097
\$64,550
\$59,005
\$59,005
\$6,877
\$3,993
\$3,438
\$2,329
\$255

## Pension Plans:

Nunavut members contribute 6.5% of their pensionable earnings to a mandatory defined benefit registered plan upon which they are eligible to a pension immediately upon leaving office or defer to age 60.

A supplementary defined benefit plan is also available with contributions of 2.5%, with a number of payment options, upon resignation or retirement.

<u>Indemnité parlementaire</u> (y compris une part non imposable de 1 000 \$; depuis le 1<sup>er</sup> avril 2006) : 68 543 \$.

Indemnités additionnelles	
Premier ministre ou première	70 097 \$
ministre	
Vice-premier ministre ou	64 550 \$
vice-première ministre	
Ministres	59 005 \$
Présidence de l'Assemblée	59 005 \$
Vice-présidence de	6877\$
l'Assemblée	
Autres fonctions	
Vice-présidence du Comité	3 993 \$
plénier	
Présidence d'un comité	3 438 \$
permanent ou d'un comité	
spécial	
Présidence du caucus	2 329 \$
Indemnité quotidienne	255 \$
versée aux membres	
des comités	

## Régimes de retraite

Les députés du Nunavut versent 6,5 % de leur revenu ouvrant droit à pension à un régime agréé obligatoire à prestations déterminées qui leur permet de toucher une pension à la fin de leur mandat ou quand ils atteignent 60 ans.

Une cotisation de 2,5 % de leur revenu permet aux députés de souscrire aussi à un régime supplémentaire à prestations déterminées qui comporte un certain nombre de modalités de

In order to assist in defraying the high costs of food, travel and housing in the north, members are entitled to a "Northern Allowance," paid bi-weekly and ranging between \$12,000 and \$28,000 annually according to community of residence.

#### Ontario

120

Until this year, the compensation for Members of the Legislature of Ontario was reviewed by its Integrity Commissioner. In 2001, the Commissioner was mandated by statute to review the compensation as prescribed in the legislation. This gave the members a formula for review by an independent body. Compensation was reviewable when determined appropriate by the Commissioner.

121

The most recent review by the Commissioner, The Honourable Coulter A.A. Osborne, Q.C., was December 7, 2006, a matter of some months ago. It was conducted under an arm's length process as directed by the MPP

versement des prestations au moment de leur démission ou de leur retraite.

Afin d'aider à payer les frais élevés d'alimentation, de déplacement et d'habitation dans le Nord, les députés ont droit à une indemnité de vie dans le Nord, qui est versée à la quinzaine et qui varie entre 12 000 \$ et 28 000 \$ par année, selon le lieu de résidence.

#### Ontario

La rémunération des députés provinciaux de l'Ontario était, jusqu'à cette année, examinée par le commissaire à l'intégrité de l'Assemblée législative. En 2001, le commissaire a reçu le mandat, conféré par loi, d'examiner la rémunération prescrite par voie législative, ce qui assurait aux députés un processus d'examen indépendant. L'examen de la rémunération avait lieu à la fréquence que le commissaire jugeait convenable.

Le plus récent examen mené par le commissaire, l'hon. Coulter A. Osborne, c.r., remonte au 7 décembre 2006, il y a donc quelques mois. L'examen a été réalisé selon un processus sans lien de dépendance, conformément à la *Loi* 

Compensation Reform Act. An earlier review was conducted by a five-member Commission following the 1995 election in Ontario. The 1995 Commission reported in part that:

- 1. the existing pension arrangements for members were overly generous and should be changed;
- 2. the tax-free allowance paid to members as part of their base compensation should be eliminated.<sup>27</sup>

The recommendation of the Commission saw the tax-free portion of members' allowances eliminated, and their basic wage raised to \$78,007. As of early December 2006 the base salary was \$88,771. In addition, in 1993, their defined benefit pension plan was changed to a defined contribution plan. This meant that members from 1995 forward had virtually no pension plan security after leaving office.

Subsequent recommendations in the years 2000, 2001, and 2003, were not implemented. In

portant réforme de la rétribution des députés. Un examen antérieur avait été mené par une commission composée de cinq membres, à la suite des élections de 1995 en Ontario. La commission de 1995 avait entre autres fait rapport de ce qui suit :

- 1) les arrangements en vigueur relativement au régime de retraite des députés étaient trop avantageux et devraient être modifiés;
- 2) l'indemnité de fonction non imposable faisant partie de la rémunération de base des députés devrait être supprimée<sup>27</sup>.

Par suite des recommandations de la commission, l'indemnité de fonction non imposable a été retranchée, et la rémunération de base des députés a été augmentée pour passer à 78 007 \$. Au début de décembre 2006, la rémunération de base s'élevait à 88 771 \$. Par ailleurs, en 1993, le régime de retraite à prestations déterminées des députés a été converti en régime à cotisations déterminées. De ce fait, les députés, après 1995, ne bénéficiaient pour ainsi dire d'aucune sécurité de retraite.

Les recommandations formulées ultérieurement — en 2000, 2001 et 2003 — n'ont

122

.

•

.

.

.

•

.

.

0

.

.

.

.

0

.

0

00

0

0

2004, on the recommendation of the Commission, the Consumer Price Index for the previous year, at 2.7%, was implemented. As it turned out, members' salaries have not kept up with inflation since 1996.

124

In his 2006 report, the Integrity Commissioner made salary comparisons with a number of business and professional groups, and concluded that the most reasonable comparison for the equivalent work was with Members of Parliament. He referred to the similarities of legislative functions, the constituency and legislative responsibilities of each, and that it makes sense to link the provincial members' salaries to the salaries of Members of Parliament. He proposed that the salaries be linked at some reasonable percentage less than 100%, with upward adjustments to persons occupying positions recognized by the *Legislative Assembly Act*.

pas été mises à exécution. En 2004, sur la recommandation de la commission, l'indice des prix à la consommation de l'année précédente, qui se fixait à 2,7 %, a été appliqué. En fait, la rémunération des députés n'a pas suivi le rythme de l'inflation depuis 1996.

Dans son rapport de 2006, le commissaire à l'intégrité a comparé la rémunération avec celle d'un certain nombre de groupes d'affaires et de professionnels et a conclu que, pour un travail semblable, les députés fédéraux constituaient le meilleur groupe de comparaison. Il a fait allusion à la similitude des activités parlementaires et des responsabilités liées à ces activités et à la circonscription de part et d'autre, ainsi qu'au lien logique qui existe entre la rémunération des députés provinciaux et celle des députés fédéraux. Il a proposé que la rémunération soit calquée selon un pourcentage acceptable, inférieur à 100 %, et qu'elle comprenne des rajustements à la hausse pour les personnes qui occupent des charges reconnues aux termes de la Loi sur l'Assemblée législative.

-

•

•

.

0

-

0

.

.

...

.

•

•

0

0

He recommended that pensions and severance arrangements be reviewed forthwith.

126

The recommendations of the Integrity

Commissioner were put into effect promptly with
a base salary accepted at \$113,000.

127

Notably, the Leader of the Official Opposition was accorded a salary of \$14,590 more than a Cabinet Minister with Portfolio, thus recognizing the importance of the position of being the head of Her Majesty's Loyal Opposition.

128

The MPP's salaries effective April 1, 2007, are in Appendix A-18.

#### Prince Edward Island

129

In July of 2007, a Compensation Report on the salaries of the Members of the Legislative Assembly of Prince Edward Island was tabled. It is styled: Report of the Indemnities and Allowances Commission for the Year 2006. The Chairman is Michael L. O'Brien, FCA. His fellow Commissioners were Albert Ferris, FCA, and

Le commissaire a recommandé qu'un examen des modalités relatives aux régimes de retraite et aux indemnités de départ soit effectué sur-le-champ.

Les recommandations du commissaire à l'intégrité ont été rapidement mises en application, la rémunération de base étant fixé à 113 000 \$.

Fait notable, la rémunération totale du chef de l'opposition officielle s'élève à 14 590 \$ de plus que celle d'un ministre avec portefeuille, ce qui dénote l'importance accordée à la charge de chef de l'opposition loyale de Sa Majesté.

L'annexe A-18 montre la rémunération des députés provinciaux, en vigueur depuis le 1er avril 2007.

#### Île-du-Prince-Édouard

En juillet 2007, un rapport sur la rémunération des députés provinciaux de l'Île-du-Prince Édouard a été déposé. Il s'intitule Report of the Indemnities and Allowances Commission for the Year 2006. Le président de la commission est Michael L. O'Brien, F.C.A., et les autres commissaires sont Albert Ferris, F.C.A., et

Michael S. Schurman. The Commissioners were appointed for a five-year term and may be reappointed.

Prince Edward Island is unique in our country because of just about every imaginable factor that can or ought to be taken into consideration. The Commissioner recommended as follows:

130

- A base salary of \$62,500 replace the indemnity and non-taxable allowance.
- 2. A 3% increase be provided to the additional salary for a Minister and the Leader of the Opposition, resulting in a total salary of \$106,200.
- 3. A 3% increase be provided to the additional salary for the Premier, resulting in a total salary of \$130,500. The additional non-taxable allowance be eliminated and included in the \$130,500.
- 4. An increase of \$5,000 be provided for the position of Speaker, resulting in a total salary of \$99,300.
- 5. The additional salary for the Deputy Speaker continue at the rate of 50% of the Speaker, resulting in a total salary of \$80,900.
- 6. A 3% increase be provided to the additional salaries for the positions of Government House Leader, Opposition

Michael S. Schurman. Les commissaires ont été nommés pour cinq ans, et leur mandat peut être reconduit.

L'Île-du-Prince-Édouard occupe une place unique dans notre pays en raison de tous les facteurs imaginables qui peuvent ou devraient entrer en ligne de compte. Le commissaire a recommandé ce qui suit :

- 1) qu'un traitement de base de 62 500 \$ remplace l'indemnité parlementaire et l'indemnité de fonction non imposable;
- 2) que le traitement des ministres et l'indemnité additionnelle du chef de l'opposition soient majorés de 3 %, ce qui porterait la rémunération globale à 106 200 \$;

- 3) que le traitement du premier ministre soit majoré de 3 %, ce qui porterait le traitement global à 130 500 \$, et que l'indemnité de fonction non imposable soit abolie et comprise dans les 130 500 \$;
- 4) qu'une augmentation de 5 000 \$ soit prévue pour la présidence de l'Assemblée, ce qui porterait le traitement global à 99 300 \$;
- 5) que l'indemnité additionnelle de viceprésidence de l'Assemblée continue d'être fixée au taux de 50 % de celle de la présidence, ce qui donnerait une rémunération globale de 80 900 \$;
- 6) que les indemnités additionnelles prévues pour les charges de leader parlementaire du gouvernement, de leader

House Leader, Government Whip and Opposition Whip.

Total salaries effective on the first day of the commencement of the 63<sup>rd</sup> General Assembly:

Government House Leader \$74,300

Opposition House Leader \$66,650

Government Whip \$66,000 Opposition Whip \$66,000 <sup>28</sup>

As found by the Nova Scotia Commissioners, public participation was lacking and the "...public have shown an indifference...."

The most favoured comparison was of the members' salaries in related jurisdictions. The PEI approach was to calculate pre-tax salaries in the various jurisdictions, including the ones where there was a mix of salary and non-taxable allowance. To this they added a 50% income tax rate. For Nova Scotia, the figure became \$81,805. In fact, Nova Scotia, before its Commission, recommended an increase to \$79,500, was paying a base salary of \$66,556.

parlementaire de l'opposition, de whip du gouvernement et de whip de l'opposition soient majorées de 3 %.

Les rémunérations globales en vigueur le premier jour de la 63° Assemblée générale seraient les suivantes:

leader parlementaire du gouvernement : 74 300 \$;

leader parlementaire de l'opposition : 66 650 \$:

whip du gouvernement : 66 000 \$; whip de l'opposition : 66 000 \$<sup>28</sup>.

Comme les commissaires de la Nouvelle-Écosse l'ont également constaté, il y avait un manque de participation de la part des membres du public, qui ont montré une certaine indifférence<sup>29</sup>.

La comparaison la plus privilégiée a été celle de la rémunération parlementaire de corps législatifs semblables. La démarche de l'Île-du-Prince-Édouard a été de calculer la rémunération avant impôt des divers corps législatifs, y compris ceux dont la rémunération comprenait une indemnité parlementaire et une indemnité de fonction non imposable. La commission y a appliqué un taux d'impôt sur le revenu de 50 %. Pour la Nouvelle-Écosse, la somme est passée à 81 805 \$. De fait, la Nouvelle-Écosse versait une indemnité parlementaire de 66 556 \$ avant que sa

131

.....

•

•

-

•

.....

...

.

0

.

.

9

.

For New Brunswick, the 2006 figure estimated for comparison purposes was \$87,909, calculated from the New Brunswick base salary of \$43,955 and the non-taxable amount of \$21,977 (this is less than the adjusted and current base salary of \$45,347.29 and the non-taxable allowance of \$22,534.44). It then added on a tax rate of 50%, substantially higher than the average rate.

133

Important observations made by the Prince Edward Island Commission show how the non-taxable allowance has metastasized from a travel, accommodation and constituency expense, to a salary. The camouflage has been uncovered: "Added evidence that the allowance is considered a salary is the decision to include the amount when determining the base to calculate members' pensions."

commission ne recommande de la porter à 79 500 \$.

Pour le Nouveau-Brunswick, la somme de 2006, évaluée à titre de comparaison, était de 87 909 \$, calculée selon l'indemnité parlementaire du Nouveau-Brunswick, qui était de 43 955 \$, et la somme non imposable de 21 977 \$ (sommes inférieures à l'actuelle indemnité parlementaire rajustée de 45 347,29 \$ et à l'indemnité de fonction non imposable de 22 534,44 \$). La commission a ensuite appliqué un taux d'imposition de 50 %, ce qui est nettement supérieur au taux moyen.

Des observations importantes de la commission de l'Île-du-Prince-Édouard indiquent comment l'indemnité de fonction non imposable a été intégrée à l'indemnité parlementaire, plutôt que de tenir lieu d'indemnité de déplacement, de logement et de circonscription. Le stratagème a été dévoilé : la décision d'inclure le montant de l'indemnité pour déterminer la base servant à calculer la pension est une preuve additionnelle que l'indemnité est considérée comme un traitement<sup>30</sup>.

....

000

.

•

...

.

•

000

-

000

0

000

The Commission comes close to recognizing that the work of an elected politician is a full-time job. The Commission qualifies it this way: "...the work of an MLA should be considered the MLA's primary work responsibility. From time to time an MLA might engage in part-time work to supplement his or her income but opportunities are limited because representing the public is increasingly more demanding."31

La commission reconnaît presque que le travail des élus est un emploi à temps plein. Selon la commission, les fonctions parlementaires devraient être considérées comme la principale responsabilité professionnelle des députés. Ces derniers peuvent occuper de temps à autre un poste à temps partiel afin d'augmenter leur revenu, mais les perspectives sont limitées parce que représenter le public est de plus en plus exigeant<sup>31</sup>.

135

In the result, the Commission determined that the salary should be within the top 10-15% of income earners in the province.

En conséquence, la commission a déterminé que la rémunération devrait se situer dans la fourchette supérieure de revenus de la province, soit de 10 % à 15 % des revenus.

#### Québec

136

Québec has a unique approach to the way in which the province fixes the remuneration of the members who hold positions which extend their parliamentary duties. Québec uses a rate or per cent of the member's annual salary. The province also liberally uses tax-free allowances

#### Ouébec

Le Québec a adopté une démarche unique quant à l'établissement de la rémunération des députés qui remplissent certaines fonctions. Le Québec octroie des indemnités additionnelles correspondant à un pourcentage de l'indemnité parlementaire. La province fait aussi ample usage

which may well mask income as reimbursement in some cases.

d'indemnités de mandat non imposables qui peuvent déguiser les revenus en remboursements dans certains cas.

The annual salary of a member, as of April 1, 2007, was \$82,073. After that date the annual salary was increased by the percentage of increase applicable to executive officers in the public service.

137

138

L'indemnité parlementaire, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, s'élève à 82 073 \$. Après cette date, l'augmentation de l'indemnité parlementaire est fonction du pourcentage de majoration des traitements des cadres supérieurs des services publics.

The annual amounts of pay in addition to the upward adjustment of \$82,073 for members who exercise certain parliamentary duties are as follows: Les indemnités additionnelles versées chaque année en appoint aux 82 073 \$ de base sont les suivantes :

Premier	\$86,177
Minister	\$61,555
President of the Assembly	\$61,555
Vice-President of the Assembly	\$28,726
Parliamentary Assistant	\$16,415
Leader of the Official Opposition	\$61,555
Official Opposition House Leader	\$28,726
Recognized Opposition Party Leader	\$28,726

Premier ministre ou première ministre	86 177 \$
Ministre	61 555 \$
Présidence de l'Assemblée nationale	61 555 \$
Vice-présidence de l'Assemblée nationale	28 726 \$
Adjoint ou adjointe parlementaire	16 415 \$
Chef de l'opposition officielle	61 555 \$
Leader parlementaire de l'opposition officielle	28 726 \$
Chef d'un parti d'opposition reconnu	28 726 \$

Chief Government Whip	\$28,726	Whip en chef du gouvernement	28 726 \$
Chief Official Opposition Whip	\$24,622	Whip en chef de l'opposition officielle	24 622 \$
Deputy Government House Leader	\$20,518	Leader parlementaire adjoint du gouvernement	20 518 \$
Deputy Official Opposition House Leader	\$16,415	Leader parlementaire adjoint de l'opposition officiell	16 415 \$
Recognized Opposition Party Whip	\$16,415	Whip d'un parti d'opposition reconnu	16 415 \$
Deputy Government Whip	\$16,415	Whip adjoint du gouvernement	16 415 \$
Deputy Official Opposition Whip	\$16,415	Whip adjoint de l'opposition officielle	16 415 \$
Government Caucus Chair	\$20,518	Présidence du caucus du parti du gouvernement	20 518 \$
Official Opposition Caucus Chair	\$18,466	Présidence du caucus de l'opposition officielle	18 466 \$
Chair of a Standing Committee	\$20,518	Présidence d'une commission permanente	20 518 \$
Vice-Chair of a Standing Committee	\$16,415	Vice-présidence d'une commission permanente	16 415 \$
Temporary Chair of a Standing Committee	\$12,311	Présidence de séance d'une commission permanente	12 311 \$
Member of the Office of the National Assembly	\$12,311	Membre du Bureau de l'Assemblée nationale	12 311 \$

...

•

...

The members also receive a generous annual allowance for the reimbursement of expenses incurred in the performance of their duties of \$14,467 as of January 1, 2007. This sum is adjusted annually. There are other generous

Les députés reçoivent aussi, en guise de défraiement, une généreuse indemnité annuelle de fonction qui se chiffre à 14 467 \$ depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le montant est rajusté chaque année. D'autres indemnités généreuses sont données aux

allowances for Parliamentary Committee Members, as well as generous travel and accommodation allowances of 60 return trips per fiscal year to the capital, as well as five return trips for spouses or children. The Québec Report is Appendix B-4 in Volume II.

#### Saskatchewan

140

141

In June of 2006, a one-person Commission reported to the Saskatchewan Legislature on MLA indemnity. The Commissioner was Mr. Arthur Wakabayashi. Prior to his report, ten years had passed since an independent Commission had reviewed the salary structure.

Since the earlier Commission, public opinion in Saskatchewan had turned against any tax-free allowance to Members of the Legislative Assembly. Commissioner Wakabayashi said the tax-free allowance "is an irritant and is resented by the public." At the time of the 2006 Commission, the MLA indemnity was \$64,817 with a tax-free

membres des commissions parlementaires, et les députés ont droit à une indemnité généreuse couvrant les frais de déplacement et d'hébergement pour 60 allers-retours entre leur circonscription et la capitale au cours de l'année financière ainsi que 5 allers-retours de leur conjoint et de leurs enfants. Le rapport du Québec constitue l'annexe B-4 du volume II.

#### Saskatchewan

En juin 2006, une commission unipersonnelle a présenté à l'Assemblée législative de la Saskatchewan un rapport sur la rémunération parlementaire. Arthur Wakabayashi était le commissaire. Avant la présentation de son rapport, une décennie s'était écoulée depuis qu'une commission indépendante avait examiné la structure salariale.

Depuis la commission précédente, l'opinion publique en Saskatchewan s'était retournée contre toute indemnité de fonction non imposable pour les députés. Le commissaire Wakabayashi a dit de l'indemnité de fonction non imposable qu'elle était une source d'irritation et de ressentiment pour le public<sup>32</sup>. Au temps de la

allowance of \$5,426. Taking into account a tax equivalent, the MLAs were paid a 2006 assigned value of \$73,173.

142

.

:

.

.

•

.

.

:

•

•

-

•

....

....

....

•

The Commissioner noted that by June of 2006, British Columbia, Ontario, Manitoba, and Nova Scotia, as well as the House of Commons for Members of Parliament, had eliminated the annual expense allowance.

143

The Commissioner concluded that the annual indemnity should be set at \$80,500, after taking into account that the salaries had fallen behind a number of comparative indicators including the

...Saskatchewan [Consumer Price Index], average weekly earnings, public and private sector wage settlements, and relative position with other provincial jurisdictions. While the Committee was unable to equate the role of an MLA with any occupational or professional group or positions, the Committee acknowledges that MLA's salary have fallen behind salaries of suggested comparable positions.<sup>33</sup>

commission de 2006, l'indemnité parlementaire se chiffrait à 64 817 \$, en plus d'une indemnité de fonction non imposable de 5 426 \$. Compte tenu d'un équivalent de l'exemption fiscale, la rémunération parlementaire avait une valeur attribuée en 2006 de 73 173 \$.

Le commissaire a signalé que la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et la Chambre des communes avaient éliminé avant juin 2006 l'indemnité de fonction.

Le commissaire a conclu que l'indemnité parlementaire devrait être établie à 80 500 \$, étant donné que la rémunération n'avait pas augmenté au rythme qu'auraient suggéré un certain nombre d'indicateurs, y compris :

l'indice des prix à la consommation de la Saskatchewan, les gains hebdomadaires moyens, les règlements salariaux dans les secteurs public et privé et la situation par rapport à celle d'autres corps législatifs provinciaux. Bien que le comité n'ait pas pu comparer les fonctions des députés a ceux d'autres groupes ou postes professionnels, il reconnaît que la rémunération parlementaire n'a pas augmenté au même rythme que le traitement versé aux titulaires de postes jugés comparables<sup>53</sup>. [Traduction.]

The Commissioner rejected the use of "average weekly earnings" as a mechanism for annual adjustments because of its volatility in comparison with the Consumer Price Index, which is less volatile and more widely understood and accepted.

The Commissioner criticized the interventions of the Board of Internal Economy for adjusting amounts in between independent reviews that ought to be conducted at least every five years. He said that:

...such [five-year] reviews could recommend compensation levels that would reflect variances that might be discovered between what MLA's have been earning relative to the wages of other comparator groups. The review would also take into consideration the prevailing provincial economic conditions and fiscal capacity of the government.<sup>34</sup>

To date, no positive action has been taken to implement the report.

# Yukon

145

146

144

The Yukon has just completed its first compensation review. The Commission, which reported on October 29, 2007, was chaired by a

Le commissaire a rejeté l'application de la formule des gains hebdomadaires moyens pour établir les rajustements annuels, en raison de leur instabilité par rapport à l'indice des prix à la consommation, qui est moins imprévisible et plus généralement compris et accepté.

Le commissaire a critiqué les interventions du Bureau de régie interne, qui a rajusté la rémunération pendant la période entre les examens indépendants, qui devraient être menés au moins tous les cinq ans. Il a dit ce qui suit :

des examens quinquennaux pourraient aboutir à des recommandations de niveaux de rémunération qui tiendraient compte des écarts possibles entre la rémunération des députés et celle d'autres groupes de comparaison. L'examen tiendrait aussi compte de la conjoncture économique de la province et de la capacité financière du gouvernement <sup>34</sup>. [Traduction.]

Jusqu'à présent, aucune mesure concrète 
n'a été prise pour mettre en oeuvre les 
recommandations du rapport.

#### Yukon

Le Yukon vient de terminer son premier examen de la rémunération. La commission, qui a présenté son rapport le 29 octobre 2007, était recently retired Clerk of the Legislature, Patrick Michael.

............

•

•

.

présidée par Patrick Michael, qui a récemment pris sa retraite à titre de greffier de l'Assemblée législative.

détails de la rémunération lle : staire 38 985 \$
19 095 C
<u>staire</u> 38 985 \$
tion
orse 17 019 \$
s rurales 19 492 \$
nelles
7 824 S
21 147 \$
n 21 147 \$
arti 4 229 \$
emblée 7 049 \$
5 287 \$

Members contribute 9% to a registered pension plan.

Les députés versent 9 % de leur traitement à un régime de retraite agréé.

As a result of the review, the recommendations Voici les recommandations découlant de are:

l'examen:

Basic	\$65,000	Indemnité parlementaire	65 000 S
Additional Salaries		Indemnités additionnelles	
Premier	\$50,000	Premier ministre ou première ministre	50 000 \$
Ministers	\$35,000	Ministres	35 000 S
Leader of Official Opposition	\$35,000	Chef de l'opposition officielle	35 000 \$
Leader of Third Party	\$15,000	Chef d'un tiers parti	15 000 \$
Speaker	\$25,000	Présidence de l'Assemblée	25 000 \$
Deputy Speaker	\$10,000	Vice-présidence de l'Assemblée	10 000 \$

Pensions vest after six years of service.

Droit à pension acquis après six années de service.

"We are a province of many people and many cultures. We are a province of two official languages that speak in harmony. We all want to pass on to our children and grandchildren a New Brunswick that is more prosperous, healthier, better educated and more compassionate."

Honourable Herménégilde Chiasson, Lieutenant-Governor of New Brunswick, 2004 Speech from the Throne

148

149

# EXECUTIVE COUNCIL AND SPECIAL RESPONSIBILITIES

In reviewing the salaries of members of the Executive Council, I have concluded that the salaries of Ministers of government and members with special responsibilities of office should be linked to the sum accorded the head of government, the Premier. I would apply the same reasoning to the salaries of other members elected to office who have additional and onerous responsibilities in opposition.

Early in my review I considered the approach taken by Ontario. A few months ago the legislators of Ontario linked their salaries to a percentage of those in the House of Commons. The idea is not new. It was proposed, unsuccessfully, a few years ago by Commissioner Arthur R. Donahoe, Q.C., in a Nova Scotia

Notre province est multiethnique et multiculturelle. Dans notre province, deux langues officielles sont parlées à l'unisson. Nous voulons léguer à nos enfants et à nos petitsenfants un Nouveau-Brunswick plus prospère, en meilleure santé, plus instruit et plus compatissant.<sup>35</sup>

L'hon. Herménégilde Chiasson, lieutenantgouverneur, Discours du trône, 2004.

# CONSEIL EXÉCUTIF ET FONCTIONS PARTICULIÈRES

Après avoir examiné la rémunération des membres du Conseil exécutif, je conclus que la rémunération des ministres et des députés chargés de fonctions particulières devrait être liée à celle du ou de la chef du gouvernement, à savoir le premier ministre ou la première ministre. J'appliquerais le même raisonnement à la rémunération des députés du côté de l'opposition qui sont chargés de fonctions additionnelles et onéreuses.

Je me suis déjà penché dans mon examen sur la démarche adoptée en Ontario. Il y a quelques mois, les législateurs et législatrices de l'Ontario ont fixé leur rémunération en pourcentage de celle de leurs homologues de la Chambre des communes. L'idée n'est pas nouvelle. Elle a déjà été proposée il y a quelques

compensation review. I subsequently discounted the idea because the economies of our country and our province do not lend themselves to parity; neither do the portfolios of office.

150

:

•

•

...

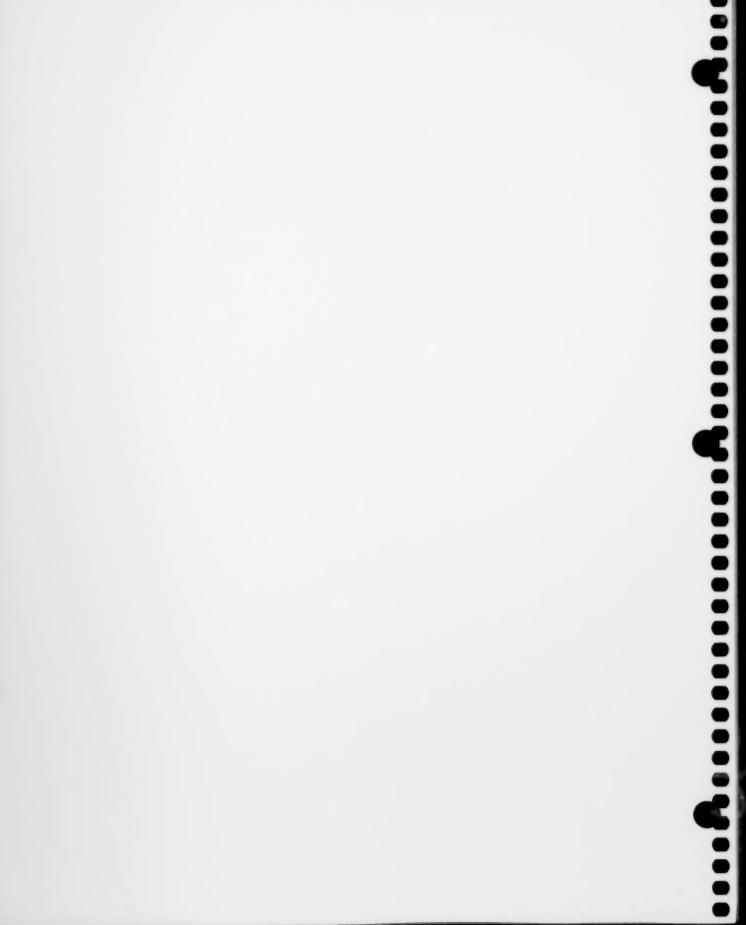
•

Instead, I have prepared a formula based upon the Premier's salary that can be applied in future when compensation is reviewable. The formula is straight forward, easily calculable, and gives certainty to the sums payable to members with special responsibilities of office.

années par le commissaire Arthur R. Donahoe, c.r., dans son examen de la rémunération en Nouvelle-Écosse, mais elle a été rejetée. Je l'ai écartée aussi, par la suite, car l'économie de notre pays et celle de notre province ne sont pas comparables, et leurs portefeuilles gouvernementaux ne le sont pas non plus.

J'ai plutôt préparé une formule basée sur la rémunération du premier ministre en vue de l'application future lorsque la rémunération sera sujette à examen. La formule est simple et facile d'emploi et permet d'établir précisément les indemnités additionnelles à verser aux députés chargés de certaines fonctions parlementaires.





#### THE PREMIER

151

•

•

•

:

.

:

.

•

:

The Premier is the head of government, the selected spokesperson in an elected government who speaks on behalf of the Province of New Brunswick. The position of Premier is historical in our democratic federation of Canada. Whoever is Premier is the head of a multibillion dollar state whose elected members make laws that govern all of us from the cradle to the grave. The laws impact our standard of living, health, jobs, rights, and freedoms, in fact our future.

152

No one is "elected" Premier by the general population, but once the post is filled by the governing political party the position is one of substantial power that carries with it enormous responsibilities for which the officeholder must answer to the electorate in due course. Once in office, the "...provincial government is premier's government..." according to Young and Morley in their 1983 reference "The Premier and the Cabinet" at page 54. In making this political

# PREMIER MINISTRE OU PREMIÈRE MINISTRE DE LA PROVINCE

Le premier ministre ou la première ministre est chef du gouvernement et porte-parole, parmi le gouvernement porté au pouvoir; il ou elle parle au nom de la province du Nouveau-Brunswick. La charge de premier ministre de la province a une longue tradition dans notre fédération démocratique canadienne. Le titulaire de cette charge est à la tête de pouvoirs publics qui gèrent plusieurs milliards de dollars et dont l'organe législatif élu fait les lois qui régissent notre existence. Les lois ont une incidence sur notre niveau de vie, notre santé, nos emplois, nos droits et nos libertés — de fait, sur notre avenir.

Il n'y a pas de « mandat » de premier ministre comme tel, mais, une fois la charge remplie par le parti politique au pouvoir, la personne qui l'occupe est investie d'un pouvoir important porteur d'énormes responsabilités dont il faut rendre compte à l'électorat en temps utile. Selon le chapitre de Young et Morley sur le premier ministre provincial et le Cabinet, à la page 54 de leur livre publié en 1983, une fois au pouvoir, le premier ministre devient le

observation, the authors assert that the extent of a Premier's authority is significantly greater than that of his federal counterpart, the Prime Minister. A similar comment can be found by Arthur T. Doyle in *The Premiers of New Brunswick*, Brunswick Press 1983, page vii. For a national perspective, reference may also be made to the books of Donald Savoie, 1999, *Governing from the Centre*, 2003 *Breaking the Bargain* and 2005, *The Federal Government*.

What is a fair and reasonable salary commensurate with the responsibilities of office may be arrived at through comparison with the heads of other governments, by comparison with leading income earners in other public or private careers, and by resort to the historical responsibilities of the position. Take into consideration also that Premiers do not shirk their responsibilities and conscientiously assume a workload that includes other portfolios. For example, before the recent shuffle of October 31,

gouvernement provincial. En faisant cette observation de nature politique, les auteurs avancent que l'autorité du premier ministre provincial est beaucoup plus importante que celle de son homologue fédéral, le premier ministre du pays. Une observation similaire est faite dans l'ouvrage de Arthur T. Doyle, *The Premiers of New Brunswick* (Brunswick Press, 1983, p. vii). Une perspective nationale est présentée dans des publications de Donald Savoie : *Governing From the Centre*, publié en 1999; *Breaking the Bargain*, publié en 2003 ; « The Federal Government », publié en 2005.

Il est possible d'établir un niveau de rémunération juste et raisonnable à la mesure des fonctions afférentes à la charge en comparant la rémunération à celle des chefs d'autres gouvernements et des professionnels dans la tranche des revenus les plus élevés des secteurs public et privé ainsi qu'en tenant compte des fonctions traditionnelles afférentes à la charge. Il faut aussi reconnaître que les premiers ministres provinciaux ne se dérobent pas à leurs responsabilités et assument consciencieusement

2007, the Premier had four additional cabinet posts. He now has two. There is no additional salary for these.

154

...

•

:

•

:

•

.

.

:

.

•

.

.

.

Experience tells us that political careers are short to medium term; two or three elections with a preliminary learning curve in opposition for many. This does not mean that the financial remuneration should be unduly weighted to take into account the brevity of the duration of the position; neither does it mean that the monies paid while in office should be insufficient and thereby burden the office holder. What it does mean, however, is that the position should be recognized for its importance and that the person holding it should be paid accordingly.

155

Before I continue with comparisons, I refer to the history of salary details of the Premier and some others from 1979 to 2007, showing that the Premier's income started out at approximately double the members' indemnity and tapered off to

une charge de travail qui comprend d'autres portefeuilles. À titre d'exemple, avant le récent remaniement ministériel du 31 octobre 2007, le premier ministre de notre province occupait quatre autres postes au Cabinet. Il en occupe maintenant deux. Ces postes ne sont assortis d'aucune indemnité additionnelle.

Selon notre expérience, la durée d'une carrière politique est brève ou moyenne; c'est une affaire de deux ou trois mandats qui s'ouvrent par un stage dans l'opposition dans bien des cas. D'une part, la rémunération ne devrait pas pour autant être pondérée excessivement en fonction de la brièveté de la carrière ; d'autre part, elle ne devrait pas non plus être si faible qu'elle est démotivante. Toujours est-il que la rémunération devrait être à la hauteur de l'importance convenue de la charge.

Avant de poursuivre les comparaisons, je vais retracer l'historique du traitement versé au premier ministre et à d'autres personnes de 1979 à 2007, pour montrer que la rémunération du premier ministre, qui était au début environ le

approach a sum closer to the simple addition of the taxable and non-taxable payments in 2007. The particulars are in Appendix A-12.

156

There are approximately 200 high level earners in the public service who are paid more than \$150,000 per year. More than 50% of these earn in excess of \$200,000, with a few earning over \$300,000. The positions, names and incomes are available to the public.

157

As it now stands, and without any increase, the Premier's salary would be below the salaries of the Premiers of Newfoundland and Labrador, Nova Scotia, Québec, Ontario, Alberta. British Columbia, Prince Edward Island, Nunavut and the Northwest Territories.

158

Following a review of the results of pertinent comparisons I have concluded that the salary position of the Premier of New Brunswick ought to fall within a range of \$79,000 to \$85,000.

double de l'indemnité parlementaire, a diminué graduellement pour se rapprocher, en 2007, de la simple somme des versements imposables et des versements non imposables. Les détails constituent l'annexe A-12.

Les services publics comptent environ 200 particuliers au revenu élevé qui gagnent plus de 150 000 \$ par année. Plus de 50 % d'entre eux gagnent un montant supérieur à 200 000 \$, et quelques-uns gagnent plus de 300 000 \$. Les renseignements relatifs aux postes, aux noms et aux traitements sont accessibles au public.

À l'heure actuelle, le traitement versé au premier ministre de notre province, à l'exclusion de toute augmentation, est inférieur à celui que reçoivent les premiers ministres de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de l'Ontario, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

Par suite d'un examen des résultats de comparaisons pertinentes, j'ai conclu que le traitement du premier ministre du Nouveau-Brunswick devrait se situer dans la fourchette de Thus, I have settled upon a recommendation of an entry level of \$79,000.

Excluding the base income, \$79,000 puts the income for the position of Premier alone below that of Nova Scotia, Québec, Ontario, and British Columbia. Appendix A-19 and Appendix A-13

#### **CABINET MINISTERS**

illustrate the comparative salaries.

Members of the Executive Council are invited by the Premier to accept certain responsibilities to head various departments of government as the Minister of that portfolio. The longer each remains the head of a department, the more expertise the Minister acquires. A certain prestige goes with the ministerial position, as well as the responsibility to manage and budget prudently and to report to the Legislature.

Some cabinet ministers hold specific and traditional portfolios, some do not. Like the Premier, some Ministers take on the responsibility

79 000 \$ à 85 000 \$. Je recommande donc un traitement de base de 79 000 \$.

Abstraction faite de l'indemnité parlementaire, un traitement de 79 000 \$ pour la charge de premier ministre du Nouveau-Brunswick est inférieur à celui de ses homologues de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Les annexes A-19 et A-13 permettent de comparer les traitements.

### MINISTRES

Le premier ministre ou la première ministre convie des membres du Conseil exécutif à accepter de diriger divers ministères et, en tant que ministre du portefeuille, à accepter certaines responsabilités. L'expérience qu'acquièrent les ministres à la direction d'un ministère est proportionnelle à la durée du mandat. En plus d'être auréolée d'un certain prestige, la charge de ministre comporte la responsabilité de gérer et de budgéter avec prudence et de faire rapport à l'Assemblée législative.

Certains ministres sont chargés de portefeuilles précis et habituels, alors que d'autres ne le sont pas. Tout comme le premier ministre ou

161

.

.

•

.

•

•

160

of additional ministries but with no additional salary; Appendix A-20. Those without portfolios, sometimes known as Ministers of State, have responsible but less onerous ministries.

At the orientation session for new members, September 28, 2006, the work of Ministers was described as follows:

162

163

Ministers also take a very active part in the work of the Legislative Assembly. They are responsible for the various sectors of the government administration and during each sitting they answer questions from the Members. In addition, they are called upon to defend their bills during the legislative process and their departmental estimates during the budget process.

Cabinet Ministers are, in our system, collectively responsible to the Legislative Assembly and thus to the people, for implementing legislation (laws) passed by the Legislature and for conducting government affairs.<sup>36</sup>

Applying the formula that I propose, a Minister with portfolio would be entitled to the equivalent of a salary of two-thirds that of the la première ministre, certains ministres assument la responsabilité de ministères additionnels, mais sans recevoir de traitement additionnel (voir l'annexe A-20). Les ministres sans portefeuille, parfois appelés ministres d'État, dirigent des ministères dont les responsabilités sont moins onéreuses.

Lors de la séance d'orientation du 28 septembre 2006 à l'intention des nouveaux députés, le travail des ministres a été décrit comme suit :

Les ministres également participent très activement aux travaux de l'Assemblée législative. Les ministres sont responsables des divers secteurs de l'administration du gouvernement et répondent aux questions des parlementaires à chaque séance. De plus, les ministres doivent défendre leurs projets de loi pendant le processus législatif et les prévisions budgétaires de leurs ministères pendant le processus budgétaire.

Dans notre système, les ministres sont collectivement responsables devant l'Assemblée législative, et donc devant la population, de la mise en oeuvre des mesures législatives (lois) adoptées par la Législature et de la conduite des affaires du gouvernement<sup>36</sup>.

Par application de la formule que je propose, les ministres chargés d'un portefeuille auraient droit à un traitement équivalent aux deux Premier's, whereas a Minister without portfolio would receive the equivalent of half of the salary payable to the Premier. For precision throughout, I use percentages rather than fractions in the actual calculations. See the table herein and Appendix A-22.

:

•

.

.

.

•

•

.

•

:

.

•

•

.

•

.

.

•

164

première ministre, alors que les ministres sans portefeuille recevraient l'équivalent de la moitié de la même somme. Aux fins de précision, j'ai utilisé des pourcentages partout plutôt que des fractions pour les calculs. Voir le tableau plus loin ainsi que l'annexe A-22.

tiers du traitement du premier ministre ou de la

## THE SPEAKER AND DEPUTY SPEAKERS

The orientation manual describes the Speaker of the Legislative Assembly as follows:

The Speaker of the Legislative Assembly is elected by secret ballot at the opening of a new Legislature by other Members of the Legislative Assembly. The Speaker assumes the position of highest authority in the House. As the representative of the Legislative Assembly, the Speaker is the guardian of its privileges and its presiding officer. The Speaker has two distinct but related roles:

(1) To ensure the orderly flow of business, the House observes certain parliamentary rules, both written and traditional. The Speaker must see that the rules of procedure which the Assembly has made for itself are observed and must ensure respect for the rights and privileges of the Assembly and of each Member. The Speaker also maintains order, interprets the rules of procedure and calls on Members to speak, ensuring a fair

## PRÉSIDENCE ET VICE-PRÉSIDENCE DE L'ASSEMBLÉE

Le Guide d'orientation contient la description suivante de la présidence de l'Assemblée législative :

La personne qui occupe le poste de président (appelé auparavant Orateur) ou présidente de l'Assemblée législative est élue par scrutin secret par les autres parlementaires à l'ouverture d'une nouvelle législature. La présidence est investie de l'autorité suprême à la Chambre. En sa qualité de représentante de l'Assemblée législative, elle en sauvegarde les privilèges et en dirige les travaux. Elle a deux fonctions distinctes mais connexes :

(1) Pour assurer un déroulement ordonné des travaux, la Chambre observe certaines règles parlementaires, tant écrites que traditionnelles. La présidence doit veiller à l'observation des règles de procédure dont l'Assemblée s'est dotée et au respect des droits et privilèges de l'Assemblée et de chaque parlementaire. De plus, elle maintient l'ordre, interprète les règles de procédure et donne le droit de parole aux parlementaires, assurant ainsi une

representation of opinion. The Speaker presides over the debates of the House with complete impartiality. The Speaker does not participate in debate or engage in partisan activities and does not vote except in the case of a tie.

(2) In addition to these duties, the Speaker is the head of the Office of the Legislative Assembly and is responsible for the services, staff and facilities directly related to the Legislative Assembly, is president of the New Brunswick Branch of the Commonwealth Parliamentary Association and serves as the representative of the Legislative Assembly on ceremonial and official occasions.

Finally, in addition to all these responsibilities, the Speaker remains a Member of the Legislative Assembly for a provincial riding and is expected to carry on duties to the constituents who elected him or her.<sup>37</sup>

The Speaker has traditionally been treated as having a position which is equivalent to that of a Minister with portfolio and, sometimes, without portfolio. In the result, I would recommend that the Speaker's salary be the same as that of a Minister with portfolio; in other words, equivalent to that of two-thirds of the salary accorded the Premier.

représentation équitable de l'opinion. Elle préside les débats de la Chambre en toute impartialité. La présidence ne participe pas aux débats, s'abstient de toute activité partisane et ne vote pas, sauf en cas de partage des voix.

(2) Les autres fonctions de la présidence comprennent la direction du Bureau de l'Assemblée législative et la responsabilité des services, du personnel et des installations relevant directement de l'Assemblée législative, la présidence de la section néo-brunswickoise de l'Association parlementaire du Commonwealth et la représentation de l'Assemblée législative à des cérémonies et en des occasions officielles.

Enfin, en plus de toutes les responsabilités énumérées, la personne occupant la présidence garde sa qualité de parlementaire représentant une circonscription provinciale et doit remplir ses devoirs envers les gens de sa circonscription<sup>37</sup>

La charge de président de l'Assemblée équivaut, selon la tradition, à celle des ministres avec portefeuille ou, parfois, sans portefeuille. Par conséquent, je recommande que la rémunération de la présidence de l'Assemblée égale celle des ministres avec portefeuille — autrement dit, l'équivalent des deux tiers du traitement accordé au premier ministre ou à la première ministre.

.

•

•

....

.

.

•

•

167

The position of Deputy Speaker is described in the orientation manual as follows:

Le Guide d'orientation contient la description suivante de la vice-présidence de l'Assemblée :

The Speaker is assisted with the duties of the office by two Deputy Speakers. The Deputy Speakers are also elected at the beginning of a new Legislature or when the post becomes vacant. Either of the Deputy Speakers assumes the chair when the Speaker is absent and has the same privileges and authority as the Speaker. In some assemblies, the Deputy Speakers rarely participate in debates, although theoretically they may do so. However, they may vote at any time and therefore have seats on the floor of the House, just like other Members.

Dans l'exercice de ses fonctions, la présidence reçoit l'aide de deux viceprésidents (auparavant appelés Orateurs adjoints) ou vice-présidentes. L'élection à la vice-présidence se produit aussi au début d'une nouvelle législature ou en cas de vacance de poste. L'une des deux personnes occupant la vice-présidence prend le fauteuil en l'absence de la présidence et possède les mêmes privilèges et les mêmes pouvoirs que cette dernière. Dans certaines assemblées, les personnes occupant la vice-présidence participent rarement aux débats. quoiqu'elles puissent le faire en théorie. Toutefois, elles peuvent voter en tout temps et siègent donc sur le parquet de la Chambre comme les autres parlementaires.

The Deputy Speakers are also Chair of the Committees of the Whole House. 38

Les personnes occupant la viceprésidence de la Chambre assument aussi la présidence des comités pléniers<sup>38</sup>.

I would accord a salary to a Deputy Speaker equivalent to half that of the Speaker's salary. J'accorderais aux titulaires de la viceprésidence une rémunération équivalant à la moitié de celle de la présidence de l'Assemblée. "Over the course of the coming months, this Assembly will undertake deliberations and debate on issues of immediate and intimate importance to the people of New Brunswick Debate will be vigorous, opinions will differ and passions will run high. Throughout this work, let us all be vigilant of our obligation to conduct ourselves in a manner befitting the tradition of this House." 39

Honourable Herménégilde Chiasson, Lieutenant-Governor of New Brunswick, 2007 Speech from the Throne

## LEADER OF THE OPPOSITION

I turn now to the position of Leader of the Opposition, often referred to as the Leader of Her Majesty's Loyal Opposition. This, in our democracy, is not just an important position, it is crucial. Following a general election, the Leader of the Opposition is the head of the political party that came second. The position captures even greater importance in a minority government, as is evidenced at various times in other provinces, or

At this point, I intend to bring forth some of the historical significance of the office. My purpose in this is to illustrate the importance of the office and that the holder of it should be remunerated accordingly.

even nationally.

Au cours des mois à venir, l'Assemblée délibérera et débattra des questions d'importance immédiate qui touchent de près les gens du Nouveau-Brunswick. Le débat sera vigoureux, les opinions divergeront et les passions seront vives. Tout au long des travaux, faisons honneur à notre obligation de nous conduire conformément aux traditions de la Chambre<sup>39</sup> L'hon. Herménégilde Chiasson, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, Discours du trône, 2007

### CHEF DE L'OPPOSITION

Je passe maintenant à la charge de chef de l'opposition, souvent appelé chef de la loyale opposition de Sa Majesté. La charge est plus qu'importante au sein de notre démocratie : elle est essentielle. Après des élections générales, le chef de l'opposition dirige le parti politique en deuxième place. La charge prend encore davantage d'importance dans le cas d'un gouvernement minoritaire, comme on peut le constater à l'occasion dans d'autres provinces, ou même sur la scène nationale.

Je veux maintenant faire ressortir certains aspects de la portée historique de la charge. Ce faisant, je vise à mettre en évidence l'importance de celle-ci et à montrer que la ou le titulaire devrait être rémunéré en conséquence.

169

•

:

...

...

.

:

:

::

.

.

:

.

The Official Opposition is a long-standing institution within Commonwealth Parliaments and Legislatures. Formed by the party with the second-most seats, the Opposition is a significant and critical part of our democracy, as its role is to question the government on expenditures and policy, and bring forward concerns on behalf of constituents.

L'opposition officielle est une institution de longue date des corps législatifs du Commonwealth. Formée par le parti qui se classe deuxième pour ce qui est du nombre de sièges, l'opposition est un élément important et essentiel de notre démocratie, puisque son rôle est de questionner le gouvernement sur les dépenses et les politiques, ainsi que d'exprimer des préoccupations au nom de l'électorat.

171

The Opposition is also a training ground for future governments as it assigns critics to each government department. Often, when the governments change, these critics become Ministers of those respective departments. On the reverse side of all this, when a sitting government loses power in an election, the province will then benefit from having a very knowledgeable group forming the Opposition, one that is made up of former Ministers and perhaps a former Premier. The importance of having an opposition became very apparent after the 1987 provincial election when the Liberal Party won every seat in the

L'opposition constitue aussi une préparation pour les futurs gouvernements, car elle nomme un ou une porte-parole pour chaque ministère. Il arrive souvent que les porte-parole deviennent ministres de leurs champs d'intervention lorsqu'un nouveau gouvernement est élu. Inversement, lorsqu'un gouvernement perd aux élections, la province profite d'une opposition qui connaît les dossiers, formée d'anciens ministres et peut-être d'un ancien premier ministre. L'importance de l'opposition est devenue très évidente après les élections provinciales de 1987, lors desquelles le Parti

Legislative Assembly. Stewart Hyson, writing in the Canadian Parliamentary Review noted the next year:

It is somewhat ironic that New Brunswick, which prides itself as the 'Loyalist province' because of its United Empire Loyalist ancestral origins and its strong British ties, should have no 'loyal opposition' in its Westminster-styled legislature.<sup>40</sup>

A 1968 study by an historian, Ghita Ionescu, and a political scientist, Isabel de Madariaga, entitled *Opposition: Past and Present of a Political Institution* perhaps most aptly underlines the importance of the position of Leader of the Opposition:

172

The Leader of Her Majesty's Opposition in the Parliament of Great Britain and Northern Ireland is paid a salary which ultimately comes out of the taxpayer's pocket. If one pauses to reflect on this sentence it can be seen to contain at least two somewhat surprising implications, namely that the Leader heads an institution, the Opposition, which is dignified by the title 'Her Majesty's', in the same way as the government; and that this institution is regarded as of such importance to the smooth function of government that Parliament has considered it proper to provide its leader with a salary out of public revenue. Most people in Great Britain today take this institution for granted. Yet it is of comparatively recent origin even in Britain, and in many countries the

libéral a gagné tous les sièges à l'Assemblée législative. Stewart Hyson a signalé l'année suivante dans un article publié dans la Revue parlementaire canadienne ce qui suit:

Il est particulièrement ironique de constater que le Nouveau-Brunswick, qui a toujours tiré une certaine fierté de ses origines loyalistes et de ses liens étroits avec la mère patrie, se retrouve privé d'« opposition loyale » au sein de sa propre assemblée législative<sup>40</sup>.

L'historien Ghita Ionescu et la politologue Isabel de Madariaga, auteurs d'une étude intitulée Opposition: Past and Present of a Political Institution, publiée en 1968, ont peut-être le mieux exprimé l'importance de la charge de chef de l'opposition:

Le chef de l'opposition de Sa Majesté au Parlement de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord reçoit une rémunération qui provient en fin de compte des contribuables. Si on prend le temps d'examiner cette dernière phrase, on peut en déduire au moins deux choses assez surprenantes : en premier lieu, il y a l'idée que le chef dirige une institution, l'opposition, qui porte le titre honorifique « de Sa Majesté », tout comme le gouvernement ; en deuxième lieu, l'institution est réputée être si essentielle au fonctionnement ordonné des pouvoirs publics que le Parlement a jugé bon d'accorder à son chef une rémunération tirée sur le Trésor. La plupart des gens en Grande-Bretagne aujourd'hui tiennent l'institution pour acquise. Pourtant, elle est un phénomène assez récent, même en Grande-Bretagne, et, dans de nombreux

legitimacy, even the very concept, of an institution which challenges the government in the political arena, is denied.<sup>41</sup>

Just as being in opposition can train future

governments, being the Leader of the Opposition

•

:

•

::

•

:::

.

•

:

.

:

•

:

.

173

prepares one for the role of Premier. Many of New

Brunswick's Premiers first served as Leaders of

the Opposition, including: J.B.M. Baxter, C.D.

Richards, Allison Dysart, Louis J. Robichaud,

Richard Hatfield, Frank McKenna, Bernard Lord,

and Shawn Graham. This has also occurred in

federal politics with current Prime Minister

Stephen Harper, and previous Prime Ministers

such as Jean Chrétien, Brian Mulroney, Pierre

Trudeau, and Joe Clark having all served as

Leaders of the Opposition.

While being in opposition can be

considered to be one step on the road to

government, or vice versa, the Opposition, and its

leader, can also be asked to form a government if

the need arises even without an election. As An

Encyclopedia of Parliament by Norman Wilding

and Philip Laundy notes:

pays, la légitimité, et l'idée même, d'une institution qui s'oppose au gouvernement dans l'arène politique, sont répudiées<sup>41</sup>. [Traduction.]

Faire partie de l'opposition peut constituer une formation pour les futurs gouvernements, tout comme diriger l'opposition prépare son chef à la charge de premier ministre. De nombreux premiers ministres du Nouveau-Brunswick, dont J.B.M. Baxter, C.D. Richards, Allison Dysart, Louis J. Robichaud, Richard Hatfield, Frank McKenna, Bernard Lord et Shawn Graham ont d'abord servi à titre de chef de l'opposition. Le même phénomène s'est produit sur la scène politique fédérale, puisque le premier ministre actuel, Stephen Harper, et d'anciens premiers ministres tels que Jean Chrétien, Brian Mulroney, Pierre Trudeau et Joe Clark ont tous servi à titre de chef de l'opposition.

Être dans l'opposition peut constituer une étape vers le pouvoir, ou vice versa. Toutefois, l'opposition, y compris son ou sa chef, peut aussi être appelée, au besoin, à former un gouvernement, et ce, sans la tenue d'élections. An Encyclopedia of Parliament, de Norman Wilding et Philip Laundy, fait mention de ce qui suit :

Her Majesty's Opposition is Her Majesty's alternative Government, and the Leader of the Opposition is probably Her Majesty's alternative Prime Minister. The British Constitution assumes that at any moment if the Government resigns, or is defeated on a major issue, a new one can be formed from the Opposition. 42

This happened in Canada in 1925 when

the Official Opposition, led by the Right Honourable Arthur Meighen, was asked to form a government by Governor General Lord Byng after the Liberal Government, led by the Right Honourable Mackenzie King, resigned. The Hon. Mr. Meighen and his Conservatives formed a government with the support of the third party in the House of Commons, the Progressives. Though the Meighen government quickly fell, it demonstrates the important responsibility that can fall upon the Leader of the Opposition's shoulders at any moment. 43

As Ionescu and de Madariaga note, South
Africa was the first country to legislate the
institution of the Opposition in its 1909 South
Africa Act. 44 Canada has some interesting history
with the role of the Opposition and its Leaders. In
Canada, the role of the Leader of the Opposition

L'opposition de Sa Majesté constitue le gouvernement de rechange de Sa Majesté, et le chef de l'opposition, son premier ministre de rechange probable. La Constitution britannique part du principe que, si le gouvernement démissionne ou s'il est défait sur une question majeure, l'opposition peut former un nouveau gouvernement<sup>42</sup>. [Traduction.]

Une telle situation s'est produite au Canada, en 1925, quand le gouverneur général lord Byng a invité l'opposition officielle, dirigée par le très hon. Arthur Meighen, à former un gouvernement à la suite de la démission du gouvernement libéral, dirigé par le très hon. Mackenzie King. Le très hon. M. Meighen et ses Conservateurs ont formé un gouvernement avec l'appui du tiers parti siégeant à la Chambre des communes, à savoir le Parti progressiste. Le gouvernement Meighen a rapidement été défait, ce qui illustre la lourde responsabilité qui peut être conférée, à tout moment, au chef de l'opposition<sup>43</sup>.

Comme M. Ionescu et M<sup>me</sup> de Madariaga le signalent, l'Afrique du Sud a été le premier pays à établir par voie législative l'institution de l'opposition quand elle a adopté en 1909 la *South Africa Act* <sup>44</sup>. Certains aspects de l'histoire de l'opposition et de ses chefs au Canada sont

was actually recognized as meriting an indemnity before any other jurisdiction in the Commonwealth in 1905. 45 That year, the Leader of the Opposition's salary was set at \$7,000.00, fairly near to that of the Prime Minister's, which was \$12,000.00. 46 Interestingly, Ministers at this time did not receive salaries, so the importance of the Leader of the Opposition was seen as meriting financial compensation in Canada before cabinet was. As Ionescu and de Madariaga took note of, the unique practice of paying one person to oppose the government, so does Robert MacGregor Dawson in his classic work, *The Government of Canada*:

Canada has accepted since 1905 the principle that if it is a good investment to pay Cabinet Ministers to carry on the business of the country, it is equally sound to pay a Leader of the Opposition to criticize the Government and even to try and prevent it from doing what the people of Canada desire. The logic may be a little obscure, but the arrangement is nonetheless satisfactory for that.<sup>47</sup>

intéressants. Le Canada a reconnu en 1905 avant tout autre pays du Commonwealth —, que le chef de l'opposition méritait une indemnité additionnelle45. Cette année-là, l'indemnité additionnelle du chef de l'opposition s'élevait à 7 000 \$, somme assez proche du traitement du premier ministre, qui se chiffrait à 12 000 \$ 46. Fait intéressant, les ministres ne recevaient pas de traitement à l'époque, ce qui indique que, au Canada, les fonctions de chef de l'opposition, jugées importantes, ont été reconnues pécuniairement avant celles des membres du Cabinet. Dans son ouvrage classique intitulé The Government of Canada, Robert MacGregor Dawson signale, comme le font M. Ionescu et M<sup>me</sup> de Madariaga, l'usage unique qui consiste à rémunérer une personne pour qu'elle s'oppose au gouvernement:

Le Canada adhère depuis 1905 au principe suivant : si rémunérer les ministres pour qu'ils gèrent les affaires du pays est un bon investissement, il est également sensé de rémunérer le chef de l'opposition pour qu'il critique le gouvernement et essaie même de l'empêcher d'exaucer les souhaits des gens du Canada. Le raisonnement est peut-être un peu obscur, mais la formule est néanmoins satisfaisante<sup>47</sup>. [Traduction.]

Adding to this bit of history, I point out that eleven of the Premiers of New Brunswick started their political careers as Leaders of the Opposition (see chart on next page):

Je signale en outre que 11 premiers ministres du Nouveau-Brunswick ont été chefs de l'opposition au début de leur carrière politique (voir le tableau à la page qui suit).

Leaders of the Opposition who have Become Premier (Note: From Premier Robichaud to Premier Graham, the dates of actual swearing-in have been used rather than election dates, due to a better availability of sources) Also Appendix A-21

•

•••••

Name	Party	Dates as Leader of the Opposition before Becoming Premier	Approximate Time Spent as Leader of the Opposition	Dates as Premier	Approximate Time Spent as Premier
Andrew George Blair	Liberal, Conservative- Liberal	February 1879 to March 1883	4 years, 1 month	March 3, 1883 to July 17, 1896	13 years, 4 months, 14 days
John D. Hazen	Conservative	February 18, 1899 to March 24, 1908	9 years, 1 month, 6 days	March 24, 1908 to October 10, 1911	3 years, 6 months, 16 days
J.B.M. Baxter	Conservative	September 1920 to September 21, 1921	1 year	September 14, 1925 to May 19, 1931	5 years, 8 months, 5 days
Charles D. Richards	Conservative	September 1921 to August 10, 1925	3 years, 11 months	May 18, 1931 to June 2, 1933	2 years, 15 days
Allison Dysart	Liberal	March 1926 to July 16, 1935	9 years, 4 months	July 16, 1935 to March 13, 1940	4 years, 7 months, 26 days
Louis J. Robichaud	Liberal	October 1958 to July 12, 1960	1 year, 9 months	July 12, 1960 to November 12, 1970	10 years, 4 months
Richard Hatfield	Progressive Conservative	June 14, 1969 to November 12, 1970	1 year, 4 months, 29 days	November 12, 1970 to October 27, 1987	16 years, 11 months, 15 days
Raymond Frenette	Liberal	May 4, 1985 to October 27, 1987	1 year, 6 months, 17 days	October 14, 1997 to May 2, 1998	6 months, 18 days
Frank McKenna	Liberal	May 4, 1985 to October 27, 1987	2 years, 5 months, 23 days	October 27, 1987 to October 13, 1997	9 years, 11 months, 16 days
Bernard Lord	Progressive Conservative	November 4, 1998 to June 21, 1999	7 months, 17 days	June 21, 1999 to October 3, 2006	7 years, 3 months, 12 days
Shawn Graham	Liberal	May 12, 2002 to October 3, 2006	4 years, 4 months, 21 days	October 3, 2006 to present	11 months, 15 days (as of September 18, 2007)
11 Leaders of the Opposition	5 Conservatives, 5 Liberals, and 1 who sat as both	N/A	3.6 years on average	N/A	6.8 years on average

Chefs de l'opposition qui sont devenus premiers ministres (Note : en raison des sources disponibles, du premier ministre Robichaud au premier ministre Graham, les dates d'assermentation, plutôt que celles des élections, sont employées.)

Aussi l'annexe A-21

Nom	Parti	Mandat de chef de l'opposition	Durée approximative du mandat	Mandat de premier ministre	Durée approximative du mandat
Andrew George Blair	Libéral; libéral- conservateur	De février 1879 à mars 1883	4 ans, 1 mois	Du 3 mars 1883 au 17 juillet 1896	13 ans, 4 mois, 14 jours
John D. Hazen	Conservateur	Du 18 février 1899 au 24 mars 1908	9 ans, 1 mois, 6 jours	Du 24 mars 1908 au 10 octobre 1911	3 ans, 6 mois, 16 jours
J.B.M. Baxter	Conservateur	De septembre 1920 au 21 septembre 1921	I an	Du 14 septembre 1925 au 19 mai 1931	5 ans, 8 mois, 5 jours
Charles D. Richards	Conservateur	De septembre 1921 au 10 août 1925	3 ans, 11 mois	Du 18 mai 1931 au 2 juin 1933	2 ans, 15 jours
Allison Dysart	Libéral	De mars 1926 au 16 juillet 1935	9 ans, 4 mois	Du 16 juillet 1935 au 13 mars 1940	4 ans, 7 mois, 26 jours
Louis J. Robichaud	Libéral	D'octobre 1958 au 12 juillet 1960	1 an, 9 mois	Du 12 juillet 1960 au 12 novembre 1970	10 ans, 4 mois
Richard Hatfield	Progressiste- conservateur	Du 14 juillet 1969 au 12 novembre 1970	1 an, 4 mois, 29 jours	Du 12 novembre 1970 au 27 octobre 1987	16 ans, 11 mois, 15 jours
Raymond Frenette	Libéral	Du 15 août 1983 au 4 mars 1985	1 an, 6 mois, 17 jours	Du 14 octobre 1997 au 2 mai 1998	6 mois, 18 jours
Frank McKenna	Libéral	Du 4 mai 1985 au 27 octobre 1987	2 ans, 5 mois, 23 jours	Du 27 octobre 1987 au 13 octobre 1997	9 ans, 11 mois, 16 jours
Bernard Lord	Progressiste- conservateur	Du 4 novembre 1998 au 21 juin 1999	7 mois, 17 jours	Du 21 juin 1999 au 3 octobre 2006	7 ans, 3 mois, 12 jours
Shawn Graham	Libéral	Du 12 mai 2002 au 3 octobre 2006	4 ans, 4 mois, 21 jours	Du 3 octobre 2006 jusqu'à présent	11 mois, 15 jours (en date du 18 septembre 2007)
11 chefs de l'opposition	5 Conservateurs, 5 Libéraux, 1 député qui a changé parti	S. O.	3,6 ans en moyenne	S. O.	6,8 ans en moyenne

.

.

.

-

.

.

.

•

...

•

.

•

The Province of Ontario has recognized the position as unique in that the remuneration accorded the Leader of the Opposition is substantially higher than for other high positions in government. In my opinion, proper recognition should be given to the Leader of the Opposition. I propose that the salary payable to the holder of that office be equivalent to 70% of that payable to the Premier. Also, the Leader of the Opposition, similar to that of a Cabinet Minister, should be provided with a vehicle and a sum sufficient to pay an executive assistant. The cost of the vehicle and executive assistant should not be chargeable to the Opposition's budget because of (1) the importance history ascribes to the position, and (2) the impact it would have in reducing the Opposition's budget.

## WHIPS

178

The orientation manual described the position of the Government and Opposition Whips as follows:

The Whip is not as prominent but still occupies an important position. A Whip is a member who is designated by his or her party leader, or elected by his or her peers, to maintain order in the ranks of the party, as well as coherence and solidarity

L'Ontario a reconnu le caractère unique de la charge dans la mesure où la rémunération versée au ou à la chef de l'opposition est beaucoup plus élevée que pour d'autres charges d'importance au gouvernement. À mon avis, cette charge devrait être reconnue à sa juste valeur. Je propose que l'indemnité additionnelle versée soit équivalente à 70 % du traitement du premier ministre ou de la première ministre. De plus, un véhicule et une somme suffisante pour rémunérer un ou une chef de cabinet devraient être fournis, comme aux ministres. Les frais connexes ne devraient pas être imputés sur le budget de l'opposition pour les raisons suivantes : 1) l'importance historique de la charge ; 2) la réduction du budget de l'opposition qui en résulterait.

#### WHIPS

Le Guide d'orientation décrit les postes de whip du gouvernement et de whip de l'opposition comme suit :

> Le ou la whip n'est pas aussi en évidence mais occupe tout de même un poste important. Un whip est un parlementaire désigné par le chef de son parti ou élu par ses pairs pour maintenir l'ordre dans les rangs du parti ainsi que la cohésion et la

among his or her colleagues. The Whip sees that Members are present in the Assembly, notes the names of those who are to speak during different debates and summons as many Members of the party as possible when there is a vote. Furthermore, he or she makes sure that Members sitting on various committees attend committee meetings.<sup>48</sup>

solidarité parmi ses collègues. Le whip veille à ce que ses collègues soient présents à l'Assemblée, note les noms des intervenants qui participent aux divers débats et rassemble le plus grand nombre possible de membres de son parti lorsqu'il y a un vote. De plus, le whip s'assure que les parlementaires qui siègent aux divers comités assistent aux réunions de ces comités.

I propose that the Government Whip be paid the same amount as a Deputy Speaker and that the Opposition Whip be paid a sum equivalent to three-quarters of that paid to a Deputy Speaker. Je propose que le ou la whip du gouvernement reçoive une indemnité additionnelle équivalente à celle des titulaires de la vice-présidence de l'Assemblée et que le ou la whip de l'opposition reçoive l'équivalent de 75 % de la même somme.

#### RECOGNIZED THIRD PARTY

179

180

### TIERS PARTI RECONNU

In the event of a recognized third party representation in the Legislature, I propose that the party leader be paid a sum equivalent to 25% of that paid to the Premier. I recommend that a Third Party Whip receive a sum of \$2,500.

Advenant le cas où un tiers parti reconnu serait représenté à l'Assemblée législative, je propose que le ou la chef de ce parti reçoive une somme équivalente à 25 % de la somme versée au premier ministre ou à la première ministre. Je recommande que le ou la whip d'un tiers parti reçoive une somme de 2 500 \$.

## Salary Recommendations Base Salary of \$85,000 Also Appendix A-22

Position	Formula	Salary for Position	Total Salary Received (including Base Salary)
Premier	N/A	\$79,000	\$164,000
Minister with Portfolio	66.6% of Premier's	\$52,614	\$137,614
Minister without Portfolio	50% of Premier's	\$39,500	\$124,500
Leader of the Opposition	70% of Premier's	\$55,300	\$140,300
Speaker	Same as Minister with Portfolio	\$52,614	\$137,614
Deputy Speaker	50% of Speaker's	\$26,307	\$111,307
Leader of a Registered Political Party	25% of Premier's	\$19,750	\$104,750
Government Whip	Same as Deputy Speaker	\$26,307	\$111,307
Official Opposition Whip	75% of Deputy Speaker	\$19,730.25	\$104,730.25
Third Party Whip	N/A	\$2,500	\$87,500

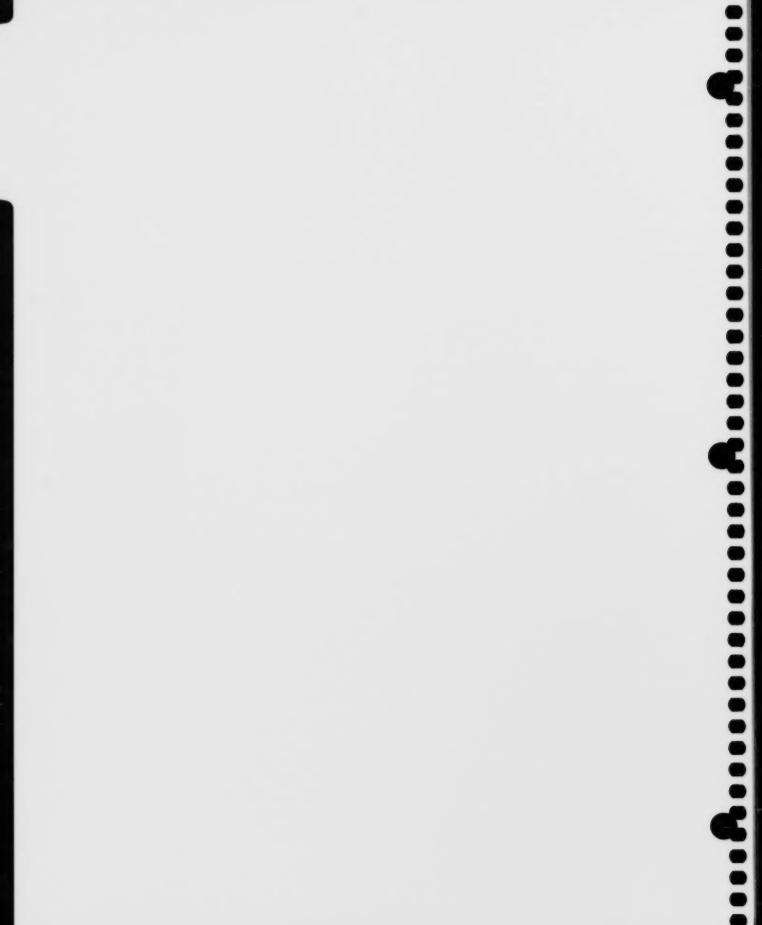
## Recommandations relatives à la rémunération Indemnité parlementaire de 85 000 \$ (base)

Aussi annexe A-22

Charge	Formule	Traitement ou indemnité additionnelle	Rémunération globale
Premier ministre	S. O.	79 000,00 \$	164 000,00 \$
Ministre avec portefeuille	66,6 % du traitement du premier ministre	52 614,00 \$	137 614,00 \$
Ministre sans portefeuille	50 % du traitement du premier ministre	39 500,00 \$	124 500,00 \$
Chef de l'opposition	de l'opposition 70 % du traitement du premier ministre		140 300,00 \$
Présidence de l'Assemblée	emblée Même somme que les ministres avec portefeuille		137 614,00 \$
Vice-présidence de l'Assemblée	50 % de l'indemnité additionnelle de la présidence de l'Assemblée	26 307,00 \$	111 307,00 \$
Chef d'un parti reconnu	25 % de l'indemnité additionnelle du premier ministre	19 750,00 \$	104 750,00 \$
Whip du gouvernement Même indemnité additionnelle que la vice- présidence de l'Assemblée		26 307,00 \$	111 307,00 <b>\$</b>
Whip de l'opposition officielle 75 % de l'indemnité additionnelle de la vice présidence de l'Assemblée		19 730,25 \$	104 730,25 \$
Whip d'un tiers parti S. O.		2,500 \$	87,500 S







# PENSIONS The Origins

The pension plan in New Brunswick is a defined benefit plan that is unfunded, unique, complex and, at present, two-tiered. Members contribute 9% of their pay toward their pensions. The receipt of a pension is provided for in two pieces of legislation: the *Members Superannuation Act* and, laterally, the *Members' Pension Act*.

The Members Superannuation Act originated in 1958 in chapter 9 of 7 Elizabeth II and has been reinvented and amended ever since. The provisions of the Act were so misunderstood that in 1965 a special Pension Study Committee was struck to report to the Minister of Finance in an attempt to clarify and explain the benefits.

Ministers of the Crown contributed an extra 6% under the *Members Superannuation Act* and contribute 6% under the *Members' Pension Act*, assented to December 10, 1993.

## PENSIONS Origines

Au Nouveau-Brunswick, le régime de retraite est un régime à prestations déterminées non capitalisé, unique, complexe et, actuellement, à deux vitesses. Les députés cotisent pour 9 %. Deux lois régissent l'allocation de pensions : la Loi sur la pension de retraite des députés et la Loi sur la pension des députés.

La Loi sur la pension de retraite des députés remonte à 1958 (S.N.B., c. 9) et fait, depuis, l'objet de révisions et de modifications. Les dispositions de la loi étaient si mal interprétées qu'un comité spécial d'étude des pensions a été créé en 1965 pour tenter de clarifier et d'expliquer la question des prestations et d'en faire rapport au ministre des Finances.

Conformément à la Loi sur la pension de retraite des députés, la cotisation additionnelle des ministres de la Couronne s'élevait à 6 %, et, aux termes de la Loi sur la pension des députés, sanctionnée le 10 décembre 1993, leur cotisation s'élève à 6 %.

82

•

•

.

.

.

.

•

Anyone becoming a member after the Members' Pension Act took effect in 1993 is governed by the Act. Any earlier members were required to elect in order to be subject to it.

185

The number of persons receiving pensions is reasonably stable. This year, 2007, 89 persons are receiving pensions. Of these, 64 are retired members, 25 are widows or widowers. There are no children receiving pensions.

For the previous ten years, the numbers are as follows:

1997	73	
1998	76	
1999	80	
2000	96	
2001	96	
2002	96	
2003	94	
2004	90	
2005	89	
2006	86	

An actuarial evaluation is planned for the year 2008.

## Benefits

186

In order to qualify for a pension the member must have served the public for eight sessions. The life expectancy for males in New Les députés ayant accédé à leurs fonctions après l'entrée en vigueur, en 1993, de la *Loi sur la pension des députés* sont régis par cette loi. Les députés déjà en place à cette date devaient choisir d'être soumis à la nouvelle loi.

Le nombre de personnes qui touchent des prestations de retraite demeure relativement stable. En 2007, soit cette année, 89 personnes touchent une pension. De ce nombre, 64 sont des députés à la retraite et 25 sont des veuves ou des veufs. Aucun enfant n'est prestataire.

Voici le nombre de prestataires pour les 10 dernières années :

1771	13
1998	76
1999	80
2000	96
2001	96
2002	96
2003	94
2004	90
2005	89
2006	86

1997 73

Une vérification actuarielle est prévue pour 2008.

## **Avantages**

Afin d'être admissible à une pension de retraite, les députés doivent compter huit sessions de service public. L'espérance de vie au Nouveau-

Brunswick is 77 years and 82.2 years for women, according to Statistics Canada in Appendix A-23.

:

•

:

**9**89

.

Brunswick est de 77 ans pour les hommes et de 82,2 ans pour les femmes, selon les chiffres de Statistique Canada qui constituent l'annexe A-23.

A member is entitled to an unreduced pension benefit at age 60. Prior to 1993 and, irrationally, there was no set qualifying age at which the pension commenced.

Les députés sont admissibles à une pension non réduite à 60 ans. Avant 1993, l'âge d'entrée en jouissance de la pension n'était pas établi, ce qui n'est pas logique.

Pensions can be taken by a retired member now at an earlier age, provided that the sum is reduced. For example, a former member may apply for the pension at age 55, 56, 57, 58 or 59, but the pension is reduced by 5% for each year before age 60. In the Public Service sector the reduction is 3% per year.

Les députés à la retraite peuvent maintenant toucher des prestations réduites quand ils sont plus jeunes. À titre d'exemple, les anciens députés peuvent demander une pension à 55, 56, 57, 58 ou 59 ans, mais les prestations sont réduites de 5 % pour chaque année d'anticipation sur les 60 ans. Dans le secteur des services publics, la réduction est de 3 % par année.

The pension payable under the *Members'*Pension Act is calculated as:

La pension à payer au titre de la *Loi sur la*pension des députés est calculée comme suit :

- 1) Members: 4.5% times the average indemnity (salary) during the three highest successive years times the number of sessions of pensionable service.
- 1) députés : 4,5 % multiplié par l'indemnité parlementaire moyenne pendant les trois années consécutives où cette indemnité était la plus élevée, multiplié par le nombre de sessions de service ouvrant droit à pension;
- 2) Ministers: 3% times the Minister's service as a Minister times the average salary paid during the three highest successive years of service.
- 2) ministres : 3 % multiplié par les années de service en qualité de ministre, multiplié par le traitement moyen versé pendant les trois années consécutives où le traitement était le plus élevé.

A former member who has failed to qualify for pension status as a result of not having served at least eight sessions, for whatever reason or circumstance, is entitled to be reimbursed only the 9% contributions paid as a member, plus accumulated interest at 4.04% annually. This is not fair. What is fair is to include persons who have been re-elected and been members for a minimum of six years.

Les anciens députés qui ne sont pas admissibles à une pension parce qu'ils ne comptent pas huit sessions au moins, peu importe la raison, ont seulement droit au remboursement des 9 % de cotisations qu'ils ont versées à ce titre, plus les intérêts accumulés à 4,04 % par année. C'est injuste. Pour être juste, il faudrait inclure les députés réélus qui comptent au moins six années de service.

191

As it is, a member's pension rights are not vested until eight sessions have been served; anything less and there is no possibility of a pension. It really comes down to the situation where the member must, for all practical purposes, do more than just be re-elected to office. The rule with respect to serving eight sessions has the downside of denying pension benefits to persons otherwise entitled. For example, a person entering government during his or her first session must serve nine sessions because the member was not a member at the beginning of session number one. All person who, for whatever reason, leaves government before the

Actuellement, le droit à pension des députés n'est pas acquis avant huit sessions de service; il est impossible d'obtenir une pension si le nombre de sessions est inférieur. En fin de compte, les députés doivent à vrai dire faire plus que se faire réélire. La règle des huit sessions a l'inconvénient de priver les personnes des prestations de retraite auxquelles elles auraient autrement droit. Ainsi, une personne qui commence à siéger après le tout début de la première session doit acquérir neuf sessions de service. Une personne qui, pour une raison ou une autre, cesse d'exercer son mandat avant la fin de la huitième session n'a pas droit à une pension.

eighth session is completed does not qualify for a pension. All persons who enter government as a result of a by-election are affected.

Basically, the vesting plan revolves about a person being re-elected. Consequently, I propose that the vesting plan be changed to "years" instead of "sessions" and that in future, vesting of a member's right to a pension at age 60 is based upon six years instead of eight sessions.

Much of the criticism concerning pensions for service to the public is the result of misunderstanding. Former members who are entitled to a pension from the public purse do not, as is generally thought, begin collecting a pension the day after they leave office, unless they are entitled under the *Members Superannuation Act*. The former member's right to an unreduced pension does not crystallize until the former member attains the age of 60 years. If the former member wishes to receive a pension before the age of 60, the former member may opt to take a

Toutes les personnes qui commencent à siéger par suite d'une élection partielle sont touchées.

Essentiellement, les modalités d'acquisition du droit à pension sont axées sur la réélection de la personne en question. Par conséquent, je propose que ces modalités soient modifiées afin de tenir compte des années de service au lieu des sessions et que, dans l'avenir, le droit à pension soit acquis à 60 ans après six années de service plutôt qu'après huit sessions.

Bon nombre de critiques à l'égard des pensions auxquelles donne droit le service public sont basées sur des malentendus. Contrairement à la perception générale, les anciens députés qui ont droit à une pension prélevée sur les fonds publics ne commencent pas à la toucher le lendemain de la cessation de leurs fonctions, sauf s'ils y sont admissibles en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des députés*. Les anciens députés ne touchent pas de pension non réduite avant 60 ans. S'ils veulent toucher des prestations avant 60 ans, ils peuvent décider d'accepter une pension réduite,

92

:

•

.

.

.

.

.

.

reduced pension. The handicap is a reduction of 5% per annum for each year before the age of 60.

Although the reduction for earlier receipt of a pension (age 55) in the public service is 3% per annum, I am not persuaded that the reduction should be the same for members. Employees in the public service are career employees and the issue of monies is the subject of collective bargaining. There are many trade-offs that go into the mix for career employees that do not appertain to members and, I might add, vice versa. Appendix A-24 shows the monthly pension payable at 8 sessions (currently) as compared with six (as recommended).

I do recommend one change in the method of calculation, however, for former members who have not reached the age of 60. The former member should be entitled to receive a reduced pension in an amount that is calculated by subtracting, from the unreduced amount, 0.416 of

à raison de 5 % pour chaque année d'anticipation sur les 60 ans.

Même si la pension du personnel des services publics qui touche des prestations à 55 ans est réduite de 3 % par année, je ne suis pas persuadé que la même réduction devrait s'appliquer aux députés. Les membres du personnel des services publics sont des fonctionnaires de carrière, dont la rémunération fait l'objet de négociations collectives. Bon nombre d'avantages dont bénéficie le personnel professionnel ne s'appliquent pas aux députés, et inversement. L'annexe A-24 montre la pension mensuelle à payer après huit sessions (selon le régime actuel) par rapport aux prestations dues après six années de service (selon les recommandations).

Toutefois, je recommande qu'une modification soit apportée à la formule de pension des anciens députés n'ayant pas atteint 60 ans. Les anciens députés devraient avoir droit à une pension réduite dont le montant est obtenu en soustrayant, du montant non réduit, 0,416 de ce

that amount for each month by which the former member's age is less than 60 years.

.

.

**9**96

.

.

-

.

-

•

.

-

.

-

.

•

-

.

-

•

:

.

There are many types of pension plans adopted by private as well as public enterprises. New Brunswick made the decision some time ago to adopt a plan of payment from the public funds. It seems to me that any change, at this late stage, should only be made upon the recommendation of a three-person panel commissioned specifically to address the plans already in operation, their effectiveness, the cost of administration, why changes are recommended, vesting, early access to a pension, among other things pertinent to a pension scheme. In British Columbia, for example, an unreduced pension is not available before age 65; in Alberta the member is paid 50% of the maximum Registered Retirement Savings Plan limit as established by the *Income tax Act*, (Canada).

Because pensions are so important to the "thinking person's" considerations on whether to montant pour chaque mois d'anticipation sur les 60 ans.

Les entreprises privées et les entreprises publiques adoptent toutes sortes de régimes de retraite. Il y a déjà un certain temps que le Nouveau-Brunswick a pris la décision d'adopter un régime dont les prestations sont prélevées sur les fonds publics. Il me semble que toute modification, à ce stade tardif, ne doit être faite que sur recommandation d'un groupe tripartite ayant la charge précise d'examiner les régimes déjà en application, notamment leur efficacité, leurs frais d'administration, la raison des modifications recommandées, l'acquisition du droit à pension et l'accès à une pension anticipée. En Colombie-Britannique, par exemple, les députés ne peuvent toucher une pension non réduite avant 65 ans ; en Alberta, les prestations versées aux députés représentent 50 % du plafond de cotisation du régime enregistré d'épargneretraite prévu par la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

Étant donné que la question des pensions est si importante pour la personne qui envisage enter the political arena, it is essential to have a full review of the pension plan available to the elected members in New Brunswick. As most political careers are short-term, the cost changeover from normal or professional careers should not be so onerous that potential candidates are deterred from offering. It is important that the salary and benefits are sufficiently attractive to induce a wider spectrum of the population to offer, but then again, the salary and benefits ought not to be the reason for offering.

If a general review is commissioned, the Commission could address the situation of the person who, for whatever reason, leaves government before a pension right vests and is entitled merely to a return of contributions with interest. A Commission could also explore optional forms of dealing with survivor benefits that are cost neutral. For cost neutral variations that could be made available to a pensioner see Appendix A-25.

sérieusement de se lancer en politique, il est essentiel que le régime des députés du Nouveau-Brunswick soit pleinement examiné. Étant donné que la plupart des carrières politiques sont courtes, la transition d'une carrière dite normale ou professionnelle ne doit pas être pénible au point de dissuader des candidatures éventuelles. Il est important que la rémunération et les avantages sociaux soient suffisamment attrayants pour encourager davantage de candidatures, mais, là encore, la rémunération et les avantages sociaux ne doivent pas constituer la raison de se présenter.

Si un examen général est commandé, la commission pourrait se pencher sur la situation d'une personne qui, pour une raison ou une autre, se démet de son siège avant d'avoir droit à pension et qui n'a droit qu'à une remise des cotisations, avec intérêts. Une commission pourrait aussi trouver d'autres façons de s'occuper de la question des prestations de survivant, sans peser sur le coût. Pour des options sans surcoûts qui pourraient être offertes aux prestataires de pension, voir l'annexe A-25.

Across our country the types of plans in effect are varied. Appendix A-26 illustrates the variety and Appendix A-27 illustrates the disparate types of pensions currently administered by the province.

#### CONCLUSION AND FOCUS

I emphasize that my resolution to the pension problem may not be a permanent one, and that the whole issue should be looked at by an independent three-person Commission at some time in the reasonable future. The pension issue is complicated, and for many New Brunswickers a hotbed topic, not just because the parameters of pensions from the public purse are generally misunderstood, but because it appears to many as unpaid for or unearned. In reality, pensions are indeed a way of proving to the candidate for office that the candidate and surviving spouse or partner will not be penalized if the candidate interrupts a promising career for a short-term career. Particularly for professionals, an interruption of a career can be devastating to the individual and the individual's family.

Divers types de régimes sont en vigueur dans notre pays. L'annexe A-26 fait état de cette diversité. L'annexe A-27 illustre les différents types de régimes de retraite actuellement gérés par la province.

#### CONCLUSION ET ORIENTATION

J'insiste sur le fait que ma solution au problème des pensions n'est peut-être pas permanente et que, dans un avenir assez rapproché, la question dans son ensemble devrait être examinée par une commission tripartite indépendante. La question des pensions est complexe et, pour un grand nombre de gens du Nouveau-Brunswick, un sujet sensible, non seulement parce que les paramètres qui s'appliquent aux pensions publiques sont généralement mal interprétés, mais aussi parce que, pour beaucoup de personnes, il s'agit d'un droit usurpé ou non acquis. En réalité, les pensions servent à confirmer à la personne qui brigue un mandat que ni elle ni son conjoint survivant ou son partenaire ne seront pénalisés si elle interrompt une carrière prometteuse pour se lancer

201

202

Appropriate levels of pay and of pension benefits later in life are really a human capital investment. The purpose is to attract quality candidates. The levels must not be golden, nor can they be tin.

Aside from the usual travails that accompany an ordinary member of the Legislative Assembly, the constraints on a professional are quite onerous. The professional, if a member of the Executive Council, must resign from active participation in the profession during his or her term on the Executive Council. If the member is in business, the member must divest himself or herself of the business or put it in a blind trust while a member of the Executive Council. These are not paltry concerns; they are inhibiting and very real.

The Province of Ontario has decided to link the pay structure of its members to that of the Members of Parliament of Canada. The legislation

dans une carrière à court terme. Une interruption de carrière peut avoir un effet néfaste sur la personne et sa famille, surtout dans le cas de professionnels.

Des niveaux convenables de rémunération et de prestations de retraite constituent en réalité un investissement dans le capital humain. L'objet est d'inciter des personnes de calibre à se porter candidates, ni à prix d'or ni pour des miettes.

Outre les fonctions ardues habituelles que les simples députés doivent exercer, les contraintes pour les professionnels sont très lourdes. Si ces derniers sont membres du Conseil exécutif, ils doivent cesser toute participation active à leur profession pendant la durée de leur mandat à ce titre. S'ils sont en affaires, ils doivent se départir de leur entreprise ou la mettre en fiducie sans droit de regard pendant qu'ils siègent au Conseil exécutif. Il ne s'agit pas de préoccupations dérisoires ; elles sont contraignantes et bien réelles.

L'Ontario a décidé de lier la structure de rémunération de ses députés provinciaux à celle des députés à la Chambre des communes du putting this into effect is dated December 21st, 2006. Prior to that date, there was a provision, now repealed, that the Integrity Commissioner for Ontario "...shall, at such intervals as he or she considers appropriate, review the salary paid to members under subsection (1) and determine the appropriate salary."

•

•

:

.

.

00000

•

:

.

:

.

.

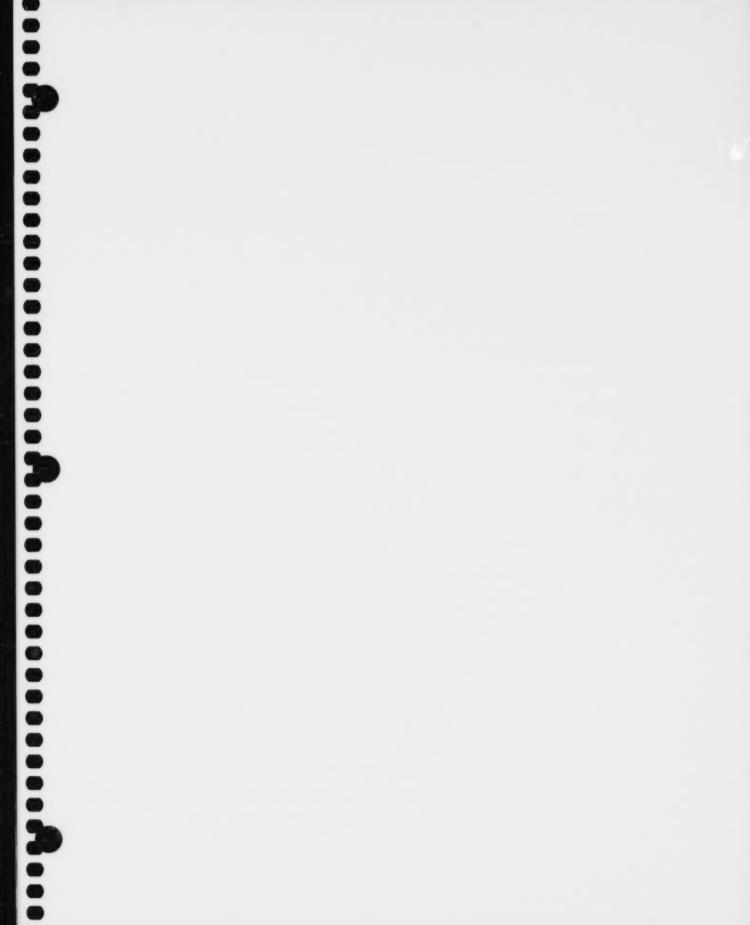
....

In order to avoid a period like the present ridiculously long drought (1980 to 2007), some policy for a mandatory review at regular intervals should be established, such as following a general election, and I would so recommend. Adjusting compensation internally and without scrutiny gives, rightly or wrongly, the impression of maladjustment. Transparency is the keyword, accountability its companion.

Canada. La loi mettant cette corrélation en vigueur est datée du 21 décembre 2006. Avant cette date, une disposition, maintenant abrogée, voulait que le commissaire à l'intégrité de l'Ontario « examine, à la fréquence qu'il estime appropriée, le traitement versé aux députés en application du paragraphe (1) et fixe le traitement approprié ».

Afin d'éviter un vide d'une durée excessivement longue, comme celui que nous connaissons actuellement (de 1980 à 2007), il faudrait établir une politique d'examen périodique obligatoire, par exemple à la suite d'élections générales, et je le recommande. À tort ou à raison, le rajustement de la rémunération à l'interne et sans vérification donne l'impression d'être mal adapté. Transparence est le mot clé, et reddition de comptes, son compagnon.







## FOCAL POINTS (and where to find the details)

.

.

•

.

.

.

.

.

•

.

•

.

.

:

.

.

.

0

- BASIC PREMISE: Fair compensation to attract competent persons to seek office, but not a major inducement to offer.
- NO INDEPENDENT REVIEW SINCE 1980: Introduction
- MLA, a full time job: Legislators
- C O N S T I T U E N C Y ALLOWANCES ARE NOT SALARY: Exclusion
- NEW BRUNSWICK ECONOMY ROBUST: Economic Conditions
- NON-TAXED INCOME \$22,534.44 BECOMES TAXABLE AT \$36,438.19, for a total of \$81,785.48: Salaries
- 3.93% BASIC SALARY INCREASE to \$85,000: Salaries
- SANCTION FOR FAILURE TO ATTEND LEGISLATURE
   S I T T I N G S ;
   ACCOUNTABILITY AND TRANSPARENCY: Salaries

## POINTS SAILLANTS (et où trouver les détails)

- PRINCIPE FONDAMENTAL:
   Assurer une juste rémunération qui incite la candidature de personnes qualifiées sans constituer une incitation majeure à se présenter.
- A U C U N E X A M E N
   INDÉPENDANT DEPUIS 1980 :
   Introduction
- EXERCICE DU MANDAT PARLEMENTAIRE UNE PROFESSION À TEMPS PLEIN : Législateurs et législatrices
- INDEMNITÉ DE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION N'ÉGALE PAS REVENU PERSONNEL : Exclusion
- ÉCONOMIE VIGOUREUSE AU NOUVEAU-BRUNSWICK : Conjoncture économique
- REVENU NON IMPOSABLE DE 22 535,44 \$ DEVIENT REVENU IMPOSABLE DE 36 438,19 \$, pour un total de 81 785,48 \$: Rémunération
- AUGMENTATION DE 3,93 % PORTANT L'INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE À 85 000 \$: Rémunération
- SANCTION POUR DÉFAUT D'ASSISTER AUX SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; REDDITION DE COMPTES ET TRANSPARENCE: Rémunération

- NO CHANGE IN THE ANNUAL ADJUSTMENT OF SALARIES: Salaries
- STATUS QUO NOT GRAND-FATHERED: Caveat
- COMPENSATION REVIEWS OF PROVINCES AND TERRITORIES: Current Canadian reviews
- SALARY FORMULA LINKED TO PREMIER'S SALARY OF \$79,000: Executive Council

Minister: \$52,614 Minister without Portfolio: \$39,500 Leader of the Opposition: \$55,300 Speaker: \$52,614 Deputy Speaker: \$26,307

Government Whip: \$26,307

Opposition Whip: \$19,730.25

Third Party Whip: \$2,500

- REIMBURSE COMMITTEE
   MEMBERS WITH RECEIPTS;
   TRANSPARENCY AND
   ACCOUNTABILITY:
   Committees
- RE-ESTABLISHMENT ALLOWANCE ON LEAVING OFFICE; CAP: Re-establishment allowances

- AUCUNE MODIFICATION DU RAJUSTEMENT ANNUEL DE L'INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE: Rémunération
- MAINTIEN DES DROITS ACQUIS? Réserve
- EXAMENS PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX DE LA RÉMUNÉRATION : Examens actuels au Canada
- FORMULE SALARIALE LIÉE AU TRAITEMENT DE 79 000 \$ DU PREMIER MINISTRE : Conseil exécutif

Ministre: 52 614 \$
Ministre sans portefeuille: 39 500 \$
Chef de l'opposition: 55 300 \$
Présidence de l'Assemblée: 52 614 \$
Vice-présidence de l'Assemblée: 26 307 \$
Whip du gouvernement: 26 307 \$
Whip de l'opposition: 19 730,25 \$
Whip de tiers parti: 2 500 \$

- REMBOURSEMENT DES FRAIS DES MEMBRES DE C O M I T É S S U R PRÉSENTATION DE REÇUS; T R A N S P A R E N C E E T REDDITION DE COMPTES : Réunions de comités
- INDEMNITÉ DE RÉINSTALLATION VERSÉE AUX DÉPUTÉS SORTANTS; PLAFOND : Indemnité de réinstallation

- CAREER COUNSELING ON L E A V I N G ; REIMBURSEMENT UP TO \$5,000 WITH RECEIPTS: Career Counseling
- PENSION AT 60: Pensions
- EARLY REDUCED PENSION AT 55 WITH PENALTY: Pensions
- PENSION VESTS AFTER SIX YEARS AS A MEMBER: Conclusion and Focus
- PENSION REVIEW RECOMMENDED; TRANSPARENCY: Conclusion and Focus

.

.

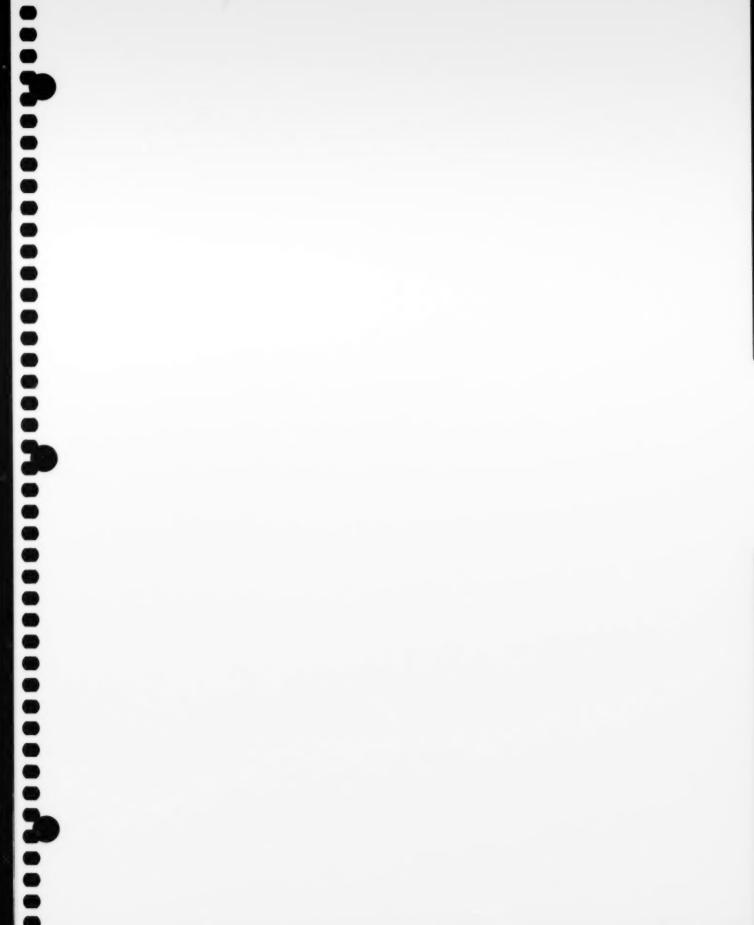
.

.

- INTERIM REGULAR REVIEWS RECOMMENDED; TRANSPARENCY: Conclusion and Focus
- SALARY AND BENEFIT REVIEWS AFTER EACH GENERAL ELECTION; TRANSPARENCY: Conclusion and Focus

- ORIENTATION PROFESSIONNELLE POUR DÉPUTÉS SORTANTS: REMBOURSEMENT DE JUSQU'À 5 000 \$ SUR PRÉSENTATION DE REÇUS: Orientation professionnelle
- PENSION À 60 ANS : Pensions
- PENSION ANTICIPÉE RÉDUITE À 55 ANS, AVEC PÉNALITÉ: Pensions
- DROIT À PENSION ACQUIS APRÈS SIX ANNÉES DE SERVICE : Conclusion et orientation
- EXAMEN DES PENSIONS R E C O M M A N D É ; TRANSPARENCE : Conclusion et orientation
- EXAMENS ANNUELS
  PROVISOIRES
  RECOMMANDÉS;
  TRANSPARENCE: Conclusion
  et orientation
- E X A M E N D E L A RÉMUNÉRATION ET DES AVANTAGES À LA SUITE D'ÉLECTIONS GÉNÉRALES; TRANSPARENCE: Conclusion et orientation









### APPENDIX A-1

### Curricula Vitae

A) Hon. Patrick A.A. Ryan, Q.C., B.A., B.C.L. Queen's Counsel

### **Compensation Commissioner**

Commissioner Ryan, Q.C., B.A., B.C.L., Q.C. Son of M. Allen J. Ryan and Marjorie E. Ryan. Primary education at Fredericton and Halifax, Nova Scotia. Undergraduate and legal education at the University of New Brunswick.

Before being admitted to the bar, Commissioner Ryan's early career was in radio journalism in Bridgewater, N.S., Moncton, Saint John and Fredericton. Called to the Bar in 1956 following a period of Articles with Charles J.A. Hughes Q.C., subsequently Chief Justice of New Brunswick.

Past President of the Law Society of York, Sunbury and Queens Counties. Former senior partner in the law firm of Ryan, Graser and Smith at Fredericton. Honoured by the Law Society of New Brunswick for work on the Rules of Court for New Brunswick. Long time elected member of the Council of the Law Society. On July 8, 2006, the Honourable Patrick A.A. Ryan, Q.C. was honoured by being made a life member of the Law Society of New Brunswick.

Several times Chairman of the Bar Admission Course and Course Leader at its inception. Lecturer in Practice and Procedure at the University of New Brunswick Law School. Deputy Magistrate for the Counties of York, Sunbury and Queens, 1958 - 1960.

Appointed Queen's Counsel 1973.

Appointed a Judge of the Court of Queen's Bench of New Brunswick, Trial Division, and a Judge ex officio of the Court of Appeal January 24, 1986, effective February 23, 1986, the first Judge of the Court of Queen's Bench assigned to the Judicial District of Woodstock. Appointed a Judge of the Court of Appeal of New Brunswick September 8, 1986.

Elected supernumerary office in the year 2000. Sworn as Administrator of the province and of the Great Seal of Her Majesty's Province of New Brunswick.

Retired as a judge of the Court of Appeal April 10, 2005. Appointed Commissioner under the *Members' Conflict of Interest Act* April 12, 2005, with unanimous approval of the New Brunswick Legislature.

Married Anne B. Murphy R.N. of St. Stephen, 1953. Four sons, Michael, Sean, Jamie and Peter; eight grandchildren.

B) Dr. Richard McGaw, Professor

Department of Economics, University of New Brunswick

Education: PhD. University of Manchester, 1978

M.A. University of New Brunswick, 1972 B.A. University of New Brunswick, 1970

Dr. McGaw has been employed at the University of New Brunswick since 1974, was a Visiting Professor at the University of Edinburgh in 2002, and had a two year appointment as an Economist with the Province of New Brunswick (1970-1972).

In addition to academic research, Dr. McGaw has acted as a consultant on projects for Fisheries and Oceans Canada, Indian and Northern Affairs, the Canadian Electrical Association and the New Brunswick Department of Fisheries.

Dr. McGaw has served as labour arbitrator, contract negotiator, and expert witness in insurance rate-hearings before the New Brunswick Insurance Board and before the Judicial Remuneration Commission for New Brunswick.

At the University of New Brunswick, Dr. McGaw has served as Chair of the Department of Economics, member of Senate, President of the Faculty Association, twenty years on the Fringe Benefits Committee, fifteen years as Grievance Chair for the Faculty Association, and has been active in pension design.

Outside the University, Dr. McGaw has served as Chair of collective bargaining for the Canadian Association of University Teachers and President of the New Brunswick Federation of Faculty Associations. Dr. McGaw has received a Dedicated Service Award from the Canadian Association of University Teachers for service at the University of New Brunswick and the Prix Nicole Raymond award for service to higher education in New Brunswick.

### **Publications**

McGaw, R.L. 2003. Aboriginal Fisheries Policy in Atlantic Canada. Marine Policy, 27(5): 417-424.

Cook, B.A. and R.L. McGaw. 1996. Sport and Commercial Allocations for the Atlantic Salmon Fisheries of the Miramichi River. *Canadian Journal of Agricultural Economics* 44: 165-171.

Cook, B.A. and R.L. McGaw. 1991. The New Brunswick Atlantic Salmon Fisheries. *Economic and Commercial Analysis*, Report No. 90, Department of Fisheries and Oceans, 55p.

Cook. B.A. and R.L. McGaw, 1991. Management of the New Brunswick Commercial Salmon Fishery: An Economic Perspective. Marine Policy 15(1): 33-38.

Cook, B.A. and R.L. McGaw. 1988. Economic Interdependence in the Bay of Fundy – Gulf of Maine Herring Fishery, Ocean Development and International Law (19): 367-379.

Cook, B.A. and R.L. McGaw. 1986. Conflict in New Brunswick's Atlantic Salmon Fishery. Resource Management and Optimization 4(1): 49-64.

Cook, B.A. and R.L. McGaw. 1986. The Bay of Fundy – Gulf of Maine Herring Fishery. *Resource Economies in Emerging Free Trade*, proceedings of a Maine/Canadian Trade Conference, University of Maine, 241-244.

Gillen, D.W. and R.L. McGaw. 1984. Economic Value of Salmon Angling: Estimates of Willingness to pay from Hedonic Price Functions. Canadian Journal of Regional Science 7(2): 181-193.

McGaw, R.L. and B. Cook. 1983. Optimum Effort and Rent Distribution in the Gulf of Mexico Shrimp Fishery: Comment. American Journal of Agricultural Economics, 65: 161-162.

McGaw, R.L. 1981. The Supply of Effort in a Fishery. Applied Economics, 13: 245-253

:

•

•

:

•

:

•

•

:

....

....

McGaw, R.L. 1980. Confidence Intervals for Optimal Effort Estimates from the Schaefer Production Model. Can. J. Fish Aquat. Sci., 37: 288-289.

McGaw, R.L. 1979. Comment on Management Alternatives and Strategic Planning for Canada's Fisheries. J. Fish. Res. Board Can., 36: 1417.

### ANNEXE A-1 Curriculum vitae

### A) L'hon. Patrick A.A. Ryan, B.A., B.C.L., c.r., commissaire à la rémunération

Le commissaire Ryan, c.r., B.A., B.C.L. est le fils de M. Allen J. Ryan et de Marjorie E. Ryan. Il a fait ses études primaires à Fredericton et à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Il a fait ses études de premier cycle et son droit à l'Université du Nouveau-Brunswick.

Avant d'être reçu au Barreau, le commissaire Ryan a fait une carrière de journaliste à la radio à Bridgewater, en Nouvelle Écosse, à Moncton, à Saint John et à Fredericton. Il a été admis au Barreau en 1956, après une période de stages auprès de Charles J.A. Hughes, c.r., qui est devenu par la suite juge en chef du Nouveau-Brunswick.

Il a été président du barreau des comtés de York, de Sunbury, et de Queens. Il a été associé principal du cabinet Ryan, Graser et Smith, de Fredericton. Son travail sur les Règles de procédure de la province lui a valu les honneurs du Barreau du Nouveau-Brunswick. Le 8 juillet 2006, l'hon. Patrick A.A. Ryan, c.r. est honoré en étant nommé membre à vie du Barreau du Nouveau-Brunswick.

Il a fréquemment été élu membre du conseil du Barreau et agi comme président du cours de préparation au Barreau, don't il a été un des animateurs au début. Il a été chargé de cours en pratique et procédure à la faculté de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick. Il a été magistrat adjoint des comtés de York, de Sunbury et de Queens de 1958 à 1960.

Il a été fait conseiller de la Reine en 1973.

Il a été nommé à la Division de première instance de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick et juge d'office à la Cour d'appel le 24 janvier 1986, et il est entré en poste le 23 février 1986. Il est devenu le premier juge de la Cour du Banc de la Reine affecté à la circonscription judiciaire de Woodstock. Il a été promu à la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick le 8 September 1986.

Il a décidé de devenir surnuméraire en 2000. Il a prêté serment comme administrateur de la province et du grand sceau de Sa Majesté la Reine du chef du Nouveau-Brunswick.

Il a pris sa retraite à titre de juge de la Cour d'appel le 10 avril 2005. Il a été nommé commissaire en application de la *Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil éxecutif* le 12 avril 2005, avec l'approbation unanime de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

Il a épousé Anne B. Murphy, infirmière immatriculée, de St. Stephen, en 1953. Le couple a quatre fils : Michael, Sean, Jamie et Peter, et huit petits-enfants.

B) Richard McGaw, professeur, département des sciences économiques, Université du Nouveau-Brunswick

**Diplômes**: Ph.D., University of Manchester, 1978

M.A., Université du Nouveau-Brunswick, 1972 B.A., Université du Nouveau-Brunswick, 1970

M. McGaw travaille à l'Université du Nouveau-Brunswick depuis 1974. Il a été, en 2002, professeur invité à la University of Edinburgh et, de 1970 à 1972, a rempli un mandat de deux ans à titre d'économiste pour la province du Nouveau-Brunswick.

En plus de recherches universitaires, M. McGaw a agi à titre d'expert-conseil pour des projets auprès de Pêches et Océans Canada, d'Affaires indiennes et du Nord Canada, de l'Association canadienne de l'électricité et du ministère des Pêches du Nouveau-Brunswick.

M. McGaw a agi à titre d'arbitre du travail, de négociateur de contrats et de témoin expert lors d'audiences sur la tarification de l'assurance devant la Commission des assurances du Nouveau-Brunswick et la Commission sur la rémunération des juges pour le Nouveau-Brunswick.

À l'Université du Nouveau-Brunswick, M. McGaw a été président du département de sciences économiques, membre du Sénat et président de l'association de professeurs. Il été pendant 20 ans membre du Fringe Benefits Committee et pendant 15 ans président du comité des griefs de l'association de professeurs et il a participé à la conception de régimes de pension.

En dehors du milieu universitaire, M. McGaw a présidé des négociations collectives pour l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université et a été président de la Fédération des Associations de Professeurs d'Université du Nouveau-Brunswick. M. McGaw a reçu de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université un prix pour service dévoué à l'Université du Nouveau-Brunswick et le Prix Nicole Raymond pour services rendus à l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick.

### **Publications**

:

-

.

.

.

.

.

.

:

.

.

.

:

.

.

.

.

.

-

.

.

.

.

.

.

.

•

McGAW, R.L. (2003). «Aboriginal Fisheries Policy in Atlantic Canada», *Marine Policy*, vol. 27, n° 5, p. 417-424.

COOK, B.A., et R.L. McGAW (1996). «Sport and Commercial Allocations for the Atlantic Salmon Fisheries of the Miramichi River», Canadian Journal of Agricultural Economics, vol. 44, p. 165-171.

COOK, B.A., et R.L. McGAW (1991). « The New Brunswick Atlantic Salmon Fisheries », Economic and Commercial Analysis, rapport 90, ministère des Pêches et des Océans, 55 p.

COOK, B.A., et R.L. McGAW (1991). «Management of the New Brunswick Commercial Salmon Fishery: An Economic Perspective», *Marine Policy*, vol. 15, n° 1, p. 33-38.

COOK, B.A., et R.L. McGAW (1988). «Economic Interdependence in the Bay of Fundy—Gulf of Maine Herring Fishery», Ocean Development and International Law, n° 19, p. 367-379.

COOK, B.A., et R.L. McGAW (1986). «Conflict in New Brunswick's Atlantic Salmon Fishery», Resource Management and Optimization, vol. 4, n° 1, p. 49-64.

COOK, B.A., et R.L. McGAW (1986). «The Bay of Fundy—Gulf of Maine Herring Fishery », Resource Economies in Emerging Free Trade: Proceedings of a Maine/Canadian Trade Conference, University of Maine, p. 241-244.

GILLEN, D.W., et R.L. McGAW (1984). «Economic Value of Salmon Angling: Estimates of Willingness to pay from Hedonic Price Functions», Canadian Journal of Regional Science, vol 7, n° 2, p. 181-193.

McGAW, R.L. et B. COOK. (1983). «Optimum Effort and Rent Distribution in the Gulf of Mexico Shrimp Fishery: Comment», *American Journal of Agricultural Economics*, nº 65, p. 161-162.

McGAW, R.L. (1981). «The Supply of Effort in a Fishery», Applied Economics, nº 13, p. 245-253.

McGAW, R.L. (1980). « Confidence Intervals for Optimal Effort Estimates from the Schaefer Production Model », J. Can. sci. halieut. aquat., n° 37, p. 288-289.

McGAW, R.L. (1979). « Comment on Management Alternatives and Strategic Planning for Canada's Fisheries », J. Can. sci. halieut. aquat., n° 36, p. 1417.

### **APPENDIX A-2**

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

-

.

### Terms of Reference, approved by the Legislative Administration Committee, March 23, 2007

- That a one-person Commission be appointed and charged with reviewing salaries of MLAs, and additional indemnities for parliamentary office holders (MLAs with additional responsibilities) and making recommendations on compensation.
- That the Commission consider and recommend whether the annual expense allowance, which is not subject to income tax, should be made taxable and a taxable equivalent value added to the annual indemnity.
- That the Commission consider and recommend whether amendments should be made to the Members' Pension Act as follows:
  - a) the eligibility requirement for an annual pension shall be set at six years instead of the current eight sessions of pensionable service;
  - b) for retirement prior to age 60, a reduction in the normal retirement pension of 3% instead
  - c) the calculation of a member's pension shall be based on the number of years of pensionable service instead of the number of sessions of pensionable service;
  - d) such other consequential and transitional amendments as may be necessary to implement the changes proposed in paragraphs a), b) and c) above.
- 4. That the Commission review the provisions of the Legislative Assembly Act relating to reestablishment allowances, in particular the exclusionary provisions found in paragraph 32.2(5)(a) of the Act, and make the necessary recommendations for amendments to ensure that the provision deals fairly or justly with each circumstance when a member ceases to be a member.
- 5. That the Commission consider and make recommendations for the inclusion of a provision to provide that a former member who does not re-offer, or re-offers and is defeated in the next provincial election, may be reimbursed for expenses related to career counseling or re-training to a maximum of five-thousand dollars and subject to such terms and conditions as may be determined by the Legislative Administration Committee.
- 6. That the Commission base its recommendations on the following guiding principles:
  - The job of an MLA is representative of a full-time occupation. MLAs should be
    compensated at a fair and reasonable level to ensure that capable individuals continue to
    offer themselves for public services. Compensation levels should not be so small that they
    discourage qualified candidates from running, or so generous as to be a major inducement
    for seeking office.
  - The method of compensation should differentiate between remuneration for the MLA as a
    Member of the Legislative Assembly and expenses incurred by the member in fulfilling his
    or her duties as an elected official.
- That the Commission reports its recommendations to the Legislative Administration Committee by September 30, 2007.

- 8. That the report, once filed with the Committee, be tabled in the House by the Speaker for its immediate adoption during the Second Session of the Fifty-sixth Legislature.
- That the Commission recommend the necessary amendments, including consequential and transitional amendments to the Legislative Assembly Act, the Members' Pension Act, and the Members Superannuation Act.

### Revised May 9, 2007

The Legislative Administration Committee accepted the recommendation of Hon. Patrick A.A. Ryan, Q.C., Conflict of Interest Commissioner, that the mandate of the Commission be expanded to allow the Commission to seek public input on the proposed changes to MLA Compensation.

### ANNEXE A-2

### Mandat

.

.

.

.

.

•

:

.

•

:

•

•

•

•

.

.

:

.

.

.

### Approuvé par le Comité d'administration de l'Assemblée législative le 23 mars 2007

- Qu'une commission unipersonnelle soit nommée et chargée d'examiner les traitements des parlementaires et les autres indemnités versées aux titulaires de charge parlementaire (les parlementaires ayant des responsabilités supplémentaires) et de formuler des recommandations en matière de rémunération.
- Que la commission se penche sur la question de savoir si l'allocation annuelle pour frais, qui n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu, devrait être assujettie et si l'indemnité annuelle devrait être majorée d'une somme imposable équivalente, et qu'elle fasse des recommandations à cet égard.
- 3. Que la commission se penche sur la question de savoir si les modifications suivantes devraient être apportées à la *Loi sur la pension des députés*, et qu'elle fasse des recommandations à cet égard :
  - a) la fixation d'une période de six ans de service ouvrant droit à pension annuelle, au lieu des huit sessions de service actuellement exigées ;
  - b) en cas de retraite avant 60 ans, une réduction de 3 % par année d'anticipation, au lieu de 5 %, de la pension habituelle de retraite ;
  - c) le calcul de la pension parlementaire selon le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au lieu du nombre des sessions;
  - d) toute autre modification corrélative ou transitoire que nécessite la mise en oeuvre des changements proposés aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus.
- 4. Que la commission examine les dispositions de la Loi sur l'Assemblée législative qui régissent les allocations de réinstallation, notamment les exceptions prévues à l'alinéa 32.2(5)a), et qu'elle recommande les modifications nécessaires pour tenir compte de façon juste et équitable de toutes les situations qui se produisent à la fin du mandat parlementaire.
- 5. Que la commission examine la possibilité de prévoir le remboursement, aux anciens parlementaires qui ne se représentent pas ou qui se représentent mais sont défaits, des frais d'orientation ou de perfectionnment professionnels, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ et sous réserve des modalités prévues par le Comité d'administration de l'Assemblée législative, et qu'elle fasse des recommandations à cet égard.
- 6. Que la commission base ses recommandations sur les principes directeurs suivants :
  - L'exercice du mandat parlementaire est une professions à temps plein. La rénumération des parlementaires devrait être juste et raisonnable pour que des personnes compétentes continuent de se présenter à une charge publique. Les taux de rémunération ne doivent pas être si faibles qu'ils découragent la candidature de personnes qualifiées, ni si généreux qu'ils constituent une incitation majeure à se présenter.
  - Les modalités de rémunération doivent distinguer entre la rémunération des parlementaires à ce titre et les frais engagés par les parlementaires dans l'exercie de leurs fonctions d'élus.

- Que la commission présente des recommandations au Comité d'administration de l'Assemblée législative le 30 septembre 2007.
- 8. Que le président de l'Assemblée législative dépose à la Chambre, en vue de son adoption immédiate au cours de la deuxième session de la 56e législature, le rapport déposé auprès du comité.
- 9. Que la commission recommande les modifications nécessaires, y compris des modifications corrélatives et transitionnelles, de la Loi sur l'Assemblée législative, de la Loi sur la pension des députés et de la Loi sur la pension de retraite des députés.

### Revisé le 9 mai 2007

Le Comité d'administration de l'Assemblée législative accepte la recommandation de l'hon. Patrick A.A. Ryan, c.r., commissaire aux conflits d'intérêt, portant que le mandat de la commission soit élargie pour permettre à celle-ci de consulter le public sur les changements proposés dans la rénumération des parlementaires.

# APPENDIX A-3 A) Newspaper Notice as Printed

### **Notice**

# A Review of the Pay, Expenses, and Pensions of Members of the Legislative Assembly of New Brunswick



The indemnities, expenses and pensions payable to the 55 elected Members of the Legislative Assembly are under review by an independent compensation commission. Written submissions from New Brunswickers are requested using the form below. Any additional comments may be sent separately or appended to the form if you so choose. The major areas that the review will be studying relate to:

(1) Indemnity (salary)

.

- (2) Non-taxable expense allowance
- (3) Pension eligibility, including pension reduction from 5% to 3% per annum for early receipt (age 55) before age 60
- (4) Re-establishment allowance for Members defeated, resigned, or not re-offering
- (5) Expense allowance for career re-training to a maximum of \$5,000.00.

Elected Members of the Legislature Now Receive the Following: (1) \$45,347.29 Annual Indemnity, \$18,138.92 Non-Taxable

- \$45,347.29 Annual Indemnity, \$18,138.92 Non-Taxable allowance
- (2) When sitting, Members who reside more than 50 km from Frederiction receive \$110 (day for expenses. The expense allowance is \$40 m Members residing within 50 kilometres. Cabinet Members do not receive these allowances.
  (3) When not sirting, Members of committees receive
- (3) When not sixting, Members of committees receive a per diem of \$170 if the Member resides within \$0 kilometres of the Capital, or \$250 if the Member resides more than \$0 kilometres from the Capital. These sums are non-taxable. They cover anticipated expenses of the Member. The chairperson receives an additional \$50.

  (4) When not sitting claims can be made for up to 35 trips.
- (4) When not sitting claims can be made for up to 35 trips to Fredericton. Members receive \$250 non-accountable expense allowance for each trip; \$170 if the Member resides less than \$0 bildometres from Fredericton.
- (5) Kilometrage is separate.

Additional Indemnities and Allowances: Speaker: Indemnity \$30,369.41 and Non-Taxable Allowance \$1,000.00

Deputy Speaker: Indemnity \$9,414.51 and Non-Taxable Allowance \$250.00

Premier: Indemnity \$60,735.03 Minister: Indemnity \$40,490.86

Minister Without Portfalio: Indemnity \$30,369.41 Leader of the Opposition: Indemnity \$40,490.86 Leader of Registered Political Party: Indemnity \$12,000.00

Government Whip: Indemnity 59,414.51 Official Opposition Whip: Indemnity 54,707.26 Third Party Whip: Indemnity 5500.00 This compensation review is prompted by several factors.

First: The work of the Members of the Legislative Assembly is no longer a part-time pursuit; it is a fulltime occupation.

Second: Apart from inflationary increases, the indemnity of Members has not changed since 1980.

Third: Whether Members ought to pay income tax on the substantial sum now received as tax-free.

Fourth: Whether there should be a reduction in pension income for Members who choose to ask for pension payments before age 60.

Fifth: That the pay be fair and reasonable so as to encourage capable persons to offer for public service; that the level of pay be not such that it discourages qualified candidates from offering or be a major inducement to offer.

Sixth: Transparency and accountability.

The public is invited to provide comments by completing the questionnaire below, or online, no later than August 31, 2007. Your comments may be submitted as follows: By mail: MLA Compensation Review Commission 2007, P.O. Box 6000, 736 King St., Fredericton, NB E3B 5H1; by fax: (506) 444-5224; by e-mail: miacompensation@gnb.ca or/ou paye-parlementaires@gnb.ca, or by visiting our website at www.gnb.ca/legis/promos/crc-cer/index-e.asp

### ANNEXE A-3 A) Avis paru dans les journaux

### Avis

### Examen de la rémunération, des allocations pour frais et des pensions des parlementaires provinciaux du Nouveau-Brunswick



Une commission indépendante de la rémunération examine les indemnités, les allocations pour frais et les pensions qui sont payables aux 55 parlementaires provinciaux. Des mémoires sont sollicités de la part des gens du Nouveau-Brunswick, qui sont invités à remplir le formulaire ci-joint. Faire parvenir les observations supplémentaires séparément ou les joindre au formulaire, selon votre choix. Voici les principaux domaines que vise l'examen :

- 1) l'indemnité (traitement) :
- 2) l'allocation non imposable pour frais :
- 3) le droit à pension, y compris la question de la réduction en cas d'anticipation (55 ans au lieu de 60), laquelle pourrait passer de 5 % à 3 %;
- 4) l'allocation de réinstallation applicable aux parlementaires qui sont défaits, qui démissionnent ou qui ne se représentent pas :
- 5) l'allocation jusqu'à concurrence de 5 000,00 \$ pour les frais de recyclage professionnel.

- Versements actuels aux parlementaires :
  1) Indemnité annuelle de 45 347,29 S ; allocation non imposable de 18 138 92 S
- 2) Pendant la session, les parlementaires qui résident à plus de 50 km de Fredericton reçoivent 110 S par jour pour les frais. Si la résidence est à moins de 50 km de la capitale, l'allocation pour frais s'élève à 40 \$. Les ministres ne reçoivent pas de telles allocations
- Pendant l'intersession, les membres des comités reçoivent une allocation journalière non imposable de 170 5 s'ils résident à mo de 50 km de la capitale ou de 250 \$ s'ils résident à plus de 50 km de la capitale. L'allocation couvre les frais prévus des parlementai La personne qui assure la présidence reçoit 50 S de pl
- Pendant l'intersession, un maximum de 35 déplacements vers Frederiction peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement Les parlementaires reçoivent une allocation non soumise à justification de 250 5 pour chaque déplacement ; l'allocation s'élève à 170 \$ si la résidence est à moins de 50 km de Fredericton.
- 5) Le kilométrage fait l'objet d'une allocation distincte

Autres indemnités et allocations :

Président de la Chambre : indemnité de 30 369,41 5 et allocation non imposable de 1 000,00 S

Vice-président de la Chambre : indemnité de 9 414,51 5 et allocation non imposable de 250,00 \$

Premier ministre : indemnité de 60 735,03 5

Ministre : indemnité de 40 490 86 S

Ministre sans portefeuille : indemnité de 30 369,41 \$

Chef de l'apposition : indemnité de 40 490,86 \$

Chef d'un parti politique enregistré : indemnité de 12 000,00 S

Whip du gouvernement : 9 414,51 5 Whip de l'opposition officielle : indemnité de 4 707,26 5 Whip d'un tiers parti : indemnité de 500,00 5

Plusieurs facteurs motivent l'examen de la rémunération

Premièrement, l'exercice du mandat parlementaire n'est plus une occupation à temps partiel ; c'est une profession à temps

Deuxièmement, l'allocation des parlementaires n'a pas changé depuis 1980, à part les augmentations en fonction de l'inflation.

Troisièmement, la question se pose de savoir si l'impôt sur le revenu devrait s'appliquer à l'importante somme exonérée d'impôt actuellement versée aux parlementaires.

Quatrièmement, la question se pose de savoir si une réduction du revenu de pension devrait s'appliquer aux parlementaires qui choisissent de demander des prestations de pension avant

Cinquièmement, il faut une rémunération juste et raisonnable pour encourager les personnes compétentes à se présenter à une charge publique et un taux de rémunération qui ne décourage pas la candidature de personnes qualifiées mais qui ne constitue pas une incitation majeure à se présenter.

Sixièmement, il faut assurer la transparence et la reddition de

Les membres du public sont invités à faire des observations, au plus tard le 31 août 2007, en remplissant le formulaire ci-joint ou en ligne. Adresse postale : Commission d'examen de la rémunération parlementaire de 2007, Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, C.P. 6000, 736, rue King, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1; télécopieur: 506-444-5224; courriel: paye-députés@gnb.ca ou mlacompensation@gnb.ca; site Web: < www.gnb.ca/legis/promos/crc-cer/index-f.asp >.

# APPENDIX A-3 B) Amended Notice on Web

### Notice

# A Review of the Pay, Expenses, and Pensions of Members of the Legislative Assembly of New Brunswick



The indemnities, expenses and pensions payable to the 55 elected Members of the Legislative Assembly are under review by an independent compensation commission. Written submissions from New Brunswickers are requested using the form below. Any additional comments may be sent separately or appended to the form if you so choose. The major areas that the review will be studying relate to:

- (1) Indemnity (salary)
- (2) Non-taxable expense allowance
- (3) Pension eligibility, including pension reduction from 5% to 3% per annum for early receipt (age 55) before age 60
- (4) Re-establishment allowance for Members defeated, resigned, or not re-offering
- Expense allowance for career re-training to a maximum of \$5,000.00.

#### Elected Members of the Legislature Now Receive the Following:

- (1) \$45,347.29 Annual Indemnity, \$18,138.92 Non-Taxable allowance
- (2) When sitting, Members who reside more than 50 km from Fredericton receive \$110/day for expenses. The expense allowance is \$40 for Members residing within 50 kilometres. Cabinet Members do not receive these allowances.
- (3) When not sitting, Members of committees receive a per dem of 517 off the Member resides within 50 kilometres of the Capital, or 5250 if the Member resides more than 50 kilometres from the Capital. These sams are non-taxable. They cover anticipated expenses of the Member. Th., charperson receives an additional 550.
- (4) When not sitting claims can be made for up to 35 trips to fredericton. Members receive \$250 non-accountable expense allowance for each trip; \$170 if the Member resides less than \$50 laiometres from Fredericton.
- (5) Kilometrage is separate.

### Additional Indemnities and Allowances:

Speaker: Indemnity \$30,369.41 and Non-Taxable Allowance \$1,000.00

Deputy Speaker: Indemnity \$9,414.51 and Non-Taxable Allowance \$250.00

Premier: Indemnity \$60,735.03 Minister: Indemnity \$40,490.86

Minister Without Portfolio: Indemnity \$30,369.41 Leader of the Opposition: Indemnity \$40,490.86 Leader of Registered Political Party: Indemnity \$12,000.00

Government Whip: Indemnity 59,414.51 Official Opposition Whip: Indemnity 54,707.26 Third Party Whip: Indemnity 5500.00 This compensation review is prompted by several factors.

First: The work of the Members of the Legislative Assembly is no longer a part-time pursuit; it is a fulltime occupation.

Second: Apart from inflationary increases, the indemnity of Members has not changed since 1980.

Third: Whether Members ought to pay income tax on the substantial sum now received as tax-free.

Fourth: Whether there should be a reduction in pension income for Members who choose to ask for pension payments before age 60.

Fifth: That the pay be fair and reasonable so as to encourage capable persons to offer for public service; that the level of pay be not such that it discourages qualified candidates from offering or be a major inducement to offer.

Sixth: Transparency and accountability.

The public is invited to provide comments by completing the questionnaire below, or online, no later than August 31, 2007. Your comments may be submitted as follows: By mail: MLA Compensation Review Commission 2007, P.O. Box 6000, 736 King St., Fredericton, NB E3B 5H1; by fax: (506) 444-5224; by e-mail: mlacompensation@gnb.ca or/ou paye-parlementaires@gnb.ca; or by visiting our website at www.anb.ca/legis/promos/cr--cer/index-e.asp

### Addenda

1) Non-taxable allowance of \$18,138.92: Under section 32 of the Legislative Assembly Act, this amount was increased for the year to a total of \$22,673.65.

2) Newfoundland and Labrador proposed indemnity as of July 1, 2007: \$92,580.

### **ANNEXE A-3**

B) Avis modifié sur le site Web de l'Assemblée législative

### Avis

### Examen de la rémunération, des allocations pour frais et des pensions des parlementaires provinciaux du Nouveau-Brunswick



Une commission indépendante de la rémunération examine les indemnités, les allocations pour frais et les pensions qui sont payables aux 55 parlementaires provinciaux. Des mémoires sont sollicités de la part des gens du Nouveau-Brunswick, qui sont invités à remplir le formulaire ci-joint. Faire parvenir les observations supplémentaires séparément ou les joindre au formulaire, selon votre choix. Voici les principaux domaines que vise l'examen :

- 1) l'indemnité (traitement) ;
- 2) l'allocation non imposable pour frais ;
- le droit à pension, y compris la question de la réduction en cas d'anticipation (55 ans au lieu de 60), laquelle pourrait passer de 5 % à 3 %;
- l'allocation de réinstallation applicable aux parlementaires qui sont défaits, qui démissionnent ou qui ne se représentent pas:
- l'allocation jusqu'à concurrence de 5 000,00 \$ pour les frais de recyclage professionnel.

Versements actuels aux parlementaires :

- Indemnité annuelle de 45 347,29 \$ ; allocation non imposable de 18 138 97 \$
- 2) Pendant la session, les parlementaires qui résident à plus de 50 km de Frederiction reçoivent 110 5 par jour pour les frais. Si la résidence est à moirs de 50 km de la capitale, l'allocation pour frais s'élève à 40 5. Les ministres ne reçoivent pas de telles allocations.
- Pendant l'intersession, les membres des comités reçoivent une allocation journaière non imposable de 170 5 s'ils résident à moins de 50 km de la capitale un de 26 s'ils résident à plus de 50 km de la capitale. L'allocation couvre les frais prévus des parlementaires La personne qui assure la présidence reçoi 50 5 de plus.
- 4) Pendant l'intersession, un maximum de 35 déplacements vers Frederiction peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement. Les parlementaires reçoivent une allocation non soumise à justification de 250 5 pour chaque déplacement; l'allocation officer à 170 5 si la résidence est à moins de 50 km de Fredericton.
- 5) Le kilométrage fait l'objet d'une allocation distincte.

Autres indemnités et allocations : Président de la Chambre : indemnité de 30 369,41 \$ et allocation non imposable de 1 000,00 \$

Vice-président de la Chambre : indemnité de 9 414,51 \$ et allocation

Premier ministre: indemnité de 60 735,03 \$

Ministre : indemnité de 40 490,86 5

Ministre sans portefeuille : indemnité de 30 369,41 5

Chef de l'apposition : indemnité de 40 490,86 \$

Chef d'un parti politique enregistré : indemnité de 12 000,00 \$

Whip du gouvernement:9414,515

Whip de l'opposition officialle : indemnité de 4 707,26 \$
Whip d'un tiors parti : indemnité de 500,00 \$

Plusieurs facteurs motivent l'examen de la rémunération.

Premièrement, l'exercice du mandat parlementaire n'est plus une occupation à temps partiel ; c'est une profession à temps plein.

Deuxièmement, l'allocation des parlementaires n'a pas changé depuis 1980, à part les augmentations en fonction de l'inflation.

Troisièmement, la question se pose de savoir si l'impôt sur le revenu devrait s'appliquer à l'importante somme exonérée d'impôt actuellement versée aux parlementaires.

Quatrièmement, la question se pose de savoir si une réduction du revenu de pension devrait s'appliquer aux parlementaires qui choisissent de demander des prestations de pension avant d'atteindre 60 ans.

Cinquièmement, il faut une rémunération juste et raisonnable pour encourager les personnes compétentes à se présenter à une charge publique et un taux de rémunération qui ne décourage pas la candidature de personnes qualifiées mais qui ne constitue pas une incitation majeure à se présenter.

Sixièmement, il faut assurer la transparence et la reddition de comptes

Les membres du public sont invités à faire des observations, au plus tard le 31 août 2007, en remplissant le formulaire ci-joint ou en ligne. Adresse postale : Commission d'examen de la rémunération parlementaire de 2007, Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, C.P. 6000, 736, rue King, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1; télécopieur : 506-444-5224; courriel : poye-députésagnb.ca ou mlocompensationégnb.ca; site Web : <a href="https://www.gnb.ca/legis/promos/cr-cer/index-lasp">www.gnb.ca/legis/promos/cr-cer/index-lasp</a>,

#### Addenda

1) Additif à l'allocation non imposable de 18 138,92 \$ : en vertu de l'article 32 de la *Loi sur l'Assemblé Législative*, le montant a été augmenté cette année pour passer à 22 673,65 \$.
2) Indemnisation proposée à Terre-Neuve et Labrador au 1er juillet 2007 : 92 580 \$.

## APPENDIX A-4 Public Questionnaire

### **Public Questionnaire**

You are invited to express your considered opinion, in writing, on the following issues relating to the indemnity, expenses, and pensions for Members of the Legislative Assembly of New Brunswick:

(The basic Member's indemnity (the annual pay or salary for each of the 55 Members) is \$45,347.29. Apart from increases due to inflation, this amount has not been changed since 1980. (Other governments: NS, \$81,805.50; MB, \$74,982.00; SK, \$66,113.00; NL, \$50,117.00; ON, \$113,100.00; Parliament, \$150,800.00.)

- 1.) Six provinces and three territories have tax-free allowances. Should Members pay taxes on sums that are currently non-taxable?

  Why or why not?
- 2.) Should the indemnities of Members with additional responsibilities such as the Premier, Cabinet Ministers, and Whips, be adjusted to levels in line with those in other Provinces with equivalent populations or incomes such as Nova Scotia, Manitoba and Saskatchewan? Why or why not?
- 3.) Various sectors, public and private, permit early drawing down of pension funds before age 60 but reduce the payments according to the years. Should the discount for Members be reduced from 5% per annum to 3% per annum commencing at 55? Why or why not?
- 4.) Re-establishment allowances are given to Members who are defeated, who resign or do not re-offer, but not those who are eligible for a pension at some future date. Should they be included? Why or why not?
- 5.) Should a Member who does not re-offer or is defeated be reimbursed for expenses related to career counseling or re-training to a maximum of \$5,000.00? Why or why not?
- 6.) I have other concerns relating to compensation that I wish to bring to the attention of the Compensation Review as follows:

# ANNEXE A-4 Questionnaire à l'intention du public

### Questionnaire à l'intention du public

Vous êtes invité à exprimer par écrit votre opinion mûrement réfléchie sur les questions suivantes liées aux indemnités, aux allocations pour frais et aux pensions des parlementaires provinciaux du Nouveau-Brunswick .

L'indemnité parlementaire de base (rémunération ou traitement annuel de chacun et chacune des 55 parlementaires) se chiffre à 45 347,29 \$. (Autres gouvernements : Nouvelle-Écosse, 81 805,50 \$; Manitoba, 74 982,00 \$; Saskatchewan, 66 113,00 \$; Terre-Neuve-et-Labrador, 50 117,00 \$; Ontaria, 113 100,00 \$; Parlement, 150 800,00 \$.)

- 1) Six provinces et trois territoires versent des allocations non imposables. Les parlementaires devraient-ils payer des impôts sur des sommes actuellement exonérées d'impôt? Pourquoi, ou pourquoi pas?
- 2) Les indemnités versées aux parlementaires ayant des responsabilités supplémentaires, comme le premier ministre, les ministres et les whips, devraient-elles être harmonisées avec les indemnités versées dans d'autres provinces où la population ou les revenus sont comparables, comme la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et la Saskatchewan? Pourquoi, ou pourquoi pas?
- 3) Divers domaines d'activité des secteurs public et privé permettent le versement anticipé des fonds de pension avant 60 ans, mais les versements sont réduits selon le nombre d'années. La réduction applicable aux parlementaires devrait-elle passer de 5 % à 3 % par année à 55 ans? Pourquoi, ou pourquoi pas?
- 4) Une allocation de réinstallation est versée aux parlementaires qui sont défaits, qui démissionnent ou qui ne se représentent pas, mais non aux parlementaires ayant droit à une pension à une date ultérieure. Ces derniers devraient-ils être inclus? Pourquoi, ou pourquoi pas?
- 5) Les parlementaires qui ne se représentent pas ou qui sont défaits devraient-ils se faire rembourser les frais d'orientation ou de perfectionnement professionnels, jusqu'à concurrence de 5 000,00 §? Pourquoi, ou pourquoi pas?
- 6) Voici d'autres préoccupations liées à la rémunération que je veux signaler à la Commission d'examen de la rémunération :







### APPENDIX A-5 Current Members' Questionnaire No. 1

000000

•

...

•

•

•

.

•

.

.

.

.

MLA Compensation Review 2007 Questionnaire for Members of the Legislative Assembly: A Work Survey April 11, 2007

Please complete the following questionnair e and r eturn no later than Friday, April 27, 2007 to the undersigned:

The Hon. Patrick A.A. Ryan, Q.C. Conflict of Interest Commissioner Edgecombe House 736 King Street Fredericton, New Brunswick

- 1. How many days are you called upon to attend the Legislative Assembly sittings in a calendar year?
- 2. How many days per year do you do MLA work on Committees?
- 3. How many days per year do you do MLA work in Fredericton for any other reason?
- 4. How many hours per week are spent in caucus meetings?
- 5. On average, how many days do you do work as an MLA in your constituency?
- 6. On average, how many hours per day do you do work as an MLA in your constituency?
- 7. On a weekly basis, how much time do you average traveling each week:
  - (a) to and from Fredericton in order to conduct your duties as an MLA?
  - (b) within your constituency carrying out your responsibilities for your constituents?
- 8. How much of your time as an MLA is devoted to out-of-province work, or attending meetings outside New Brunswick?
- 9. Describe the vacation time available to you during a calendar year. Are you able to have uninterrupted family, or personal time during statutory holidays? If you have a summer cottage, how often are you able to go to the cottage and are you able to use the cottage uninterrupted from your duties as an elected representative of your constituency? How much time (days or weeks) do you spend annually in a tourist location in or outside New Brunswick?
- 10. Do you have other employment?
- 11. Another business?
- 12. If yes to either 10 or 11, how many days per year are you engaged in this other employment, business, or profession?

### ANNEXE A-5

### Premier questionnaire à l'intention des députés actuels

Examen de la rémunération parlementaire de 2007 Questionnaire à l'intention des parlementaires : sondage sur la charge de travail le 11 avril 2007

Prière de remplir le questionnaire suivant et de le retourner au plus tard le vendredi 27 avril 2007 à l'adresse suivante :

L'hon. Patrick A.A. Ryan, c.r. Commissaire aux conflits d'intérêts Maison Edgecombe 736, rue King Fredericton (Nouveau-Brunswick)

- Pendant combien de jours devez-vous siéger à l'Assemblée législative au cours d'une année civile?
- Combien de jours par année consacrez-vous à vos tâches de parlementaire au sein de comités?
- 3. Combien de jours par année consacrez-vous à vos tâches de parlementaire à Fredericton pour toute autre raison?

- 4. Combien d'heures par semaine sont consacrées aux réunions de caucus?
- En moyenne, combien de jours consacrez-vous à vos tâches de parlementaire dans votre circonscription?
- 6. En moyenne, combien d'heures par jour consacrez-vous à vos tâches de parlementaire dans votre circonscription?
- 7. Sur une base hebdomadaire, combien de temps consacrez-vous aux déplacements chaque semaine : a) à destination et en partance de Fredericton afin d'exécuter vos tâches de parlementaires? b) dans votre circonscription, pour assumer vos responsabilités à l'égard des gens de votre circonscription?
- 8. En tant que parlementaire, combien de temps consacrez-vous à des tâches ou à des réunions à l'extérieur de la province?
- 9. Décrivez les congés de vacances que vous prenez au cours d'une année civile. Pouvez-vous passer sans interruption du temps en famille ou du temps pour besoins personnels pendant les congés fériés? Si vous avez un chalet, combien de fois pouvez-vous vous y rendre et pouvez-vous utiliser le chalet sans être interrompu par vos tâches en tant que représentant élu de votre circonscription? Combien de temps (jours ou semaines) passez-vous annuellement dans un lieu touristique au Nouveau-Brunswick ou à l'extérieur de la province?
- 10. Occupez-vous un autre emploi?
- 11. Possédez-vous une entreprise ou un commerce?
- 12. Si la réponse est oui aux questions 10 ou 11, combien de jours par année vous occupez-vous de l'autre emploi, de l'autre entreprise ou de l'autre profession?

### APPENDIX A-6 Current Members' Questionnaire No. 2

MLA Compensation Review 2007 Second Survey of Current MLAs

:

.

•

.

.

...

00

.

.

.

•

.

.

•

.

Please complete the following questionnaire and return on or before Friday, July 13, 2007 to the undersigned:

The Hon. Patrick A.A. Ryan, Q.C. Conflict of Interest Commissioner Edgecombe House 736 King Street Fredericton, New Brunswick

### **Constituency Characteristics**

- Approximately how many electors do you serve in your constituency?
- Is your constituency primarily urban, semi-urban, rural, semi-rural, hybrid (urban-rural or rural-urban), or coastal?
- 3. Is there additional information about your riding that you would like the Commission to know?

### Service and Career

- 4. How many years have you served as an MLA?
- 5. Assuming that you are not retired from your previous employment and if, for whatever reason, you did not continue in elected office, could you return to your previous occupation?
- 6. If you returned to your former occupation, could you return at pay levels comparable to the pay level you left at your former occupation?

Definitely not Probably not Probably Definitely

- Do you rely on income from additional work you are doing, besides that of an MLA?
- 8. Do you rely on income from a spouse or other family member that you did not rely on before becoming an MLA?
- Do you rely on savings that you did not rely on before becoming an MLA?
- 10. Have you been compelled to make financial sacrifices in order to pursue a legislative career?
- In your opinion, is there a difference in the workload of a rural MLA as compared with an urban MLA? Greater workload for rural MLAs Greater workload for urban MLAs No substantial difference in workloads Other (please specify)

### ANNEXE A-6 Questionnaire no. 2 aux députés

Examen de la rénumération parlementaire de 2007 Deuxième questionnaire à l'intention des parlementaires

Prière de remplir le questionnaire suivant et de le retourner au plus tard le vendredi 13 juillet 2007 à l'adresse suivante:

> L'hon. Patrick A.A. Rvan, c.r. Commissaire aux conflits d'intérêts Maison Edgecombe 736, rue King Fredericton (New Brunswick)

### Caractéristiques de la circonscription

- Environ combien de personnes compte votre électorat?
- Votre circonscription est-elle principalement urbaine, semi-urbaine, rurale, semi-rurale, hybride (urbaine-2. rurale ou rurale-urbaine), ou côtière?

3. Y a-t-il d'autres renseignements sur votre circonscription don't vous aimeriez faire part à la commission?

### Service et carrière

- 4. Depuis combien d'années êtes-vous parlementaire?
- Si vous n'avez pas pris votre retraite de votre emploi précédent et si, pour une raison ou une autre, vous 5. quittiez la vie publique, pourriez-vous réintégrer votre profession précédente?
- Si vous réintégriez votre ancienne profession, pourriez-vous recevoir une rémunération comparable à celle 6. que vous receviez auparavant?

Probablement

Certainement

Probablement pas Certainement pas

- Comptez-vous sur un revenu que vous procurent d'autres tâches dont vous avez acquittez, à part les tâches 7. parlementaires?
- 8. Comptez-vous sur le revenu d'un ou d'une conjointe ou d'un autre membre de la famille, sur lequel vous ne comptiez pas avant de devenir parlementaire?
- 9. Comptez-vous sur des économies sur lesquelles vous ne comptiez pas avant de devenir parlementaire?
- 10. Avez-vous été obligé(e) de faire des sacrifices financiers afin de faire une carrière parlementaire?
- 11. À votre avis, la charge de travail des parlementaires de régions rurales diffère-t-elle de celle des parlementaires des centres urbains?

Charge de travail plus grande pour les parlementaires des régions rurales Charge de travail plus grande pour les parlementaires des centres urbains

Aucune différence importante entre les charges de travail

Autre réponse (veuillez préciser)

### APPENDIX A-7 Former Members' Questionnaire

...

-

•

...

•

-

.

...

.

.

-

.

...

.

•

-

•

.

MLA Compensation Review 2007 Questionnaire for Members of the Legislative Assembly: A Work Survey April 11, 2007

Please complete the following questionnaire and return at your earliest convenience to the undersigned; preferably before May 15, 2007

The Hon. Patrick A.A. Ryan, Q.C. Conflict of Interest Commissioner Edgecombe House 736 King Street Fredericton, New Brunswick

- 1. How many days were you called upon to attend the Legislative Assembly sittings in a calendar year?
- 2. How many days per year did you do MLA work on Committees?
- 3. How many days per year did you do MLA work in Fredericton for any other reason?
- 4. How many hours per week were spent in caucus meetings?
- 5. On average, how many days did you do work as an MLA in your constituency?
- 6. On average, how many hours per day did you do work as an MLA in your constituency?
- 7. On a weekly basis, how much time did you average traveling each week:
  - (a) to and from Fredericton in order to conduct your duties as an MLA?
  - (b) within your constituency carrying out your responsibilities for your constituents?
- 8. How much of your time as an MLA was devoted to out-of-province work, or attending meetings outside New Brunswick?
- 9. Describe the vacation time available to you during a calendar year. Were you able to have uninterrupted family, or personal time during statutory holidays? If you have a summer cottage, how often were you able to go to the cottage and use the cottage uninterrupted from your duties as an elected representative of your constituency? How much time (days or weeks) did you spend annually in a tourist location in or outside New Brunswick?
- 10. Did you have other employment?
- 11. Another business?
- 12. If yes to either 10 or 11, how many days per year were you engaged in this other employment, business, or profession?

### ANNEXE A-7

### Questionnaire à l'intention des anciens députés

Examen de la rémunération parlementaire en 2007

Questionnaire à l'inention des parlementaires : sondage sur la charge de travail, le 11 avril 2007

Prière de remplir le questionnaire suivant et de le retourner dès que cela vous sera possible, de préférence avant le 15 mai 2007, à l'adresse suivante :

L'hon. Patrick A.A. Ryan, c.r. Commissaire aux conflits d'intérêts Maison Edgecombe 736, rue King Fredericton (Nouveau-Brunswick)

- 1. Pendant combien de jours avez-vous dû siéger à l'Assemblée législative au cours d'une année civile?
- Combien de jours par année avez-vous consacrés à vos tâches de parlementaire au sein de comités?
- 3. Combien de jours par année avez-vous consacrés à vos tâches de parlementaire à Fredericton pour toute autre raison?
- 4. Combien d'heures par semaine ont été consacrées aux réunions de caucus?
- 5. En moyenne, combien de jours avez-vous consacrés à vos tâches de parlementaire dans votre circonscription?
- 6. En moyenne, combien d'heures par jour avez-vous consacrées à vos tâches de parlementaire dans votre circonscription?
- Sur une base hebdomadaire, combien de temps avez-vous consacré aux déplacements chaque semaine:
  - (a) à destination et en partance de Fredericton afin d'exécuter vos tâches de parlementaire?

- (b) dans votre circonscription, pour assumer vos responsabilités à l'égard des gens de votre circonscription?
- 8. En tant que parlementaire, combien de temps avez-vous consacré à des tâches ou à des réunions à l'extérieur de la province?
- 9. Décrivez les congés de vacances que vous avez pris au cours d'une année civile. Avez-vous pu passer sans interruption du temps en famille ou du temps pour besoins personnels pendant les congés fériés? Si vous aviez un chalet, combien de fois avez-vous pu vous y rendre et avez-vous pu utiliser le chalet sans être interrompu par vos tâches en tant que représentant élu de votre circonscription? Combien de temps (jours ou semaines) avez-vous passé annuellement dans une lieu touristique au Nouveau-Brunswick ou à l'extérieur de la province?
- 10. Occupiez-vous un autre emploi?
- 11. Possédiez-vous une entreprise ou un commerce?
- 12. Si la réponse est oui aux questions 10 ou 11, combien de jours par année vous êtes-vous occupé de l'autre emploi, de l'autre entreprise ou de l'autre profession?

### APPENDIX A-8

.

0

.

.

.

.

.

.

.

.

•

.

00

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

# Economic Conditions in New Brunswick, by Dr. Rick McGaw

The economic outlook in New Brunswick has been and remains positive. It was reported in the Budget Speech that "most key economic indicators posted solid performances in 2006." For example:

- Capital investment was the major engine of growth, increasing 4.5 per cent and reaching a record \$5.0 billion;
- Employment increased 1.4 per cent, or 4,900 net new jobs, posting the strongest growth rate east of Ontario;
- The provincial unemployment rate fell to 8.8 per cent, its lowest level in three decades;
- Average weekly earnings increased 3.3 per cent in 2006, compared to the 3.0 per cent Canadian increase;
- Retail sales recorded their strongest growth since 1999, up 5.9 per cent;
- Strong world prices for zinc pushed the value of mineral production up 63.8 per cent to a record \$1.5 billion;
- And consumer inflation rose 1.6 per cent, the lowest increase among the provinces.

Since the Budget Speech, most economic indicators, as currently reported by the Department of Finance and Statistics Canada, remain positive. The unemployment rate is at historic lows. Average weekly earnings in New Brunswick have increased at an annual rate of 4.7% and are comparable to

### ANNEXE A-8

# Conjoncture au Nouveau-Brunswick : analyse de Rick McGaw

Les perspectives économiques au Nouveau-Brunswick demeurent positives. Il a été signalé dans le *Discours du budget* que la «plupart des indicateurs économiques clés ont affiché des rendements solides en 2006». Par exemple :

- Les investissements en capital ont été le moteur principal de croissance, augmentant de 4,5 % pour atteindre un record de 5,0 milliards de dollars.
- Le nombre d'emplois a augmenté de 1,4 %, soit 4 900 nouveaux emplois nets, pour afficher le taux de croissance le plus fort à l'est de l'Ontario.
- Le taux de chômage provincial est passé à 8,8 %, son plus bas niveau en trois décennies.
- Les gains hebdomadaires moyens ont augmenté de 3,3 % en 2006, par rapport à l'augmentation canadienne de 3,0 %.
- Les ventes au détail ont augmenté de 5,9 %, soit le taux de croissance le plus fort depuis 1999.
- Les cours mondiaux élevés du zinc ont augmenté de 63,8 % la valeur de la production minérale, la faisant atteindre un niveau record de 1,5 milliard de dollars.
- L'inflation des prix à la consommation a augmenté de 1,6 %, ce qui est le taux de croissance le moins élevé de toutes les provinces.

Depuis la présentation du *Discours du budget*, la plupart des indicateurs économiques dont font état le ministère des Finances et Statistique Canada demeurent positifs. Le taux de chômage est le plus bas de l'histoire. Les gains hebdomadaires moyens au Nouveau-Brunswick ont

other provinces except Ontario, Alberta and British Columbia. Retail trade has increased by 6.6%, manufacturing shipments are down slightly (-0.3%) and residential construction has increased by more than 17%. The weakest area of the economy is likely the forest products industry. The strong Canadian dollar has hurt exports but growth in other areas has provided a cushioning for this decline. The Atlantic Provinces Economics Council reports that refined petroleum exports have grown at a rate of 24% per year from 2000 to 2005.

The audited financial statement for the province, released on September 28, shows that the budget surplus for 2006-07 rose from a planned level of \$22 million to \$237 million. This allowed a substantial payment on the provincial debt and in this decade the debt as a percentage of gross domestic product (debt to GDP ratio) has fallen from 37% to 26%. As a result, the cost of servicing the debt has fallen by \$79 million.

Another way to judge the economic health of the province is to examine what the economic forecasters in the country are predicting. For example, Scotiabank is forecasting a 2.3% growth for 2007 and 2.7% for 2008. This is slightly greater than the two-year growth forecasted for Canada. Scotiabank also expects continued budget surpluses and the unemployment rate is expected to remain around 8%.

BMO Capital Markets sees some weakness in residential construction and manufacturing. New Brunswick has the greatest dependence on exports in Canada; consequently the strength of the dollar is expected to slow growth in manufacturing. However, overall capital expenditure, due to several large projects, is expected to grow at the highest rate in Canada. BMO also identified concerns about out-migration.

augmenté à un taux annuel de 4,7 % et sont comparables à ceux des autres provinces, sauf l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Le commerce de détail a augmenté de 6,6 %, les livraisons manufacturières ont baissé un peu (-0,3 %), et la construction résidentielle a augmenté de plus de 17 %. Le secteur le plus faible de l'économie est probablement l'industrie des produits forestiers. La vigueur du dollar canadien a nui aux exportations, mais la croissance dans d'autres secteurs a atténué les effets de la baisse. Le Atlantic Provinces Economic Council signale que les exportations du pétrole raffiné ont enregistré un taux de croissance annuel de 24 % de 2000 à 2005.

Les états financiers vérifiés de la province, rendus publics le 28 septembre, montrent que l'excédent budgétaire pour 2006-2007 est passé à 237 millions de dollars, par rapport au montant prévu de 22 millions. L'augmentation a permis un paiement important sur la dette provinciale, et la dette exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (rapport dette nette-PIB) a été ramenée de 37 % à 26 % au cours de la décennie. En conséquence, les frais de service de la dette ont chuté de 79 millions.

Un autre moyen de juger de la santé économique de la province est d'examiner ce que les prévisionnistes du pays en disent. Par exemple, la Banque Scotia prévoit une croissance de 2,3 % pour 2007 et de 2,7 % pour 2008. Cette croissance sur deux années est légèrement supérieure à celle qui est prévue pour le Canada. La Banque Scotia s'attend aussi à ce que les excédents budgétaires continuent, et il est prévu que le taux de chômage continuera de tourner autour de 8 %.

BMO Marchés des capitaux voit des faiblesses dans le secteur de la construction résidentielle et dans celui de la fabrication. Au Canada, le Nouveau-Brunswick est celui qui dépend le plus des exportations; en conséquence, il est prévu que la vigueur du dollar ralentira la croissance dans le secteur de la fabrication. Cependant, les dépenses en capital globales, gonflées par plusieurs grands projets, augmenteront, selon les prévisions, au rythme le plus élevé du Canada. BMO a aussi soulevé des préoccupations relativement à l'expatriation.

Toronto-Dominion expects New Brunswick to grow at 2.4%, which is slightly below the national average. The national average, however, is pulled upwards by the strong growth in Newfoundland, Alberta and Saskatchewan due to strength in natural resources. The growth rates of Manitoba, Nova Scotia, Ontario and Quebec are all expected to be close to the New Brunswick growth rate. A positive aspect of the strong growth elsewhere is that inflation is expected to be lower in New Brunswick. Toronto-Dominion also expects unemployment to remain around 8% with wage rate increases that exceed the national average.

.

.

.

.

0

.

.

.

...

...

...

•

...

•

0

•

...

The Dominion Bond Rating Service, an independent credit rating agency, recently renewed the province's rating at A (high), the same rating as Saskatchewan, Manitoba and Quebec. Newfoundland, Prince Edward Island and Nova Scotia had lower ratings, and Ontario, Alberta and British Columbia, higher. A Department of Finance news release (NB 719) quoted DBRS as reporting that "the confirmation is supported by sound fiscal management, a slowly declining debt-to-GDP ratio, and steady economic growth."

The picture is not, of course, completely positive. There are some question marks for the province. The Grant Thornton review of provincial finances identified a number of fiscal pressure areas that could lead to deficits if not addressed. Despite the general good health of the economy, there are worries about particular sectors of the economy, and about an aging population and a decrease in the younger age groups. Although steps were taken in the 2007-08 budget to correct some of the areas identified by Grant Thornton, it is likely that ongoing measures will be required.

In conclusion, the general consensus is that the economic outlook is more of the same. No major forecaster is predicting either a boom or a

La Banque Toronto-Dominion s'attend à ce que le Nouveau-Brunswick connaisse une croissance de 2.4 %, taux légèrement inférieur à la movenne nationale. La movenne nationale. cependant, est rehaussée par la forte croissance à Terre-Neuve, en Alberta et en Saskatchewan. attribuable à la vigueur du secteur des ressources naturelles. Il est prévu que les taux de croissance du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et du Ouébec avoisineront celui du Nouveau-Brunswick. Un aspect positif de la forte croissance ailleurs au pays est le fait que l'inflation, selon les prévisions, sera plus basse au Nouveau-Brunswick. La Banque Toronto-Dominion s'attend aussi à ce que le taux de chômage continue de tourner autour de 8 % et à ce que le taux des augmentations salariales dépasse la movenne nationale.

Dominion Bond Rating Service, une agence de notation indépendante, a récemment renouvelé la cote de crédit A (élevée) de la province, qui a donc la même cote que la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec. Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont des cotes inférieures, et l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, des cotes supérieures. Un communiqué du ministère des Finances (NB 719) cite DBRS, qui a signalé que « cette confirmation reflète la bonne gestion financière de la province, la lente diminution du rapport de la dette au PIB et la stabilité de la croissance économique».

Évidemment, la situation n'est pas entièrement favorable. Il y a des points d'interrogation pour la province. L'examen des finances provinciales mené par Grant Thornton a cerné un certain nombre de domaines où s'exercent des pressions financières qui pourraient mener à des déficits si elles ne sont pas contrées. Malgré la bonne santé générale de l'économie, certains secteurs de l'économie, ainsi que le vieillissement de la population et la décroissance des groupes d'âge plus jeunes, suscitent des préoccupations. Même si des mesures étaient prévues dans le budget de 2007-2008 pour rectifier la situation dans certains des secteurs cernés par Grant Thornton, des mesures suivies seront probablement requises.

En conclusion, le consensus est que les perspectives économiques sont stables. Aucun grand prévisionniste ne prédit une période de bust in the next two years, so the province can expect at least a continuation of current circumstances. If major energy projects in the planning stages begin, then there is hope for increased growth in the near term. The province has maintained a budget surplus for some years and that is expected to continue.

prospérité ni une période d'effondrement au cours des deux prochaines années, et la province peut donc au moins s'attendre à une prolongation de la conjoncture actuelle. Si d'importants projets énergétiques en voie de planification sont amorcés, cela permettra d'espérer une croissance accrue dans un avenir proche. La province affiche depuis un certain nombre d'années un excédent budgétaire qui devrait se maintenir.





#### APPENDIX A-9 Results of Current Members' Survey No. 1

......

.......

.......

.....

Average number of sitting days per year (last four legislative sessions, 2003- 2007)	63.25 days per year
Average number of committee meetings per year (2003-2007)	73 25 meetings per year
Days per year of work in Fredericton when House is not sitting	111.80 days per year
Days per year of work in riding	207.46 days per year
Hours worked per day spent in riding	9.48 hours per day
Hours per week traveling within riding	5.68 hours per week
Days per year for out-of- province work or meetings	7.43 days per year
Days per year of vacation	10.06 days per year
Vacation- uninterrupted time	39 out of the 54 MLAs surveyed indicated some kind of work-related interruption
Other employment	2 MLAs have other employment
Another business	8 MLAs have another business
Days per year engaged in other employment or business	Of those MLAs who have other employment or business, they spend 4.67 days per year engaged in the employment/business

#### ANNEXE A-9 Résultats du premier questionnaire à l'intention des députés actuels

Nombre moyen de jours de séance par année (quatre dernières sessions parlementaires de 2003 à 2007	63,25
Nombre moyen de réunions de comité par année (de 2003 à 2007)	73,25
Nombre de jours par année consacrés au travail à Fredericton pendant l'intersession	111,80
Nombre de jours par année consacrés au travail dans la circonscription	207,46
Nombre d'heures par jour consacrées au travail dans la circonscription	9,48
Nombre d'heures par semaine consacrées aux déplacements dans la circonscription	5,68
Nombre de jours par année consacrés au travail ou aux réunions à l'extérieur de la province	7,43
Nombre de jours de congé de vacances par année	10,06
Vacances sans interruption	39 des 54 députés interrogés ont signalé une interruption liée au travail
Autre emploi	2 députés occupent un autre emploi
Autre entreprise ou commerce	8 députés possèdent une entreprise ou un commerce
Nombre de jours par année consacrés à un autre emploi ou à une entreprise	Les députés qui occupent un autre emploi ou possèdent une entreprise y consacrent 4.67 jours par année

## APPENDIX A-10 Income from Committees, 2004-2005 Source: Public Accounts, 2004-2005

## ANNEXE A-10 Revenu des comités, 2004-2005 , référence : Comptes publiques, 2004-2005

#### Legislative Assembly / Assemblée législative

PAYMENTS TO MEMBERS FOR SALARY AND ALLOWANCES / PAIEMENTS AUX DÉPUTÉS POUR TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS \$3,474,047

Constituency / Circonscription	Name / Nom	Annuai Indemnit Indemnit annuelli	ié li	Expense Allowance / Indemnité de dépenses		mittee ary / tement comité	Allows	l Salary & inces / Toti lements et leminités
****								
Albert	Hon W Steeves	\$ 41.		18,292	5	-	\$	59,887
Bathurst	B. Kenny	41,		18,292		4,200		64,087
Campbellion	R. Houdreau	41.		18,292		1,600		61,487
Caraquet	H. Albert	41.		18,292		1,200		61,087
Carleton	Hon D. Graham	41.		18,292		0000		59,887
Centre-Péninsule	D. Landry	41,		18,292		600		60,487
Chariotte	R. Doucet	41,		18,292		4,800		64,687
Dulhousie-Restigouche East	D Arsonemilt	41,		18,292		3,800		63,687
Dicppe - Memramoook	C. LeBlanc	41.		18,292		10,200		70,087
Edmundston	Hon. M. Dubé	41,		18,292		000		59,887
Fredericton - Fort Nashwauk	K. Lamrock	41,	595	18,292		3,200		63,087
Fredericton North / Fredericton-Nord	T.J. Burke	41,		18,292		1,200		61,087
Fredericton South / Fredericton-Sud	Hon B Green	41,	595	18,292		F2000		59,887
Fundy Isles / Îles-de-Fundy	E. Allaby	41,	595	18,292		3,200		63,087
Grand Bay - Westfield	M. Sherwood	41,	595	18,292		9,800		69,687
Grand Falls Region / Région de Grand-Sault	R. Ouellette	41.	595	18,292		***		59,887
Grand Lake	E. McGinley	41.	595	18,292		2,200		62,087
Hampton - Belleisle	Hon. B. Harrison	41.	595	18,292		0400		59,887
Kennebecasis	Hon B Fowlie	41,	595	18,292		***		59,887
Kent	S. Graham	41,	595	18,292		200		60,087
Kent South / Kent-Sud	C. Williams	41,	595	18,292		5,350		65,237
Kings East / Kings-Est	L. Armstrong	41.	595	18,292		***		59,887
Lamèque-Shippagan-Miscou	Hon P. Robichaud	41.5	595	18.292		***		59.887
Mactaquac	K. MacDonnld	41.5	595	18,292		8,550		68,437
Madawaska-la-Vallée	Hon. P. Mockler	41.5	195	18.292		000		59.887
Madawaska-les-Lacs	Hon J Volpé	41.5		18.292		980		59,887
Miramchi-Bay du Vin / Miramichi-Baie-du-Vin	M. Malley	41.		18,292		9.650		69,537
Miramichi Bay / Baie-de-Miramichi	C Robichaud	41.5		18.292		400		60,287
Miramichi Centre	J. Forne	41.5	-	18.292		600		60,487
Moncton - Crescent	J. Betts	41.5		18.292		11.000		70,887
Moncton East / Moncton-Est	Hon. B. Lord	41.5		18,292		11,000		59.887
Moncton North / Moncton-Nord	M. Murphy	41.5		18.292		1.200		61.087
Moncton South / Moncton-Sud	Hon J MacApine	41.5		18,292		1,200		59.887
Nepisiquit	F. Branch	41.5		18,292		5.350		65,237

#### Legislative Assembly / Assemblée législative

## PAYMENTS TO MEMBERS FOR SALARY AND ALLOWANCES - Continued / PAIEMENTS AUX DÉPUTÉS POUR TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS - Suite

Constituency /	Name / Nom	Annual Indemnity / Indemnité annuelle	Expense Allowance / Indemnité de dépenses	Committee Salary / Traitement pour comité	Total Salary & Allowances / Total traitements et indeminités
	Hon K. Ashfield	41,595	18,292	900	\$ 59,887
New Maryland	R Haché	41,595	18.292	3,800	63,687
Nigadoo-Chalcur	1 Carr	41,595	18,292	10,650	70.537
Oromocto-Gagetown	W Stiles	41.595	18,292	9.200	69,087
Petucodiac	B Paulin	41,595	18,292	2,200	62,087
Restigouche West / Restigouche-Ouest	Hon B. Fitch	41,595	18,292	0100	59,887
Riverview	Hon. R.M. Poirier	41,595	18,292	grand	59,887
Rogersville - Kouchibouguac	T. Holder	41.595	18,292	6.600	66,487
Saint John Portland	R. MacIntyre	41.595	18,292	3,600	63,487
Saint John - Champlain Saint John - Kings	Hon. M.A. Blaney	41,595	18,292		59,887
Saint John Funds	S. Jamieson	41.595	18,292	3,800	63,687
Saint John Harbour / Havre Saint Joan	E. Weir	41.595	18.292	9,000	68,887
Saint John Lancaster	A. LeBlanc	41,595	18,292	400	60,287
Shedinc - Cap-Pelé	V. Boudreau	20,170	10,940	400	31,510
Southwest-Miramichi / Miramichi - Sud-Ougat	R. Brewer	41.595	18,292	800	60,687
Tantramar	Hon. P. Meshem	41.595	18,292	-	59,887
Tracadie - Sheila	Hon E Robichaud	41.595	18,292	ness	59,887
Victoria-Tobique	L. Kennedy	41,595	18,292	1,000	60,887
Western Charlotte / Charlotte-Ouest	Hon. T. Huntiens	41.595	18,292	800	59,887
Woodstock	Hon. D. Alward	41.595	18,292	***	59,887
York / York	S. Targett	41,595	18.292	200	60,087
		\$ 2,266,300	\$ 998,708	\$ 139,950	3,404,958
Hon. B. Harrison - Expenses & Allowance, Speaker / I	Dépenses et indemnité, président				27,653
T. Holder - Expense Allowance, Deputy Speaker / Inde	muité de dépenses, vice-président				218
C. LeBlanc - Expense Allowance, Deputy Speaker / Is	The state of the s				218
Allowance - Office expenses, Leader of the Opposition					35,000
Allowance - Office expenses, Leader of the New Demo	ocratic Party / Allocation, dépenses de bui	reau - Chef du Nouveau Parti démo	cranque		6,000

-160-

# ANNEXE A-11 Revenu des comités, 2005-2006 référence: Comptes publiques, 2005-2006

#### Legislative Assembly / Assemblée législative

#### PAYMENTS TO MEMBERS FOR SALARY AND ALLOWANCES / PAIEMENTS AUX DÉPUTÉS POUR TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS \$3,583,450

Constituency /	No. of No.	Ind Ind	nnus! rmnity / iemnité	Ali	apense inwance / emaité de	Si	n.mittre slary / sitement	Allow	al Salary & ances / Tota tements et deminités
Circonscription	Name / Nom	**	auelle	0	épenses	hoa	r comité	in	peminites
Albert	Hon W Steeves	5	42,703	5	18,784	5	-	5	61,487
Bathurst	B. Kenny		42,703		18,784		200		61,687
Campbellton	R Houdreau		42,763		18,784		200		61,687
Caraquet	H. Albert		42,703		18,784		600		62,087
Carleton	Hon D Graham		42,703		18,784		009		61,487
Centre-Péronaule	D. Landry		42.703		18,784		400		61,887
Charlotte	R. Douget		42,703		18,784		4,400		65,887
Dalhousie-Restigouche East	D Arsenemit		42,703		18,784		3,200		64,687
Dieppe - Memrameaek	C. Lettlanc		42,703		18,784		10,300		71,787
Edmundsten	Hon. M. Dubé		42,703		18,784		400		61,487
Fredericton - Fort Nashwask	K. Laurock		42,703		18,784		4,800		66,287
Fredericton North / Fredericton-Nord	T.J. Burke		42,703		18,784		200		61,687
Fredericton South / Fredericton-Sud	Hon, B. Green		42,703		18,784		000		61,487
Funity Isles / Îles-de-Fundy	E Allaby		42,703		18,784		5,700		67,187
Grand Bay - Westfield	M Sherwood		42,703		18,784		8,800		70,287
Grand Falls Region / Région de Grand-Sault	R. Ouellette		42,703		18,784		1,000		62,487
Grand Lake	E. McGinley		42,703		18,784		1,000		62,487
Hampton - Belleisle	Hon B Harrison		42,703		18,784		man.		61,487
Kennehecusis	Hon B Fowlie		42,703		18,784				61,487
Kest	S Graham		42.703		18,784		1.400		62,887
Kent South / Kent-Sud	Hon C Williams		42.703		18,784		2.450		63,937
Kings East / Kings-Est	L. Armstrong		42.763		18.784		200		61.687
Lamèque-Shippagan-Miscou	Hon. P. Robichand		42.703		18.784		-		61,487
Mactaquac	Hon K. MacDonald		42.703		18.784		5.550		67,037
Madawaska-la-Vallés	Hon P Mockier		42.703		18.784		000		61,487
Madawaska-les-Lacs	Hon. J. Volpé		42,703		18,784		-		61,487
Miramchi-Bay du Vin / Miramichi-Baie-du-Vin	M Malley		42,703		18,784		8,400		69,887
Miramichi Bay / Baie-de-Miramichi	C. Robichaud		42.703		18.784		0,400		61.487
Miramichi Centre	J Form		42,703		18,784		400		61,887
Moneton - Crescent	J Betts		42,703		18.784		7.850		69,337
Moncton East / Moncton-Est	Hon B Lord		42,703		18,784		7,830		61.487
Moncton North / Moncton-Nord	M. Murphy		42,703		18,784		2,800		64.287
Moncton South / Moncton-Sud	Hon J. MacApline-Stiles		42,703		18,784		2,800		
Nepisiquit	F. Brace		42,703		18,784		4.700		61,487 66,187

#### Legislative Assembly / Assemblée législative

## PAYMENTS TO MEMBERS FOR SALARY AND ALLOWANCES - Continued / PAIEMENTS AUX DÉPUTÉS POUR TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS - Suite

Constituency / Circonscription	Name / Nom	Inc. In	Annual lemnity / demnité nnuelle	All	xpense lowance / emnité de épenses	S	mmittee alary / nitement or comité	Allow	al Salary & ances / Total itements et deminités
New Maryland	Hun, K. Ashfield	s	42,703	\$	18,784	\$		\$	61,487
Nigadoo-Chaleur	R Hachć		42.703		18,784		4,000		65,487
Oromocto-Gagetown	Hon. J. Carr		42,703		18,784		5,450		66,937
Petitcodiac	W. Stiles		42,703		18,784		9,550		71,037
Restigouche West / Restigouche-Ouest	B Paulin		42,703		18,784		2,400		63,887
Riverview	Hon. B. Fisch		42,703		18,784		_		61,487
Rogersville - Kouchibouguac	Hon R.M. Pomer		42,703		18,784		sen		61,487
Saint John Portland	Hon. T. Holder		42,703		18,784		1,400		62,887
Saint John - Champlain	R MacIntyre		42,703		18,784		3,000		64,487
Saint John - Kings	M.A. Blaney		42,703		18,784		1,000		62,487
Saint John Fundy	S Jamieson		42,703		18,784		3,600		65,087
Saint John Harbour / Havre Saint Jean	Dr. E. Doherty		15,603		9.584				25,187
Saint John Harbour / Havre Saint Jean	E Weir		23,651		7.986		3,000		34,637
Saint John Lancaster	A LeBlanc		42,703		18,784		2,800		64,287
Shediac - Cap-Pelé	V Boudreau		42,703		18,784		4,000		65,487
Southwest-Miramichi / Miramichi - Sud-Ouest	R Brewer		42,703		18,784		1.600		63,087
Tentremer	P. Mesheau		42,703		18,784		800		62,287
Tracadie - Sheila	E. Robichaud		42,703		18.784		1,600		63,087
Victoria-Tobique	L. Kennedy		42,703		18,784				61,487
Western Charlotte / Charlotte-Ouest	T Huntjens		42,703		18,784		6,000		67,487
Woodstock	Hon D. Alward		42,703		18,784				61,487
York / York	S. Targett		42,703		18,784				61,487
		\$	2,345,216	3	1,031,906	5	124,750		3,501,872

Hon. B. Harrison - Expenses & Allowance, Speaker / Dépenses et indemnité, président

T. Holder - Expense Allowance, Deputy Speaker / Indemnité de dépenses, vice-président

C. LeBlanc - Expense Allowance, Deputy Speaker / Indemnité de dépenses, vice-président

Allowance - Office expenses, Leader of the Opposition - Liberal Party / Allocation, dépenses de bureau - Chef de l'opposition - Party libéral

Allowance - Office expenses, Leader of the New Democratic Party / Allocation, dépenses de bureau - Chef du Nouveau Parti democratique

1.800

-161

APPENDIX A-12

2006

2007

\$43955.23

\$45347.29

\$58870

60735.03

N.B. MLAs' Salary History, 1979 to date Leader of the Minister's Minister w/o Deputy % change Member's Premier Portfolio Speaker Indemnity Opposition Salary \$25000 \$16000 \$16000 \$10000 N/A 1979 \$14015 1980 \$20000 \$25000 \$16000 \$10000 N/A \$32625 \$24,469 1990 \$35807 \$35807 See note 1991 \$35807 \$32625 \$24469 See note \$48936 1992 \$35807 \$47957 \$31972 \$23980 See note \$23980 1993 \$35807 \$47957 \$31972 See note 1994 \$31972 \$23980 \$35807 \$47957 See note \$23932.04 \$7418.93 1995 \$35735.08 \$47861.09 \$31908.06 -0.2% 1996 \$36485.51 \$48866.17 \$32578.13 \$23434.61 \$7574.73 2.1% \$7597.45 1997 \$36594.97 \$49012.77 \$32675.86 \$24507.92 0.3% 1998 \$33394.73 \$25047.09 \$7764.59 2.2% \$37400.06 \$50091.05 1999 \$33595.10 \$37624.46 \$50391.6 \$33595.1 \$25197.37 \$7811.18 0.6% 2000 \$38075.95 \$50996.3 \$33998.24 \$33998.24 \$25499 \$7904.91 1.2% Jan-June \$38456.71 \$34338.22 \$34338.22 \$25754.74 \$7983.96 1.0% \$51506.26 2001 July-Dec \$38648.99 \$51763.79 \$34509.91 \$34509.91 \$25883.51 \$8023.88 0.5% 2001 2002 \$39550.8 \$52971.61 \$35315.14 \$35315.14 \$26487.46 \$8211 2.333% 2003 \$40565.95 \$54331.23 \$36221.57 \$36221.57 \$27167.31 \$8421.85 2.567% 2004 \$41580.1 \$37127.11 \$37127.11 \$27846.49 \$8632.4 2.50% \$55689.51 2005 \$42702.76 \$57193.13 \$38129.54 \$38129.54 \$28598.35 \$8865.47 2.70%

\$40490.86 Note: Indemnity frozen at 1989 level from 1990-1994; 1981-1989 - information not readily available

\$39247.88

\$39247.88

\$40490.86

\$29437.14

\$30369.41

\$9125.51

\$9414.51

2.93%

3.167%

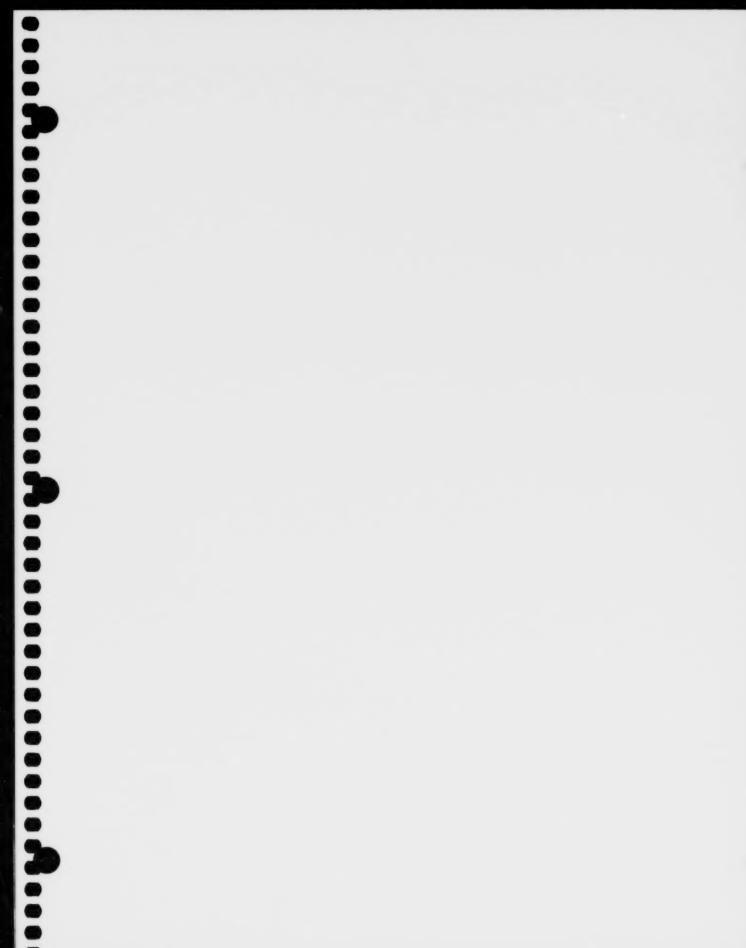
ANNEXE A-12

Rémunération des députés provinciaux du Nouveau-Brunswick depuis 1979 % de Ministre Vice-Année Indemnité Premier Chef de Traitement présidence changement l'opposition du ministre sans parlementaire ministre portfeuille l'Assemblée 10 000,00 \$ S.O. 14 015,00 \$ 25 000,00 \$ 16 000,00 \$ 16 000,00 \$ 1979 S.O. 1980 20 000,00 \$ 25 000,00 \$ 16 000,00 \$ 10 000,00 \$ 32 625.00 \$ 24 469,00 \$ Voir note 1990 35 807.00 \$ 35 807,00 \$ 24 469,00 \$ Voir note 32 625,00 \$ 48 936,00 \$ 1991 35 807,00 \$ 23 980,00 \$ Voir note 47 957,00 \$ 31 972,00 \$ 1992 35 807,00 \$ 1993 35 807,00 \$ 47 957.00 \$ 31 972,00 \$ 23 980,00 \$ Voir note 31 972,00 \$ 23 980,00 \$ Voir note 47 957,00 \$ 1994 35 807,00 \$ 31 908,06 \$ 23 932,04 \$ 7 418,93 \$ -0.2% 35 735,08 \$ 47 861,09 \$ 1995 7 574,73 \$ 2.1 % 1996 36 485.51 \$ 48 866,17 \$ 32 578,13 \$ 23 434,61 \$ 0.3 % 1997 36 594,97 \$ 49 012,77 \$ 32 675,86 \$ 24 507,92 \$ 7 597,45 \$ 25 047,09 \$ 7 764,59 \$ 2,2% 33 394,73 \$ 1998 37 400,06 \$ 50 091,05 \$ 33 595,10 \$ 25 197,37 \$ 7811,18\$ 0,6% 50 391,60 \$ 33 595,10 \$ 1999 37 624,46 \$ 25 499,00 \$ 7 904,91 \$ 1,2% 2000 38 075,95 \$ 50 996.30 \$ 33 998,24 \$ 33 998,24 \$ 25 754,74 \$ 7 983,96 \$ 1,0% 38 456,71 \$ 51 506,26 \$ 34 338,22 \$ 34 338,22 \$ janv.juin 2001 0.5% 25 883,51 \$ 8 023,88 \$ juillet-38 648,99 \$ 51 763,79 \$ 34 509,91 \$ 34 509,91 \$ déc. 2001 2,333 % 39 550,80 \$ 35 315,14 \$ 35 315,14 \$ 26 487,46 \$ 8 211,00 \$ 2002 52 971,61 \$ 8 421,85 \$ 2,567 % 2003 40 565,95 \$ 54 331,23 \$ 36 221 57 \$ 36 221,57 \$ 27 167,31 \$ 37 127,11 \$ 27 846,49 \$ 8 632,40 \$ 2,50 % 55 689,51 \$ 37 127,11 \$ 2004 41 580,10 \$ 8 865,47 \$ 2,70 % 2005 57 193,13 \$ 38 129,54 \$ 38 129,54 \$ 28 598,35 \$ 42 702,76 \$ 9 125,51 \$ 2,93 % 39 247,88 \$ 29 437,14 \$ 2006 43 955,23 \$ 58 870,00 \$ 39 247,88 \$ 40 490,86\$ 30 369,41 \$ 9414,51\$ 3,167% 60 735,03 \$ 40 490,86 \$ 2007 45 347,29 \$

Note: les renseignements pour 1981-1989 ne sont pas facilement accessibles.

<sup>\*</sup> De 1990 à 1994, indemnité bloquée au niveau de 1989.







Legislators' Incomes across Canada

Role	NL	PEI	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YK
Basic Indemnity	92580	62500	81805	45347.29	82073	113100	74982	66113	49836	98000	67543	91199	38985
Non- Taxable Allowance (NTA)	None	None	None	22534.44	14467	None	None	5535	24918	None	1000	6,988 within commuting distance of capital; 10,797 if not	17,019 for Whitehorse MLAs; 19,492 for rural MLAs
Total (Basic Indemnity + NTA)	92580	62500	81805	67881.73	96540	113100	74982	71648	74754	98000	68543	98,187 within commuting distance, 101,996 if not	56,004 for Whitehorse MLAs; 58,477 for rural MLAs
Equivalent Value of NTA grossed up to Taxable Income	N/A	N/A	N/A	36438.19	28934	N/A	N/A	8515.39	38934.38	N/A	1449.28	10,750.77 or 16,610.77 depending on location of riding	25,569.41 or 29,284.86 depending on location of riding
Total (Basic Indemnity and any grossed up amount)	92580	62500	81805	81785.48	111007	113100	74982	74628.38	88770.38	98000	68992.28	101,949.76 or 107,809.76 depending on location of riding	64,554.41 or 68,269.86 depending on location of riding
Premier	70300	68500	83682.4	60735.03	86177	89688	49527	59718	77784	88200	70097	68602	7824
Minister with Portfolio	50968	43700	44963.06	40490.86	61555	47841	30957	41804	61140	49000	64550	48275	21147

1			
S	ž	į	
Ç	Ť	į	

Role	NL	PEI	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YK
Minister without Portfolio	50968	N/A	44963.06	30369.41	N/A	21715	24765	41804	27156	34300	64500	N/A	N/A
Speaker	50968	36800	44963.06	30369.41	61555	35287	30957	35830	61140	49000	39005	31760	7049
Deputy Speaker	25482	18400	22481.53	9,414.51 + NTA \$250	28726	16739	8670	12218	30588	34300	6877	6352	5287
Assistant Deputy Speaker	12741	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	34300	N/A	N/A	5,287; also paid indemnity/ expense allowance
Leader of the Opposition	50968	43700	44963.06	40490.86	61555	62431	30957	41804	61140	49000	N/A	N/A	21147
Deputy Leader of the Opposition	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	12218	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Leader of a Recognized Party	17832	16034	22481.53	12000	28726	40377	24765	20902	27156	24500	N/A	N/A	4229
Government House Leader	N/A	11800	10000	N/A	N/A	N/A	8670	12218	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Deputy Government House Leader	N/A	N/A	N/A	N/A	20518	N/A	N/A	6109	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Opposition House Leader	25482	4150	10000	N/A	28726	20697	6193	12218	13008	19600	N/A	N/A	N/A
Deputy Opposition House Leader	17397	N/A	N/A	N/A	16415	10179	N/A	6109	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

Deputy Third Party House Leader	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	9274	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Government Whip	12741	3500	5000	9414.51	28726	20697	6193	12218	10404	19600	N/A	N/A	N/A
Government Deputy Whip	N/A	N/A	N/A	N/A	16415	14138	N/A	6109	7788	14700	N/A	N/A	N/A
Official Opposition Whip	12741	3500	5000	4707.26	24622	15834	4956	12218	7778	19600	N/A	N/A	N/A
Opposition Deputy Whip	N/A	N/A	N/A	N/A	16415	N/A	N/A	6109	6492	14700	N/A	N/A	N/A
Recognized Party Whip	N/A	N/A	5000	500	16415	N/A	N/A	6109	6492	9800	N/A	N/A	N/A
Government Caucus Chair	12741	N/A	10000	N/A	20518	14138	5338	N/A	N/A	19600	2329	2814	N/A
Opposition Caucus Chair	12741	N/A	10000	N/A	18466	14138	5338	N/A	N/A	19600	2329	N/A	N/A

N/A

3718

N/A

12218

N/A

N/A

MB

4956

NB

N/A

Role

Leader

Recognized Party House NL

N/A

N/A

25484

N/A

N/A

10000

N/A

N/A

N/A

N/A

N/A

12780

N/A

Caucus Chair

of Recognized Party

Legislative/

Parliamentary Secretary PEI

N/A

NS

10000

QC

N/A

ON

17644

SK

6109

AB

6492

BC

9800

9800

14700

N/A

N/A

N/A

N/A

N/A

N/A

NU

N/A

NT

N/A

YK

N/A

Role	NL	PEI	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YK
Parliamentary Assistant	25484	N/A	N/A	N/A	16415	16173	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Northern Allowance	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	12,000 to 28,000; taxable; depends on where MLA lives	NTA amount doubles as Northern Allowance	NTA amount doubles as Northern Allowance

-169

ANNEXE A-13 Revenu des législateurs et législatrices au Canada

	TNL.	1PÉ.	NÉ	NB.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	СВ.	Nt	T.NO.	Yn
ndemnité	92 580.00 S					113 100,00 \$	74 982,00 S	66 113,00 S	49 836,00 S	98 000,00 \$	67 543,00 \$	91 199,00 \$	38 985,00 \$
parlementaire	92 380,00 3	02 300,00 3	01 003,00 3	45 541,27 5	02.012,000								12010006
ndemnité de fonction non mposable IFNI)	-	-	-	22 534,44 <b>S</b>	14 467,00 \$	-	-	5 535,00 <b>\$</b>	24 918,00 S	_	1 000,00 S	6 988,00 \$ dans un rayon de migration journalière de la capitale, sinon 10 797,00 \$	pour les députés de Whitehorse 19 492,00 \$ pour ceux des régions rurales
Total (indemnité parlementaire + IFNI)	92 580,00 \$	62 500,00 \$	81 805,00 S	67 881,73 \$	96 540,00 \$	113 100,00 <b>S</b>	74 982,00 S	71 648,00 \$	74 754,00 S	98 000,000 \$	68 543,00 \$	98 187,00 \$ dans un rayon de migration; journalière sinon, 101 996,00 \$	56 004,00 \$ pour les députés de Whitehorse; 58 477,00 \$ pour ceux des régions rurales
Valeur équivalente de l'IFNI calculée en chiffres brutes du revesu imposable	S. O.	S. O.	S. O.	36 438,19 \$	28 934,00 \$	S. O.	S. O.	8 515,39 \$	38 934,38 S	S. O.	1 449,28 \$	10 750,77 \$ ou 16 610,77 \$ selon la situation géographique de la circonscription	25 569,41 \$ ou 29 284,86 \$ selon la situation géographique de la circonscriptior
Total (indemnité parlementaire et tout montant calculé en chiffres brutes)	92 580,00 \$	62 500,00 \$	8 1805,00 \$	81 785,48 \$	111 007,00 \$	113 100,00 S	74 982,00 S	74 628,38 S	88 770,38 \$	98 000,00 S	68 992,28 \$	101 949,76 \$ ou 107 809,76 \$ selon la situation géographique de la circonscription	64 554,41 S ou 68 269,86 S selon la situation géographique de la circonscriptio
Premier ministre						89 688,00 \$					70 097,00 \$		7 824,00 \$
Ministre avec portefeuille	50 968,00 \$	43 700,00 \$	44 963,06 \$	40 490,86 \$	61 555,00 5	47 841, 00 \$							21 147,00 \$
Ministre sans portefeuille	50 968,00 \$			30 369,41 \$						34 300,00 \$			S. O.
Présidence de l'Assemblée	50 968,00 \$	36 800,00 \$	44 963,06 \$	30 369,41 5	61 555,00	35 287,00 5	30 957,00 5	35 830,00 5	61 140,00 5	49 000,00 S	39 005,00 \$	31 760,00 \$	7 049,00 \$

..........

	TNL.	L-PÉ.	NÈ	NB.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	СВ.	Nt	T.NO.	Yn
Vice- présidence de l'Assemblée	25 482,00 \$	18 400,00 \$	22 481,53 \$	9 414,51 \$ +IFNI 250,00 \$		16 739,00 \$	8 670,00 \$	12 218,00 \$	30 588,00 \$	34 300,00 S	6 877,00 S	6 352,00 \$	5 287,00 \$
Vice- présidence adjointe de l'Assemblée	12 741,00 S		S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	5 287,00 \$, + indemnité additionnelle or de mandat
Chef de l'opposition	50 968,00 \$	43 700,00 S	44 963,06 \$	40 490,86 \$	61 555,00 \$	62 431,00 S	30 957,00 \$	41 804,00 \$	61 140,00 \$	49 000,00 S	S. O.	S. O.	21 147,00 \$
Chef adjoint de l'opposition	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	12 218,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.
Chef d'un parti reconnu	17 832,00 \$	16 034,00 S	22 481,53 S	12 000,00 \$	28 726,00 \$	40 377,00 \$	24 765,00 \$	20 902,00 \$	27 156,00 S	24 500,00 S	S. O.	S. O.	4 229,00 S
Leader parlementaire du gouvernement	S. O.	11 800,00 \$	10 000,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	8 670,00 \$	12 218,00 \$	S. O.	S.O.	S. O.	S. O.	S. O.
Leader parlementaire adjoint du gouvernement	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	20 518,00 \$	S. O.	S. O.	6 109,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.
Leader parlementaire de l'opposition	-82,00 \$	4 150,00 \$	10 000,000 \$	S. O.	28 726,00 \$	20 697,00 \$	6 193,00 \$	12 218,00 \$	13 008,00 S	19 600,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.
Leader parlementaire adjoint de l'opposition	17 397,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	16 415,00 \$	10 179,00 \$	S. O.	6 109,00 \$	S. O.	S.O.	S. O.	S. O.	S. O.
Leader parlementaire d'un parti reconnu	S. O.	S. O.	10 000,00 \$	S. O.	S. O.	17 644,00 \$	4 956,00 \$	6 109,00 \$	6 492,00 S	9 800,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.
Leader parlementaire adjoint d'un tiers parti	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	9 274,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.
Whip du gouvernement	12 741,00 S	3 500,00 \$	5 000,00 S	9 414,51 \$	28 726,00 S	20 697,00 \$	6 193,00 S	12 218,00 S	10 404,00 \$	19 600,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.
Whip adjoint du gouvernement	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	16 415,00 \$	14 138,00 \$	S. O.	6 109,00 \$	7 788,00 S	14 700,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.
Whip de l'opposition officielle	12 741,00 \$	3 500,00 S	5 000,00 \$	4 707,26 \$	24 622,00 \$	15 834,00 S	4 956,00 \$	12 218,00 \$	7 778,00 S	19 600,00 S	S. O.	S. O.	S. O.
Whip adjoint de l'opposition	S. O.	S, O.	S. O.	S. O.	16 415,00 \$	S. O.	S. O.	6 109,00 \$	6 492,00 \$	14 700,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.

		100	NÈ	NB.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	CB.	Nt	T.NO.	Yn
	TNL.	L-PÉ.					S. O.	6 109,00 \$	6 492,00 S	9 800,00 \$	S. O.	S. O.	S.O.
Whip d'un parti reconnu	S. O.	S. O.	5 000,00 \$	500,00 \$	16 415,00 \$	S. O.	5. 0.					2011006	S. O.
Présidence du caucus du	12 741,00 \$	S. O.	10 000,00 \$	S. O.	20 518,00 \$	14 138,00 \$	5 338,00 \$	S. O.	S. O.	19 600,00 S	2 329,00 \$	2 814,00 \$	
gouvernement Présidence du caucus de	12 741,00 S	S. O.	10 000,00 \$	S. O.	18 466,00 \$	14 138,00 S	5 338,00 \$	S. O.	S. O.	19 600,00 \$	2 329,00 \$	S. O.	S. O.
l'opposition Présidence du	S. O.	S. O.	10 000,00 \$	S. O.	S. O.	12 780,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	9 800,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.
caucus d'un parti reconnu							2 719 00 6	12 218,00 S	S. O.	14 700,00 S	S. O.	S. O.	S. O.
Secrétaire parlementaire	25 484,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	3 718,00 \$				S. O.	S. O.	S. O.
Adjoint ou adjointe	25 484,00 \$	S. O.	S. O.	S. O.	16 415,00 \$	16 173,00 S	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.			
parlementaire Indemnité de vie dans le Nord	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S.O.	S. O.	S. O.	S. O.	12 000,00 \$ ā 28 000,00 \$; imposables; selon le lieu de résidence	IFNI tient lieu d'indemnité de vie dans le Nord	IFNI tient lieu d'indemnité de vie dans le Nord

## -172-

#### APPENDIX A-14 Media References to the Commission

## N.B. commission may update MLA pay scale

Last Updated: Wednesday, August 8, 2007 | 11:34 AM AT CBC News

A special commission is reviewing the pay scale and perks for New Brunswick's top legislators, the first such review in decades.

MLA salaries and their pensions are being examined, and the compensation model may change based on the report from the independent commission led by provincial Conflict of Interest Commissioner Patrick Ryan.

The base pay for a New Brunswick MLA is \$45,000, plus a \$22,000 non-taxable allowance.

Ryan is asking MLAs about how their jobs have changed since 1980, the last time such a review took place.

"The amount of time they spend in sessions, the amount of time they spend in committees, the amount of time they spend travelling, the amount of time that they're doing work in their constituencies," Ryan said.

One possible change could be the elimination of the tax-free allowance, which would be lumped into the base salary, and adjusted for tax.

According to the Canadian Taxpayers Federation, that works out to about \$82,000.

John Williamson, the federation's national director, says that would be a step in the right direction.

"If that's the thing the provincial review board is going to look at, we applied that because it would bring transparency and accountability to this process and structure."

The commission is asking for public input through newspaper ads and the commission's website

Ryan's report will be presented to the legislature in the next session

#### ANNEXE A-14 La commission dans les médias

Une commission du Nouveau-Brunswick pourrait mettre à jour l'échelle salariale des députés

Dernière mise à jour : le mercredi 8 août 2007 à 11 h 34, heure de l'Atlantique CBC News

Une commission spéciale examine l'échelle salariale et les avantages accessoires des députés du Nouveau-Brunswick pour la première fois depuis des décennies.

La rémunération et les pensions des députés font l'objet de l'examen, et le modèle de rémunération sera peut-être modifié pour donner suite au rapport de la commission indépendante dirigée par Patrick Ryan, le commissaire aux conflits d'intérêts de la province.

Les députés provinciaux du Nouveau-Brunswick reçoivent une indemnité parlementaire de 45 000 \$, ainsi qu'une indemnité de fonction non imposable de 22 000 \$.

M. Ryan interroge les députés sur les façons dont leurs fonctions ont changé depuis 1980, année du dernier examen.

«Je me penche sur le temps que les députés consacrent aux séances de la Chambre, aux réunions de comités, aux déplacements et au travail dans leur circonscription », a dit M. Ryan.

Un changement possible est l'abolition de l'indemnité de fonction non imposable, qui serait ajoutée à l'indemnité parlementaire et rajustée pour fins d'impôt.

Selon la Canadian Taxpayers Federation, il s'agit d'une rémunération se chiffrant à environ 82 000 \$.

Selon John Williamson, directeur national de la fédération, ce serait un pas dans la bonne direction.

«Si c'est ce qu'envisage la commission provinciale d'examen, nous l'applaudissons, car une telle mesure assurerait la transparence et la reddition de comptes en ce qui concerne le processus et la structure en question.

La commission consulte le public au moyen d'annonces publiées dans les journaux et d'un questionnaire affiché sur son site Web. [Traduction.]

#### Telegraph-Journal, A-2, September 18, 2007

#### Critic Questions MLA Salary Figure

#### Jesse Robichaud - CanadaEast News Service

New Brunswickers are being misled to believe the province's elected politicians are underpaid compared to their counterparts in other provinces, a critic says.

The province's MLA Compensation Review Commission is asking for written submissions relating to MLAs salaries, expenses and allowances until Sept. 30. But John Williamson of the Canadian Taxpayers Federation says the public isn't seeing the whole picture.

The call for submissions issued by the commission includes a questionnaire that states New Brunswick MLAs receive a salary of \$45,347.29, while their Nova Scotian counterparts receive \$81,805 per year.

However, that analysis discounts the fact New Brunswick politicians receive a non-taxeable allowance of \$22,674, which has a real value of \$36,902 once taxed. That means New Brunswick MLAs receive a total of \$82,249 before taxes, which is slightly more than MLAs in their neighbouring province, Williamson said.

"The commission has downplayed this portion, leaving the impression that New Brunswick lawmakers are underpaid compared to their counterparts across the border," says Williamson.

"There is no way this debate should be used as an excuse to suggest New Brunswick MLAs are underpaid compared to Nova Scotia, that is simply not true."

The commission, which is headed by retired Court of Appeal Justice Patrick A.A. Ryan was created on the basis that being a member of the provincial legislature is no longer a part-time endeavour, but a full-time job. The fact that MLAs have not received a substantial pay hike other than adjustments to account for inflation, since 1980, is also cited as a reason that prompted the commission.

Ryan was unavailable for comment Monday.

The public is invited to weigh in on whether they feel the compensation of MLAs is done in a sufficiently transparent manner and whether the structure of pensions should move from a model that is subsidized by taxpayers to an RRSP model. The commission

#### Telegraph-Journal, A-2, le 18 septembre 2007

#### La rémunération des députés sous la loupe

#### Jesse Robichaud - CanadaEast News Service

Les gens du Nouveau-Brunswick sont menés à tort à croire que leurs élus sont moins bien rémunérés que leurs homologues d'autres provinces, affirme un critique.

Les membres du public sont invités à présenter à la Commission d'examen de la rémunération parlementaire de la province un mémoire relatif à la rémunération, aux dépenses et aux indemnités des députés et ils ont jusqu'au 30 septembre pour le faire. Toutefois, John Williamson, de la Canadian Taxpayers Federation, dit que le public n'a qu'une vue partielle de l'ensemble.

En plus de l'appel de mémoires lancé par la commission, un questionnaire à l'intention du public indique que la rémunération des députés du Nouveau-Brunswick se chiffre à 45 347,29 \$, tandis que celle de leurs homologues néo-écossais se chiffre à 81 805 \$ par année.

Toutefois, ajoute M. Williamson, cette analyse omet le fait que les personnalités politiques du Nouveau-Brunswick reçoivent une indemnité de fonction non imposable de 22 674 \$, dont la valeur réelle brute serait de 36 902 \$. Cela signifie que les députés du Nouveau-Brunswick reçoivent une rémunération globale dont la valeur brute serait de 82 249 \$, soit un peu plus que ce que reçoivent les députés de la province voisine.

«La commission a minimisé l'importance de cet aspect, donnant ainsi l'impression que les législateurs du Nouveau-Brunswick sont sous-payés par rapport à leurs homologues de l'autre côté de la frontière », affirme M. Williamson.

« Le débat ne devrait carrément pas servir de prétexte pour laisser entendre que les députés du Nouveau-Brunswick sont sous-payés par rapport à ceux de la Nouvelle-Écosse, car ce n'est tout simplement pas vrai. »

La création de la commission, qui est dirigée par Patrick A.A. Ryan, juge retraité de la Cour d'appel, est fondée sur le principe que la charge de député provincial ne constitue plus une fonction à temps partiel, mais bien une profession à temps plein. Un autre motif de la création de la commission est le fait que, outre l'indexation au coût de la vie, les députés n'ont pas reçu d'importante hausse salariale depuis 1980.

Le juge Ryan n'était pas disponible lundi pour répondre aux questions.

Le public est invité à donner son opinion à savoir s'il estime que le processus de rémunération parlementaire est suffisamment transparent et si le régime de pension subventionné par les contribuables devrait être remplacé par un régime du genre REER. is also looking at whether a pay increase could attract more qualified candidates to provincial politics, and whether the tax-free allocation should be abolished.

Williamson says he feels the debate is already being directed toward a pay increase he predicts could be as high as 20 per cent.

"It likely won't be a small adjustment to account for inflation," he said.

He has already sent the federation's brief condemning the tax- free allocation model as well as New Brunswick's current pension model, which he qualifies as "gold plated."

Pointing to decisions in Prince Edward Island and Newfoundland and Labrador to abolish tax-free allocations, Williamson says the practice is obsolete and lacks accountability.

Newfoundland and Labrador set its indemnity at \$92,580 as of July 1, 2007. Looking across the country, P.E.I pays its MLAs the least, at \$62,500, while Ontario pays its MLAs the most with \$110,775.

Manitoba and Saskatchewan, which have populations that hover slightly above and below one million people, pay their MLAs just above \$74,000.

"Taxpayers get fed up when law makers try to (justify) the tax- free portions. None of that money is used for travel, accommodations, food. New Brunswick MLAs have other budgets to cover those incidentals," he said.

Charles Cirtwill, the acting president of the Atlantic Institute for Market Studies, said it is important to review MLAs salaries as a factor in attracting strong candidates. But he notes that compensation must be viewed in a larger context.

"You get what you pay for. If you are trying to attract a certain person to the legislature it may well be that the salary is a motivating factor," he said, noting the call of public service draws more people to the process than money.

La commission cherche aussi à déterminer si une hausse salariale inciterait davantage de personnes qualifiées à s'engager en politique provinciale et si l'indemnité de fonction non imposable devrait être abolie.

M. Williamson dit que, selon lui, le débat tend déjà à favoriser une hausse salariale et prévoit que celle-ci pourrait friser les 20 %.

« Il ne s'agira probablement pas d'un petit rajustement pour contrer l'inflation », a-t-il précisé.

M. Williamson a déjà envoyé le mémoire préparé par la fédération, dans lequel sont critiqués l'indemnité de fonction non imposable ainsi que le régime actuel de pension du Nouveau-Brunswick, qu'il qualifie de « plaqué or ».

M. Williamson cite des décisions prises à l'Île-du-Prince-Édouard ainsi qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, qui visent à abolir les indemnités de fonction non imposables, et indique que ce modèle est désuet et dépourvu de l'obligation de rendre compte.

Terre-Neuve-et-Labrador a fixé son indemnité parlementaire à 92 580 \$ le 1<sup>ett</sup> juillet 2007. L'indemnité parlementaire de 62 500 \$ que verse l'Île-du-Prince-Édouard est la plus faible du pays, tandis que celle de 110 775 \$ que verse l'Ontario est la plus importante.

Le Manitoba et la Saskatchewan, qui comptent respectivement une population un peu supérieure et une population un peu inférieure à 1 million de personnes, versent une indemnité parlementaire d'un peu plus de 74 000 \$.

« Les contribuables s'énervent quand les législateurs essaient de justifier les parts non imposables. Cet argent ne sert aucunement à payer les déplacements, l'hébergement et les repas. Les députés provinciaux du Nouveau-Brunswick ont d'autres budgets pour couvrir ces frais accessoires », a expliqué M. Williamson.

Charles Cirtwill, président intérimaire du Atlantic Institute for Market Studies, a dit qu'il est important d'examiner la rémunération parlementaire comme facteur pour attirer de bonnes candidatures. Il constate toutefois qu'il faut situer la rémunération dans un contexte plus large.

« La qualité se paie. Si l'on essaie d'encourager une certaine personne à poser sa candidature à une charge parlementaire, la rémunération pourrait bien servir d'incitatif », de dire M. Cirtwill, qui a signalé que le désir de servir le public incite davantage de personnes à participer au processus que ne le fait l'argent. "The fact is that salaries are only going to be an incentive for a certain type of individual."

For instance, lifestyle changes are one of the major trade-offs considered by potential candidates, he said.

"It changes your lifestyle, gives you access to power, you are living in a fishbowl but you have more influence than the average citizen; so there are trade-offs."

Cirtwill is also of the opinion that an increase to MLA salaries will likely have the inflationary effect of raising salaries of ministers, the premier, deputy ministers, and the rest of the public service.

That possibility transforms the debate from a philosophical question to an actual pocket book issue.

The salary review process must stay as far away from the political sphere as possible for it to remain relevant, said Cirtwill.

Williamson said if a pay hike is recommended, it should not come into effect until after the next provincial election.

"That way today's MLAs are not seen as setting their own pay."

« Le fait est que la rémunération n'est un incitatif que pour un certain genre de personne. »

Par exemple, les changements dans le mode de vie sont un des principaux avantages dont tiennent compte les candidats éventuels, selon M. Cirtwill.

« Une charge publique change le mode de vie de la personne, lui donne accès au pouvoir, la fait vivre au vu et au su de tous mais lui permet d'exercer une influence plus grande que le commun des mortels ; il y a donc des avantages. »

M. Cirtwill estime aussi qu'une augmentation de l'indemnité parlementaire aura l'effet inflationniste de faire augmenter le traitement des ministres, du premier ministre provincial et des sous-ministres et les salaires dans les services publics.

Cette possibilité transforme le débat ; il ne s'agit plus d'une question de principe, car l'incidence financière serait réelle.

Pour que le processus d'examen de la rémunération demeure pertinent, il faut éviter dans la mesure du possible de le politiser, selon M. Cirtwill.

M. Williamson a dit que, si une augmentation salariale est recommandée, elle ne devrait prendre effet qu'après les prochaines élections provinciales.

« Ainsi, les gens n'estimeront pas que les députés actuels établissent leur propre rémunération. » [Traduction.]

## MLAs doing OK with their salaries

The New Brunswick MLA Compensation (ex ex-Californiasion is taking submissions reacting to whether the nietted members of our legislature ment a poy ruse and/or adjustments to my ruspenses and tax free allowances.

Diminating the tax free allowance ought to be the starting point of this pay review. Only if MLAs pay this on their full solaries will trey tray appreciate the results of their decisions to raise bases, approve boxer rate times and impose various other fees or taxes. It would put our politicians on the same, taxeble, ground as those they prive

We Say: MLAs should pay taxes on their full salaries, like every We have have no reasons for a pay hike and care of thus assess them, but it surely is not up the grounds that the MLAs haven's had a "sognificant" had a "sognificant" had a surely 1980 "their than according to the surely section of the surely

his member. If they are keeping up with intation, they to being well.

That make their specific proposition, there is all underlying precipie that should guide out oethers which provide a white that edition to the pay should be in about the middle of the pack of what is pain to MICAL in after provinces. And that suggestion a love of \$62,570 in Relief to 8 high of \$120,70 in Online, it is \$22,570 in Relief to 8 high of \$120,70 in Online, it is \$22,570 in Relief to 8 high of \$120,70 in Online, it is \$22,570 in Relief to 8 high of \$120,70 in Online, it is \$22,570 in Relief to 8 high of \$120,70 in Online, it is \$22,570 in Relief to \$100.

butting taken which we must are not a right provide the putting taken which we must are not account to the must be the putting the sense about?

Our MAA in well remuneration provide about your surface and are not account.

#### Times & Transcript, le 19 septembre 2007, p. D-8

#### Les députés sont assez bien rémunérés

La Commission d'examen de la rémunération parlementaire du Nouveau-Brunswick accepte des mémoires sur la question de savoir si nos députés provinciaux méritent une augmentation de leur indemnité parlementaire ou des rajustements de leurs indemnités de mandat ou de leur indemnité de fonction non imposable.

L'abolition de l'indemnité non imposable devrait être le point de départ de l'examen de la rémunération. C'est seulement si les députés doivent payer des impôts sur leur rémunération entière qu'ils se rendront vraiment compte des répercussions de leurs décisions d'augmenter les taxes et impôts, d'approuver des augmentations des tarifs d'énergie ou d'imposer d'autres droits ou taxes. Ainsi, nos personnalités politiques seraient imposés au même titre que les gens qu'ils servent.

Nous n'avons été informés d'aucune raison qui justifierait une hausse salariale et ne pouvons donc pas en évaluer, mais le fait que les députés n'ont reçu aucune augmentation importante depuis 1980, à part l'indexation au coût de la vie, ne la justifierait certainement pas. Si leur rémunération suit le rythme de l'inflation, les députés ne sont pas à plaindre.

Toutefois, nous devrions nous laisser guider par un principe fondamental plutôt que par des propositions précises: nous habitons une petite province aux ressources financières limitées, et, même si nos députés méritent une juste rémunération, celle-ci devrait se situer dans la moyenne des sommes versées aux autres députés provinciaux: de 62 500 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard à 110 775 \$ en Ontario. Au Nouveau-Brunswick, la rémunération actuelle de 82 249 \$ est raisonnable.

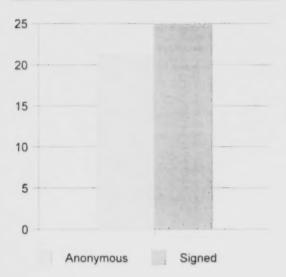
Un examen de la rémunération n'est donc ni une priorité absolue ni un dossier brûlant. En outre, nous devons poser la question suivante : Au fond, s'agit-il d'une question qui intéresse ou préoccupe la population? Nos députés sont bien rémunérés et ne sont manifestement pas traités inéquitablement par rapport aux députés des autres provinces. [Traduction.]

Citation mise en vedette : Selon nous, les députés devraient payer des impôts sur leur rémunération totale, comme tout le monde. [Traduction.]

## APPENDIX A-15 First Impression Responses to MLA Compensation Review

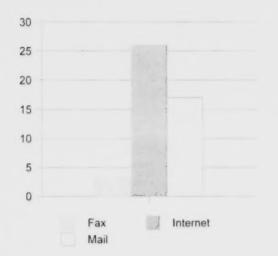
#### 1) Signed vs. Anonymous Responses

Anonymous	Signed	
21	25	



#### 2) Way by Which Responses Received

Fax	Internet	Mail	
3	26	17	

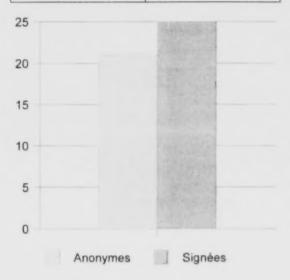


#### ANNEXE A-15

Premières impressions à l'égard de l'examen de la rémunération parlementaire

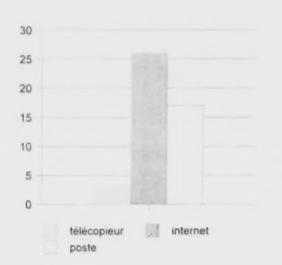
 Comparaison des réponses anonymes et des réponses signées

reponses sign	1663
Anonymes	Signées
21	25



#### 2) Acheminement des réponses

Télécopieur	Internet	Poste	
3	26	17	



#### 3) Responses to the Online Survey by Question Total Surveys Completed = 42

#### 3) Réponses au sondage en ligne par question Questionnaires remplis : 42

Question	Yes	No	Maybe	Should be same as Private Sector	Should be same as Civil Service	Did not comment
Question	Oui	Non	Peut-être	Comme dans le secteur privé	Comme dans la fonction publique	Aucun
Should members pay taxes on sums that are currently non-taxable?      Les parlementaires devraient-ils payer des impôts sur des sommes actuellement exonérées d'impôt?	30	11	0	0	0	1
2) Should New Brunswick's indemnities for members with additional responsibilities be in line with those of other provinces?  2) Les indemnités versées aux parlementaires ayant des responsabilités supplémentaires, devraient-elles être harmonisées avec les indemnités versées dans autres provinces?	19	21	2	0	0	0
3) Should discount for early drawing for members be reduced from 5% to 3%?  3) La réduction applicable aux parlementaires devraitelle passer de 5% à 3%?	12	18	1	2	4	5
4) Should re- establishment allowances be included?  4) Une allocation de réinstallation devrait-elle être incluse?	8	29	2	3	0	2
5) Should members be reimbursed for career counseling?  5) Les parlementaires devraient-ils se faire rembourser les frais d'orientation professionnelle?	11	28	3	0	0	0

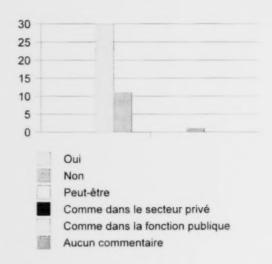
1) Should members pay taxes on sums that are currently non-taxable?



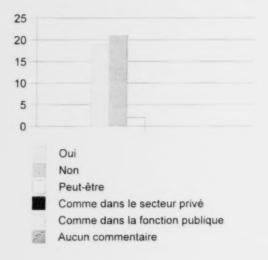
2) Should New Brunswick's indemnities for members with additional responsibilities be in line with those of other provinces?



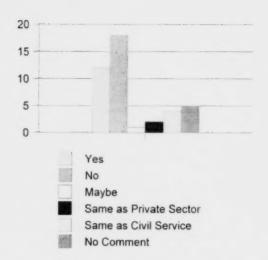
1) Les parlementaires devraient-ils payer des impôts sur des sommes actuellement exonérées d'impôt?



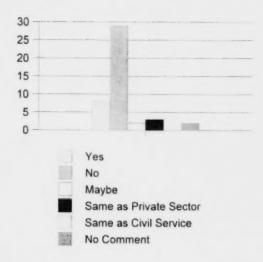
2) Les indemnités versées aux parlementaires ayant des responsabilités supplémentaires, devraient-elles être harmonisées avec les indemnités versées dans autres provinces?



### 3) Should discount for early drawing for members be reduced from 5% to 3%?



#### 4) Should re-establishment allowances be included?



## 3) La réduction applicable aux parlementaires devrait-elle passer de 5% à 3%?



#### 4) Une allocation de réinstallation devrait-elle être incluse?



5) Should members be reimbursed for career counseling?

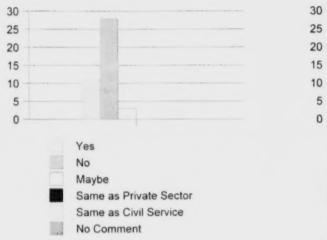
...

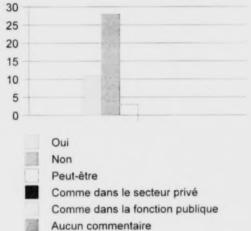
•

...

...

5) Les parlementaires devraient-ils se faire rembourser les frais d'orientation professionnelle?





APPENDIX A-16 Income in New Brunswick

Source:

**Statistics Canada Cansim Table 384-0013** 

Year	Percentage Change	Personal Income N.B. (\$)	Personal Income Canada (\$)	N.B. as a % of Canada
1985	N/A	11,932	15,395	77.5%
1986	8.8%	12,982	16,312	79.6%
1987	7.1%	13,900	17,305	80.3%
1988	8.1%	15,027	18,755	80.1%
1989	6.6%	16,015	20,025	80.0%
1990	6.1%	16,999	21,177	80.3%
1991	3.4%	17,582	21,595	81.4%
1992	3.1%	18,124	21,879	82.8%
1993	1.6%	18,423	22,072	83.5%
1994	2.1%	18,812	22,289	84.4%
1995	3.7%	19,511	22,937	85.1%
1996	1.03%	19,713	23,208	84.9%
1997	1.8%	20,077	23,924	83.9%
1998	5.0%	21,085	24,814	85.0%
1999	5.1%	22,150	25,755	86.0%
2000	4.8%	23,214	27,384	84.8%
2001	2.5%	23,803	28,254	84.2%
2002	2.5%	24,403	28,650	85.2%
2003	3.5%	25,248	29,438	85.8%
2004	4.0%	26,265	30,605	85,8%
2005	3.4%	27,161	31,819	85.4%
2006р	4.2%	28,302	33,345	84.9%

ANNEXE A-16 Revenu au Nouveau-Brunswick Source: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0013

Année	Variation en pourcentage	Revenu personnel NB. (S)	Revenu personnel Canada (\$)	NB. en pourcentage du Canada
1985	S. O.	11 932,00	15 395,00	77,50 %
1986	8,80 %	12 982,00	1631200	79,60 %
1987	7,10 %	13 900,00	17 305,00	80,30 %
1988	8,10 %	15 027,00	18 755,00	80,10 %
1989	6,60 %	16 015,00	20 025,00	80,00 %
1990	6,10 %	16 999,00	21 177,00	80,30 %
1991	3,40 %	17 582,00	21 595,00	81,40 %
1992	3,10 %	18 124,00	21 879,00	82,80 %
1993	1,60 %	18 423,00	22 072,00	83,50 %
1994	2,10 %	18 812,00	22 289,00	84,40 %
1995	3,70 %	19 511,00	22 937,00	85,10 %
1996	1,03 %	19 713,00	23 208,00	84,90 %
1997	1,80 %	20 077,00	23 924,00	83,90 %
1998	5,00 %	21 085,00	24 814,00	85,00 %
1999	5,10 %	22 150,00	25 755,00	86,00 %
2000	4,80 %	23 214,00	27 384,00	84,80 %
2001	2,50 %	23 803,00	28 254,00	84,20 %
2002	2,50 %	24 403,00	28 650,00	85,20 %
2003	3,50 %	25 248,00	29 438,00	85,80 %
2004	4,00 %	26 265,00	30 605,00	85,80 %
2005	3,40 %	27 161,00	31 819,00	85,40 %
2006р	4,20 %	28 302,00	33 345,00	84,90 %







APPENDIX A-17
N.B. MLAs' Salaries Juxtaposed with CPI/Real Income

Year	Member's Indemnity	CPI (2009 = 100)	Real Indemnity	Year	Real Personal Income per Capita
1979	14015	37.64	37236.93	1981	17265
1980	20000	41.48	48211.92	1982	17707
1990	35807	72.07	49683.92	1983	17602
1991	35807	76.74	46660.20	1984	18018
1992	35807	77.2	46383.44	1985	18301
1993	35807	78.21	45786	1986	19233
1994	35807	78.66	45519.49	1987	20029
1995	35735.08	79.85	44750.81	1988	20929
1996	36485.51	81.04	45019.41	1989	21297
1997	36594.97	82.51	44352.62	1990	21600
1998	37400.06	82.97	45078.22	1991	20981
1999	37624.46	84.34	44610.11	1992	21499
2000	38075.95	87.09	43721.28	1993	21573
2001 (Jan June)	38456.71	88.64	43382.98	1994	21900
2001 (July - Dec.)	38648.99	88.64	43599.89	1995	22375
2002	39550.8	91.58	43189.47	1996	22375
2003	40565.95	94.69	42841.41	1997	22283
2004	41580.1	96.06	43284.53	1998	23273
2005	42702.76	98.35	43418.45	1999	24050
2006	43955.23	100	43955.23	2000	24410
				2001	24590
				2002	24403
				2003	24418
				2004	25038
				2005	25290
				2006	25918

ANNEXE A-17 Indemnité parlementaire au Nouveau-Brunswick par rapport à l'IPC et à la valeur en dollars constants de 2006

Année	Indemnité parlementaire	IPC (2006=100 %)	Valeur en dollars constants de 2006	Année	Revenu personnel réel par habitant
1979	14 015,00 \$	37,64 %	37 236,93 \$	1981	17 265 S
1980	20 000,00 \$	41,48 %	48 211,92 \$	1982	17 707 S
1990	35 807,00 \$	72,07 %	49 683,92 \$	1983	17 602 \$
1991	35 807,00 \$	76,74 %	46 660,20 \$	1984	18 018 \$
1992	35 807,00 \$	77,20 %	46 383,44 S	1985	18 301 \$
1993	35 807,00 \$	78,21 %	45 786,00 \$	1986	19 233 \$
1994	35 807,00 S	78,66 %	45 519,49 \$	1987	20 029 \$
1995	35 735,08 \$	79,85 %	44 750,81 \$	1988	20 929 \$
1996	36 485,51 \$	81,04 %	45 019,41 \$	1989	21 297 \$
1997	36 594,97 \$	82,51 %	44 352,62 \$	1990	21 600 S
1998	37 400,06 S	82,97 %	45 078,22 \$	1991	20 981 \$
1999	37 624,46 \$	84,34 %	44 610,11 \$	1992	21 499 \$
2000	38 075,95 \$	87,09 %	43 721,28 \$	1993	21 573 \$
janv juin 2001	38 456,71 \$	88,64 %	43 382,98 \$	1994	21 900 S
juillet-déc. 2001	38 648,99 \$	88,64 %	43 599,89 \$	1995	22 375 \$
2002	39 550,80 \$	91,58 %	43 189,47 \$	1996	22 375 S
2003	40 565,95 \$	94,69 %	42 841,41 \$	1997	22 283 S
2004	41 580,10 \$	96,06 %	43 284,53 \$	1998	23 273 S
2005	42 702,76 \$	98,35 %	43 418,45 \$	1999	24 050 S
2006	43 955,23 \$	100,00 %	43 955,23 \$	2000	24 410 S
				2001	24 590 \$
				2002	24 403 S
				2003	24 418 S
				2004	25 038 S
				2005	25 290 S
				2006	25 918 \$

APPENDIX A-18 Ontario MPPs' Salaries as of April 1, 2007 (\$)

........................

MPP salaries - effective April 1, 2007	Base Pay	Additional	Accumulated Total
Premier	113,100	89,688	202,788
Ministers with Portfolio	113,100	47,841	160,941
Ministers without Portfolio	113,100	21,715	134,815
Parliamentary Assistants	113,100	16,173	129,273
The Speaker	113,100	35,287	148,387
Deputy Speaker and Chair of the Committee of the Whole House	113,100	16,739	129,839
Deputy Chairs of the Committee of the Whole House	113,100	12,328	125,428
Chairs of Standing and Select Committees	113,100	15,834	128,934
Vice-Chairs of Standing and Select Committees	113,100	9,048	122,148
Chief Government Whip	113,100	20,697	133,797
Deputy Government Whip	113,100	14,138	127,238
Each of not more than 3 Government Whips	113,100	10,179	123,279
Leader of Official Opposition	113,100	62,431	175,531
Leader of Party with recognized Membership of 8 or more in the Assembly	113,100	40,377	153,477
House Leader of Official Opposition	113,100	20,697	133,797
Deputy House Leader of Official Opposition	113,100	10,179	123,279
House Leader of Party with recognized Membership of 8 or more in the Assembly	113,100	17,644	130,744
Deputy House Leader of Party with recognized Membership of 8 or more in the Assembly	113,100	9,274	122,374
Chief Whip of Official Opposition	113,100	15,834	128,934
Each of not more than 2 Official Opposition Whips	113,100	10,179	123,279
Chief Whip of Party with recognized Membership of 8 or more in the Assembly	113,100	14,251	127,351
Whip of Party with recognized Membership of 8 or more in the Assembly	113,100	9,274	122,374
Government Caucus Chair	113,100	14,138	127,238
Official Opposition Caucus Chair	113,100	14,138	127,238
Caucus Chair of Party with recognized Membership of 8 or more in the Assembly	113,100	12,780	125,880
Members of the Legislative Assembly	113,100		

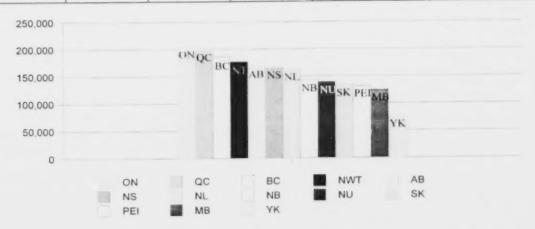
ANNEXE A-18

Rémunération des députés provinciaux au 1er avril 2007	Indemnité parlementaire	Indemnité additionnelle	Total
Premier ministre ou première ministre	113 100	89 688	202 788
Ministres avec portefeuille	113 100	47 841	160 941
Ministres sans portefeuille	113 100	21 715	134 815
Adjoints et adjointes parlementaires	113 100	16 173	129 273
Présidence de l'Assemblée	113 100	35 287	148 387
Vice-présidence de l'Assemblée et présidence du Comité plénier	113 100	16 739	129 839
Vice-présidences du Comité plénier	113 100	12 328	125 428
Présidences des comités permanents et des comités spéciaux	113 100	15 834	128 934
Vice-présidences des comités permanents et des comités spéciaux	113 100	9 048	122 148
Whip en chef du gouvernement	113 100	20 697	133 797
Whip adjoint du gouvernement	113 100	14 138	127 238
Whips du gouvernement, jusqu'à concurrence de trois	113 100	10 179	123 279
Chef de l'opposition officielle	113 100	62 431	175 531
Chef d'un parti comptant officiellement au moins huit députés	113 100	40 377	153 477
Leader parlementaire de l'opposition officielle	113 100	20 697	133 797
Leader parlementaire adjoint de l'opposition officielle	113 100	10 179	123 279
Leader parlementaire d'un parti comptant officiellement au moins huit députés	113 100	17 644	130 744
Leader parlementaire adjoint d'un parti comptant officiellement au moins huit députés	113 100	9 274	122 374
Whip en chef de l'opposition officielle	113 100	15 834	128 934
Whips de l'opposition officielle, jusqu'à concurrence de deux	113 100	10 179	123 279
Whip en chef d'un parti comptant officiellement au moins huit députés	113 100	14 251	127 351
Whip d'un parti comptant officiellement au moins huit députés	113 100	9 274	122 374
Présidence du caucus du gouvernement	113 100	14 138	127 238
Présidence du caucus de l'opposition officielle	113 100	14 138	127 238
Présidence du caucus d'un parti comptant officiellement au moins huit députés	113 100	12 780	125 880
Députés	113 100		

APPENDIX A-19 Premiers' Salaries Across Canada (\$)

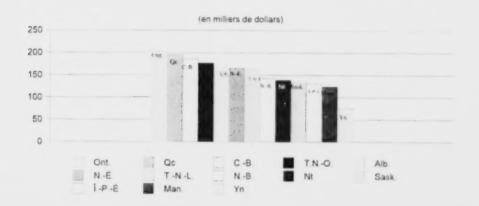
.

Province	Base Salary	Non-Taxable	Non-Taxable Amount Grossed Up to Taxable	Total of Base Salary and Grossed Up Non-Taxable Amount	Premier's Salary	Total Salary
NL	92580	None	N/A	92580	70300	162880
PEI	62500	None	N/A	62500	68500	131000
NS	81805	None	N/A	81805	83682.4	165487.75
NB	45347.29	22534.33	36438.19	81785.48	60735.03	142547.51
QC	82073	14467	28934	111007	86177	197184
ON	113100	None	N/A	113100	89688	202788
МВ	74982	None	N/A	74982	49527	124509
SK	66113	5535	8515.39	74628.38	59718	134346.38
AB	49836	24918	38934.38	88770.38	77784	166554.38
BC	98000	None	N/A	98000	88200	186200
NU	67543	1000	1449.28	68992.28	70097	139089.28
NWT	91199	6,988 or 10,797 depending on location of riding	10,750.77 or 16,610.77 depending on location of riding	101,949.76 or 107,809.76 depending on location of riding	68602	170,551.76 or 176,411.76 depending on location of riding
YK	38985	17,019 or 19,492 depending on location of riding	25,569.41 or 29,284.86 depending on location of riding	64,554.41 or 68,269.86 depending on location of riding	7824	72,378.41 or 76,093.86 depending on location of riding



ANNEXE A-19

Province	Indemnité parlementaire	Indemnité de fonction non imposable	Valeur brute de la part non imposable	Somme de l'indemnité parlementaire et de la valeur brute de la part non imposable	Traitement du premier ministre	Rémunération globale
TNL.	92 580,00 \$		S. O.	92 580,00 \$	70 300,00 \$	162 880,00 S
ÎPÉ	62 500,00 S	_	S. O.	62 500,00 <b>\$</b>	68 500,00 \$	131 000,00 \$
NÉ.	81 805,00 \$	_	S. O.	81 805,00 \$	83 682,40 S	165 487,75 S
NB.	45 347,29 \$	22 534,33 \$	36 465,19 \$	81 812,48 \$	60 735,03 \$	142 547,51 \$
Qc	82 073,00 S	14 467,00 \$	28 934,00 S	111 007,00 S	86 177,00 S	197 184,00 \$
Ont.	113 100,00 \$	-	S. O.	113 100,00 S	89 688,00 \$	202 788,00 S
Man.	74 982,00 S	-	S. O.	74 982,00 S	49 527,00 \$	124 509,00 S
Sask.	66 113,00 \$	5 535,00 \$	8 515,39 \$	74 628,38 \$	59 718,00 S	134 346,38 \$
Alb.	49 836,00 S	24 918,00 \$	38 934,38 \$	88 770,38 \$	77 784,00 S	166 554,38 \$
СВ.	98 000,00 \$	-	S. O.	98 000,00 \$	88 200,00 S	186 200,00 S
Nt	67 543,00 \$	1 000,00 \$	1 449,28 \$	68 992,28 S	70 097,00 S	139 089,28 \$
T. NO.	91 199,00 \$	6 988,00 \$ ou 10 797,00 \$ selon la situation géographique de la circonscription	10 750,77 \$ ou 16 610,77 \$ selon la situation géographique de la circonscription	101 949,76 \$ ou 107 809,76 \$ selon la situation géographique de la circonscription	68 602,00 S	170 551,76 S ou 176 411,76 S selon la situation géographique de la circonscription
Ya	38 985,00 S	17 019,00 \$ ou 19 492,00 \$ selon la situation géographique de la circonscription	25 569.41 S ou 29 284.86 S selon la situation géographique de la circonscription	64 554,41 \$ ou 68 269,86 \$ selon la situation géographique de la circonscription	7 824,00 \$	72 378,41 \$ ou 76 093,86 \$ selon la situation géographique de la circonscription



9.81ml-4	nortfolios	S C		· for # # # # # # # # # # # # # # # # # # #	( hataban	20	2007
Vimisters	portfolios	Delage	cammer	9.00 00 00 00 00	REPART OF THE PARTY OF	.91.	ZIMI

Minister	Portfolios
Hon. Shawn Graham	Premier President of Executive Council Minister of Wellness, Culture and Sport Minister of Intergovernmental Affairs Minister of Office of Self-Sufficiency Minister Responsible for Premier's Council on the Status of Disabled Persons
Hon. Thomas J. Burke, Q.C.	Minister of Justice and Consumer Affairs and Attorney General
Hon. John W. Foran	Minister of Public Safety and Solicitor General
Hon. Victor Boudreau	Minister of Finance Minister of Local Government Minister Responsible for New Brunswick Liquor Corporation Minister Responsible for New Brunswick Investment Management Corporation Minister Responsible for Lotteries Commission of New Brunswick
Hon. Roly MacIntyre	Minister of Supply and Services Minister Responsible for Regional Development Corporation
Hon. Denis Landry	Minister of Transportation
Hon. Donald Arseneault	Minister of Natural Resources
Hon. Jack Keir	Minister of Energy Minister Responsible for Efficiency N.B.
Hon. Ronald Ouellette	Minister of Agriculture and Aquaculture
Hon. Rick Doucet	Minister of Fisheries
Hon. Michael Murphy	Minister of Health
Hon. Carmel Robichaud	Minister of Family and Community Services Minister Responsible for Advisory Council on the Status of Women
Hon. Hédard Albert	Minister of Office of Human Resources Minister Responsible for la Francophonie
Hon. Edward Doherty	Minister of Post-Secondary Education, Training and Labour Minister Responsible for Aboriginal Affairs Secretariat
Hon. Kelly Lamrock	Minister of Education Minister Responsible for New Brunswick Advisory Council on Youth Minister Responsible for New Brunswick Provincial Capital Commission
Hon. Roland Haché	Minister of Environment
Hon. Greg Byrne	Minister of Business New Brunswick Minister Responsible for Service New Brunswick Minister Responsible for Population Growth Secretariat Minister Responsible for Communications New Brunswick Minister Responsible for Red Tape Reduction
Hon Stuart Jamieson	Minister of Tourism and Parks
Hon. Mary Schryer	Minister of State for Seniors and Housing

# ANNEXE A-20 Portefeuilles actuels du Conseil exécutif

Ministre	Portefeuilles	
L'hon. Shawn Graham	Premier ministre Président du Conseil exécutif Ministre du Mieux-être, de la Culture et du Sport Ministre des Affaires intergouvernementales Ministre responsable du Bureau de l'autosuffisance Ministre responsable du Conseil du Premier ministre sur la condition des personnes handicapées	
L'hon. Thomas J. Burke, c.r.	Ministre de la Justice et de la Consommation Procureur général	
L'hon. John W. Foran	Ministre de la Sécurité publique Solliciteur général	
L'hon. Victor Boudreau	Ministre des Finances Ministre des Gouvernements locaux Ministre responsable de la Société des alcools du Nouveau-Brunswick Ministre responsable de la Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick Ministre responsable de la Commission des loteries du Nouveau-Brunswick	
L'hon. Roly MacIntyre	Ministre de l'Approvisionnement et des Services Ministre responsable de la Société de développement régional	
L'hon. Denis Landry	Ministre des Transports	
L'hon. Donald Arseneault	Ministre des Ressources naturelles	
L'hon. Jack Keir	Ministre de l'Énergie Ministre responsable de l'Agence de l'efficacité et de la conservation énergétiques du Nouveau-Brunswick	
L'hon. Ronald Ouellette	Ministre de l'Agriculture et de l'Aquaculture	
L'hon. Rick Doucet	Ministre des Pêches	
L'hon. Michael Murphy	Ministre de la Santé	
L'hon. Carmel Robichaud	Ministre des Services familiaux et communautaires Ministre responsable du Conseil consultatif sur la condition de la femme	
L'hon. Hédard Albert	Ministre des Ressources humaines Ministre responsable de la Francophonie	
L'hon. Edward Doherty	Ministre de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail Ministre responsable du Secrétariat des Affaires autochtones	
L'hon. Kelly Lamrock	Ministre de l'Éducation Ministre responsable du Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick Ministre responsable de la Commission de la capitale provinciale du Nouveau-Brunswick	
L'hon. Roland Haché	Ministre de l'Environnement	
L'hon. Greg Byme	Ministre des Entreprises Nouveau-Brunswick Ministre responsable de Services Nouveau-Brunswick Ministre responsable du Secrétariat de la croissance démographique Ministre responsable de Communications Nouveau-Brunswick Ministre responsable de la réduction des formalités administratives	
L'hon. Stuart Jamieson	Ministre du Tourisme et des Parcs	
L'hon. Mary Schryer	Ministre d'État aux Aînés Ministre d'État à l'Habitation	

### Changes

New Ministers Following Cabinet Expansion October 31, 2007:

Hon. Eugene McGinley,

Minister of State for Seniors and Housing

Hon. Wally Stiles,

Minister of Office of Human Resources

# Shuffle:

Hon. Hédard Albert,

Minister of Wellness, Culture and Sport (Minister previous was Hon, Shawn Graham)

Hon. Carmel Robichaud.

Minister of Local Government

(Minister previous was Hon. Victor Boudreau)

Minister Responsible for Community Non-Profit Organizations (new portfolio)

Hon. Mary Schryer,

Minister of Family and Community

Services

(Minister previous was Hon. Carmel Robichaud)

Minister Responsible for the Advisory Council on the Status of Women

(Ministre Previous was Hon. Carmel Robichaud)

### Changements

Nouveaux ministres après l'expansion du Cabinet du 31 octobre 2007

L'hon. Eugene McGinley,

Ministre d'État aux Aînés et à l'Habitation

L'hon. Wally Stiles,

Ministre des Ressources humaines

### Ramaniement

L'hon. Hédard Albert

Ministre du Mieux-être, de la Culture et du Sport

(Ministre précédent : l'hon. Shawn Graham)

L'hon. Carmel Robichaud

Ministre des Gouvernements locaux

(Ministre précédent : l'hon. Victor Boudreau)

Ministre responsable des organismes communautaires sans but

lucratif

(nouveau portefeuille)

L'hon. Mary Schryer

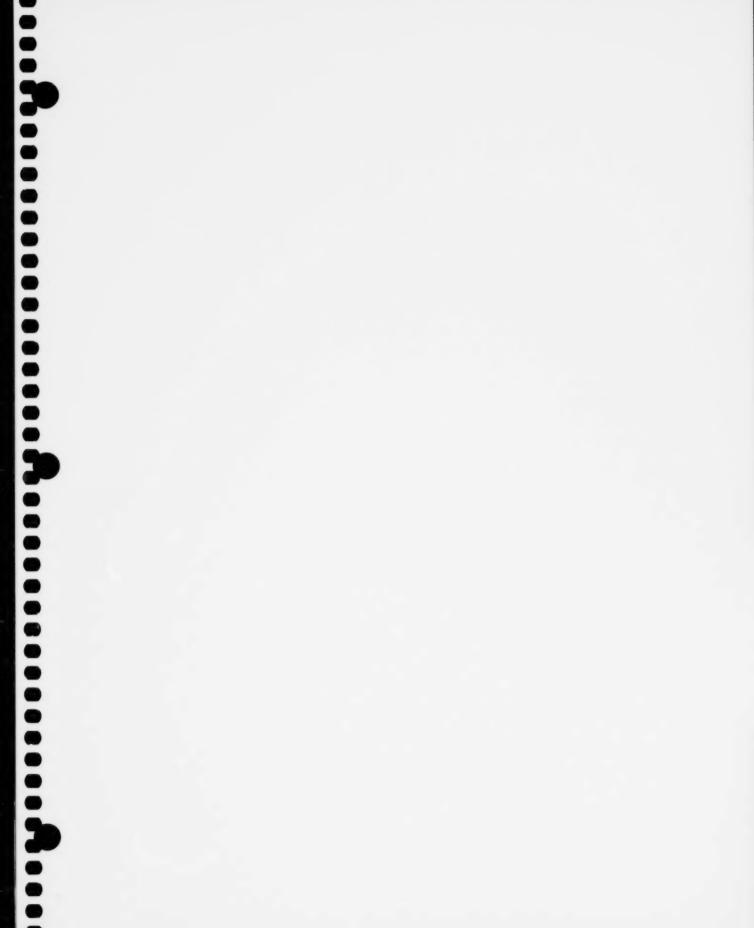
Ministre des Services familiaux et communautaires

Ministre responsable du Conseil consultatif sur la condition de la

femme

(Ministre précédente : l'hon. Carmel Robichaud)







APPENDIX A-21
Leaders of the Opposition who have Become Premier
(Note: From Premier Robichaud to Premier Graham, the dates of actual swearing-in have been used rather than election dates, due to a better availability of sources)

••••••••

•••••••

...

Name	Party	Dates as Leader of the Opposition before Becoming Premier	Approximate Time Spent as Leader of the Opposition	Dates as Premier	Approximate Time Spent as Premier
Andrew George Blair	Liberal; Conservative- Liberal	February 1879 to March 1883	4 years, 1 month	March 3, 1883 to July 17, 1896	13 years, 4 months, 14 days
John D. Hazen	Conservative	February 18, 1899 to March 24, 1908	9 years, 1 month, 6 days	March 24, 1908 to October 10, 1911	3 years, 6 months, 16 days
J.B.M. Baxter	Conservative	September 1920 to September 21, 1921	1 year	September 14, 1925 to May 19, 1931	5 years, 8 months, 5 days
Charles D. Richards	Conservative	September 1921 to August 10, 1925	3 years, 11 months	May 18, 1931 to June 2, 1933	2 years, 15 days
Allison Dysart	Liberal	March 1926 to July 16, 1935	9 years, 4 months	July 16, 1935 to March 13, 1940	4 years, 7 months, 26 days
Louis J. Robichaud	Liberal	October 1958 to July 12, 1960	1 year, 9 months	July 12, 1960 to November 12, 1970	10 years, 4 months
Richard Hatfield	Progressive Conservative	July 14, 1969 to November 12, 1970	1 year, 4 months, 29 days	November 12, 1970 to October 27, 1987	16 years, 11 months, 15 days
Raymond Frenette	Liberal	August 15, 1983 to March 4, 1985	1 year, 6 months, 17 days	October 14, 1997 to May 2, 1998	6 months, 18 days
Frank McKenna	Liberal	May 4, 1985 to October 27, 1987	2 years, 5 months, 23 days	October 27, 1987 to October 13, 1997	9 years, 11 months, 16 days
Bernard Lord	Progressive Conservative	November 4, 1998 to June 21, 1999	7 months, 17 days	June 21, 1999 to October 3, 2006	7 years, 3 months, 12 days
Shawn Graham	Liberal	May 12, 2002 to October 3, 2006	4 years, 4 months, 21 days	October 3, 2006 to present	11 months, 15 days (as of September 18, 2007)
11 Leaders of the Opposition	5 Conservatives, 5 Liberals, and 1 who sat as both	N/A	3.6 years on average	N/A	6.8 years on average

ANNEXE A-21 Chefs de l'opposition qui sont devenus premiers ministres au Nouveau-Brunswick

(Note: en raison des sources disponibles, du premier ministre Robichaud au premier ministre Graham, les dates

Nom	n, plutôt que celles d Parti	Mandat de chef de l'opposition	Durée approximative du mandat	Mandat de premier ministre	Durée approximative du mandat
Andrew George Blair	Libéral; libéral- conservateur	De février 1879 à mars 1883	4 ans, 1 mois	Du 3 mars 1883 au 17 juillet 1896	13 ans, 4 mois, 14 jours
John D. Hazen	Conservateur	Du 18 février 1899 au 24 mars 1908	9 ans, 1 mois, 6 jours	Du 24 mars 1908 au 10 octobre 1911	3 ans, 6 mois, 16 jours
J.B.M. Baxter	Conservateur	De septembre 1920 au 21 septembre 1921	1 an	Du 14 septembre 1925 au 19 mai 1931	5 ans, 8 mois, 5 jours
Charles D. Richards	Conservateur	De septembre 1921 au 10 août 1925	3 ans, 11 mois	Du 18 mai 1931 au 2 juin 1933	2 ans, 15 jours
Allison Dysart	Libéral	De mars 1926 au 16 juillet 1935	9 ans, 4 mois	Du 16 juillet 1935 au 13 mars 1940	4 ans, 7 mois, 26 jours
Louis J. Robichaud	Libéral	D'octobre 1958 au 12 juillet 1960	1 an, 9 mois	Du 12 juillet 1960 au 12 novembre 1970	10 ans, 4 mois
Richard Hatfield	Progressiste- conservateur	Du 14 juillet 1969 au 12 novembre 1970	1 an, 4 mois, 29 jours	Du 12 novembre 1970 au 27 octobre 1987	16 ans, 11 mois, 15 jours
Raymond Frenette	Libéral	Du 15 août 1983 au 4 mars 1985	1 an, 6 mois, 17 jours	Du 14 octobre 1997 au 2 mai 1998	6 mois, 18 jours
Frank McKenna	Libéral	Du 4 mai 1985 au 27 octobre 1987	2 ans, 5 mois, 23 jours	Du 27 octobre 1987 au 13 octobre 1997	9 ans, 11 mois, 16 jours
Bernard Lord	Progressiste- conservateur	Du 4 novembre 1998 au 21 juin 1999	7 mois, 17 jours	Du 21 juin 1999 au 3 octobre 2006	7 ans, 3 mois, 12 jours
Shawn Graham	Libéral	Du 12 mai 2002 au 3 octobre 2006	4 ans, 4 mois, 21 jours	Du 3 octobre 2006 jusqu'à présent	11 mois, 15 jours (en date du 18 septembre 2007)
11 chefs de l'opposition	5 Conservateurs, 5 Libéraux, 1 député qui a changé parti	S. O.	3,6 ans en moyenne	S. O.	6,8 ans en moyenne

APPENDIX A-22 Salary Recommendations Base Salary of \$85,000

.....

.....

...

...........

Position	Formula	Salary for Position	Total Salary Received (including Base Salary)
Premier	N/A	\$79,000	\$164,000
Minister with Portfolio	66.6% of Premier's	\$52,614	\$137,614
Minister without Portfolio	50% of Premier's	\$39,500	\$124,500
Leader of the Opposition	70% of Premier's	\$55,300	\$140,300
Speaker	Same as Minister with Portfolio	\$52,614	\$137,614
Deputy Speaker	50% of Speaker's	\$26,307	\$111,307
Leader of a Registered Political Party	25% of Premier's	\$19,750	\$104,750
Government Whip	Same as Deputy Speaker	\$26,307	\$111,307
Official Opposition Whip	75% of Deputy Speaker	\$19,730.25	\$104,730.25
Third Party Whip	N/A	\$2,500	\$87,500

ANNEXE A-22 Recommandations relatives à la rémunération Indemnité parlementaire de 85 000 \$ (base)

Charge	Formule	Traitement ou indemnité additionnelle	Rémunération globale
Premier ministre	S. O.	79 000,00 \$	164 000,00 \$
Ministre avec portefeuille	66,6 % du traitement du premier ministre	52 614,00 S	137 614,00 S
Ministre sans portefeuille	50 % du traitement du premier ministre	39 500,00 \$	124 500,00 S
Chef de l'opposition	70 % du traitement du premier ministre	55 300,00 \$	140 300,00 S
Présidence de l'Assemblée	Même somme que les ministres avec portefeuille	52 614,00 S	137 614,00 \$
Vice-présidence de l'Assemblée	50 % de l'indemnité additionnelle de la présidence de l'Assemblée	26 307,00 \$	111 307,00 S
Chef d'un parti reconnu	25 % de l'indemnité additionnelle du premier ministre	19 750,00 \$	104 750,00 S
Whip du gouvernement	Même indemnité additionnelle que la vice- présidence de l'Assemblée	26 307,00 \$	111 307,00 \$
Whip de l'opposition officielle	75 % de l' indemnité additionnelle de la vice- présidence de l'Assemblée	19 730,25 \$	104 730,25 S
Whip d'un tiers parti	S. O.	2 500,00 \$	87 500,00 \$

APPENDIX A-23 Life Expectancy in New Brunswick as of 2004 Source: Statistics Canada CANSIM Table 102-0511

Females	82.2 years	
Males	77 years	

## ANNEXE A-23 Espérance de vie au Nouveau-Brunswick en 2004

Source: tableau CANSIM 102-0511, Statistique Canada

Femmes	82,2 ans	
Hommes	77 ans	

# APPENDIX A-24 Monthly Pension Payable at 8 Sessions vs. 6

### Scenario # 1

.........

....

...

- 8 Sessions (vested)
- Average sessional indemnity of \$85,000

Age	Monthly Pension	Annual Pension
60	\$2,549.99	\$30,599.88
59	\$2,493.22	\$29,919.84
58	\$2,436.66	\$29,239.92
57	\$2,379.99	\$28,559.88
56	\$2,323.32	\$27,879.84
55	\$2,266.66	\$27,199.92

### Scenario #2

- 6 Sessions (assume member is vested)
- Average sessional indemnity of \$85,000

Age	Monthly Pension	Annual Pension
60	\$1,912.50	\$22,950.00
59	\$1,870.00	\$22,440.00
58	\$1,827.50	\$21,930.00
57	\$1,785.00	\$21,420.00
56	\$1,742.50	\$20,910.00
55	\$1,700.00	\$20,400.00

### ANNEXE A-24

Pension mensuelle à payer après 8 sessions et après 6 sessions

### Scénario 1

- 8 sessions (droit à pension acquis)
- Indemnité parlementaire moyenne de 85 000 \$

Âge	Pension mensuelle	Pension annuelle
60	2 549,99 \$	30 599,88 \$
59	2 493,22 \$	29 919,84 \$
58	2 436,66 \$	29 239,92 \$
57	2 379,99 \$	28 559,88 \$
56	2 323,32 \$	27 879,84 \$
55	2 266,66 \$	27 199,92 \$

# Scénario 2

- 6 sessions (droit à pension acquis)
- Indemnité parlementaire moyenne de 85 000 S

Âge	Pension mensuelle	Pension annuelle
60	1 912,50 \$	22 950,00 \$
59	1 870,00 S	22 440,00 \$
58	1 827,50 \$	21 930,00 \$
57	1 785,00 \$	21 420,00 \$
56	1 742,50 \$	20 910,00 \$
55	1 700,00 \$	20 400,00 \$







.

.

.

.

:

.

### Types of Pension Plans that are Cost Neutral to MLAs

The other determinant to the "adjustment factor" is the type of pension that you choose at retirement. A certain type of pension may be more suited to your situation than another. At the same time, the yearly amount of pension paid in each option does vary because of the difference in adjustment factors. So careful consideration should go into the choice of the type of pension. A brief discussion on each type of pension follows:

# a.) Life Pension with No Payments After your Death

This type of pension continues until your death. There are no payments after your death.

The monthly payment with this option is higher than with any of the types of pension below. You may wish to choose this option if no one but you is dependent on your pension income.

# b.) Life Pension with 5 Years Guarantee

This type of pension continues until your death. However, if you die before 60 monthly payments are made, then your designated beneficiary receives the remaining payments.

You may wish to choose this option if there is someone dependent on your pension income, but would have other resources after 5 years.

#### c.) Life Pension with 10 Years Guarantee

This type of pension continues until your death. However, if you die before 120 monthly payments are made, then your designated beneficiary receives the remaining payments.

The monthly payment with this option is somewhat less than the life pension with a 5 years guarantee above. You may wish to choose this type of pension if the person dependent on your pension income needs more than 5 years of security and is other than your legal spouse.

# d.) Life Pension with Benefit for Surviving Spouse

This type of pension continues until your death. However, if you die before your spouse, then your spouse receives a certain percentage of your pension for the rest of his or her life. The percentage may be 50%, 66%%. 100% of your pension.

The monthly payment with this option is less than any of the types of pension above. Also the monthly payment with an option that pays 100% of your pension to your spouse is less than with a similar option that pays only 50% of your pension to your spouse after your death.

You may wish to choose this type of pension if your spouse depends on your pension income. A designated beneficiary other than a legal spouse has no rights to any benefit under this option.

#### ANNEXE A-25

### Types de régimes de retraite sans surcoûts pour les députés

L'autre déterminant pour le facteur de rajustement est le type de pension choisi pour la retraite. Un certain type de pension pourrait mieux convenir qu'un autre, selon la situation. En même temps, le montant annuel de la pension versée au titre de chaque option varie en raison de la différence entre les facteurs de rajustement. Il faut donc choisir judicieusement le type de pension. Une brève explication de chaque type de pension suit.

### a) Pension viagère sans garantie

Cette pension est versée jusqu'au décès de la personne. Aucun versement n'est fait après le décès.

Selon cette option, le versement mensuel est plus élevé que celui de tout autre type de pension expliqué ci-dessous. Cette option conviendrait si personne d'autre que le or la prestataire ne vit des revenus de pension.

### b) Pension viagère avec garantie de cinq ans

La pension est versée jusqu'au décès de la personne. Toutefois, si le décès survient avant la réception des 60 versements mensuels, la ou le bénéficiaire désigné reçoit alors les versements qui restent.

Cette option conviendrait si une personne qui vit des revenus de pension disposera d'autres ressources après cinq ans.

### c) Pension viagère avec garantie de 10 ans

Cette pension est en vigueur jusqu'au décès de la personne. Toutefois, si le décès survient avant la réception des 120 versements mensuels la ou le bénéficiaire désigné reçoit le reste des versements.

Le versement mensuel ou titre de cette option est quelque peu inférieur à celui de la pension viagère avec garantie de cinq ans mentionnée ci-dessus. Ce type de pension conviendrait si la personne qui vit du revenu de pension a besoin de plus de cinq ans de garantie et n'est pas le conjoint légal.

## d) Pension viagère réversible au conjoint survivant

Le versement des prestations continue jusqu'au décès de la personne. Toutefois, si le décès survient avant celui du conjoint, ce dernier reçoit un certain pourcentage de la pension pendant le reste de sa vie. Il peut s'agir de 50 %, de 66% % ou de 100 % de la pension.

Le versement mensuel est inférieur à celui des autres types de pension. En outre, le versement mensuel au titre de l'option qui fournit 100 % de la pension au conjoint est inférieur à celui de l'option similaire qui ne fournit que 50 % de la pension au conjoint survivant.

Ce type de pension conviendrait si le conjoint vit du revenu de pension. Un bénéficiaire désigné autre que le conjoint légal n'a droit à aucune prestation au titre de cette option.

Province/ Territory	Type of Plan	Contribution Rate	Eligibility (Vesting)	Age Pension can be Taken Without Penalt
Newfoundland and Labrador	Defined Benefit (Contribution Plan recommended)	9%	5 years encompassing 2 terms	Age and service must = 60
Prince Edward Island	Defined Benefit; two plans - a Basic and a Supplementary	8%	Immediate for Basic/ 2 elections and 5 years for Supplementary	55
Nova Scotia	Defined Benefit	10% of salary up to 15 years	5 years and two elections	55
New Brunswick	Defined Benefit	9% for MLA; 6% for Minister 8 sessions for MLA; 6 months for Minister		60
Quebec	Defined Benefit	9% of indemnities N/A		60
Ontario	Defined Contribution	10% of salary	5 years	Age and service must = 55
Manitoba	Three plans to choose from: 1) Legislative Assembly Pension Plan, 2) RRSP chosen by MLA, matched by Gov., 3) Taxable trust matched by Gov.	7% for all plans	l year	55
Saskatchewan	Defined Contribution	9% for MLAs	1 year	50 if no longer an MLA; however, normal age is 65 (contribution amount would be greater)
Alberta	RRSP	MLAs who pay into the RRSP can also receive up to 50% of the amount in the Income Tax Act	N/A	N/A
British Columbia	Defined Benefit	11%, applied also to any salary due to additional roles	6 years	60
Nunavut	Defined Benefit	6.5%; 9% if MLA chooses the Supplementary Plan	Either of the two requirements: 1 Assembly or 4 years	60, or 30 years of service, or age/service index of 80
Northwest Territories	Defined Benefit	6.5%; 9% if MLA chooses the Supplementary Retiring Allowances Fund (this is also Defined Benefit). Pensionable income is the base salary except first \$1,000, which is non- taxable; salaries received for other legislative roles is pensionable	Retiring Allowances of Defined Benefit). The properties of the base salary on the process of the properties of the prope	
Yukon	Defined Benefit	9% of remuneration and earnings	6 years	60
Parliament	Defined Benefit	7% of sessional allowance; those with additional salaried roles may also contribute at 7% if they choose to do so	6 years	55

ANNEXE A-26

.....

Province ou territoire	Type de régime	Taux de cotisation	Conditions pour le droit à pension	Âge d'accès à la pension sans pénalité
Terre-Neuve-et- Labrador	À prestations déterminées (régime à cotisation recommandé)	9%	5 années couvrant 2 mandats	Âge + années de service = 60 ans
Île-du-Prince- Édouard	À prestations déterminées ; deux régimes : de base et supplémentaire	8 %	De base : droit immédiat Supplémentaire : 2 élections et 5 années	55 ans
Nouvelle-Écosse	À prestations déterminées	10 % de l'indemnité 5 années et 2 élections parlementaire jusqu'à 15 années		55 ans
Nouveau- Brunswick	À prestations déterminées	Député : 9 % Ministre : 6 %	Député : 8 sessions Ministre : 6 mois	60 ans
Québec	À prestations déterminées	9 % de l'indemnité parlementaire S. O.		60 ans
Ontario	À cotisations déterminées 10 % de l'indemnité parlementaire 5 années		5 années	Âge + années de service = 55 ans
Manitoba	Choix de trois régimes : 1) régime de pension de 1'Assemblée législative; 2) REER choisi par le député, cotisation de contrepartie du gouvernement; 3) fiducie imposable, cotisation de contrepartie du gouvernement.	7 % pour tous les régimes	1 année	55 ans
Saskatchewan	À cotisations déterminées	9 % pour les députés	1 année	50 ans après mandat; l'âge normal est 65 ans (montant de cotisation serait plus important)
Alberta	REER	Députés cotisant au REER peuvent aussi recevoir jusqu'à 50 % de la somme prévue dans la Loi de l'impôt sur le revenu.		S. O.
Colombie- Britannique	À prestations déterminées	11 %, appliqué aussi à toute rémunération pour fonctions additionnelles	6 années	60 ans
Nunavut	À prestations déterminées	6,5 %; 9 % pour le régime supplémentaire	1 session ou 4 années	60 ans ou 30 années de service ou 80 ans comme total de l'âge et des années de service

Territoires du Nord-Ouest	À prestations déterminées	6,5 %; 9 % si le député choisit le fonds de prestations supplémentaires de retraite (aussi à prestations déterminées).  Revenu ouvrant droit à pension est l'indemnité parlementaire, sauf la première tranche de 1 000 \$, qui est non imposable; rémunération au titre d'autres fonctions législatives est imposable.	1 mandat ou 4 années	60 ans
Yukon	À prestations déterminées	9 % de la rémunération et des gains	6 années	60 ans
Chambre des communes	À prestations déterminées	7 % de l'indemnité de fonction ; députés exerçant des fonctions additionnelles rémunérées peuvent aussi choisir de cotiser à 7 %.	6 années	55 ans

Plan	Employee Contributions	Employer Contribution	Refund Provisions	Eligibility for Deferred Allowance	Eligibility for Normal Unreduced Allowance	Eligibility for Reduced Allowance
Public Service Superannuation Act	5.8% up to YMPE 7.5%	7.8648% up to YMPE 10.17% on excess + liquidation payment	Refund of employee contributions plus interest. 4% nominal rate compounded	5 years service & age 60 (unreduced); 5 years service & 55 to 60 (reduced)	5 years service and age 60	5 years service and age 55
Teachers' Pension Act	7.3% up to YMPE, 9.0% on excess	Matched 100% + liquidation payment	Refund of employee contributions plus interest. 4% nominal rate compounded semi-annually	Reduced 5 years service at 60 (reduced) Unreduced 5 years service at 65 20 years service at 60 35 years service at 60	-5 years service at 65 or -age/service index 87 + or -20 years service at 60; 35 years service	-5 years service at 60 or -age/service index 80-87
Members Superannuation Act	9% of sessional indemnity & 6% of Minister's salary	Matching plus annual deficit	Refund of employee contributions without interest if less than 10 sessions	N/A	10 sessions, no age requirement	N/A
Members' Pension Act- Registered Pension Plan	9% of sessional indemnity & 6% of Minister's salary	Matching plus annual deficit	Refund of employee contributions with interest if less than 8 sessions	8 sessions	8 sessions and age 60	8 sessions any age
Members' Pension Act- Supplementary Allowance	N/A	N/A	N/A	8 sessions	8 sessions and age 55 (in combination with regular portion)	8 sessions any age
Provincial Court Act	7% of salary	Sufficient to cover CSC + liquidation payments	Refund of Judge's contributions plus interest, where Judge is not entitled to annuity under PCA	15 years and resigns for better administrat- ion of justice. Payable at age 65; 20 years and age 60 payable at age 65	10 years service & age 65 or 25 years of service and age 60	Less than 25 years of service or 65 years old

Plan	Employee Contributions	Employer Contribution	Refund Provisions	Eligibility for Deferred Allowance	Eligibility for Normal Unreduced Allowance	Eligibility for Reduced Allowance
Provincial Court Judges' Pension Act	7% of Judge's salary until 23.63 years of service accumulated or reaches age 69 (71).	Sufficient to cover CSC + liquidation payments	Refund of Judge's contributions plus interest, where Judge is not entitled to an annual pension PCJPA	2 years service - Payable at age 60	2 years service & age 60	2 years service and haven't reached age 60
Pension Plan for General Labour Trades & Service Employees of N.B. School Districts	5.5% of earnings up to YMPE, 7.0% on excess	Cannot be less than 95% of employee amount	With less than 5 years of continuous employment- refund of employee contributions with accumulated interest (CANSIM); With more than 5 years of continuous employment - refund of the commuted value (50% rule applies)	5 years continuous employment at age 60  5 years continuous employment reduce at age 55	5 years continuous employment at age 60	5 years continuous employment reduce at age 55
Pension Plan for Full-Time CUPE 2745 Employees of N.B. School Districts	4.5% of earnings up to YMPE, 6.0% on excess. Effective Sept. 1, 2007; 5% on earnings up to YMPE; 6.5% of earnings above YMPE	148.2% of employee contributions	With less than 5 years of continuous employment - refund of employee contributions with accumulated interest (CANSIM); With 5 or more years of continuous employment - refund of the commuted value (50% rule applies)	5 years continuous employment at age 60  5 years continuous employment reduced at age 55	5 years continuous employment at age 60	5 years continuous employment reduced at age 55
Pension Plan for Certain Bargaining Employees of N.B. Hospitals	5.285% of pensionable earnings up to YMPE, 6.71% on excess	Matched 100%	With less than 5 years of continuous employment - refund of employee contributions with accumulated interest (CANSIM); With 5 or more years of continuous employment - refund of the commuted value (50% rule applies)	5 years continuous employment at age 60 5 years continuous employment at age 55	5 years continuous employment at age 60	5 years continuous employmnet at age 60
Pension Plan for CUPE Employees of N.B. Hospitals	6.17% of pensionable earnings up to YMPE, 6.17% on excess	Matched 100%	With less than 5 years of continuous employment - refund of employee contributions with accumulated interest (CANSIM); With 5 or more years of continuous employment - refund of the commuted value (50% rule applies)	5 years continuous employment at age 60 5 years continuous employment, reduced at age 55	5 years continuous employment reduce at age 55	5 years continuous employment reduced at age 55

CANSIM- Statistics Canada Tables

CSC- Current Service Cost

PCJPA- Provincial Court Judges' Pension Act YMPE- yearly maximum pensionable earnings

••••••••

.......

ANNEXE A-27

Régime	Cotisations du salarié	Cotisations de l'employeur	Dispositions relatives aux remboursements	Admissibilité aux prestations différées	Admissibilité aux prestations normales non réduites	Admissibilité aux prestations réduites
Loi sur la pension de retraite dans les services publics	5,8 % de la rémunération jusqu'au MGAP; 7,5 % de l'excédent	7,8648 % de la rémunération jusqu'au MGAP; 10,17 % de l'excédent + versement spécial	Remboursement des cotisations du salarié plus intérêts ; taux nominal composé de 4 %	5 années de service à 60 ans (prestations non réduites); 5 années de service de 55 à 60 ans (prestations réduites)	5 années de service à 60 ans	5 années de service à 55 ans
Loi sur la pension de retraite des enseignants	7,3 % de la rémunération jusqu'au MGAP; 9,0 % de l'excédent	Cotisation de contrepartie à 100 % + versement spécial	Remboursement des cotisations du salarié plus intérêts ; taux nominal composé semestriel de 4 %	Prestations réduites: 5 années de service à 60 ans Prestations non réduites: 5 années de service à 65 ans ou 20 années de service à 60 ans ou 35 années de service	5 années de service à 65 ans ou au moins 87 ans comme total de l'âge et des années de service ou 20 années de service à 60 ans ou 35 années de service	5 années de service à 60 ans ou de 80 à 87 ans comme total de l'âge et des années de service
Loi sur la pension de retraite des députés	9 % de l'indemnité annuelle plus 6 % du traitement du ministre	Cotisation de contrepartie plus déficit annuel	Remboursement des cotisations du salarié sans intérêts s'il compte moins de 10 sessions	S. O.	10 sessions; aucune exigence relative à l'âge	S. O.
Loi sur la pension des députés — régime de pension enregistré	9 % de l'indemnité annuelle plus 6 % du traitement du ministre	Cotisation de contrepartie plus déficit annuel	Remboursement des cotisations du salarié plus intérêts s'il compte moins de 8 sessions	8 sessions	8 sessions à 60 ans	8 sessions, peu importe l'àge
Loi sur la pension des députés — allocation supplémentaire	S. O.	S. O.	S. O.	8 sessions	8 sessions à 55 ans (prestations ajoutées à la portion régulière)	8 sessions, peu importe l'âge

Régime	Cotisations du salarié	Cotisations de l'employeur	Dispositions relatives aux remboursements	Admissibilité aux prestations différées	Admissibilité aux prestations normales non réduites	Admissibilité aux prestations réduites
Loi sur la Cour provinciale	7 % du traitement	Suffisante pour couvrir le CSC + versement spécial	Remboursement des cotisations du juge plus intérêts en cas d'inadmissibilité à une pension en vertu de la Loi sur la Cour provinciale	15 années si sa démission contribue à une meilleure administration de la justice, à payer à 65 ans ou 20 années de service à 60 ans, à payer à 65 ans	10 années de service à 65 ans ou 25 années de service à 60 ans	Moins de 25 années de service ou l'âge de 65 ans
Loi sur la pension des juges de la Cour provinciale	7 % du traitement du juge jusqu'à ce qu'il accumule 23,63 années de service ou atteigne l'âge de 69 ans (71 ans)	Suffisante pour couvrir le CSC + versement spécial	Remboursement des cotisations du juge plus intérêts en cas d'inadmissibilité à une pension en vertu de la Loi sur la pension des juges de la Cour provinciale	2 années de service, à payer à 60 ans	2 années de service à 60 ans	2 années de service si le juge n'a pas atteint 60 ans
Régime de pension à l'intention du groupe Manoeuvres, hommes de métier et de services des districts scolaires du Nouveau- Brunswick	5,5 % de la rémunération jusqu'au MGAP; 7,0 % de l'excédent	Au moins 95 % de la cotisation du salarié	Moins de 5 années d'emploi continu : remboursement des cotisations du salarié plus intérêts accumulés (CANSIM) Au moins 5 années d'emploi continu : remboursement de la valeur de rachat (règle des 50 % s'y applique)	5 années d'emploi continu à 60 ans 5 années d'emploi continu à 55 ans (prestations réduites)	5 années d'emploi continu à 60 ans	5 années d'emploi continu à 55 ans
Régime de pension des employés à temps plein des districts scolaires du Nouveau- Brunswick membres la section locale 2745 du SCFP	4,5 % de la rémunération jusqu'au MGAP; 6,0 % de l'excédent; à compter du 1° septembre 2007 : 5,0% de la rémunération jusqu'au MGAP; 65 % de l'excédent	148,2 % de la cotisation du salarié	Moins de 5 années d'emploi continu : remboursement des cotisations du salarié plus intérêt accumulé (CANSIM) Au moins 5 années d'emploi continu : remboursement de la valeur de rachat (règle des 50 % s'y applique)	5 années d'emploi continu à 60 ans 5 années d'emploi continu à 55 ans (prestations réduites)	5 années d'emploi continu à 60 ans	5 années d'emploi continu à 55 ans

Régime	Cotisations du salarié	Cotisations de l'employeur	Dispositions relatives aux remboursements	Admissibilité aux prestations différées	Admissibilité aux prestations normales non réduites	Admissibilité aux prestations réduites
Régime de pension de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau- Brunswick	5,285 % des gains ouvrant droit à pension jusqu'au MGAP; 6,71 % de l'excédent	Cotisation de contrepartie à 100 %	Moins de 5 années d'emploi continu : remboursement des cotisations du salarié plus intérêts accumulé (CANSIM) Au moins 5 années d'emploi continu : remboursement de la valeur de rachat (règle des 50 % s'y applique)	5 années d'emploi continu à 60 ans 5 années d'emploi continu à 55 ans (prestations réduites)	5 années d'emploi continu à 60 ans	5 années d'emploi continu à 55 ans
Régime de pension des employés des hôpitaux du Nouveau- Brunswick membres du SCFP	6,17 % des gains ouvrant droit à pension jusqu'au MGAP; 6,17 % de l'excédent	Cotisation de contrepartie à 100 %	Moins de 5 années d'emploi continu : remboursement des cotisations du salarié plus intérêts accumulé (CANSIM) Au moins 5 années d'emploi continu : remboursement de la valeur de rachat (règle des 50 % s'y applique)	5 années d'emploi continu à 60 ans 5 années d'emploi continu à 55 ans (prestations réduites)	5 années d'emploi continu à 60 ans	5 années d'emploi continu à 55 ans

MGAP = maximum des gains annuels ouvrant droit à pension

CSC = coût des services courants

••••

•

•

CANSIM = tableaux de Statistique Canada

## APPENDIX A-28 ENDNOTES

- 1) Sir Leonard Tilley, Lieutenant Governor of New Brunswick, Speech from the Throne, 26 February, 1878.
- Hon. Edward M. Roberts, N.L., Q.C., Lieutenant Governor of Newfoundland and Labrador, Speech from the Throne, 24 April, 2007.
- 3) "politics," Canadian Oxford Dictionary (Toronto: Oxford University Press, 1998), 1122.
- 4) British Columbia (Attorney General) v. Christie, 2007, SCC 21, para. 20.
- Edward Gibbon, The History of the Decline and Fall of the Roman Empire, Volume 4 (Boston: Crosby, Nichols, Lee and Company, 1860), 307.
- 6) Gibbon, 307.
- 7) "Greek Law," Encyclopedia Britannica, Volume 10 (1973), 860-61.
- 8) New Brunswick, Legislative Assembly Act, Section 10.1.
- 9) New Brunswick, Legislative Assembly Act, Section 32.2, 5(a).
- 10) "MLA Remuneration Effective April 1, 2007," Legislative Assembly of Alberta < www.assembly.ab.ca.lao.ht MLA mem0.htm>.
- 11) Sean Holman, Public Eye Online: A Journal Covering British Columbia Politics.
- 12) Commissioner Sue Paish, Q.C. et al., Report of the Independent Commission to Review MLA Compensation, April 2007, 1.
- 13) Commissioner Paish et al., 1.
- 14) Commissioner Paish et al., 1,
- 15) British Columbia Legislative Assembly, Members' Administration Manual. Quoted in Commissioner Paish et al., 29.
- 16) Commissioner Paish et al., 3.
- 17) Commissioner Paish et al., 13.
- 18) British Columbia, Members' Remuneration and Pensions Statutes Amendment Act, 2007, Section 7.
- 19) State of Maine, Legislators' Handbook, 59.
- 20) MLA Pay, Allowances, and Retirement Benefits Effective April 1, 2007, <a href="http://www.reviewcommissioner.mb">http://www.reviewcommissioner.mb</a> ca mla.html>.
- 21) Hon. Derek J. Green, Commissioner, Executive Summary of Rebuilding Confidence: Report of the Review Commission on Constituency Allowances and Related Matters, May 2007, 1.
- 22) Commissioner Green, 25.
- 23) Commissioner Green, 26.

### ANNEXE A-28 NOTES EN FIN DE TEXTE

- Sir Leonard Tilley, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, discours du trône, 26 février 1878.
- L'hon. Edward M. Roberts, O.N.L., c.r., lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador, discours du trône, 24 avril 2007.
- Le nouveau Petit Robert, 2008, Paris, p. 1955.
- Colombie-Britannique (Procureur général) c. Christie, 2007, CSC 21, paragr. 20.
- Edward Gibbon, The History of the Decline and Fall of the Roman Empire, Boston, Crosby, Nichols, Lee & Co., 1860, vol. 4, p. 307.
- 6 Ibid., p. 307.
- Encyclopaedia Britannica, 1973, «Greek Law» vol. 10, p. 860-861.
- Nouveau-Brunswick, Loi sur l'Assemblée législative, paragr. 10 (1).
- <sup>9</sup> Ibid., al. 32.2 5(a).
- Assemblée législative de l'Alberta, MLA Remuneration Effective April 1, 2007, [en ligne], <www.assembly.ab.ca | lao hr MLA mem0.htm>.
- Sean Holman, Public Eye Online: A Journal Covering British Columbia Politics.
- La commissaire Sue Paish, c.r., et autres, Report of the Independent Commission to Review MLA Compensation, avril 2007, p.1.
- 13 Ibid.
- 14 Ibid.
- 15 Ibid., p.29, citation du Members' Administration Manual, Assemblée législative de la Colombie-Britannique.
- 16 Ibid., p. 3.
- 17 Ibid., p. 13.
- Colombie-Britannique, Members' Remuneration and Pensions Statutes Amendment Act, 2007, art. 7.
- État du Maine, Legislators' Handbook, p. 59.
- Traitement, Allocations et Prestations de Pension des Députés À partir du ler ayril 2007. [en ligne]
- L'hon. Derek J. Green, commissaire, Rebuilding Confidence Report of the Review Commission on Constituency Allowances and Related Matters, sommaire, mai 2007, p. 1.
- 22 Ibid., p. 25.

- 24) Hon. Derek J. Green, Commissioner, Rebuilding Confidence: Report of the Review Commission on Constituency Allowances and Related Matters, May 2007, Chapter 9, 11n.
- 25) Hon. Barbara McDougall et al., Report of the Commission of Inquiry on the Remuneration of Elected Provincial Officials, September 2006, 12.
- 26) Hon. Barbara McDougall, 19.
- 27) Honourable Coulter A. Osborne, Report Pursuant to the MPP Compensation Reform Act (Arm's Length Process, 2001), 2006, 3.
- 28) Commissioner Michael L. O'Brien et al., Report of the Indemnities and Allowances Commission for the Year 2006, 2.
- 29) Commissioner O'Brien et al., 4.
- 30) Commissioner O'Brien et al., 5.
- 31) Commissioner O'Brien et al., 7.
- 32) Arthur Wakabayashi, Report of the Independent Review Committee on MLA Indemnity, 12.
- 33) Wakabayashi, 1.

.

- 34) Wakabayashi, 2.
- Hon. Herménégilde Chiasson, Lieutenant Governor of New Brunswick, Speech from the Throne, 2 December, 2004.
- 36) Legislative Assembly of New Brunswick, Orientation Manual (Fredericton, Legislative Assembly of New Brunswick, 2006), 4.
- 37) Legislative Assembly of New Brunswick, Orientation Manual, 3.
- Legislative Assembly of New Brunswick, Orientation Manual, 3-4.
- Hon. Herménégilde Chiasson, Lieutenant Governor of New Brunswick, Speech from the Throne, 6 February, 2007.
- 40) Stewart Hyson, "A One Party Legislature: Where's 'Her Majesty's Loyal Opposition: In the Loyalist Province?," Canadian Parliamentary Review 2 (1988).
- 41) Ghita Ionescu and Isabel de Madariaga, Opposition: Past and Present of a Political Institution (Baltimore: Penguin Books Inc., 1972), 9.
- Norman Wilding and Philip Laundy, An Encyclopedia of Parliament (London: Cassell, 1971), 428.
- 43) Roger Graham, *The King-Byng Affair* (Toronto: The Copp Clark Publishing Company, 1967), 2-4.
- 44) Ionescu and de Madriaga, 70n.
- 45) Wilding and Laundy, 428.
- 46) Parliament of Canada, Indemnities, Salaries and Allowances, < <a href="http://www.w.v.parlige.ca/Parlinfo">http://www.w.v.parlige.ca/Parlinfo</a> Lists Salaries.aspx?Section=03d93c58-f843-49b3-9653-84275c23f3fb&Year=1905>.

- 23 Ibid., p. 26.
- <sup>24</sup> Ibid., chap. 9, p. 11n.
- L'hon. Barbara McDougall et autres, Report of the Commission of Inquiry on the Remuneration of Elected Provincial Officials, septembre 2006, p. 12.
- 26 Ibid., p. 19.
- 27 Bureau du commissaire à l'intégrité, Report of the Honourable Coulter A. Osborne Re: MPP Compensation Reform Act (Arm's Length Process), 2001, 2006, p.3.
- Le commissaire Michael O'Brien et autres, Report of the Indemnities and Allowances Commission for the Year 2006, p. 2.
- 29 Ibid., p.4.
- 30 Ibid. p.5.
- 31 Ibid., p.7.
- Wakabayashi, Arthur, Report of the Independent Review Committee on MLA Indemnity, p.12.
- 33 Ibid., p. 1.
- 34 Ibid., p.2.
- 35 L'hon. Herménégilde Chiasson, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, discours du trône, 2 décembre 2004.
- Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, Guide d'orientation, Fredericton, Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, 2006, p.4.
- 37 Ibid., p.3.
- <sup>38</sup> Ibid., p.3-4.
- <sup>19</sup> L'hon. Herménégilde Chiasson, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, discours du trône, 6 février 2007.
- Stewart Hyson, « Où est passée "l'Opposition loyale de sa Majesté" dans la province loyaliste? », Revue parlementaire canadienne, vol. 11, n° 2,1988.
- 41 Ghita Ionescu et Isabel de Madariaga, Opposition: Past and Present of a Political Institution, Baltimore, Penguin Books Inc., 1972, p. 9.
- 42 Norman Wilding et Philip Laundy, An Encyclopædia of Parliament, London, Cassell, 1971, p. 428.
- 43 Roger Graham, The King-Byng Affair. Toronto, Copp Clark Pub. Co., 1967, pp. 2-4.
- Ionescu et de Madariaga, op. cit., p. 70n.
- 45 Wilding et Laundy, op. cit., p. 428.
- 46 Parlement du Canada, Indemnités, salaires et allocations

- 47) Robert MacGregor Dawson, *The Government of Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 1947), 396.
- 48) Legislative Assembly of New Brunswick, Orientation Manual, 5.
- [en ligne], <a href="http://www2.parl.gc.ca/parlinfo/Lists-Salaries.aspx">http://www2.parl.gc.ca/parlinfo/Lists-Salaries.aspx">Section=03d93c58-f843-49b3-9653-84275c23f3fb&Year=1905&Language=F></a>.
- 47 R. MacGregor Dawson, The Government of Canada, Toronto, Toronto University Press, 1947, p. 396.
- 48 Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, Guide d'orientation, p. 5.



# FOCAL POINTS (and where to find the details)

- BASIC PREMISE: Fair compensation to attract competent persons to seek office, but not a major inducement to offer.
- NO INDEPENDENT REVIEW SINCE 1980: refer to Introduction
- MLA, a full time job: refer to Legislators
- CONSTITUENCY ALLOWANCES ARE NOT SALARY: refer to Exclusion
- NEW BRUNSWICK ECONOMY ROBUST: refer to Economic Conditions
- NON-TAXED INCOME \$22,534.44 BECOMES TAXABLE AT \$36,438.19, for a total of \$81,785.48: refer to Salaries
- 3.93% BASIC SALARY INCREASE to \$85,000; refer to Salaries
- SANCTION FOR FAILURE TO ATTEND LEGISLATURE S I T T I N G S; ACCOUNTABILITY AND TRANSPARENCY: refer to Salaries
- NO CHANGE IN THE ANNUAL ADJUSTMENT OF SALARIES: refer to Salaries
- STATUS QUO NOT GRAND-FATHERED: refer to Caveat
- COMPENSATION REVIEWS OF PROVINCES AND TERRITORIES: refer to Current Canadian reviews
- SALARY FORMULALINKED
   TO PREMIER'S SALARY OF
   \$79,000: refer to Executive
   Council
   Minister: \$52,614
   Minister without Portfolio:
   \$39,500
   Leader of the Opposition:
   \$55,300
   Speaker: \$52,614

- Deputy Speaker: \$26,307 Government Whip: \$26,307 Opposition Whip: \$19,730.25 Third Party Whip: \$2,500
- REIMBURSE COMMITTEE MEMBERS WITH RECEIPTS; TRANSPARENCY AND ACCOUNTABILITY: refer to Committees
- RE-ESTABLISHMENT ALLOWANCE ON LEAVING OFFICE; CAP: refer to Reestablishment allowances
- CAREER COUNSELING ON L E A V I N G; REIMBURSEMENT UP TO \$5,000 WITH RECEIPTS: refer to Career Counseline
- PENSION AT 60: refer to Pensions
- EARLY REDUCED PENSION AT 55 WITH PENALTY: refer to Pensions
- PENSION VESTS AFTER SIX YEARS AS A MEMBER: refer to Conclusion and Focus
- PENSION REVIEW RECOMMENDED; TRANSPARENCY: refer to Conclusion and Focus
- INTERIM REGULAR REVIEWS RECOMMENDED: TRANSPARENCY: refer to Conclusion and Focus
- SALARY AND BENEFIT REVIEWS AFTER EACH GENERAL ELECTION; TRANSPARENCY: refer to Conclusion and Focus

# POINTS SAILLANTS (et où trouver les détails)

- PRINCIPE FONDAMENTAL:
   Assurer une juste rémunération qui incite la candidature de personnes qualifiées sans constituer une incitation majeure à se présenter.
- A U C U N E X A M E N INDÉPENDANT DEPUIS 1980 : voit Introduction
- EXERCICE DU MANDAT PARLEMENTAIRE UNE PROFESSION À TEMPS PLEIN : voit Législateurs et législatrices
- INDEMNITÉ DE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION N'ÉGALE PAS REVENU PERSONNEL : VOIT EXCUSSION
- ÉCONOMIE VIGOUREUSE AU NOUVEAU-BRUNSWICK : voir Conjoncture économique
- REVENU NON IMPOSABLE DE 22 535,44 5 DEVIENT REVENU IMPOSABLE DE 36 438,19 5, pour un total de 81 785,48 5 : voir Remunication
- AUGMENTATION DE 3,93 %.
  PORTANT L'INDEMNITÉ
  PARLEMENTAIRE À 85 000 5
  VOIL Rémunication
- SANCTION POUR DÉFAUT D'ASSISTER AUX SEANCES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE: REDDITION DE COMPTES ET TRANSPARENCE: voir Rémanération
- AUCUNE MODIFICATION DU RAJUSTEMENT ANNUEL DE L · I N D E M N I T E PARLEMENTAIRE : voit Remunération
- MAINTIEN DES DROITS ACQUIS? voir Réserve
- EXAMENS PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX DE LA RÉMUNÉRATION : sour Examens actuels au Canada
- FORMULE SALARIALE LICE AU TRAITEMENT DE 79 000 S DU PREMIER MINISTRE : voir Conseil exécutif

- Ministre 52.614.8
  Ministre sans portefeuille 39.300.8
  Présidence de l'Assemblée 55.300.8
  Présidence de l'Assemblée 52.614.8
  Vice-présidence de l'Assemblée 26.307.8
  Whip du gouvernement 26.307.8
  Whip de l'opposition : 19.730.25
  Whip de tiers parti 2.500.8
- REMBOURSEMENT DES FRAIS DES MEMBRES DE C O M I T É S S U R PRÉSENTATION DE REÇUS, TRANSPARENCE ET REDDITION DE COMPTES: voir Réunions de consités
- INDEMNITÉ DE RÉINSTALLATION VERSÉE AUX DÉPUTÉS SORTANTS : PLAFOND : VOIT Indemnité de réinstallation
- ORIENTATION
  PROFESSIONNELLE POUR
  DÉPUTÉS SORTANTS
  REMBOURSEMENT DE
  JUSQU'À 5 000 5 SUR
  PRÉSENTATION DE
  RECUS VOIR Orientation
  professionnelle
- \* PENSION A 60 ANS vost Pensions
- PENSION ANTICIPÉE RÉDUITE À 55 ANS, AVEC PENALITÉ : VOIS PENSIONS
- DROIT A PENSION ACQUIS APRES SIX ANNÉES DE SERVICE VOIR Conclusion et orientation
- EXAMEN DES PENSIONS
  R E C O M M A N D E ;
  TRANSPARENCE : voit
  Conclusion et orientation
- \* EXAMENS ANNUELS
  PROVISOIRES
  RECOMMANDES
  TRANSPARENCE : voir
  Conclusion et orientation
- \* EXAMEN DE LA
  RÉMUNERATION ET DES
  AVANTAGES À LA SUITE
  D'ÉLECTIONS
  GÉNÉRALES
  TRANSPARENCE: voir
  Conclusion et orientation



